

DELIBÉRATIONS

Un Cantal
ATTRACTIF

Un Cantal
CONNECTE
& OUVERT

Un Cantal
AU COEUR DES
SOLIDARITES

Un Cantal
INNOVANT

Un Cantal
RESPONSABLE



27
septembre
2024

Conseil départemental du Cantal
Réunion de l'Assemblée départementale

Conseil départemental

Recueil des délibérations

Date: Vendredi 27 Septembre 2024

Horaire: 09:30

CANTAL ATTRACTIF

24CD04-1 Convention cadre triennale 2024-2027 avec l'association
Unis Cité Auvergne-Rhône-Alpes

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention 2024-2027

ANNEXE - Programme d'action

CANTAL CONNECTE ET OUVERT

24CD04-2 Contrat de partenariat public-privé pour la RD 120 - Rapport
annuel 2023

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Rapport annuel 2023

CANTAL AU COEUR DES SOLIDARITES

24CD04-3 Convention tripartite relative au financement et à la réalisation d'une mission pour l'accès au logement des personnes défavorisées pour l'année 2024

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CD04-4 Avenant n° 2 à la convention de gestion du Revenu de Solidarité Active (RSA)

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant n° 2

24CD04-5 Avenants n°1 aux conventions avec la Communauté de communes du Pays de Gentiane gestionnaire du CLIC du Haut Cantal et le Centre Communal d'Action Sociale d'Aurillac gestionnaire du CLIC du Bassin d'Aurillac

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Avenant CLIC Haut Cantal

ANNEXE - 2-Avenant CLIC Bassin d'Aurillac

24CD04-6 Avenants aux conventions avec l'ADAPEI et l'Association des Paralysés de France (APF) pour la mobilisation de l'Aide à la Vie Partagée (AVP) au bénéfice des personnes âgées et des personnes en situation de handicap dans le cadre du nouvel accord tripartite

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant ADAPEI Enchalade Mauriac

ANNEXE - Avenant ADAPEI Les Hortes Aurillac

ANNEXE - Avenant APF

24CD04-7 Avenant à la convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant

24CD04-8 Bilan 2023 du contrat départemental de prévention et de protection de l'enfance 2022-2024

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1 - Bilan actions 2023

ANNEXE - 2 - Tableau de bord

24CD04-9 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Avenant n° 1 au contrat de la Communauté de communes du Pays de Mauriac

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant

24CD04-10 Fonds Cantal Villes 2022-2027 - Avenant n°1 au contrat de la Commune de Saint-Flour

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant

24CD04-11 Fonds Cantal Solidaire - Redéploiement de subventions

ANNEXE - Délibération

24CD04-12 Fonds Cantal Solidaire 2022-2024 - Attribution de subventions au titre de l'année 2024

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau d'attribution

24CD04-13 Fonds Cantal Animation + : Attribution complémentaire d'aides

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau d'attribution

24CD04-14 Programmation 2024 du produit des amendes de police

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau attribution

CANTAL INNOVANT

24CD04-15 Cantal Europe 2024-2028 - A la hauteur de vos projets

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Stratégie à la hauteur de vos projets

24CD04-16 Dispositif de soutien à la médiation européenne "Citoyens européens"

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dispositif

24CD04-17 Dispositif de soutien à la coopération Maramures-Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dispositif

24CD04-18 Dispositif d'aide individuelle à l'accueil de jeunes européens dans le Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dispositif

CANTAL RESPONSABLE

24CD04-19 Avis sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays de Maurs

ANNEXE - Délibération

24CD04-20 Avis sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Cère et Rance en Châtaigneraie

ANNEXE - Délibération

ADMINISTRATION GENERALE

24CD04-21 Dotation de fonctionnement des collèges publics : complément de dotation au titre de l'année 2024

ANNEXE - Délibération

24CD04-22 Dotation de fonctionnement des collèges publics 2025

ANNEXE - Délibération

24CD04-23 Bail emphytéotique entre les Consorts CELARIER et le Conseil départemental portant sur des parcelles situées sur la Commune de Saint-Jacques-des-Blats

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Bail emphytéotique biffé

24CD04-24 Règlements intérieurs portant organisation des Commissions d'Appel d'Offres (CAO) et des Commissions à Marchés Adaptés (CMAPA) du Conseil départemental du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Règlement CAO

ANNEXE - 2- Règlement CMAPA

ANNEXE - 3- Règlement CAO Lioran

ANNEXE - 4- Règlement CMAPA Lioran

24CD04-25 Compte-rendu à l'Assemblée des décisions prises par son Président dans le cadre des marchés publics formalisés et des marchés publics à procédure adaptée

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Tableau Marchés formalisés

ANNEXE - 2-Tableau MAPA

24CD04-26 Création d'un poste non permanent - Contrat de projet catégorie C

ANNEXE - Délibération

24CD04-27 Personnel départemental - Tableau des emplois

ANNEXE - Délibération

24CD04-28 Compte-rendu à l'Assemblée de l'exercice de la compétence d'agir en justice déléguée à son Président

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Compte-rendu

24CD04-29 Compte rendu à l'Assemblée de l'exercice des attributions déléguées à son Président

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - a-Arrêté subvention Etat continuité écologique

ANNEXE - b-Arrêté mise à disposition locaux

ANNEXE - c-Arrêté action prévention amélioration santé

ANNEXE - d-Arrêté travaux rénovation collège La Ponétie

ANNEXE - e-Arrêté travaux de rénovation Collège Pleaux

ANNEXE - f-Arrêté mise à disposition sites pour Festival 2024

ANNEXE - g-Arrêté usages numériques collèges 2022-2027

ANNEXE - h-Arrêté Auvergne-Rhône-Alpes Orientation

ANNEXE - i-Arrêté virement de chapitre à chapitre

ANNEXE - j-Arrêté Cantal Emploi Insertion

ANNEXE - k-Arrêté accord offre insertion

ANNEXE - l-Arrêté accompagnement jeunes 16-21

ANNEXE - m-Arrêté mise à disposition d'une parcelle

ANNEXE - n-Arrêté prêt d'une exposition

ANNEXE - o-Arrêté LEADER Cantal GAL 3V

ANNEXE - p- Arrêté travaux de rénovation Collège Laroquebrou

24CD04-30 Modification de désignation de représentant du Conseil départemental au sein des instances de la SAEM Super Lioran Développement

ANNEXE - Délibération

24CD04-31 Remboursement de frais aux intervenants extérieurs : déplacement dans le cadre de l'exposition itinérante Georges POMPIDOU

ANNEXE - Délibération

24CD04-32 DSID 2024 - Attribution de dotation pour 6 appels à projets
ANNEXE - Délibération

24CD04-33 Contribution financière complémentaire GIP TERANA
ANNEXE - Délibération
ANNEXE - Délibération Terana

24CD04-34 Subvention d'équilibre GIP MDPH
ANNEXE - Délibération

24CD04-35 Répartition du Fonds départemental de péréquation des taxes additionnelles aux droits d'enregistrement 2024 pour la gestion de 2023
ANNEXE - Délibération
ANNEXE - Tableau répartition

24CD04-36 Rapport d'activité des Services de l'Etat pour l'année 2023
ANNEXE - Délibération
ANNEXE - Rapport d'activité 2023

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-1

Convention cadre triennale 2024-2027 avec l'association Unis Cité Auvergne-Rhône-Alpes

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Florian MORELLE

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu la délibération n° 17CD06-03 du Conseil départemental du 21 décembre 2017 approuvant la Stratégie de Développement des Usages et des Services Numériques et son avenant 2021-2024 approuvé par délibération n° 21CD01-04 du 26 mars 2021,

Vu la délibération n° 21CD04-13 du Conseil départemental du 17 septembre 2021 approuvant la convention cadre triennale 2021-2024 avec Unis Cité Auvergne-Rhône-alpes,

Vu la délibération n° 23CD05-11 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions en faveur de l'aménagement numérique du territoire et des usages du numérique pour 2024,

- **APPROUVE** la convention cadre triennale (2024-2027) entre l'association Unis Cité Auvergne-Rhône-Alpes et le Conseil départemental dont le projet est joint en annexe.






- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention cadre.

- **APPROUVE** le programme d'action annuel 2024-2025 joint en annexe.

- **ALLOUE** dans ce cadre une subvention annuelle de 25 000 € à l'association Unis Cité Auvergne-Rhône-Alpes pour la promotion 2024-2025.

- **DONNE DELEGATION** à la Commission Permanente pour la mise en œuvre de la présente convention cadre et notamment l'approbation des programmes d'actions annuels 2025-2026 et 2026-2027.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 338 du Budget départemental sous réserves de l'inscription des crédits au budget 2025.

| | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
|  |  |  |  |  |
| X | X | X | | |

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Convention cadre triennale (2024 – 2027) entre le Conseil départemental du Cantal et l'association Unis Cité Auvergne-Rhône-Alpes

ENTRE LES SOUSSIGNES

Le Conseil départemental du Cantal, dont l'adresse est 28 avenue Gambetta, 15015 Aurillac Cedex, représenté par Monsieur Bruno FAURE, en sa qualité de Président du Conseil départemental, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil départemental du 27 septembre 2024,

Ci-après dénommée « Conseil départemental »,

D'une part,

1

ET

Unis Cité Auvergne-Rhône-Alpes, Association Loi 1901, numéro d'identification SIRET n°432 198 992 00013, dont le siège social est situé 293 rue André Philip Lyon 3^{ème}, représentée par Philippe Faucheux en sa qualité de Président et, par délégation, Mathieu LASSABLIÈRE responsable Auvergne, dûment habilité à signer les présentes,

Ci-après dénommée « Unis Cité »

D'autre part,

IL EST PREALABLEMENT EXPRIME CE QUI SUIIT :

Unis Cité est l'association pionnière du Service Civique en France. Elle est née d'un rêve : qu'un jour il soit offert à tous les jeunes la possibilité de consacrer un temps à la collectivité et que cette expérience puisse être un temps de construction de soi et d'ouverture aux autres. Unis Cité offre ainsi aux jeunes de 16 à 25 ans, de toutes origines sociales et culturelles, et de tous niveaux d'études, la possibilité de s'engager au service des autres, en leur proposant de mener en équipe des projets de services à la collectivité, tout en leur apportant une aide matérielle, un soutien individualisé dans l'élaboration d'un projet d'avenir et une ouverture sur la citoyenneté.

L'action du **Conseil départemental** est au cœur des politiques publiques en faveur des solidarités sociales et territoriales. Dans ce cadre, le partenariat avec Unis-Cité est un atout indispensable, ancré dans la durée et en favorisant la transversalité entre services de la collectivité.

Tout en permettant aux jeunes cantaliens de devenir acteurs pour leur territoire, ce partenariat permettra de répondre de façon innovante à plusieurs enjeux :

- Accompagner le bien-être et le bien vivre ensemble de la jeunesse cantalienne, en promouvant l'engagement citoyen, notamment à travers la médiation européenne,
- Sensibiliser les publics éloignés des activités de pleine nature aux liens entre environnement, activité physique et bien être, transition écologique et énergétique,
- Favoriser le bien-vivre des personnes âgées grâce au renforcement du lien intergénérationnel, à la lutte contre l'isolement des aînés et à la levée des freins, notamment numériques

2

Ainsi, cette nouvelle convention triennale, permettra dans le cadre du projet Cantal 2030, de travailler pour et par les jeunes, au plus près de leurs préoccupations et dans l'objectif de renforcer l'attractivité du département.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Article 1 – Objet

La présente convention ci-après dénommée la « Convention cadre triennale » a pour objet de définir les termes et conditions des obligations et droits des Parties dans le cadre de l'accompagnement de jeunes en service civique.

Pour chaque promotion, un programme d'action viendra préciser le financement et le contenu des missions en lien avec les services du Conseil départemental.

Article 2 – Durée

La présente Convention cadre triennale prend effet à la date de sa signature. Elle prendra fin à l'issue de la réunion de bilan organisée entre les Parties au cours du 1^{er} semestre 2027.

Article 3 - Engagements d'Unis Cité

3.1 Réalisation du Projet

Unis Cité s'engage à accompagner, lors de chaque session annuelle, **jusqu'à 22 jeunes**, âgés de 16 à 25 ans en équipe sur des actions de proximité à destination des habitants du Cantal, et plus particulièrement les jeunes. Encadrés par des professionnels d'Unis Cité, ces jeunes consacreront 8 mois de leur vie aux autres dans le cadre du service civique, dispositif extrêmement efficace pour renforcer leur l'esprit d'engagement et de citoyenneté tout en favorisant leur insertion sociale et professionnelle, et ce, à raison de 4 jours par semaine, dont une journée dédiée à la coordination du projet.

3.2 Autres engagements

Unis Cité s'engage à prendre en charge :

- Le portage juridique et administratif de l'agrément de Service Civique,
- L'accompagnement et le tutorat des jeunes tout au long de leur mission (gestion logistique, administrative et RH),
- La formation civique et citoyenne des volontaires,
- Les formations relatives aux missions des volontaires,
- La préparation à l'après Service Civique,
- La coordination des actions des volontaires, grâce à l'implication d'un Coordinateur d'Équipes et de Projets,
- La communication des offres de missions auprès de l'Agence du Service Civique,
- La sélection des volontaires,
- Le versement des indemnités complémentaires aux volontaires,
- L'appui et le suivi individuel des jeunes volontaires dans le cadre du Projet d'Avenir,
- La mise à disposition des outils numériques permettant aux jeunes de réaliser leurs actions.

3

Article 4 - Engagements du Conseil départemental

Le Conseil départemental s'engage à :

- Co-construire et suivre conjointement les missions afin d'en favoriser le bon déroulement,
- Identifier un coordonnateur au sein du Service Education Jeunesse et des agents référents au sein des services, dont la mission sera de faciliter l'intervention des jeunes,
- Contribuer à la formation des jeunes : chaque service impliqué pourra proposer, en début d'année, une action d'information en lien avec ses actions (politique ENS, lutte contre le gaspillage alimentaire, sport et santé, citoyenneté...) ; les services et les élus départementaux participeront à la formation citoyenne des jeunes tout au long de l'année (rencontres, débats, sensibilisation ...),

- Accueillir ponctuellement des volontaires dans ses locaux au regard des missions mises en place,
- Mettre en œuvre tous les moyens possibles pour favoriser la mobilité des volontaires sur l'ensemble du département, notamment par la mise à disposition de véhicules de services sous réserve de leur disponibilité.
- Accueillir dans ses locaux des événements annuels :
 - ➔ 1 à 2 séances publiques d'information sur le dispositif du Service Civique, l'association Unis-Cité, le Conseil départemental et les missions proposées, en vue du recrutement des jeunes,
 - ➔ « Les Tremplins d'Unis Cité », sur une journée au mois de juin.

Article 5 – Conditions financières


Le programme d'action annuel fixera, pour chaque période, le montant de la subvention allouée par le Conseil départemental au regard du plan de financement de la session par Unis Cité.

Cette subvention annuelle forfaitaire est plafonnée à 25 000 € pour l'accueil de 18 à 22 jeunes en fonction des plans d'actions annuels.

Article 6 – Modalités de paiement

Pour chaque session annuelle, la subvention départementale sera versée en deux temps :

- Une avance de 50 % du montant de subvention annuel sera versée en janvier de l'année N+1 de chaque programme d'action annuel sur demande expresse d'Unis-Cité (appel de fonds),
- Le solde de la subvention annuelle sera ensuite versé à chaque fin de session, sur présentation des bilans et de la certification du service fait effectué par les services du Conseil départemental au regard de l'exécution réelle de la prestation en conformité avec les exigences formulées par la collectivité dans la présente convention cadre triennale,
- Les fonds sont versés par virement sur le compte bancaire communiqué dans le cadre de la présente convention.

|  | | | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|-------------|------|-------------------------------------------|---------------|
| RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE | | | | | |
| Identifiant national de compte bancaire - RIB | | | | | |
| Banque | Guichet | N° compte | Clé | Devise | Domiciliation |
| 10278 | 07390 | 00021363801 | 75 | EUR | CME SUD EST |
| Identifiant international de compte bancaire | | | | | |
| IBAN (International Bank Account Number) | | | | BIC (Bank Identifier Code) | |
| FR76 | 1027 | 8073 | 9000 | 0213 | 6380 175 |
| Domiciliation | | | | Titulaire du compte (Account Owner) | |
| CME SUD EST | | | | UNIS CITE AUVERGNE-RHONE-ALPES | |
| 179 AVENUE JEAN JAURES | | | | 12 PLACE DES CARMES DECHAUX | |
| 69007 LYON | | | | 63000 CLERMONT FERRAND | |
| ⑆33437703930 | | | | | |
| Remettez ce relevé à tout autre organisme ayant besoin de connaître vos références bancaires pour la domiciliation de vos virements ou de prélèvements à votre compte. Vous éviterez ainsi des erreurs ou des retards d'exécution. | | | | PARTIE RESERVEE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ | |

Article 7 – Production du bilan d'exécution et du bilan financier de l'opération

Article 7.1 : Mise en place d'un comité de travail transversal

Un comité de travail transversal constitué, pour Unis-Cité : du responsable Auvergne, du chargé de mission et du coordinateur d'équipes et de projets Cantal, pour le Conseil départemental : des représentants des services concernés par les missions des jeunes volontaires, se réunira au moins 1 fois par an pour évoquer le recrutement des volontaires, le déroulement des missions/actions et tout autre sujet s'y rapportant.

Article 7.2 : Périodicité de production des bilans

Unis Cité est tenue de produire un bilan d'exécution et un bilan financier au plus tard 3 mois après la fin de la période de réalisation de chaque session annuelle. À défaut de demande de report de délai par Unis Cité, acceptée par le Conseil départemental en l'absence de production du bilan final d'exécution dans ce délai, le Conseil départemental se réserve le droit de procéder à la résiliation de la convention conformément aux dispositions de l'article 8.2 de la présente convention cadre triennale.

Article 7.3 : Conditions de recevabilité des bilans

Toute demande de paiement doit être faite à l'appui d'un bilan d'exécution et d'un bilan financier. Le bilan d'exécution doit comprendre un état qualitatif et quantitatif des réalisations et des modalités de mise en œuvre de la session, les pièces justificatives de la réalisation (photographie, émargements, contrat de service civique, fiche de poste de l'encadrement des personnes en service civique...) Le bilan financier doit comprendre un état définitif et détaillé des dépenses réalisées et des ressources encaissées certifié par une personne habilitée.

5

Article 8 - Résiliation de la convention cadre triennale

Article 8.1 : À l'initiative d'Unis Cité

Unis Cité peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention cadre triennale par lettre recommandée avec accusé réception adressée au Conseil départemental. Unis Cité est tenue de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

Article 8.2 : À l'initiative du Conseil départemental

Le Conseil départemental peut décider de mettre un terme à la présente convention cadre triennale par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à Unis Cité, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle d'Unis-Cité est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque Unis Cité n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention cadre triennale et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée.

Unis Cité dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du Conseil départemental pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles. À compter de la date d'accusé de réception de la lettre d'Unis Cité, le Conseil départemental dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement. Il notifie sa décision à Unis Cité par lettre recommandée avec accusé réception.

Article 8.3 : Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation d'Unis Cité ou de notification définitive de la résiliation par le Conseil départemental constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant de la subvention départementale de l'année en cours, due à Unis Cité. Les sommes dues à cette date sont limitées à la participation départementale correspondant aux dépenses acquittées par Unis Cité déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le Conseil départemental après certification du service fait. À défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le Conseil départemental procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance éventuellement consentie aux termes de l'article 6.

Les versements effectués au titre des soldes annuels sont considérés comme définitivement acquis quelle que soit la suite réservée aux sessions suivantes. Aussi, en cas de résiliation, les paiements pour soldes annuels effectués précédemment ne seront pas remis en cause.

Article 9 : Reversement de la subvention

Le reversement partiel ou total de la subvention pourra être exigé en cas :

6

- De résiliation de l'opération dans les conditions fixées à l'article 8.1 et 8.2 ;
- De non-respect des dispositions prévues aux articles 7 et 10 ;
- De montant du solde de la subvention départementale retenu après service fait sur un bilan final inférieur au montant de l'avance.

Lorsque des montants ont été indûment versés à Unis Cité ou lorsqu'une procédure de recouvrement est justifiée au regard des conditions de la convention, Unis Cité s'engage à reverser les sommes indûment perçues, dans les conditions et à la date d'échéance fixées et selon les montants concernés.

Article 10 : Publicité et communication

Lors de toute communication ou publication, Unis Cité s'engage à respecter les obligations de publicité de la participation du Conseil départemental du Cantal. Unis Cité s'engage à indiquer la participation financière du Conseil départemental à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Le Conseil départemental pour sa part, s'engage à communiquer autour du recrutement des volontaires, des actions menées, par des articles dans ses publications (Cantal Avenir, page Facebook, etc.).

Article 11 – Promotion du Service Civique et valorisation du partenariat

Partageant un intérêt commun à défendre les valeurs du Service Civique pour une société plus ouverte, plus respectueuse et plus citoyenne, le Conseil Départemental et Unis Cité veilleront à valoriser leur partenariat pour contribuer à la promotion du Service Civique.

Article 12 - Recours

La subvention annuelle est régie par les dispositions de la convention, de la réglementation européenne et par les textes législatifs et réglementaires français applicables aux subventions. Les décisions du Conseil départemental prises dans le cadre de l'exécution de la présente convention cadre triennale, peuvent faire l'objet de recours par Unis Cité. Si Unis Cité engage un recours contentieux, celui-ci doit être introduit dans les deux mois suivant la décision auprès de la juridiction territorialement compétente. Unis Cité dispose également d'un délai de deux mois à compter de la notification de la décision contestée du Conseil départemental pour introduire un recours contentieux.

Les Parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes les stipulations de la présente Convention cadre triennale 2024 - 2027.

Fait à AURILLAC, le

Responsable AUVERGNE

Unis Cité Auvergne-Rhône-Alpes

Conseil départemental du Cantal

Le Président

7

Mathieu LASSABLIERE

Bruno FAURE

PROGRAMME D'ACTION

PERIODE 2024-2025

Le présent programme d'action a pour objet de préciser les conditions d'accueil des volontaires en service civique sur la période 2024-2025 conformément à la convention cadre triennale 2024-2027 signée le xxxxxxxxxxxx 2024 entre le Conseil départemental du Cantal et l'Association Unis- Cité Auvergne-Rhône-Alpes.

Les 22 jeunes de la session 2024-2025 seront mobilisés de la façon suivante :

- une équipe de 8 volontaires sur la Citoyenneté,
- une équipe de 8 volontaires sur Solidarité Seniors,
- une équipe de 6 volontaires sur l'environnement et la santé mentale.

Tout en permettant aux jeunes cantaliens de devenir acteurs pour leur territoire, ce partenariat permettra de répondre de façon innovante à plusieurs enjeux autour des axes suivants :

1

- AXE 1 : Accompagner le bien-être et le bien vivre ensemble de la jeunesse cantalienne, en promouvant l'engagement citoyen, notamment à travers la médiation européenne,
- AXE 2 : Sensibiliser les publics éloignés des activités de pleine nature aux liens entre environnement, activité physique et bien être, la transition écologique et énergétique,
- AXE 3 : Favoriser le bien-vivre des personnes âgées grâce au renforcement du lien intergénérationnel, à la lutte contre l'isolement des aînés et à la levée des freins, notamment numériques.

Des actions prévisionnelles ont été identifiées avec les services comme pistes de mise en œuvre au titre de la période 2024-2025.

| AXE 1 « VIVRE ENSEMBLE » | AXE 2 « ENVIRONNEMENT » | AXE 3 « SENIORS » |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|
| Sensibilisation des jeunes à manger sain et durable, actions transversales de lutte contre le gaspillage alimentaire dans les collèges | Réalisation de projets sur des sites ENS ou sur l'ensemble du territoire / participation à des chantiers de protection de la nature : chantiers nature avec plantations de haies, création de mares, ouverture de milieux par débroussaillage, ... | Sensibilisation à l'utilisation du numérique et à l'accès aux droits des seniors |
| Prévention des discriminations : égalité filles/garçons, lutte contre le racisme, harcèlement... | Actions de lutte contre les espèces exotiques envahissantes, dans des sites ENS ou sur l'ensemble du territoire : participation à des chantiers d'arrachage ou de fauche de plantes envahissantes (renouées, ambrosie, balsamine) en lien avec des structures compétentes. | Animation d'ateliers intergénérationnels |
| Dé-stigmatisation de la Santé Mentale, libération de la parole, information des jeunes (16-25 ans) en situation de fragilité, prévention sur les comportements à risque | Sensibilisation du grand public à la préservation de la planète et aux actions du quotidien pour agir positivement sur l'environnement (mobilité douce, éco-geste, transition énergétique...) | Visite de courtoisie chez les seniors |
| Action de sensibilisation aux usages du numérique dans le cadre de l'éducation aux médias et à l'information : fake news, identité numérique et l'image de soi (lien avec le sport-santé, la retouche photo, le culte du paraître), impact des écrans dans la vie des jeunes ... | Contribution à l'animation des ENS à destination de publics spécifiques : seniors, personnes en situation de handicaps ou de personnes n'ayant pas accès à la nature... Les volontaires viendront en appui des services pour l'identification du public cible, les contacts, le choix de l'animation à proposer et du site... | Activités à destination des personnes isolées |
| Accompagnement d'EUROPE DIRECT Cantal dans sa mission d'information et d'échanges avec les citoyens | Intégration d'une dimension d'éveil à la nature, sensibilisation à la biodiversité par le biais de quizz, jeux, rallye nature dans les projets pour les jeunes et notamment les collégiens | |
| Promotion de l'expression citoyenne des jeunes (sujets d'enquête, tests, médiation ...) | | |

2

Au titre de la session annuelle 2024-2025, 22 jeunes seront mobilisés selon le budget prévisionnel suivant :

| BUDGET PREVISIONNEL | | | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------|-----------|------|----------------------------------------------------|--|-----------|
| 22 volontaires, 4 jours/semaine, année 24/25 | | | | | |
| CHARGES | | | PRODUITS | | |
| Mobilisation des jeunes volontaires sur le projet | 151 368 € | 75% | Etat via l'Agence du Service Civique | | 109 996 € |
| Indemnité principale des jeunes | 88 876 € | 44% | Indemnité principale des jeunes | | 88 876 € |
| Recrutement des volontaires et lien avec l'Agence du Service Civique | 8 369 € | 4% | Financement pour le tutorat des jeunes | | 17 600 € |
| Encadrement des volontaires | 28 948 € | 14% | Financement pour la formation civique et citoyenne | | 3 520 € |
| Formation Projet des volontaires | 4 961 € | 2% | | | |
| Indemnités complémentaires des volontaires | 20 214 € | 10% | Fonds Social Européen | | 11 000 € |
| Coordination et moyens dédiés au projet | 24 673 € | 12% | Conseil Départemental du Cantal | | 25 000 € |
| Co-construction locale du projet | 3 019 € | 1% | CAF du Cantal | | 15 000 € |
| Pilotage et animation locale du projet | 3 019 € | 1% | Conférence des financeurs du Cantal | | 8 000 € |
| Evaluation du projet, bilan | 2 647 € | 1% | Partenaires privés | | 33 804 € |
| Communication, valorisation | 2 330 € | 1% | | | |
| Frais spécifiques au projet - frais de transport, moyens matériels | 13 659 € | 7% | | | |
| Accompagnement complémentaire des jeunes (tremplin citoyen et professionnel) | 14 662 € | 7% | | | |
| Formation Civique et Citoyenne des volontaires | 5 889 € | 3% | | | |
| Préparation à l'après Service Civique et Coaching professionnel des volontaires | 8 773 € | 4% | | | |
| Coûts indirects | 12 097 € | 6% | | | |
| Sous-total des charges | 202 800 € | 100% | Sous-total des produits | | 202 800 € |
| Charges en nature | | | Produits en nature | | |
| | 0 € | 0% | | | 0 € |
| | 0 € | 0% | | | 0 € |
| Sous-total des charges en nature | 0 € | 0% | Sous-total des produits en nature | | 0 € |
| TOTAL DES CHARGES | 202 800 € | 100% | TOTAL DES PRODUIT | | 202 800 € |

3

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-2

Contrat de partenariat public-privé pour la RD 120 - Rapport annuel 2023

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Didier ACHALME

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code de la commande publique et notamment les articles L2234-1, R2234-1 et R2234-2 ;

Vu le contrat de partenariat signé le 12 juillet 2013 avec la Société Connect 120 (Eurovia), notamment son article 40.2 ;

- **PREND ACTE** de la communication du rapport annuel d'activité pour l'année 2023 joint à la présente délibération lié au contrat de partenariat de la RD 120.

| | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
|  |  |  |  |  |
| | X | | | |

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DÉPARTEMENTAL
19 JUIN 2024
SERVICE DU COURRIER

Nanterre, le 10 juin 2024

Conseil Départemental du Cantal
Direction des Ressources
Service des Marchés
28, avenue Gambetta
15015 AURILLAC cedex

A l'attention de Monsieur le Président

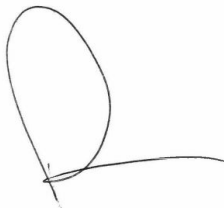
Lettre RAR + courrier électronique
N/R : DG/NO – 001/2024

Objet : Rapport annuel 2023

Monsieur le Président,

Conformément aux termes de l'article 40.2 du Contrat de Partenariat conclu entre le Département du Cantal et Connect120, nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint le rapport annuel d'activité de Connect120 pour l'année 2023.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre plus haute considération.



Pierre MONLUCQ

PJ : Rapport annuel d'activité de Connect120 pour l'année 2023

Siège social

L'archipel | 1973, Bd de la Défense
F-92757 Nanterre Cedex
T/ +33 1 57 98 78 76

Société par actions simplifiée au capital de 37 000 €
S09 349 478 RCS Nanterre - TVA FR 745 093 494 78

Rapport annuel des activités de Connect120

Année 2023

1. Compte rendu technique

Etat d'avancement des Travaux

Pour cette année 2023, les travaux concernent :

- Reprise Accotement et GBA sur RD 653



- Reprise Accotement Carrefour RD 653 / Bretelle direction Aurillac



- Zone bretelle d'entrée PPP RD120 – Creusement / ravinement en sortie de cunette béton

Avant

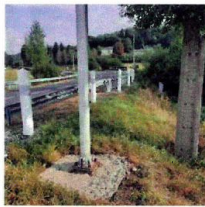


Après

- Reprise Ravinement Cunette terre Bretelle Sortie RD120 / RD 653 Sens Brive – Aurillac
→ Terrassement de la cunette / Mise en œuvre de 20/40
- Reprise Balises J11 RD2



Avant



Après

- Modification calepinage Glissières / Cunette D4



Avant

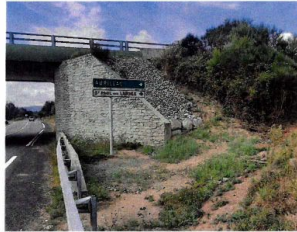


Après

- Reprise Glissement Remblai PI RD53



Avant



Après

- Reparation Dalle béton Accès LESTANCOU / LE CAIRE



Avant



Après

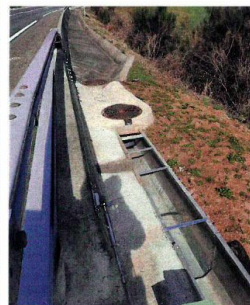
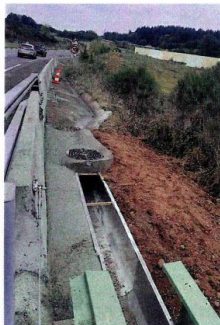
- Reprise Accotements (GE + BICOUCHE)
- Reprise Bordure et joint sur PI RD53



- Reprise Raccord Corniche Caniveau PI RD 653



Avant



Après

- Suivi des Gardes Corps sous PI Branugues



- Reprise Etanchéité Mur en retour PI RD53



Avant



Après

- Nettoyage des appareils d'appuis PS sur PPP RD120



1 - Nettoyage au droit des appuis (par l'extérieur du PS)

2 - Nettoyage du niveau du mur droit de soutènement (depuis le RD)

Avant

Après

- Nettoyage et entretien des bassins du PPP RD120



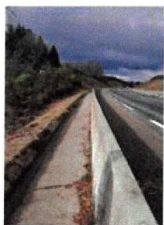
Avant

Après

- Nettoyage Chemin en risberme D1



- Nettoyage des cunettes béton sur l'ensemble du tracé



Avant

Après

- Correction Ravinement sur cunette béton D4 / Curage de la cunette & Déssensablage / Revêtement en béton



Avant

Après

- Réparation Captage / Source M. PETIT



- Végétalisation du chemin d'accès M. PETIT (Ancien D2) – suite remarque DREAL



Moyens mis en œuvre pour l'exécution des missions d'E&M Programmé et de GER

- Réunions trimestrielles faites le 04/04/2023, 03/07/2023, 19/09/2023 et 13/12/2023
- Réunions/auscultations avec la DTE Centre Est
 - 19/09/2023 – Mesure Orniérage
 - 14/12/2023 – Prescription Technique Chaussée
 - Analyse Résultats SCRIM DIAGWAY – 03/11/2022

Niveaux de performance et Synthèse des incidents éventuels

- Sans objet

Analyse de la qualité des missions exécutées par le Titulaire

- Bilan des actions relatives à la chaussée
 - Sans objet
- Bilan des actions relatives aux ouvrages
 - Sans Objet en 2023 – Mesures programmées en 2024
- Bilan des actions relatives au développement durable
 - Rapport de suivi des amphibiens sur les mares compensatoires, le suivi des reptiles et le suivi d'efficacité des mesures d'évitement de collision – 2023 CPIE de Haute Auvergnnes
 - Rapport de suivi du CEN Suivi 2023 – Mesures compensatoires zones humides RD 120

- Bilan des actions d'assistance à la collectivité dans le cadre de la Veille Technique
 - A fin 2023, nous n'avons pas connaissance de nouvelle réglementation.

- Bilan des prestations d'Entretien-Maintenance Programmé et de renouvellement
 - Pas de prestations d'entretien-maintenance, ni de renouvellement. Etablissement d'un diagnostic en vue d'avancement d'un an selon les résultats sur chaussée.

- Divers
 - Sans objet

- Les engagements à incidences financières liés au contrat et nécessaires à la continuité du service public ;
 - Sans objet

2. Compte rendu financier

Inventaire Contradictoire des Ouvrages

- Sans objet en 2023.

Suivi des travaux de construction

- Sans objet en 2023.

Mise à jour du Calendrier d'Exécution

- Sans objet en 2023.

Compte de provisions pour modifications et travaux connexes

- Sans objet en 2023.

Solde du compte GER

- Quatre factures de loyers trimestriels ont été émises sur l'année 2023, pour un montant total de 99 835,76 € HT.
- Le solde du compte GER est de 677 064,10 € (après reversement de la TVA au Trésor Public)

Suivi des engagements en matière de recours aux PME et d'insertion des personnes en difficultés

- Conformément à l'article 15.2.1 du Contrat de partenariat, le contrôle de la part des prestations de Maintenance et de Renouvellement confiées aux PME est effectué par période triennale à compter de la Date Effective de Prise de Possession. Ce contrôle a été effectué et transmis en 2022 pour la période 2019-2021 et sera réalisé en 2025 pour la période 2022-2024.

Recettes de Valorisation

- ⇒ Sans objet, le Contrat de Partenariat ne prévoit pas de Recettes de Valorisation

Comptes sociaux de Connect120

Le rapport des commissaires aux comptes pour la société Connect120 sera publié prochainement, dans un courrier spécifique.

Pénalités demandées au Titulaire

Aucune Pénalité demandée par le Conseil Départemental du Cantal pour l'année 2023.

Montant à financer

Le montant à financer a été déterminé le 31 décembre 2015, et s'élève à 16 935 491,79 euros.

ANNEXE 1

Comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2023

CONNECT120
Société par actions simplifiée

1973 BD DE LA DEFENSE 92000 NANTERRE

Comptes annuels au 31/12/2023

CONNECT120
ETATS FINANCIERS AU 31/12/2023

Bilan Actif

| BILAN-ACTIF | 31/12/2023 | | 31/12/2022 | |
|--------------------------------------------------------|------------|----------------|------------|-----------|
| | Brut | Amort. / Dépr. | Net | Net |
| Capital souscrit non appelé (I) | - | - | - | - |
| Frais d'établissement | - | - | - | - |
| Frais de développement | - | - | - | - |
| Concessions, brevets et droits similaires | - | - | - | - |
| Fonds commercial | - | - | - | - |
| Autres immobilisations incorporelles | - | - | - | - |
| Avances sur immobilisations incorporelles | - | - | - | - |
| TOTAL immobilisations incorporelles | - | - | - | - |
| Terrains | - | - | - | 15 000 |
| Constructions | - | - | - | - |
| Installations techniques, matériel | - | - | - | - |
| Autres immobilisations corporelles | - | - | - | - |
| Immobilisations en cours | - | - | - | - |
| Avances et acomptes | - | - | - | - |
| TOTAL immobilisations corporelles | - | - | - | 15 000 |
| Participations selon la méthode de mise en équivalence | - | - | - | - |
| Autres participations | - | - | - | - |
| Créances rattachées à des participations | - | - | - | - |
| Autres titres immobilisés | - | - | - | - |
| Prêts | - | - | - | - |
| Autres immobilisations financières | - | - | - | - |
| TOTAL immobilisations financières | - | - | - | - |
| Total Actif Immobilisé (II) | - | - | - | 15 000 |
| Matières premières, approvisionnements | - | - | - | - |
| En cours de production de biens | - | - | - | - |
| En cours de production de services | - | - | - | - |
| Produits intermédiaires et finis | - | - | - | - |
| Marchandises | - | - | - | - |
| TOTAL Stock | - | - | - | - |
| Avances et acomptes versés sur commandes | - | - | - | - |
| Clients et comptes rattachés | 1 182 156 | - | 1 182 156 | 1 051 411 |
| Autres créances | 10 751 | - | 10 751 | - |
| Capital souscrit et appelé, non versé | - | - | - | - |
| TOTAL Créances | 1 192 907 | - | 1 192 907 | 1 051 411 |
| Valeurs mobilières de placement | - | - | - | - |
| dont actions propres | - | - | - | - |
| Disponibilités | 745 830 | - | 745 830 | 719 387 |
| TOTAL Disponibilités | 745 830 | - | 745 830 | 719 387 |
| Charges constatées d'avance | - | - | - | - |
| Total Actif Circulant (III) | 1 938 737 | - | 1 938 737 | 1 770 798 |
| Frais d'émission d'emprunt à évaluer (IV) | - | - | - | - |
| Prime de remboursement des obligations (V) | - | - | - | - |
| Ecart de conversion actif (VI) | - | - | - | - |
| Total Général (I à VI) | 1 938 737 | - | 1 938 737 | 1 785 798 |

CONNECT120
ETATS FINANCIERS AU 31/12/2023

Bilan Passif

| BILAN-PASSIF | 31/12/2022 | 31/12/2023 |
|----------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Capital social ou individuel dont versé : 37 000 | 37 000 | 37 000 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport, | - | - |
| Ecart de réévaluation dont écart d'équivalence | - | - |
| Réserve légale | 660 | 154 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | - | - |
| Réserves réglementées dont réserve des prov. fluctuation des cours : | - | - |
| Autres réserves dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : | - | - |
| TOTAL Réserves | 660 | 154 |
| Report à nouveau | 25 422 | 16 439 |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | 25 418 | 9 439 |
| Subventions d'investissement | - | - |
| Provisions réglementées | - | - |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES (I) | 88 500 | 63 082 |
| Produit des émissions de titres participatifs | - | - |
| Avances conditionnées | - | - |
| TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II) | - | - |
| Provisions pour risques | - | - |
| Provisions pour charges | - | - |
| TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III) | - | - |
| Emprunts obligataires convertibles | - | - |
| Autres emprunts obligataires | - | - |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 1 047 788 | 998 389 |
| Emprunts et dettes financières divers dont emprunts participatifs : | - | - |
| TOTAL Dettes financières | 1 047 788 | 998 389 |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | - | - |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | - | 75 904 |
| Dettes fiscales et sociales | 123 719 | 54 528 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | - | - |
| Autres dettes | - | - |
| TOTAL Dettes d'exploitation | 123 719 | 130 432 |
| Produits constatés d'avance | 878 731 | 593 865 |
| TOTAL DETTES (IV) | 1 850 237 | 1 722 716 |
| Ecart de conversion Passif (V) | - | - |
| TOTAL GENERAL - PASSIF (I + II + III + IV + V) | 1 938 737 | 1 785 798 |

CONNECT120
ETATS FINANCIERS AU 31/12/2023

Compte de Résultat

| COMPTE DE RESULTAT | 31/12/2023 | | | 31/12/2022 |
|----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|------------------------------|----------------|----------------|
| | France | Exportation | Total | |
| Ventes de marchandises | - | - | - | - |
| Production vendue biens | - | - | - | - |
| Production vendue services | 113 583 | - | 113 583 | 108 614 |
| Chiffre d'affaires net | 113 583 | - | 113 583 | 108 614 |
| Production stockée | - | - | - | - |
| Production immobilisée | - | - | - | - |
| Subventions d'exploitation | - | - | - | - |
| Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges | - | - | 2 151 | - |
| Autres produits | - | - | - | - |
| Total des produits d'exploitation (I) | - | - | 115 734 | 108 614 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | - | - | - | - |
| Variation de stock (marchandises) | - | - | - | - |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) | - | - | - | - |
| Variation de stock (matières premières et approvisionnements) | - | - | - | - |
| Autres achats et charges externes | - | - | 14 334 | 84 124 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | - | - | - | - |
| Salaires et traitements | - | - | - | - |
| Charges sociales | - | - | - | - |
| Dotations d'exploitation | Sur immobilisations | Dotations aux amortissements | - | - |
| | | Dotations aux provisions | - | - |
| | Sur actif circulant : dotations aux provisions | | - | - |
| | Pour risques et charges : dotations aux provisions | | - | - |
| Autres charges | - | - | 75 001 | 15 001 |
| Total des charges d'exploitation (II) | - | - | 89 535 | 99 125 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | - | - | 26 399 | 9 489 |
| Opérations en commun | - | - | - | - |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | - | - | - | - |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | - | - | - | - |
| Produits financiers de participations | - | - | - | - |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | - | - | - | - |
| Autres intérêts et produits assimilés | - | - | 288 415 | 312 798 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | - | - | - | - |
| Différences positives de change | - | - | - | - |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | - | - | - | - |
| Total des produits financiers (V) | - | - | 288 415 | 312 798 |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | - | - | - | - |
| Intérêts et charges assimilés | - | - | 280 923 | 312 798 |
| Différences négatives de change | - | - | - | - |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | - | - | - | - |
| Total des charges financières (VI) | - | - | 280 923 | 312 798 |
| RESULTAT FINANCIER | - | - | 7 476 | - |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I+II-VI+V+VI) | - | - | 33 891 | 9 489 |

CONNECT120
ETATS FINANCIERS AU 31/12/2023

Compte de Résultat

| COMPTE DE RESULTAT (suite) | 31/12/2023 | 31/12/2022 |
|---------------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | - | - |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 15 000 | - |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | - | - |
| Total des produits exceptionnels (VI) | 15 000 | - |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | - | - |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 15 000 | - |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | - | - |
| Total des charges exceptionnelles (VII) | 15 000 | - |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VI) | 0 | 0 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) | - | - |
| Impôts sur les bénéfices (X) | 8 473 | - |
| TOTAL DES PRODUITS (I + II + V + VI) | 419 149 | 421 411 |
| TOTAL DES CHARGES (III + IV + VII + IX + X) | 393 737 | 411 923 |
| BENEFICE OU PERTE | 25 412 | 9 488 |

CONNECT120
Société par actions simplifiée

1973 BD DE LA DEFENSE 92000 NANTERRE

N° SIRET : 50934947800024

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2023

(Sauf indication contraire, toutes les informations chiffrées sont exprimées en euro)

- Note 1 - Faits caractéristiques de l'exercice
- Note 2 - Changement de présentation comptable
- Note 3 - Principes comptables et méthodes d'évaluation

Informations sur le bilan

- Note 4 - Mouvements de l'actif immobilisé
- Note 5 - Échéances des créances et dettes
- Note 6 - Charges à payer et produits à recevoir
- Note 7 - Comptes de régularisation
- Note 8 - Capitaux propres

Informations sur le compte de résultat

- Note 9 - Résultat exceptionnel
- Note 10 - Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Autres informations

- Note 11 - Engagements financiers donnés et reçus
- Note 12 - Effectif moyen
- Note 13 - Honoraires des commissaires aux comptes
- Note 14 - Remunération des dirigeants
- Note 15 - Relations groupe et régime fiscal
- Note 16 - Événements postérieurs à la clôture de l'exercice
- Note 17 - Tableau des filiales et participations

CONNECT120
Société par actions simplifiée

31/12/2023

L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2023. Les notes ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Note 1 - Faits caractéristiques de l'exercice

CONNECT 120 est une société de projet qui porte le contrat de partenariat avec le département du Cantal entré en vigueur le 12 juillet 2013. Le contrat de partenariat a pour objet le financement, la conception-construction, la maintenance, l'entretien et le renouvellement de plus de 10 km de la route départementale 120.

La durée du contrat de partenariat est de 20 ans à compter du 12 juillet 2013 (2,5 ans phase Travaux et 17,5 ans Phase Entretien-Maintenance-GER). La date de mise à disposition des ouvrages est le 31 décembre 2015.

La société CONNECT 120 a signé, le 12 juillet 2013, un contrat de conception-construction avec les sociétés EUROVIA DALA et VINCI CONSTRUCTION TERRASSEMENT constituées en groupement momentané d'entreprises solidaires dont le mandataire est EUROVIA DALA.

La société CONNECT 120 a signé, le 12 juillet 2013, un contrat d'entretien-maintenance avec EUROVIA DALA.

L'exercice 2023 est situé dans la phase d'entretien-maintenance du projet.

Note 2 - Changement de présentation comptable

La société n'a pas connu au cours de l'exercice de changement de présentation comptable remettant en cause la comparabilité des comptes.

Note 3 - Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes sont établis selon les principes et méthodes du Plan Comptable Général français (Règlement ANC n°2014-03 modifié des nouveaux règlements intervenus depuis) et aux principes généralement admis.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La nouvelle Réglementation comptable concernant la définition et l'évaluation des actifs (règlement CRC 2004-06) exclut expressément de son champ d'application les contrats de Partenariat Public-Privé. En conséquence, aucun texte particulier ne régit le traitement comptable applicable aux contrats de Partenariat Public-Privé.

CONNECT 120 s'engage à réaliser des prestations d'entretien-maintenance et de renouvellement et gros entretien pendant la durée du contrat.

Créances : approche financière

Les ouvrages supporteront des travaux d'entretien-maintenance, de renouvellement et de gros entretien. Ces ouvrages seront remis au Département à leur date de mise à disposition. La seule relation entre le Département et la société de projet pendant la durée d'exploitation du contrat consistera par le remboursement par la Ville du financement réalisé par la société de projet pour réaliser ces travaux : versement d'un loyer financier. Ainsi les coûts d'investissement correspondants sont assimilés à une créance à long terme sur le Département.

Détermination de la créance financière

Le montant de la créance financière de la société de projet sur le Département correspond aux coûts de construction des ouvrages, augmentés des frais financiers intercalaires.

Reconnaissance du résultat

Le loyer financier reçu du Département est affecté au remboursement de la créance financière et au paiement des intérêts financiers produits par la créance financière.

Créances

Les créances sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale. Elles font l'objet de dépréciations en cas de risques de non-recouvrement.

INFORMATIONS SUR LE BILAN

Note 4 - Mouvements de l'actif immobilisé

La variation des immobilisations, en valeurs brutes, se présente comme suit :

| | 31/12/2022 | Acquisitions | Cessions | Autres Mouvements | 31/12/2023 |
|------------------------------------|---------------|--------------|---------------|-------------------|------------|
| Immobilisations corporelles | 15 000 | - | 15 000 | - | - |
| Terrains | 15 000 | - | 15 000 | - | - |
| TOTAL | 15 000 | - | 15 000 | - | - |
| Dont apports | | | | | |

Note 5 - Échéances des créances et dettes

Créances

| | Montant brut | à 1 an au plus | à plus d'1 an |
|-----------------------------------------------|------------------|----------------|----------------|
| Client fct à établir | 1 024 490 | 94 871 | 929 619 |
| Créances clients | 157 666 | 157 666 | - |
| Sécurité Sociale et autres organismes sociaux | - | - | - |
| TVA | 10 751 | 10 751 | - |
| TOTAL | 1 192 907 | 263 288 | 929 619 |

Dettes

| | Montant brut | à 1 an au plus | plus d'1 an, 5 ans au plus | à plus de 5 ans |
|--------------------------------------------------------|------------------|----------------|----------------------------|------------------|
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 1 047 780 | 118 169 | 407 710 | 521 909 |
| IS | 8 473 | 8 473 | - | - |
| TVA | 115 246 | 115 246 | - | - |
| Produits Constatés d'Avance | 678 731 | - | 100 000 | 578 731 |
| TOTAL | 1 860 230 | 241 888 | 507 710 | 1 100 640 |

Note 6 - Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan :

| | 31/12/2023 |
|------------------------------------------|------------|
| Emprunts et dettes financières | - |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | - |
| Dettes fiscales et sociales | - |
| Autres dettes | - |
| TOTAL | - |

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan :

| | 31/12/2023 |
|---------------------------------------|------------------|
| Créances clients et comptes rattachés | 1 024 490 |
| Autres créances | - |
| TOTAL | 1 024 490 |

Note 7 - Comptes de régularisation : Charges et Produits Constatés d'Avance

| | Charges Constatées d'Avance | Produits Constatés d'Avance |
|------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| Charges et produits d'exploitation | - | 678 731 |
| Charges et produits financiers | - | - |
| Charges et produits exceptionnels | - | - |
| TOTAL | - | 678 731 |

Note 8 - Capitaux Propres

Le capital social comprend au 31 décembre 2023, 3 700 actions au nominal de 10€ par action.

L'évolution des capitaux propres au cours de l'exercice 2023 se présente comme suit :

| | |
|---------------------------------------|---------------|
| Capitaux propres à l'ouverture | 63 062 |
| Subventions d'investissement | 25 418 |
| Résultat de l'exercice | - |
| Capitaux propres à la clôture | 88 500 |

INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Note 9 - Transactions entre parties liées

La société applique le règlement n°2014-03 de l'ANC modifié des nouveaux règlements intervenus depuis, qui précise que les transactions à mentionner en annexe sont celles qui présentent une importance significative et qui n'ont pas été conclues à des conditions normales de marché. De plus, sont exclues, les transactions conclues entre une société mère et sa filiale, ainsi que celles conclues entre deux filiales détenues en quasi totalité par une même société mère.

Ces cas s'appliquent à la société. Par conséquent, aucune information à ce titre n'est présentée.

Note 10 - Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices se ventile comme suit :

| Répartition | Résultat avant impôt | Impôt dû | Résultat net après impôt |
|---------------------------|-------------------------|----------------|-----------------------------|
| Résultat courant | 33 891 | (8 473) | 25 418 |
| Résultat exceptionnel | - | - | - |
| Participation | - | - | - |
| Résultat comptable | 33 891 | (8 473) | 25 418 |

AUTRES INFORMATIONS

Note 11 - Engagements financiers donnés et reçus

Aucun engagement hors bilan n'est à recenser.

Note 12 - Effectif moyen

La société ne dispose pas de personnel.

Note 13 - Honoraires des Commissaires aux Comptes

Pas de nomination de commissaires aux comptes sur cette exercice.

Note 14 - Rémunération des Dirigeants

Les mandataires sociaux ne sont pas directement rémunérés par la société.

Note 15 - Relations Groupe et régime fiscal

Forme juridique et intégration fiscale :

La société est constituée en Société par actions simplifiée.
Elle n'est pas membre du groupe d'intégration fiscale VINCI S.A.

Société consolidante :

Les comptes de la société sont intégrés dans le périmètre de consolidation de la société Vinci S.A. (SIREN 552 037 606) dont le siège social se situe au 1973 Boulevard de la Défense - 92 000 Nanterre. Les états financiers du groupe sont disponibles sur le site internet de Vinci.

Note 16 - Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant.

Note 17 - Tableau des filiales et participations

Néant.

ANNEXE 2

Attestations d'assurance



ATTESTATION D'ASSURANCE
« RC SOCIETE DE PROJET »
Valable du 01.01.2024 au 31.12.2024

SMA SA certifie que **CONNECT 120** - l'ARCHIPEL - 1973 Bd de la Défense - 92757 NANTERRE CEDEX - a souscrit un contrat d'assurance « RESPONSABILITE CIVILE SOCIETE DE PROJET » numéro C11610 C 4051 000/2 063674, à effet du 12/07/2013 exclusivement pour l'opération suivante réalisée en Partenariat Public-Privé :

Route départementale n° 120 entre Prentegarde (PR15+500) et Montvert (PR27+500) dans le Cantal.
 L'aménagement concerne cinq communes, situées à l'Ouest d'Aurillac : Saint-Paul-des-Landes, Nieudan, Saint-Etienne-Cantalès, La Roquebrou et Montvert, et s'étend sur une longueur de 10,740 km.

- La durée totale prévisionnelle de la Phase Travaux est de 29,5 mois
- Coût de construction (y compris honoraires) : 22.438.328,17 € HT
- Le département du Cantal, ainsi que les prêteurs, bénéficient de la qualité d'assuré au titre de ce contrat.

Les garanties s'appliquent en phase "ENTRETIEN - MAINTENANCE - EXPLOITATION" A LA CHARGE DE L'ASSURE.

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile encourue pas l'Assuré à l'égard des tiers, à concurrence des montants de garanties suivants :

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| Dommages corporels, matériels et immatériels | 10 000 000 € par sinistre et par an |
| Dont : | |
| faute inexcusable | 1 500 000 € par sinistre et par an |
| dommages immatériels non consécutifs | 1 500 000 € par sinistre et par an |
| dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers consécutifs à un sinistre directement ou indirectement dû ou lié à l'amiante ou à tout matériau contenant de l'amiante | 1 500 000 € par sinistre et par an |
| tous dommages atteinte à l'environnement d'origine accidentelle | 1 500 000 € par sinistre et par an |

L'assureur reconnaît avoir reçu une copie du contrat de partenariat pour l'établissement des garanties.

Le contrat porte les références suivantes : C11610C 4051000 / 002 63674/000.

La prime prévisionnelle sollicitée au titre du présent contrat a été intégralement acquittée par l'assuré.

LA PRESENTE ATTESTATION NE PEUT PAS ENGAGER SMA SA AU-DELA DES CLAUSES ET CONDITIONS DU CONTRAT AUQUEL ELLE SE REFERE.

Fait à Paris, le 25/01/2024

SMA SA
 LE PRESIDENT DU DIRECTOIRE
 Par Délégation.



SMA BTP, Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
 Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
 RCS PARIS 775 684 164

SMA Vie BTP, Société mutuelle d'assurance sur la vie du bâtiment et des travaux publics
 Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
 RCS PARIS 775 684 172

SMA SA, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 17 000 000 euros
 RCS PARIS 132 789 296

Entreprises régies par le Code des assurances. Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • 961 • + 33 (0)1 40 59 70 30 • smaatp.fr





RSA France

(Nom commercial de la succursale France RSA Luxembourg S.A.)

Immeuble Pacific, 11-13 Cours Valmy

92977 PARIS LA DÉFENSE

Téléphone : +33 (0)1 58 71 40 35

Fax : +33 (0)1 58 71 41 35

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés **RSA France, nom commercial de la succursale France de RSA Luxembourg S.A.**, compagnie d'assurance sise Immeuble Pacific, 11-13 Cours Valmy, 92977 Paris la Défense, France, certifions par la présente que la société :

CONNECT 120
L'ARCHIPEL, 1973, BO DE LA DÉFENSE
92757 NANTERRE CEDEX - FRANCE

agissant pour son propre compte ainsi que pour le compte de ses filiales a souscrit une police Dommages aux Biens portant le N° **100258**.

Cette police couvre notamment le risque suivant :

Route départementale 120 – Cantal
10 kilomètres entre Prentegarde et Montvert

Durée : du 1^{er} janvier 2024, 0 heure, au 31 décembre 2024, 24 heures.

Cette police a pour objet de garantir :

- Dommages aux Biens / Pertes d'exploitation

Cette assurance couvre notamment les événements suivants :

- Incendie, foudre, explosion
- Dégât des eaux
- Dommages électriques
- Vol
- Tempête, grêle, poids de la neige
- Chute d'appareil de navigation aérienne, mur du son
- Choc de véhicule
- Émeutes, mouvements populaires, vandalisme

La présente attestation d'assurance est délivrée pour servir et faire valoir ce que de droit, et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du susdit contrat auquel il convient de se référer.

Fait à Paris, le 18 janvier 2024

RSA Luxembourg S.A.
 Entreprise régie par le Code des Assurances
 Immeuble Pacific, 11-13 Cours Valmy
 92977 Paris la Défense
 Téléphone : +33 (0)1 58 71 40 35
 Fax : +33 (0)1 58 71 41 35

RSA France est le nom commercial de la succursale française de RSA Luxembourg S.A.
 Entreprise régie par le Code des Assurances. N° 82719/34 - Siège social : 3^{ème} étage, 40 rue de Courbe, L-1384 Luxembourg. Tél : +352 2989 0650
 Autorisée et réglementée par le Commissariat aux Assurances
 SIREN 663 452 081 RCS Paris - APE 6532Z - Entreprise régie par le Code des Assurances

DELIBERATION N°24CD04-3

Convention tripartite relative au financement et à la réalisation d'une mission pour l'accès au logement des personnes défavorisées pour l'année 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Dominique BEAUDREY

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,






Par 30 voix pour,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L 365-3 et L 365-4 ;

- **APPROUVE** la convention tripartite entre l'Etat, le Conseil départemental et SOLIHA relative à la mise en œuvre de la Mission mon Logement Accompagné pour l'année 2024 dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention tripartite.

Le montant global des dépenses ainsi engagées à hauteur de 22 500 € sera imputé sur les crédits inscrits au Chapitre 017, Nature 6568, Fonction 443 du budget départemental.

| | | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
|  |  |  |  |  |
| | | X | | |

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION TRIPARTITE RELATIVE AU FINANCEMENT ET A LA REALISATION
D'UNE MISSION POUR L'ACCES AU LOGEMENT DES PERSONNES
DEFAVORISEES
POUR L'ANNEE 2024**

Mission Mon Logement Accompagné (MiLa)

Entre :

Le Préfet du Cantal

Et

Le Conseil départemental du Cantal, 28 avenue Gambetta – 15015 Aurillac Cedex, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé par délibération de l'Assemblée départementale du 27 Septembre 2024

Et

SOLIHA Cantal, 9 avenue Aristide Briand - 15000 Aurillac représenté par son Président, Monsieur René CONDOMINE

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Ce dispositif nommait jusqu'à présent MOUS (Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale) s'inscrivait dans le cadre de l'action identifiée « Veiller à l'adéquation entre besoins des personnes vulnérables et offre en hébergement et logement accompagné » du Plan Hébergement Logement du Cantal 2018-2023, arrêté le 16 octobre 2018 et révisé pour la période 2024-2028.

Les précédents PDALPD ont mis en place et reconduit une MOUS relogement réalisée par SOLIHA Cantal dont les points forts ont été :

- la captation de logements sociaux et privés (conventionnés sociaux et très sociaux) économes en charges,
- un partenariat avec les organismes HLM pour l'accès au parc social public,
- un accompagnement adapté solide, valeur ajoutée indispensable pour des résultats très intéressants tant pour les ménages locataires que pour la sécurisation des bailleurs.

SOLIHA Cantal a accès à un parc privé ou public, constitué de logements en sous-location ou géré en délégation par mandat de gestion. Cette diversité permet à SOLIHA Cantal de mobiliser des logements pour des ménages à ressources modestes, en sécurisant les propriétaires par des garanties concernant

la conduite des relations locatives du fait de la mission sociale inscrite dans son action et par la prise en charge de certains risques financiers.

Il s'agit d'une offre de logement accompagné, intermédiaire entre l'offre d'urgence ou d'insertion et l'offre en logement ordinaire.

D'autre part, le Conseil départemental, par convention séparée en date du 22 novembre 2017, apporte son soutien à l'activité de SOLIHA Cantal au titre de l'aide au surcoût de gestion locative, attribuée dans le cadre du FSL. Cette aide, abondée par la SA Polygone et Cantal Habitat, est en particulier destinée aux associations, qui sous-louent des logements à des personnes ou familles relevant du PDALHPD, ou qui en assurent la gestion immobilière pour le compte de propriétaires.

Enfin, SOLIHA est signataire de la charte de fonctionnement du Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO) du Cantal, validée par le Comité responsable du PDALPD du 13 février 2017.

Cette charte traduit la volonté des acteurs de terrain de trouver des solutions d'hébergement ou de logement adapté / accompagné pour les publics en difficulté, en s'articulant autour d'une éthique partagée et en respectant les déontologies professionnelles et les projets des partenaires. Elle définit un cadre d'action où la relation usager/professionnel est centrale.

Elle a pour objectifs :

- de lier les différents partenaires du SIAO du Cantal entre eux ;
- d'exposer les principes qui doivent guider cette action partenariale, les valeurs et les pratiques professionnelles qui en découlent.

Dès lors, l'action de SOLIHA Cantal en matière de relogement peut s'inscrire dans le dispositif général de la MOUS tel que défini par la circulaire du 2 août 1995, à savoir :

- promouvoir l'accès au logement des personnes et familles les plus défavorisées, c'est à dire celles qui restaient jusque-là sans réponse,
- constituer une démarche plus qu'une procédure dont la souplesse favorise la prise en considération des contextes locaux,
- s'inscrire dans un processus d'insertion pour les ménages concernés qui doivent donc être associés à la démarche le plus en amont possible, supposant ainsi la mise en œuvre précoce d'un accompagnement social.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- de désigner le partenaire pour la mise en œuvre de la mission,
- de définir précisément le contenu de cette mission, les objectifs quantitatifs rattachés ainsi que les modalités et les indicateurs de son évaluation.
- de fixer, pour permettre la réalisation de cette mission, la rémunération du maître d'œuvre par les co-financeurs : l'Etat dans le cadre du BOP 177 financera 6 mesures IML renforcées et le Conseil départemental, dans le cadre de la ligne de crédit 592 financera les diagnostics sociaux techniques et des accompagnements en sous location.

Article 2 : Désignation du partenaire

Du fait de l'expérience acquise tant sur le plan technique que social et de ses agréments au titre des articles L. 365-3 et L. 365-4 du Code de la Construction et de l'Habitation pour les activités d'ingénierie sociale, financière et technique ainsi que pour les activités d'intermédiation locative et gestion locative sociale, l'Etat et le Conseil départemental confient la réalisation de cette mission à SOLIHA Cantal, qui l'accepte.

SOLIHA Cantal s'engage, pour mener à bien cette mission, à mettre à disposition les moyens humains et techniques de sa structure. En ce qui concerne l'aspect social, SOLIHA Cantal s'engage à mettre à disposition le personnel qualifié nécessaire (Conseiller/ère en Économie Sociale et Familiale).

SOLIHA Cantal s'engage à faire figurer de manière lisible les logos de l'État (préfecture du Cantal) et du Conseil départemental dans tous les documents produits dans le cadre de cette convention. Il sera, en outre, dans le cadre de cette mission, soumis à l'obligation de discrétion professionnelle.

Article 3 : Publics concernés

Les publics bénéficiaires de cette action sont ceux visés par le PDALHPD 2024-2028 et cités dans la Charte de fonctionnement du SIAO.

Article 4 : Périmètre d'intervention

L'action concerne tout le territoire du département du Cantal.

Article 5 : Objectifs et contenu de la mission

La mission vise principalement à favoriser, au travers du parc public et du parc privé, l'accueil et l'insertion par l'habitat et doit répondre aux trois principaux objectifs :

- procéder au relogement pérenne et accompagner de façon appropriée les ménages dans le parcours « besoin – recherche - logement » ;
- capter de nouveaux logements ;
- maintenir un parc de logements dans des conditions de gestion locative (sous location ou mandat de gestion) qui permettent de minimiser les risques encourus par le bailleur ainsi que les risques d'expulsion.

Pour atteindre ces objectifs, cette mission, qui ne saurait constituer en aucun cas une procédure classique de relogement, comprend plusieurs opérations :

5.1. L'examen des demandes dans le cadre des BALH hebdo et mensuel

Les demandes de (re)logement¹ sont reçues et instruites par le SIAO, guichet unique pour l'accès à l'hébergement et au logement. Une commission partenariale se réunit au sein du SIAO : le Bureau d'Accès au Logement et à l'Hébergement (BALH). Le BALH, n'ayant pas de pouvoir décisionnel, oriente vers une place, un logement ou un dispositif, dont cette mission.

¹ Ces demandes sont adressées par les intervenants sociaux (travailleurs sociaux, organismes et associations œuvrant dans le secteur social et plus particulièrement dans celui du logement) à l'aide du formulaire commun de demande de logement.

En réunion hebdomadaire, le BALH regroupe l'ANEF, le Conseil Départemental, la DDETSPP et SOLIHA Cantal, l'Association Aurore pour échanger en première instance sur les demandes et proposer différentes solutions de relogement et d'accompagnement. Lorsqu'une situation est qualifiée de « complexe », elle est mise à l'ordre du jour d'une réunion mensuelle, qui rassemble les signataires de la Charte.

5.2. L'accueil et la prise en charge des personnes orientées

□ Le diagnostic complémentaire sur la capacité à habiter

A l'issue des réunions, SOLIHA Cantal peut être mandaté par le BALH hebdomadaire ou mensuel pour procéder lorsque cela est nécessaire, et en lien avec le service ayant instruit la demande, à une analyse approfondie de cette demande afin de recueillir des éléments complémentaires relatifs à la capacité à habiter.

Pour cela, il s'appuiera notamment sur :

- une visite à domicile (lorsque le ménage dispose d'un logement),
- le recueil des souhaits des personnes
- l'évaluation sociale jointe à la demande initiale.

Le BALH hebdomadaire ou mensuel prendra connaissance du résultat du diagnostic complémentaire réalisé ainsi que de la stratégie d'intervention qui lui seront présentés. Le cas échéant, SOLIHA Cantal pourra être amené à proposer au BALH une nouvelle orientation.

Nombre estimatif demandes de compléments d'informations orientée par le BALH : 12

□ L'accompagnement préalable au relogement

L'accompagnement préalable au relogement comprend la définition concertée d'un projet " logement " compatible avec les besoins exprimés par les personnes et leurs contraintes technico-financières, la recherche d'un logement adapté au ménage et à leur situation, les visites avec le ménage, les démarches administratives liées au relogement, en particulier pour appréhender l'environnement du logement.

Cet accompagnement permet au ménage d'être acteur de son projet, et d'être soutenu dans ses démarches de recherche de logements, d'accès aux droits et d'insertion dans le logement. Il se poursuivra alors jusqu'à la mise en place d'une solution définitive de relogement et pourra être interrompu par SOLIHA, après en avoir informé le BALH hebdomadaire ou mensuel :

- Lorsque la demande de relogement est abandonnée (ex : le demandeur est relogé par un autre biais)
- En raison de la non adhésion du bénéficiaire au dispositif (absence aux visites ou aux rendez-vous, non réponse aux propositions de logement...)
- En cas d'orientation vers un autre dispositif adapté

Nombre estimé de bénéficiaires visés : 10

5-3. Mise en place d'une solution de relogement

L'attribution d'un logement adapté au ménage se fera par relogement dans le parc existant ou par captation de nouveaux logements. Il s'agira de logements :

- en sous-location ou gérés par délégation avec mandat de gestion, conformément à la convention établie dans le cadre du FSL, ou dans le cadre de l'intermédiation locative.
- gérés par le service de Gestion Locative Sociale de SOLIHA Cantal, dans le cadre de mandats de gestion,
- de droit commun, ou relevant du contingent du Droit de réservation préfectorale (DRP), lorsqu'un accompagnement social dans le logement est nécessaire.

En fonction de l'analyse des besoins, SOLIHA Cantal prospectera l'offre immobilière par démarchage et négociation directes auprès de bailleurs privés ou publics (bailleurs sociaux, communes...). Lors de la captation d'un nouveau logement, SOLIHA Cantal négociera avec le propriétaire les modalités de gestion (sous location avec accompagnement social, mandat de gestion simple, mandat de gestion avec accompagnement social, bail glissant).

Lors de l'entrée dans les lieux, SOLIHA Cantal accompagnera le locataire dans les diverses démarches liées à l'accès au logement (CAF, FSL, Action Logement, état des lieux, ouverture des compteurs d'énergie, assurance habitation...). Le ménage pourra ensuite bénéficier d'un accompagnement à plus long terme selon les besoins, effectué par SOLIHA dans la suite du relogement, ou orienté vers un autre dispositif adapté.

SOLIHA Cantal effectuera régulièrement un état d'avancement de la mise en place des solutions de relogement au BALH.

Nombre estimé de relogements : 6

5-4. La gestion locative adaptée

La gestion locative sociale de logements du parc privé assurée par mandat de gestion comprend la négociation et le maintien d'un prix de loyer accessible à des personnes en difficulté, les risques contentieux et les frais de gestion de l'opérateur. Afin de sécuriser le propriétaire en cas d'impayés de loyer, l'adhésion au dispositif VISALE sera systématiquement proposée au bailleur et au locataire.

Dans le cadre de la sous-location (bailleurs privés et publics) la gestion locative sociale recouvre la sécurisation du risque locatif (vacance, impayés, contentieux dégradations) et les frais de gestion de l'opérateur.

Nombre estimé de logements en gestion locative adaptée : 6

La finalité de l'accompagnement social dans le logement en sous- location proposé par SOLIHA est le retour à l'autonomie du ménage par un logement de droit commun en devenant titulaire en propre de son bail. Lors du glissement de bail, l'accompagnement s'élargit aux relations entre bailleur et locataires afin de faire le lien et préparer le passage à une location dite « en direct ». La réalisation de « bail glissant » peut aussi concerner des ménages relogés les années antérieures dans le cadre de cette mission et des derniers ménages suivis dans le cadre de la MOUS.

Nombre estimé de baux glissants réalisés : 4

5-5. L'accompagnement social dans le logement

L'accompagnement vise à développer l'autonomie durable des ménages dans le logement et dans leur vie quotidienne en général.

A compter de l'entrée dans les lieux, et afin de pérenniser le projet de l'habiter dans le processus global d'insertion, l'accompagnement consiste à faire le lien, entre le propriétaire et les locataires, entre les ménages et les travailleurs sociaux afin de jeter les bases d'un nouveau mode de relations entre ces trois partenaires. Cet accompagnement portera notamment sur :

- l'éducation à habiter,
- l'apprentissage de l'utilisation du logement et de son entretien,
- le suivi de la gestion du budget logement,

- la capacité à vivre en collectivité ainsi que l'apprentissage de l'utilisation des parties communes,
- la découverte des relations de voisinage et l'insertion dans l'environnement (services publics),
- les relations avec le bailleur et avec les travailleurs sociaux.

Cet accompagnement est réparti de la façon suivante :

- 6 mesures IML renforcées, 9 mois renouvelable 1 fois
- 4 mesures en sous location ou autres dispositifs, 9 mois renouvelable 1 fois avec dérogation possible au-delà afin de rassurer les propriétaires et de permettre à chaque locataire de trouver son temps d'ajustement personnel par une autre mesure d'accompagnement social ciblée sur le logement (ASLL, AVDL ...), présentée dans le cadre du BALH.

Nombre de ménages accompagnés : 10

Article 6 : Suivi et évaluation de la mission

6.1. Pilotage de la mission

Le comité de pilotage de la mission est assuré par le Préfet et le Président du Conseil départemental, ou leurs représentants, qui sont chargés de veiller à la bonne mise en œuvre dans le département et, en cas d'insuffisance de réalisation au regard des objectifs visés, de proposer des voies correctives appropriées.

L'évaluation est réalisée en référence aux objectifs opérationnels définis à l'article 5.

6.2. États semestriels

Outre l'état d'avancement des dossiers présenté lors de chaque réunion du BALH, SOLIHA Cantal adressera aux financeurs des états semestriels indiquant :

- la liste des bénéficiaires qui ont été orientés, par date de réunion du BALH,
- la date du premier contact et celle de la visite à domicile,
- la situation des personnes/ménages reçus : origine de la demande, composition familiale, ressources, situation professionnelle, surendettement, accompagnements sociaux en cours...,
- le nombre et l'objet des contacts (visites à domicile et/ou rencontres au bureau ou téléphoniques), le nombre et le type de mises en relation (liaisons partenaires sociaux ou bailleurs, démarches, courriers...) ayant eu lieu au cours de la période,

- la solution de relogement trouvée : date entrée dans les lieux, nature du logement, modalités de gestion, montant du loyer, des charges, montant des aides au logement, durée de l'accompagnement prévu et effectivement réalisé (hors médiation locative ou ASLL), situations d'impayés ou de retard de paiement...
- La date de fin d'accompagnement

6.3. Bilan de la mission

Un bilan d'activité annuel qualitatif et quantitatif sera adressé aux financeurs. Ce bilan reprendra de manière globale et anonyme les différents indicateurs de suivi, afin de rendre compte de :

- la pertinence de l'action en termes de besoins,
- la cohérence de l'action et des objectifs à atteindre,
- l'optimisation des moyens mis en œuvre au regard des résultats obtenus,
- la réalisation effective des objectifs fixés (analyse des écarts).

Le bilan devra également rendre compte, de la date et l'objet des réunions/rendez-vous inter-organismes relatifs à cette mission.

Il devra être communiqué au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice.

Article 7 : Moyens financiers

Le coût total estimé de la mission est évalué à 45 500 €, conformément à l'état détaillé par nature d'opération suivant :

| Convention 2024 | Unité de mesure | Coût jour de travail | OU Coût unitaire | Nombre (jours, unités...) | Montant | Financier |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|----------------------|------------------|---------------------------|------------------------------|-----------------|
| 1 - Accueil et prise en charge des personnes | | | | | | Département |
| A l'issu du BALH | | | | | | |
| Diagnostic complémentaire | Minage | | 250 | 12 | 3 000 € | |
| Accompagnement préalable au relogement (définition du projet logement) | Minage | | 400 | 10 | 4 000 € | |
| 2 - Mise en place d'une solution de relogement | | | | | | IML |
| Prospection, captation, relogements chez les bailleurs privés/publics - Parc en gestion SOLIHA | | | | | | |
| Parc bailleur public ou privé | logement | | | 6 | | |
| Autre solution de relogement | logement | | | pour mémoire | | |
| 3 - Gestion locative sociale | | | | | | IML |
| Gestion locative des logements, baux glissants (après une période d'accompagnement de 18 mois maxi) | | | | | | |
| Gestion locative des logements | Minage | | | 5 | | |
| Baux glissants | logement | | | 4 | | |
| 4 - Accompagnement social dans le logement | | | | | | |
| Accompagnement réalisé par une CESF SOLIHA - Durée 9 mois renouvelable 1 fois | | | | | | |
| Minage relogé et accompagné | Forfait dans le cadre IML | | | 6 | | IML |
| Minage relogé et accompagné | Hors IML | | | 4 | 10 500 € | DÉPARTEMENT |
| 5 - Gestion / Coordination | | | | | | DÉPARTEMENT |
| Participation aux commissions BALH- FSL- CCAPEX + coordination dispositif | | | | | | |
| Coordination / Participation commissions et instances de pilotage | Jours de travail | 500 | | 10 | 5 000 € | |
| 6- Accompagnement social exceptionnel | | | | | | DÉPARTEMENT |
| Lignes jonglées dans la limite de l'enveloppe globale disponible. | | | | | | |
| | | | | | Part Département : | 22 500 € |
| | | | | | Part Etat équivalent 5 IML : | 23 000 € |
| | | | | | TOTAL | 45 500 € |

Sur la base de 45 500 €, constituant un droit de tirage maximum, la rémunération de SOLIHA Cantal interviendra dans les conditions précisées à l'article 8.

Article 8 - Modalités de versement de la rémunération

La contribution financière du Conseil départemental et de l'Etat sera créditée au compte de l'association SOLIHA Cantal.

8.1. Pour l'Etat :

Cette subvention est imputable sur les crédits inscrits au programme 177 :

| | Codification | Libellé |
|---------------------------------|--------------|------------------------------------------------|
| Opération Stratégique (OS) | 017701 | Prév exclu pers_vuln |
| Opération Programmée (OP) | 1770106 | Logement adapté |
| Opération Budgétaire (OB) | 177010612 | Hébergement et logement adapté |
| Activité de programmation (ACT) | 17701061242 | Intermédiation locative location sous-location |

8.2. Pour le département

Cette subvention est imputable sur les crédits départementaux, chapitre 017 - 6568 du budget départemental.

Le versement est effectué selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte correspondant à 50% de la part du Département au plus tard avant le 31 Mars de l'exercice
- Le solde, ajusté à la réalisation des objectifs définis aux articles 5 et 7, sera versé sur présentation du dernier état semestriel et du bilan annuel.

Le Département se réserve le droit de faire effectuer les vérifications sur site qu'il jugerait nécessaires.

Il est précisé que la rémunération de SOLIHA Cantal pour cette mission n'est pas soumise à la T.V.A. sauf changement du régime fiscal en vigueur.

Article 9 : Durée de la convention

La convention est conclue au titre de l'année 2024.

Toutefois les dossiers engagés (ayant reçu l'accord de la commission) mais non terminés pendant la période de validité de la présente convention, devront être instruits par SOLIHA Cantal jusqu'à leur terme. SOLIHA Cantal sera rémunéré pour ces dossiers dans la limite des objectifs et moyens financiers précisés à l'article 5, 6 et 7.

Article 10 : Résiliation de la convention - Règlement des litiges

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par les autres parties, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Dans ce cas, il reviendra à SOLIHA Cantal, après avoir respecté le deuxième alinéa de l'article 9 d'établir un arrêté des comptes et de restituer aux financeurs les sommes éventuellement trop perçues.

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de cette convention, les parties à la présente convention s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige avant la saisine de la juridiction compétente pour en connaître, à savoir le tribunal administratif de Clermont Ferrand.

Fait en trois exemplaires originaux,
Aurillac, le

| | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|----------------------------------|
| LE PREFET DU CANTAL par délégation, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations | LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL | LE PRESIDENT DE SOLIHA CANTAL |
| Myriam SAVIO | Bruno FAURE | René CONDAMINE |

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-4

Avenant n° 2 à la convention de gestion du Revenu de Solidarité Active (RSA)

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Dominique BEAUDREY

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) notamment ses articles L262-13, L262-16, L262-25, R262-60 à D262-64 et R262-65 et suivants ;

Vu le Code de la sécurité sociale et notamment ses articles L114-9 et suivants ;

Vu la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;

Vu le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au revenu de solidarité active ;

Vu la délibération n° 19CD07-14 du Conseil départemental du 19 décembre 2019 adoptant la mise en œuvre d'un plan de contrôle global de l'attribution du RSA ;

Vu la délibération n° 20CD03-04 du Conseil départemental du 25 septembre 2020 approuvant la convention de gestion du RSA avec la CAF du Cantal ;

Vu la délibération n° 23CD04-6 du Conseil départemental du 17 novembre 2023 approuvant l'avenant n°1 à la convention de gestion du RSA avec la CAF du Cantal ;

Considérant qu'en décembre 2017 le Département avait choisi de retenir de façon unilatérale le montant de 570 371,60 € sur l'acompte de novembre ;






Compte tenu de l'obligation de neutralité des flux financiers liés à la gestion du RSA pour la CAF du Cantal conformément au 4° du I. de l'article L262-25 du CASF, le Département constitue une avance de trésorerie au titre de l'allocation du RSA et en faveur de la Caf du Cantal ;

- **APPROUVE** l'avenant n°2 à la convention de gestion du RSA conclu entre le Conseil départemental du Cantal et la Caisse d'Allocations Familiales du Cantal relatif au versement d'une avance de trésorerie en lien avec l'allocation RSA dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant.

Le montant de l'avance financière versée au titre de l'allocation RSA par le Conseil départemental du Cantal à la CAF du Cantal sera de 875 000 €.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 017-65171-447du Budget principal du Département.

| | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
|  |  |  |  |  |
| | | X | | |

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE GESTION DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA),

Entre :

Le Conseil départemental du Cantal,
Hôtel du département,
28, Avenue Gambetta, 15015 Aurillac cedex
Représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, ci-après dénommé « le
Département » et autorisé par délibération du Conseil départemental du 27 09 2024.

Et

La Caisse d'allocations familiales du Cantal,
15 Rue Pierre Marty, 15000 Aurillac,
Représentée par son Directeur, Monsieur Pascal PONS,
ci-après dénommée « la Caf »,

Vu le Règlement (UE) 2016-679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE

Vu le Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L. 262-13, L. 262-16, L. 262-25, R. 262-60 à D. 262-64 et R. 262-65 et suivants ;

Vu la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et libertés ;

Vu la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active (Rsa) et réformant les politiques d'insertion ;

Vu l'article 87 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017.

Vu l'article -6 de la loi n° 2020-692 du 8 juin 2020 visant à améliorer les droits des travailleurs et l'accompagnement des familles après le décès d'un enfant.

Vu le code de la sécurité sociale et notamment ses articles L114-9 et suivants ;

Vu le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au revenu de solidarité active ;
Vu le décret n° 2017-122 du 1er février 2017 relatif à la réforme des minima sociaux ;

Vu l'arrêté du 7 mai 2009 fixant le modèle de formulaire de demande d'allocation de revenu de solidarité active, modifié par l'arrêté du 19 janvier 2011.

Vu la délibération n° 2009-327 du 4 juin 2009 portant avis sur un projet de décret en Conseil d'Etat relatif au revenu de solidarité active (RSA) et un projet d'arrêté relatif à l'échantillon national inter régimes d'allocataires de minima sociaux (ENIAMS).

Vu le décret n° 2009-716 du 18 juin 2009 relatif aux traitements automatisés de données à caractère personnel accompagnant la mise en œuvre du revenu de solidarité active et portant diverses dispositions de coordination ;

Vu le décret n° 2012-294 du 1er mars 2012 relatif aux procédures d'orientation, de suspension et de radiation applicables aux bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Vu le décret n°2017-811 du 5 mai 2017 relatif aux modalités de calcul du Rsa et de la Prime d'activité pour les travailleurs non-salariés modifiant les modalités d'appréciation des ressources prises en considération pour le calcul des droits.

Considérant, que le Département avait consenti à constituer une avance de trésorerie au titre des modalités de paiement de l'allocation RSA en faveur de la Caf, organisme payeur du RSA aux bénéficiaires du régime général d'un montant de 570 371,60 € ;
Considérant qu'en décembre 2017 le Département avait choisi de retenir de façon unilatérale le montant de 570 371,60 € sur l'acompte de novembre.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Compte tenu de l'obligation de neutralité des flux financiers liés à la gestion du RSA pour la Caf du Cantal conformément au 4° du I. de l'article L. 262-25 du CASF, le Département constitue une avance de trésorerie au titre de l'allocation du RSA et en faveur de la Caf du Cantal.

Ainsi le présent avenant apporte les modifications suivantes à la rédaction de l'article 10.2 de la convention citée en objet :

Article 10.2 : Traitement financier

Les flux financiers décrits à l'article 10.1 de la convention initiale sont financièrement neutres pour la Caf, conformément au 4° du I. de l'article L. 262-25 du CASF.

La neutralité des flux financiers pour la trésorerie de la Caf est assurée par :

- l'avance de trésorerie d'un montant de 875 000 € autorisée par délibération de l'Assemblée départementale en date du 27 septembre 2024 et qui sera versée en octobre 2024 ;
- la mise à jour annuelle du montant de l'avance versée par le Département ;
- le respect des échéances de paiement des facturations mensuelles par la collectivité et la refacturation au Département en début d'année suivante du coût financier supporté le cas échéant par la Caf à raison du différentiel de trésorerie entre les encaissements et les décaissements et le non-respect de ces échéances de versement.

La Caf informe chaque année le Département du montant de l'avance qui doit être constituée pour assurer la neutralité des flux financiers liés au versement du RSA. Le montant de l'avance

constituée en 2024 peut être révisé en tant que de besoin par délibération de l'Assemblée départementale. Cette révision donne lieu à un avenant à la présente convention.

Les autres dispositions restent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux à Aurillac le

Le Président du Conseil départemental

Le Directeur de la Caf du Cantal

Bruno FAURE

Pascal PONS

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-5

**Avenants n°1 aux conventions avec la Communauté de communes du Pays de Gentiane
gestionnaire du CLIC du Haut Cantal et le Centre Communal d'Action Sociale d'Aurillac
gestionnaire du CLIC du Bassin d'Aurillac**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL*

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Mireille LEYMONIE

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Valérie CABECAS et Pierre MATHONIER se retirent et ne participent pas au vote.

Vu la délibération N° 21CD04-07 du Conseil départemental du 17 septembre 2021 approuvant les conventions entre le Conseil départemental du Cantal, le GIP MDPH et la Communauté de communes du Pays de Gentiane gestionnaire du CLIC Haut Cantal et entre le Conseil départemental et le Centre Communal d'Action Sociale d'Aurillac gestionnaire du CLIC du Bassin d'Aurillac ;

Vu la délibération N° 23CD05-44 du Conseil départemental du Cantal en date du 18 décembre 2023 adoptant le budget primitif 2024 ;

Considérant que les conventions signées le 19 octobre 2021 prennent fin en cours d'année civile, les parties souhaitent une prolongation de la validité de la convention jusqu'à la fin de l'année 2024 sans modification des autres dispositions qui y sont prévues ;

- APPROUVE l'avenant n°1 à la convention entre le Conseil départemental du Cantal, le GIP (Groupement d'Intérêt Public) de la Maison Départementale des Personnes Handicapées du Cantal et la Communauté de communes du Pays Gentiane, gestionnaire du CLIC du Haut Cantal prolongeant la durée de validité de celle-ci jusqu'au 31 décembre 2024 dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.






Le montant de la contribution financière versée à la Communauté de communes du Pays Gentiane sera, sous réserve des dispositions figurant dans la convention signée le 19 octobre 2021, de 51 671 € au titre de l'année 2024.

- **APPROUVE** l'avenant n°1 à la convention entre le Conseil départemental du Cantal et le Centre Communal d'Action Sociale d'Aurillac gestionnaire du CLIC du Bassin d'Aurillac prolongeant la durée de validité de celle-ci jusqu'au 31 décembre 2024 dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

Le montant de la contribution financière versée par le Conseil départemental du Cantal au CCAS d'Aurillac gestionnaire du CLIC du Bassin d'Aurillac sera, sous réserve des dispositions figurant dans la convention signée le 19 octobre 2021, de 65 300 € au titre de l'année 2024.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental ou ses représentants à signer lesdits avenants avec le CCAS d'Aurillac et la Communauté de communes du Pays de Gentiane.

Le montant des dépenses sera imputé sur le chapitre 65, nature 6568, fonction 4232 du Budget principal du Département.

|  |  |  |  |  |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| | | X | | |

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Avenant n°1 à la convention entre le Conseil départemental du Cantal, la Maison Départementale des Personnes Handicapées et la Communauté de Communes du Pays Gentiane, gestionnaire du CLIC du Haut Cantal, en faveur de l'accompagnement des personnes âgées et des personnes en situation de handicap.

Entre :

Le Conseil départemental du Cantal, Hôtel du département, 28, Avenue Gambetta, 15015 Aurillac Cedex représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé par délibération N° 24CD04-X du Conseil départemental du 27 septembre 2024 ;

Le GIP (Groupement d'Intérêt Public) de la Maison Départementale des Personnes Handicapées du Cantal, Espace Georges Pompidou, 1 rue Alexandre Pinard 15015 Aurillac cedex représenté par son Président ou son représentant, en vertu de la délibération de la Commission Exécutive du XXXX.

Et

La Communauté de Communes du Pays Gentiane, gestionnaire du CLIC du Haut-Cantal, Place de la Gare 15400 Riom-ès- Montagnes représentée par sa Présidente, Madame Valérie CABECAS, autorisée par délibération n°DE-129-2024 du 20 août 2024.

Vu la délibération N° 21CD04-07 du Conseil départemental du Cantal en date du 17 septembre 2021 approuvant la convention de partenariat entre le Conseil départemental du Cantal, la Maison Départementale des Personnes Handicapées et la Communauté de Communes du Pays Gentiane, gestionnaire du CLIC du Haut Cantal et relative aux modalités de coordination des services de la Maison Départementale de l'Autonomie sise à Mauriac et à Saint-Flour et du CLIC du Haut-Cantal en faveur de l'accompagnement des personnes âgées et des personnes en situation de handicap.

Vu la délibération de la Commission Exécutive du GIP MDPH du 15 septembre 2021 et l'arrêté n°21-17 du 6 septembre 2021.

Vu la délibération de la Communauté de Communes du Pays Gentiane, gestionnaire du CLIC du Haut-Cantal, du 31 août 2021 approuvant la convention de partenariat citée ci-dessus.

Vu la délibération N° 23CD05-44 du Conseil départemental du Cantal en date des 18 et 19 décembre 2023 adoptant le budget primitif 2024.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Considérant que la convention susvisée, signée le 19 octobre 2021, prend fin en cours d'année civile, les parties souhaitent une prolongation de sa validité jusqu'à la fin de l'année 2024.

Ainsi le présent avenant apporte les modifications suivantes :

ARTICLE 1 :

A l'article 10 de la convention, intitulé « date d'effet et durée de la convention », il est ajouté la mention suivante :

« La durée de validité de la convention est prolongée jusqu'au 31 décembre 2024. »

.../...

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées

Fait en trois exemplaires originaux à Aurillac le

Le Président du Conseil départemental,

La Présidente de la Communauté de Communes du
Pays Gentiane,

Bruno FAURE.

Valérie CABECAS.

Le Président du GIP-MDPH,

Avenant n° 1 à la convention entre le Conseil départemental du Cantal et le Centre Communal d'Action Sociale d'Aurillac, gestionnaire du CLIC du Bassin d'Aurillac, en faveur de l'accompagnement des personnes âgées.

Entre :

Le Conseil départemental du Cantal, Hôtel du département, 28, Avenue Gambetta, 15015 Aurillac cedex représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé par délibération N°24CD04-X du Conseil départemental du 27 septembre 2024.

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) d'Aurillac 5 rue Eloy Chapsal, 15000 Aurillac représenté par son Vice-Président, Monsieur Christophe PESTRINAUX, autorisé par délibération du XXXXX

Vu la délibération N° 21CD04-07 du Conseil départemental du Cantal en date du 17 septembre 2021 approuvant la convention de partenariat entre le Conseil départemental et Centre Communal d'Action Sociale d'Aurillac gestionnaire du CLIC du Bassin d'Aurillac et relative aux modalités de coordination des services de la Maison Départementale de l'Autonomie (MDA) sise à Aurillac et du CLIC du Bassin d'Aurillac en faveur de l'accompagnement des personnes âgées.

Vu la délibération du C.C.A.S. d'Aurillac en date du 16 septembre 2021 approuvant cette même convention de partenariat.

Vu la délibération N° 23CD05-44 du Conseil départemental du Cantal en date des 18 et 19 décembre 2023 adoptant le budget primitif 2024.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Considérant que la convention susvisée, signée le 19 octobre 2021, prend fin en cours d'année civile, les parties souhaitent une prolongation de sa validité jusqu'à la fin de l'année 2024.

Ainsi le présent avenant apporte les modifications suivantes :

ARTICLE 1 :

A l'article 10 de la convention, intitulé « date d'effet et durée de la convention », il est ajouté la mention suivante :

« La durée de validité de la convention est prolongée jusqu'au 31 décembre 2024. »

ARTICLE 2 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux à Aurillac le

Le Président du Conseil départemental,

Le Vice-Président du C.C.A.S.,

Bruno FAURE.

Christophe PESTRINAUX.

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-6

Avenants aux conventions avec l'ADAPEI et l'Association des Paralysés de France (APF) pour la mobilisation de l'Aide à la Vie Partagée (AVP) au bénéfice des personnes âgées et des personnes en situation de handicap dans le cadre du nouvel accord tripartite

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL*

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Sylvie LACHAIZE

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L. 281-1 définissant l'habitat inclusif et l'article L.281-2-1 précisant les conditions d'attribution de l'AVP ;

Vu l'article 78 de la Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2023 actant la pérennisation du soutien de la CNSA au titre des dépenses de l'AVP prévues par les Départements ;

Vu la délibération n°20CD05-03 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Schéma départemental de l'autonomie 2021-2025 ;

Vu la délibération n°22CD04-6 du Conseil départemental du 14 novembre 2022 portant modification du règlement départemental d'aide sociale (RDAS) intégrant le droit à l'AVP ;

Vu la délibération n°22CD04-8 du Conseil départemental du 14 novembre 2022 approuvant la convention avec l'ADAPEI pour la mobilisation de l'AVP dans le cadre du déploiement de l'habitat inclusif pour les Résidences Enchalade à Mauriac et des Hortes à Aurillac ;

Vu la délibération n°22CD04-9 du Conseil départemental du 14 novembre 2022 approuvant la convention avec APF France Handicap pour la mobilisation de l'AVP dans le cadre du déploiement de l'habitat inclusif pour la Résidence de Baradel à Aurillac ;

Vu la délibération n°24CD01-7 du Conseil départemental du 29 mars 2024 approuvant la nouvelle convention tripartite entre le Département, l'Etat et la CNSA "accord pour l'habitat inclusif" ;

Considérant la nécessité d'actualiser les conventions signées en 2022 pour une mise à jour des modalités de versement de l'AVP ;






- **APPROUVE** les termes des avenants aux conventions pour la mobilisation de l'AVP entre le Conseil départemental et l'ADAPEI du Cantal et le Conseil départemental et l'APF dont les projets sont joints en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer lesdits avenants.

- **DONNE DÉLÉGATION** à la Commission Permanente pour leur mise en œuvre.

Le montant global des dépenses ainsi engagées à hauteur de 60 500 € sera imputé sur les crédits inscrits :

- Aide à la vie partagée PA Nature 65113 Fonction 4232, ligne 12000 du budget départemental,
- Aide à la vie partagée PH Nature 651128 Fonction 425, ligne 12001 du budget départemental.

|  ATTRACTIF |  QUALITÉ |  AMÉNITÉ |  INNOVANT |  RESPONSABLE |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | X | | |

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**Avenant n°1/2024 à la convention du 22 décembre 2022 entre le
Département du Cantal et l'ADAPEI du Cantal
Convention concernant la Résidence d'Enchalade à Mauriac**

**MOBILISATION DE L'AIDE À LA VIE PARTAGÉE
AU BÉNÉFICE DES PERSONNES ÂGÉES ET DES PERSONNES EN SITUATION DE
HANDICAP
DANS LE CADRE DU DÉPLOIEMENT DE L'HABITAT INCLUSIF
CONVENTION ENTRE LE DÉPARTEMENT DU CANTAL
ET LE PORTEUR DE PROJET**

Entre d'une part :

LE DEPARTEMENT DU CANTAL

HOTEL DU DEPARTEMENT

28 Avenue Gambetta

15000 AURILLAC

Représenté par son Président en exercice, Monsieur Bruno FAURE, agissant au nom et pour le compte de la collectivité,
Ci-après désigné « le Département »,

Et d'autre part :

LE PORTEUR DU PROJET PARTAGE

Nom : ADAPEI du Cantal

Adresse 1 rue Laparra du Fieux 15000 AURILLAC

Statut juridique Association loi 1901

N° de Siret SAVS n° 321 984 130 00112

Représentée par Monsieur Cyril CHOUVELON (Directeur général), dûment mandaté,

Ci- après désigné « le Pôle en milieu ouvert porteur de projet »

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 129 de la loi ELAN du 23 novembre 2018 portant évolution du Logement, de l'aménagement et du numérique et apportant une définition de l'habitat inclusif ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu l'article 34 de la loi de financement de la sécurité sociale de 2021 du 15 décembre 2020 introduisant la possibilité pour les Départements de créer une aide à la vie partagée (AVP) pour les personnes faisant le choix de vivre dans un habitat partagé ;

Vu la délibération du Conseil de la CNSA du 22 avril 2021 approuvant les termes de la convention avec les Départements ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 14 novembre 2022, portant modification du règlement départemental d'aide sociale (RDAS) et créant l'Aide à la Vie Partagée ;

Vu l'accord tripartite pour l'Habitat inclusif, du 12 décembre 2022, entre le Département, la CNSA et l'Etat ;

Vu la convention entre le département du Cantal et le Porteur de projet mobilisant l'Aide à la Vie Partagée, signée le 22 décembre 2022, pour une période de sept ans et concernant la Résidence d'Enchalade à Mauriac ;

Vu l'article 78 de la LFSS de 2023 du 23 décembre 2022 fixant les modalités de soutien financier de la CNSA envers les Départements ;

Vu le Schéma départemental de l'autonomie 2021-2025 approuvé lors de la session du 17 décembre 2020.

Vu la délibération du Conseil de la CNSA du 4 avril 2023 ;

Vu la réunion de la conférence des financeurs de l'habitat inclusif, du 11 janvier 2024, au cours de laquelle il a été évoqué la programmation de l'habitat inclusif et la nécessité du présent avenant

Vu le nouvel accord tripartite entre le Département, l'Etat et la CNSA signé le 29 mars 2024

Il est décidé et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'actualiser la convention signée en 2022 en intégrant les modifications intervenues concernant le cadre législatif et réglementaire, la description du projet et la date de sa mise en œuvre.

Article 2 : Mise à jour du préambule

Le préambule est complété comme suit :

« Vu l'article 78 de la loi de financement de la sécurité sociale de 2023 du 23 décembre 2022 précisant les modalités de financement de l'habitat inclusif et du versement de l'AVP pour les personnes faisant le choix de vivre dans un habitat partagé ;

*Vu le nouvel accord conclu entre la CNSA, l'Etat et le Département qui annule et remplace l'accord du 12 décembre 2022, signé le **29 mars 2024** ;*

*Vu la délibération du Conseil départemental n°24CD01-7 en date du **29 mars 2024** relative au nouvel accord tripartite entre le Département, l'Etat et la CNSA. »*

Article 3 : Mise à jour des modalités de versement de l'AVP

L'article 5 « Modalités de versement de l'AVP » de la convention initiale est modifié comme suit :

Au 2^{ème} alinéa la phrase « Le Porteur du projet partagé devra fournir au Département du Cantal avant le 31 mars de l'année concernée » est remplacée par « *Le Porteur du projet partagé devra fournir au Département du Cantal **avant le 28 février** de l'année concernée* »

L'article 5 « Modalités de versement de l'AVP » de la convention initiale est complété comme suit :

« Le porteur du projet partagé devra, par ailleurs, fournir au Département du Cantal :

Une demande individuelle d'AVP pour chaque bénéficiaire, dès l'entrée dans le logement, afin que l'attribution de l'AVP lui soit notifiée par le Conseil départemental.

Le Département du Cantal s'engage à verser l'AVP (après réception de l'ensemble des documents justificatifs) selon un calendrier fixé comme suit :

- *Un acompte de 50% du montant estimé de l'AVP de l'année N est versé en juin de l'année N ;*
- *Le solde de l'AVP de l'année N est versé au plus tard le 31 mars de l'année N+1 ».*

Le reste de la convention est inchangé.

Fait à Aurillac **en deux exemplaires**, le

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Pour le Département du Cantal Le Président, Monsieur Bruno FAURE | Pour le Porteur de projet ADAPEI du Cantal Le Directeur Général, Monsieur Cyril CHOUVELON |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**Avenant n°1/2024 à la convention du 22 décembre 2022 entre le
Département du Cantal et l'ADAPEI du Cantal
Convention concernant la Résidence des Hortes à Aurillac**

**MOBILISATION DE L'AIDE À LA VIE PARTAGÉE
AU BÉNÉFICE DES PERSONNES ÂGÉES ET DES PERSONNES EN SITUATION DE
HANDICAP
DANS LE CADRE DU DÉPLOIEMENT DE L'HABITAT INCLUSIF
CONVENTION ENTRE LE DÉPARTEMENT DU CANTAL
ET LE PORTEUR DE PROJET**

Entre d'une part :

LE DEPARTEMENT DU CANTAL

HOTEL DU DEPARTEMENT

28 Avenue Gambetta

15000 AURILLAC

Représenté par son Président en exercice, Monsieur Bruno FAURE, agissant au nom et pour le compte de la collectivité,
Ci-après désigné « le Département »,

Et d'autre part :

LE PORTEUR DU PROJET PARTAGE

Nom : ADAPEI du Cantal

Adresse 1 rue Laparra du Fieux 15000 AURILLAC

Statut juridique Association loi 1901

N° de Siret SAVS n° 321 984 130 00112

Représentée par Monsieur Cyril CHOUVELON (Directeur général), dûment mandaté,
Ci- après désigné « le Pôle en milieu ouvert porteur de projet »

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 129 de la loi ELAN du 23 novembre 2018 portant évolution du Logement, de l'aménagement et du numérique et apportant une définition de l'habitat inclusif ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu l'article 34 de la loi de financement de la sécurité sociale de 2021 du 15 décembre 2020 introduisant la possibilité pour les Départements de créer une aide à la vie partagée (AVP) pour les personnes faisant le choix de vivre dans un habitat partagé ;

Vu la délibération du Conseil de la CNSA du 22 avril 2021 approuvant les termes de la convention avec les Départements ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 14 novembre 2022, portant modification du règlement départemental d'aide sociale (RDAS) et créant l'Aide à la Vie Partagée ;

Vu l'accord tripartite pour l'Habitat inclusif, du 12 décembre 2022, entre le Département, la CNSA et l'Etat ;

Vu la convention entre le département du Cantal et le Porteur de projet mobilisant l'Aide à la Vie Partagée, signée le 22 décembre 2022, pour une période de sept ans concernant la Résidence des Hortes à Aurillac ;

Vu l'article 78 de la LFSS de 2023 du 23 décembre 2022 fixant les modalités de soutien financier de la CNSA envers les Départements ;

Vu le Schéma départemental de l'autonomie 2021-2025 approuvé lors de la session du 17 décembre 2020.

Vu la délibération du Conseil de la CNSA du 04 avril 2023 ;

Vu la réunion de la conférence des financeurs de l'habitat inclusif, du 11 janvier 2024, au cours de laquelle il a été évoqué la programmation de l'habitat inclusif et la nécessité du présent avenant

Vu le nouvel accord tripartite entre le Département, l'Etat et la CNSA signé le 29 mars 2024

Il est décidé et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'actualiser la convention signée en 2022 en intégrant les modifications intervenues concernant le cadre législatif et réglementaire, la description du projet et la date de sa mise en œuvre.

Article 2 : Mise à jour du préambule

Le préambule est complété comme suit :

« Vu l'article 78 de la loi de financement de la sécurité sociale de 2023 du 23 décembre 2022 précisant les modalités de financement de l'habitat inclusif et du versement de l'AVP pour les personnes faisant le choix de vivre dans un habitat partagé ;

*Vu le nouvel accord conclu entre la CNSA, l'Etat et le Département qui annule et remplace l'accord du 12 décembre 2022, signé le **29 mars 2024** ;*

*Vu la délibération du Conseil départemental n°24CD01-7 en date du **29 mars 2024** relative au nouvel accord tripartite entre le Département, l'Etat et la CNSA. »*

Article 3 : Mise à jour des modalités de versement de l'AVP

L'article 5 « Modalités de versement de l'AVP » de la convention initiale est modifié comme suit :

Au 2^{ème} alinéa la phrase « Le Porteur du projet partagé devra fournir au Département du Cantal avant le 31 mars de l'année concernée » est remplacée par « **Le Porteur du projet partagé devra fournir au Département du Cantal avant le 28 février de l'année concernée** »

L'article 5 « Modalités de versement de l'AVP » de la convention initiale est complété comme suit :

« Le porteur du projet partagé devra, par ailleurs, fournir au Département du Cantal :

Une demande individuelle d'AVP pour chaque bénéficiaire, dès l'entrée dans le logement, afin que l'attribution de l'AVP lui soit notifiée par le Conseil départemental

Le Département du Cantal s'engage à verser l'AVP (après réception de l'ensemble des documents justificatifs) selon un calendrier fixé comme suit :

- *Un acompte de 50% du montant estimé de l'AVP de l'année N est versé en juin de l'année N*
- *Le solde de l'AVP de l'année N est versé au plus tard le 31 mars de l'année N+1 »*

Le reste de la convention est inchangé.

Fait à Aurillac **en deux exemplaires**, le

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Pour le Département du Cantal Le Président, Monsieur Bruno FAURE | Pour le Porteur de projet ADAPEI du Cantal Le Directeur Général, Monsieur Cyril CHOUVELON |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**Avenant n°1/2024 à la convention du 22 décembre 2022 entre le
Département du Cantal et l'APF France-Délégation du Cantal
Convention concernant la Résidence Baradel à Aurillac**

**MOBILISATION DE L'AIDE A LA VIE PARTAGEE
AU BENEFICE DES PERSONNES AGEES ET DES PERSONNES EN SITUATION DE
HANDICAP
DANS LE CADRE DU DEPLOIEMENT DE L'HABITAT INCLUSIF
CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DU CANTAL
ET LE PORTEUR DE PROJET**

Entre d'une part :

LE DEPARTEMENT DU CANTAL

HOTEL DU DEPARTEMENT

28 Avenue Gambetta

15000 AURILLAC

Représenté par son Président en exercice, Monsieur Bruno FAURE, agissant au nom et pour le compte de la collectivité,

Ci-après désigné « le Département »,

Et d'autre part :

LE PORTEUR DU PROJET PARTAGE

Nom : APF France handicap-Délégation Départementale du Cantal

Adresse 14, rue de la Jordanne 15000 AURILLAC

Statut juridique Association loi 1901

N° de Siret : 77568873206159

Représentée par Monsieur Raphaël VENET (Directeur Territorial des actions associatives du Cantal), dûment mandaté,

Ci- après désigné « APF Cantal »

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 129 de la loi ELAN du 23 novembre 2018 portant évolution du Logement, de l'aménagement et du numérique et apportant une définition de l'habitat inclusif ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu l'article 34 de la loi de financement de la sécurité sociale de 2021 du 15 décembre 2020 introduisant la possibilité pour les Départements de créer une aide à la vie partagée (AVP) pour les personnes faisant le choix de vivre dans un habitat partagé ;

Vu la délibération du Conseil de la CNSA du 22 avril 2021 approuvant les termes de la convention avec les Départements ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 14 novembre 2022, portant modification du règlement départemental d'aide sociale (RDAS) et créant l'Aide à la Vie Partagée ;

Vu l'accord tripartite pour l'Habitat inclusif, du 12 décembre 2022, entre le Département, la CNSA et l'Etat ;

Vu la convention entre le département du Cantal et le Porteur de projet mobilisant l'Aide à la Vie Partagée, signée le 22 décembre 2022, pour une période de sept ans concernant la Résidence Baradel à Aurillac ;

Vu l'article 78 de la LFSS de 2023 du 23 décembre 2022 fixant les modalités de soutien financier de la CNSA envers les Départements ;

Vu le Schéma départemental de l'autonomie 2021-2025 approuvé lors de la session du 17 décembre 2020.

Vu la délibération du Conseil de la CNSA du 4 avril 2023 ;

Vu la réunion de la conférence des financeurs de l'habitat inclusif, du 11 janvier 2024, au cours de laquelle il a été évoqué la programmation de l'habitat inclusif et la nécessité du présent avenant

Vu le nouvel accord tripartite entre le Département, l'Etat et la CNSA signé le 29 mars 2024

Il est décidé et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'actualiser la convention signée en 2022 en intégrant les modifications intervenues concernant le cadre législatif et réglementaire, la description du projet et la date de sa mise en œuvre.

Article 2 : Mise à jour du préambule

Le préambule est complété comme suit :

« Vu l'article 78 de la loi de financement de la sécurité sociale de 2023 du 23 décembre 2022 précisant les modalités de financement de l'habitat inclusif et du versement de l'AVP pour les personnes faisant le choix de vivre dans un habitat partagé ;

*Vu le nouvel accord conclu entre la CNSA, l'Etat et le Département qui annule et remplace l'accord du 12 décembre 2022, signé le **29 mars 2024** ;*

*Vu la délibération du Conseil départemental n°24CD01-7 en date du **29 mars 2024** relative au nouvel accord tripartite entre le Département, l'Etat et la CNSA. »*

Article 3 : Mise à jour de la date de mise en œuvre du projet

La date de mise en œuvre mentionnée à l'article 4.1 « Engagements du Porteur de projet 3P » de la convention initiale est remplacée par :

« Le porteur de projet « personne 3P » s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à :

- d'une part mettre à disposition des habitants les logements au titre du projet décrit à l'article 2 avant le **1^{er} juillet 2026**. Si les habitants n'ont pas emménagé dans un délai de 6 mois suivant cette date, la convention est rendue caduque. »*

Le reste de l'article 4 est inchangé.

Article 4 : Mise à jour des modalités de versement de l'AVP

L'article 5 « Modalités de versement de l'AVP » de la convention initiale est modifié comme suit :

Au 2^{ème} alinéa la phrase « Le Porteur de projet devra fournir au Département du Cantal avant le 31 mars de l'année concernée » est remplacée par « *Le Porteur du projet partagé devra fournir au Département du Cantal **avant le 28 février** de l'année concernée* »

L'article 5 « Modalités de versement de l'AVP » de la convention initiale est complété comme suit :

« Le porteur de projet devra, par ailleurs, fournir au Département du Cantal :

Une demande individuelle d'AVP pour chaque bénéficiaire, dès l'entrée dans le logement, afin que l'attribution de l'AVP lui soit notifiée par le Conseil Départemental (annexe au présent document).

Le Département du Cantal s'engage à verser l'AVP (après réception de la demande individuelle d'AVP) selon un calendrier fixé comme suit :

- Un acompte de 50% du montant estimé de l'AVP de l'année N est versé en juin de l'année N*
- Le solde de l'AVP de l'année N est versé au plus tard le 31 mars de l'année N+1 »*

Le reste de la convention est inchangé.

Fait à Aurillac **en deux exemplaires**, le

| | |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------|
| Pour le Département du Cantal | Pour le Porteur de projet APF du Cantal |
| Le Président, Monsieur Bruno FAURE | Le Directeur Territorial, Monsieur Raphaël VENET |

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-7

Avenant à la convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Marina BESSE

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Code de la Sécurité Sociale ;

Vu la recommandation 360 du comité de gouvernance du Conseil National Consultatif des Personnes Handicapées (CNCPH) en date du 26 mai 2020 ;






Vu la circulaire DGCS/SD3/2021/236 du 30 novembre 2021 relatif à la diffusion du cahier des charges des communautés 360 ;

Vu la délibération n°24CD01-8 du Conseil départemental du 29 mars 2024 validant la convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal ;

Considérant l'intégration de l'Association UDAF 15 dans le co-portage de la Communauté 360 du Cantal ;

- APPROUVE l'avenant n°1 à la convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal dont le projet est joint en annexe ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant.

| | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
|  |  |  |  |  |
| | | X | | |

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



Avenant de la Convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal en date du 19 juin 2024

Entre

L'Agence Régionale de Santé Auvergne Rhône-Alpes

Et

Le Conseil Départemental du Cantal, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE

Et

L'Adapei du Cantal, porteur de la Communauté 360 du Cantal

Et

Les PEP 15, co-porteur de la Communauté 360 du Cantal

Et

L'ADSEA du Cantal, co-porteur de la Communauté 360 du Cantal

Et

L'UDAF 15, Co-porteur de la Communauté 360 du Cantal

Et

La MDPH du Cantal, représentée par le Président du GIP-MDPH et par délégation, Madame Sylvie LACHAIZE

- Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,
- Vu le Code de la Sécurité Sociale,
- Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, et ses décrets d'application,
- Vu la loi n° 2011-901 du 28 juillet 2011 tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap,

Avenant Convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal

31-07-2024



- Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, et notamment ses articles 89 et 91,
- Vu les conférences nationales du handicap en date des 11 décembre 2014, 19 mai 2016 et du 11 février 2020,
- Vu la note du 14 mai 2020 du secrétariat d'État chargé des personnes handicapées relative à la présentation de la démarche Communauté 360 COVID,
- Vu la recommandation 360 du comité de gouvernance du CNCPH en date du 26 mai 2020 relative aux communautés 360 – COVID,
- Vu l'avis favorable avec réserve du CNCPH relatif au cahier des charges des Communautés 360 du 19 novembre 2021
- Vu la circulaire DGCS/SD3/2021/236 du 30 Novembre 2021 relatif à la diffusion du cahier des charges des communautés 360

Article 1 : Objet de l'avenant

L'objet du présent avenant est d'associer l'UDAF 15 dans le co-portage de la Communauté 360 du Cantal, dont la Convention d'engagement a été signée en date du 19 juin 2024.

Ladite convention a pour objet de:

- Partager les valeurs et les ambitions de la communauté 360 telles que précisées dans le cahier des charges
- Préciser les organisations retenues, les procédures et les modalités de participation de chacun des signataires
- Définir l'articulation et le lien avec les différents dispositifs existants, la MDPH et notamment avec le référent PAG-RAPT, acteur principal depuis 2018 dans la transformation de l'offre
- Définir les modalités de mise en œuvre

Les signataires de la présente convention conviennent d'une nécessaire articulation avec les autres dispositifs existants et d'une complémentarité des expertises et s'assurent de l'absence d'un chevauchement des actions. La communauté 360 interviendra soit par subsidiarité de ces dispositifs, soit en partenariat selon les situations.

Article 2 : Modification de la liste des membre co-porteurs de la Communauté 360 du Cantal

La liste des membres co-porteurs de la Communauté 360 du Cantal, que sont l'ADSEA du Cantal et les PEP 15, est complétée par l'UDAF 15.

Porteur et co-porteurs soutiennent et accompagnent la plateforme dans son évolution au travers des actions participatives et coopératives.

Article 3 - : Organisation et composition de la Communauté 360 du Cantal

▪ **Désignation du porteur**

La communauté 360 du Cantal est portée financièrement et fonctionnellement par l'Adapei du Cantal. Les PEP 15, l'ADSEA du Cantal et l'UDAF 15 sont co-porteurs de la plateforme.

Avenant Convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal

31-07-2024



- **Désignation de l'équipe dédiée de la Communauté 360 du Cantal**

La communauté 360 du Cantal est composée d'une équipe dédiée avec les professionnels suivants :

- Un coordonnateur de la communauté (1 ETP), rattaché administrativement à **l'Adapei du Cantal, porteur administratif et financier, les PEP 15, l'ADSEA du Cantal et l'UDAF 15, co-porteurs.**
- **Modalités d'adhésion à la Communauté 360 du Cantal pour les partenaires nommés « membres cœurs »**

L'adhésion à la communauté 360 se fait par la signature de la lettre d'engagement.

Par la signature de la lettre d'engagement avec la communauté 360, les membres cœurs s'engagent à :

- Participer activement aux objectifs de la Communauté 360
- Participer aux instances et mettre en œuvre les décisions des instances qui les concernent
- Partager les informations utiles à la mise en œuvre et à l'activité de la communauté 360
- Engager une réflexion collective sur les évolutions nécessaires de l'offre pour l'adapter aux besoins des personnes en situation de handicap

Article 4 : Gouvernance de la Communauté 360 du Cantal

Il est défini 4 types d'acteurs :

- **Porteur** : l'association Adapei du Cantal (portage administratif et financier)
 - **Co-porteurs** : l'association PEP 15, l'ADSEA du Cantal, l'UDAF 15.
 - **Comité Territorial Départemental (COTER)** : Co-présidé par le Préfet et par l'ARS ou leur représentant, en association avec le département, l'Adapei du Cantal, les PEP 15, l'ADSEA du Cantal, l'UDAF 15, la MDPH du Cantal, les membres cœurs de la communauté 360 du Cantal, le DAC, l'AMF, Handiconsult, Cap emploi, la DSDEN, des représentants des usagers au travers le CDCA. Le COTER se réunit deux fois par an.
 - **Comité de suivi** organisé selon les besoins et les situations : comité réunissant tous les acteurs, dispositifs, membres cœurs, acteurs de territoire pour évoquer les situations complexes et qui nécessitent articulation, partage des expertises. Il s'agit de favoriser les interactions et le décloisonnement avec les acteurs du territoire,
- **Portage fonctionnel**

Le portage fonctionnel de la communauté est confié à **l'Adapei du Cantal**. A ce titre **l'Adapei du Cantal** est en charge :

- Des fonctions supports (RH, budgétaire, équipement)
- Du dialogue de gestion à assurer avec l'ARS et le Conseil Départemental par la production d'un bilan financier propre à l'activité de la Communauté 360 afin de faire état de la consommation du financement accordé
- De la production du rapport d'activité

Avenant Convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal

31-07-2024



- Pilotage et animation

Le pilotage opérationnel et l'animation de la communauté 360 sont confiés à l'**Adapei du Cantal**, au **PEP 15**, à l'**ADSEA du Cantal** et à l'**UDAF 15**. A ce titre ils sont en charge :

- De piloter opérationnellement la Communauté 360 du Cantal
- De coordonner l'animation territoriale de la Communauté 360 du Cantal : organiser et animer le COTER et le comité de suivi, faciliter les échanges d'information avec les partenaires, en respect des textes en vigueur pour les échanges d'information à caractère personnel.
- Gouvernance institutionnelle

L'**ARS** s'engage à participer aux différentes instances, elle organise conjointement avec la C 360 les COTER en lien avec les membres institutionnels. Elle suit la mise en œuvre de la communauté 360, notamment en assurant une animation régionale de l'ensemble des communautés. Elle s'engage à faciliter les échanges d'outils et de pratiques

Le **Conseil Départemental** s'engage à participer à la gouvernance partenariale et à l'animation territoriale de la communauté 360. Il facilite le travail partenarial avec ses services dans une logique de connaissance commune et de subsidiarité d'intervention.

La **MDPH** s'engage à participer à la gouvernance partenariale et à l'animation territoriale de la communauté 360. Elle s'engage à faciliter les échanges d'information avec les partenaires de la communauté, en respect des textes en vigueur pour les échanges d'information à caractère personnel.

Article 5 : Durée- modification - résiliation-litige

La présente convention a vocation à structurer les engagements des signataires de manière pérenne. Toute modification des présentes dispositions entraînera la signature d'un avenant à la présente convention.

La convention prend effet à compter de sa date de signature et pour une durée de 2 ans et sera renouvelée tacitement à chaque échéance.

Les parties au présent contrat s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à mettre en œuvre les articles de ladite convention d'engagement.

Avenant Convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal

31-07-2024



Article 6 : Respect des dispositions de la Convention d'engagement

L'UDAF 15 déclare avoir pris connaissance de la Convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal et accepte l'ensemble de ses stipulations.

Les parties au présent contrat s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à mettre en œuvre les articles de la convention d'engagement.

Fait à Aurillac, le

Par délégation, la directrice départementale du Cantal
à l'ARS Auvergne Rhône-Alpes,

Pour le Département du Cantal,
Le Président du Conseil départemental
du Cantal

Stéphanie FRECHET

Bruno FAURE

Pour le GIP MDPH du Cantal,
Et par délégation
La Vice-présidente du Conseil départemental
du Cantal

L'association Adapei du Cantal

Sylvie LACHAIZE

L'association PEP 15

L'association ADSEA du Cantal

L'UDAF 15

Avenant Convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal

31-07-2024



CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-8

Bilan 2023 du contrat départemental de prévention et de protection de l'enfance 2022-2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU






Rapporteur : Marie-Hélène CHASTRE

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour,

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;
Vu la Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance 2020-2022 ;
Vu la délibération n°21CD06-21 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le Schéma Départemental de Prévention et de Protection de l'Enfance 2022-2026 ;
Vu la délibération n°22CD01-08 du Conseil départemental du 25 mars 2022 approuvant l'engagement du Conseil départemental dans la Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance ;
Vu la délibération n°23CP06-19 de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal du 7 juillet 2023 adoptant l'avenant n°1 à ce contrat ;

- **PREND ACTE** du bilan du plan d'action de la Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance réalisé au titre de l'année 2023 joint en annexe de la présente délibération.

| | | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
|  |  |  |  |  |
| | | X | | |

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONTRAT DEPARTEMENTAL DE PREVENTION ET DE PROTECTION DE L'ENFANCE

Bilan 2023

| ACTION N°1 Augmenter le nombre d'entretiens prénataux précoces réalisés par la PMI | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif opérationnel | <ul style="list-style-type: none"> Augmenter le taux de réalisation des EPP par les sages-femmes de PMI afin de débiter le plus précocement possible un accompagnement préventif. Renforcer le partenariat avec les autres professionnels impliqués dans le suivi de l'enfant et de sa famille. |
| Budget prévisionnel | FIR : Financement 0,50 ETP sage-femme 23 500 € (Cf. action n°3) <ul style="list-style-type: none"> Report 2022 : 18 200 € Crédits attendus 2023 : 5 300 € Cd 15 : 23 500 € (valorisation ETP sages-femmes PPAPE) |
| Dépenses réalisées | FIR : 23 500 € Cd 15 : 23 500 € |
| Indicateurs et résultats obtenus | Evolution progressive du taux d'entretiens prénataux précoces : Référence de départ 2020 : 30 Entretiens Prénataux Précoces (EPP) <u>Attendus :</u> 2022 : + 6 % 2023 : + 10 % 2024 : + 15 % <u>Réalisés :</u> 2022 : + 66 % (50 EPP auprès de 44 femmes)2023 : + 196 % (89 EPP auprès de 68 femmes) 100 % des femmes suivies chaque année par la PPAPE ont bénéficié d'un EPP |
| Points de vigilance | Nécessité que les déclarations de grossesse puissent être télétransmises : La transmission des déclarations de grossesse depuis la CAF reste encore sous format papier et se situe vers les 5-6 mois de grossesse, soit bien après l'échéance de l'entretien prénatal précoce. Il en résulte une impossibilité pour les sages de PMI de proposer leurs services dans les temps. <u>Données statistiques (sources INSEE) :</u> <ul style="list-style-type: none"> 2022 : 1 025 naissances enregistrées dans le Cantal 2023 : 913 naissances soit - 10,83 % (pour info - 7,5 % en Auvergne-Rhône-Alpes entre 2022 et 2023) |
| Commentaires | Malgré l'absence de flux dématérialisé informant le Département des déclarations de grossesse, le nombre d'entretiens prénataux réalisés demeure très supérieur aux objectifs attendus dans le cadre de ce contrat. Recrutement d'une sage-femme dédiée aux actions de ce Contrat depuis le 25.11.2022 permettant une meilleure couverture territoriale du département. |

| ACTION N°2 Faire progresser le nombre de bilans de santé en école maternelle réalisés par la PMI | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif opérationnel | <ul style="list-style-type: none"> Améliorer le taux départemental de réalisation des bilans de santé en milieu scolaire. Améliorer le dépistage précoce de troubles visuels (tests visuels, orthoptie) ou psychomoteurs. Harmoniser l'organisation des bilans de santé à l'échelle du département. |
| Budget prévisionnel | <p>FIR : 0,50 ETP de puéricultrice : 22 500 € (Cf. action n°4)</p> <p>FIR : Achat de 8 audiomètres : 5 000 €</p> <p>FIR : Bilans spécialisés non couverts par l'assurance maladie : 2 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> Report 2022 : 11 400 € Crédits attendus 2023 : 19 100 € <p>Cd 15 : 29 500 € (valorisation ETP puéricultrices)</p> |
| Dépenses réalisées | <p>FIR : 28 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> A reporter en 2024 (le cas échéant) : 1 500 € <p>Cd 15 : 29 500 €</p> |
| Indicateurs et résultats obtenus | <p>Taux de réalisation des bilans de santé en école maternelle</p> <p>Référence de départ 2020 : 455 enfants bénéficiaires d'un bilan de santé</p> <p>Réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> 2022 : 742 enfants (79 écoles concernées) 2023 : 1 113 enfants (+ 50 %) bénéficiaires (88 écoles soit + 11 %) |
| Points de vigilance | <p>L'atteinte des résultats ambitionnés est conditionnée par le fait que la PPAP est tributaire de la mobilisation des partenaires et du choix des familles en matière de suivi.</p> |
| Commentaires | <p>Par cette action, le Département du Cantal contribue à l'objectif national de progression du nombre de bilans de santé réalisés par la PMI en école maternelle.</p> <p>Recrutement d'une puéricultrice dédiée aux actions de ce Contrat depuis le 18.07.2022</p> <p>Achat de 8 audiomètres</p> <p>Réalisation d'1 bilan psychomotricité non couvert par l'assurance maladie.</p> <p>Impossibilité d'obtenir l'effectif des 3-4 ans de la part de l'Education Nationale.</p> <p>Données statistiques (sources <i>Collège-Lycée.com</i>)</p> <ul style="list-style-type: none"> 128 écoles maternelles dans le département du Cantal (11 privées et 117 publiques) 4 % de la population du Cantal est constituée d'enfants en âge d'être scolarisés en classe de maternelle. L'indicateur de position sociale, permettant de mesurer la catégorie sociale des parents des écoliers s'étend de 125,20 pour l'école élémentaire privée Externat de L'Enfant-Jésus contre 83,40 pour l'école élémentaire La Jordanne, soit un écart de 41,8 points. |

| ACTION N°3 | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Augmenter le nombre de visites à domicile pré et postnatales réalisées par des sages-femmes de PMI | |
| Objectif opérationnel | Augmenter le nombre de VAD réalisées par les sages-femmes de PMI dans le cadre de suivis pré et/ou postnataux. |
| Budget prévisionnel | FIR : Financement 0,50 ETP sage-femme 23 500 € (Cf. action n°1) <ul style="list-style-type: none"> • Report 2022 : 18 200 € • Crédits attendus 2023 : 5 300 € Cd 15 : 23 500 € (valorisation ETP sages-femmes PPAPE) |
| Dépenses réalisées | FIR : 23 500 € Cd 15 : 23 500 € |
| Indicateurs et résultats obtenus | Evolution du nombre de VAD prénatales et postnatales Evolution du taux de couverture Références de départ 2020 : <ul style="list-style-type: none"> • 112 femmes vues dans le cadre de VAD prénatales • 128 femmes vues dans le cadre de VAD postnatales Réalisés : 2022 : <ul style="list-style-type: none"> • 248 femmes vues dans le cadre de VAD prénatales (+ 121 %) • 196 femmes vues dans le cadre de VAD postnatales (+ 53 %) • 632 VAD 2023 : <ul style="list-style-type: none"> • 607 femmes vues dans le cadre de VAD prénatales (+ 145 % par rapport à 2022) • 294 femmes vues dans le cadre de VAD postnatales (+ 50 % par rapport à 2022) • 901 VAD (+ 42,6 % entre 2022 et 2023) 100 % des femmes suivies chaque année par la PPAPE se voient proposer une VAD |
| Points de vigilance | L'atteinte des résultats ambitionnés est conditionnée par le fait que la PPAPE est tributaire de la mobilisation des partenaires et du choix des familles en matière de suivi. |
| Commentaires | <p>Le Département du Cantal dépasse l'objectif national de doubler le nombre de VAD pré et post natales réalisées par les sages-femmes de PMI.</p> <p>Recrutement d'une sage-femme dédiée aux actions de ce Contrat depuis le 25.11.2022 permettant une meilleure couverture territoriale du département.</p> <p>La mise en œuvre prochaine (sous réserve de faisabilité technique) d'un flux dématérialisé émis par la CAF concernant les déclarations de naissance devrait permettre de faciliter les prises de contact.</p> |

| ACTION N°4 Augmenter le nombre de visites à domicile réalisées les infirmières puéricultrices de la PMI notamment jusqu'aux deux ans de l'enfant | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif opérationnel | <ul style="list-style-type: none"> Augmenter le nombre de VAD de prévention réalisées au bénéfice des enfants âgés de moins de 2 ans Harmoniser les pratiques des puéricultrices |
| Budget prévisionnel | FIR : 0,50 ETP de puéricultrice : 22 500 € (Cf. action n°2) <ul style="list-style-type: none"> Report 2022 : 11 400 € Crédits attendus 2023 : 11 100 € Cd 15 : 28 500 € (22 500 € valorisation ETP puéricultrice PPAPE et 6 000 € Analyse des pratiques) |
| Dépenses réalisées | FIR : 22 500 € Cd 15 : 26 500 € |
| Indicateurs et résultats obtenus | Evolution du nombre de VAD réalisées par les puéricultrices de la PPAPE Références de départ 2020 : 941 VAD postnatales ont été réalisées au bénéfice de 362 enfants de moins de 2 ans. <u>Réalisés :</u> 2022 : <ul style="list-style-type: none"> 1 647 VAD ont été réalisées au bénéfice de 558 enfants de moins de 2 ans. 1801 VAD ont été réalisées au bénéfice de 671 enfants de 0 à 6 ans. 2023 : <ul style="list-style-type: none"> 973 VAD ont été réalisées au bénéfice de 385 enfants de moins de 2 ans. 1 201 VAD ont été réalisées au bénéfice de 457 enfants de 0 à 6 ans. 100 % des puéricultrices ont bénéficié de 5 séances d'analyse des pratiques. 100 % des femmes suivies chaque année par la PPAPE se voient proposer une VAD |
| Points de vigilance | L'atteinte des résultats ambitionnés est conditionnée par le fait que la PPAPE est titulaire de la mobilisation des partenaires et du choix des familles en matière de suivi. |
| Commentaires | Le Département du Cantal dépasse largement l'objectif national consistant à permettre, à l'horizon 2023, qu'au moins 15 % des enfants bénéficient de l'intervention à domicile d'infirmières puéricultrices de la PMI, notamment les moins de 2 ans. Recrutement d'une puéricultrice dédiée aux actions de ce Contrat depuis le 18.07.2022 Réduction du nombre de VAD expliquée par l'augmentation très importante du nombre d'évaluations d'informations préoccupantes que les puéricultrices ont dû mener en 2023 (95 IP auprès de 49 enfants en 2022 pour 35 IP auprès de 77 |

enfants en 2023), soit une augmentation de **+ 57 % du nombre d'enfants vus** et par l'augmentation du nombre de bilans en écoles maternelles.

Mise en place de l'analyse des pratiques à destination des professionnelles de la PMI en 2023.

Suite aux travaux du schéma départemental de prévention et de protection de l'enfance 2022-2026 et de la démarche Petits Pas Grands Pas : Service Protection Maternelle Infantile (PMI) renommé « Prévention Parentalité et Accueil Petite Enfance » (PPAPE) car dénomination PMI peut être un frein dans la prise de contact avec certaines familles (puéricultrices participant au traitement des informations préoccupantes).

COMMUNICATION

PRÉVENTION, PARENTALITÉ, ACCUEIL PETITE ENFANCE





| ACTION N°5 Augmenter le nombre de consultations infantiles | |
|-----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif opérationnel | <ul style="list-style-type: none"> Augmenter le nombre de consultations à l'échelle du territoire Diversifier les lieux de consultation Harmoniser l'organisation des interventions des médecins entre les différents circonscriptions |
| Budget prévisionnel | FIR : Pas de cofinancement Cd 15 : 100 000 € (valorisation ETP médecins PPAPÉ) |
| Dépenses réalisées | Cd 15 : au-delà de 100 000 € (4 médecins PPAPÉ) |
| Indicateurs et résultats obtenus | <p>Evolution du nombre de consultations Evolution du nombre de lieux de consultation.</p> <p>Références de départ 2020 : 1 869 consultations médicales, 718 enfants vus au moins 1 fois</p> <p>Réalisés :</p> <p>2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> 2 372 consultations médicales (+ 30 %) 768 enfants vus au moins 1 fois (+ 7 %) <p>2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> 2 398 consultations médicales (+ 1 % par rapport à 2022) 774 enfants vus au moins 1 fois (+ 1 % par rapport à 2022) |
| Points de vigilance | L'atteinte des résultats ambitionnés est conditionnée par le fait que la PPAPÉ est tributaire de la mobilisation des partenaires et du choix des familles en matière de suivi. |
| Commentaires | <p>Le Cantal dépasse largement l'objectif national consistant à permettre, à l'horizon 2023, qu'au moins 20 % des enfants, en particulier jusqu'à 2 ans, bénéficient d'une consultation infantile en PMI.</p> <p>Ouverture de 2 lieux de consultations supplémentaires sur Laroquebrou et Montsalvy permettant un meilleur maillage du territoire.</p> |

| ACTION N°6 Renforcer les moyens, les ressources et la pluridisciplinarité de la cellule de recueil des informations préoccupantes (CRIP) pour atteindre sur l'ensemble du territoire un délai maximal de 3 mois par évaluation | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif opérationnel | Réduire le délai d'évaluation des IP au moyen de la création d'un poste supplémentaire d'évaluateur spécialisé. |
| Budget prévisionnel | BOP 304 : 0,5 ETP évaluateur spécialisé 21 500 € (cf. action 12) <ul style="list-style-type: none"> Report 2022 : 21 500 € Cd 15 : 21 500 € valorisation ETP évaluateurs |
| Dépenses réalisées | BOP 304 : 21 500 € Cd 15 : 21 500 € |
| Indicateurs et résultats obtenus | <p> Nombre d'IP recueillies Nombre d'IP évaluées Nombre d'IP évaluées en moins de 3 mois Taux d'IP évaluées au-delà de 3 mois </p> <p>Références de départ 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> 231 IP recueillies 101 IP évaluées 25 % < à 3 mois 49 % entre 3 et 4 mois 22 % entre 4 et 5 mois 4 % entre 5 et 6 mois <p>Réalisés :</p> <p>2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> 438 IP recueillies (+ 90 %) 143 IP évaluées (+ 42 %) 22 % < à 3 mois 44 % entre 3 et 4 mois 22 % entre 4 et 5 mois 12 % entre 5 et 6 mois <p>2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> 407 IP recueillies (- 7 %) 165 IP évaluées (+ 15 %) 12 % < à 3 mois 30 % entre 3 et 4 mois 27 % entre 4 et 5 mois 31 % entre 5 et 6 mois |
| Points de vigilance | <p>Augmentation de 15 % du nombre IP évaluées entre 2022 et 2023 mais surtout augmentation de 40 % du nombre d'enfants concernés (230 en 2022 pour 321 en 2023).</p> <p>L'explication de l'augmentation de la durée des évaluations est multifactorielle :</p> <ul style="list-style-type: none"> 149 jours (5 mois) de délais moyen de traitement par les autres CD lorsque l'évaluation est interdépartementale, impactant de facto la durée moyenne des évaluations du Cantal ; |

| | |
|---------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du nombre de transmissions pour compétence de la part du Parquet pour des situations qui initialement relevaient d'un signalement et parfois alors même qu'une enquête pénale est en cours, nécessitant une articulation entre les différentes interventions pouvant conduire à les prolonger. • Complexification des situations en lien avec le constat ci-dessus mais également du fait d'une recrudescence des familles recomposées ce qui multiplie notamment les VAD pour voir l'ensembles des membres qui peuvent résider dans des lieux très différents. <p>Part des mineurs concernés par une IP (22,6 pour 1 000 enfants) importante comparativement à des Départements de strate similaire.</p> |
| Commentaires | Recrutement d'un évaluateur spécialisé depuis le 15 février 2023. |


| ACTION N°7 Systématiser un plan de contrôle des établissements et services | |
|-------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif opérationnel | Etablir un plan de contrôle périodique des ESSMS œuvrant dans le champ de la protection de l'enfance afin de s'assurer du respect des bonnes pratiques et le cas échéant de les soutenir en vue d'une amélioration des conditions d'accompagnement des enfants et des jeunes. |
| Budget prévisionnel | BOP 304 : 51 000 € (Financement 1 ETP dédié au contrôle des ESSMS (catégorie B) : 45 000 € et Formation : 6 000 € <ul style="list-style-type: none"> • Report 2022 : 44 350 € • Crédits attendus 2023 : 6 650 € Cd 15 : 51 000 € (valorisation des agents de la DDEC et du SEET) |
| Dépenses réalisées | BOP 304 : 51 000 € Cd 15 : 51 000 € |
| Indicateurs et résultats obtenus | Installation d'un plan de contrôle des ESSMS Nombre de contrôles sur pièces réalisés Nombre de contrôles sur place réalisés Nombre de contrôles des antécédents judiciaires réalisés <u>Réalisés :</u> 2022 : <ul style="list-style-type: none"> • Elaboration du plan de contrôle départemental pluriannuels des établissements et services médico-sociaux • Formation des agents en charge de ces missions de contrôle (1 900 € de frais pédagogiques). 2023 : <ul style="list-style-type: none"> • 212 contrôles des antécédents judiciaires réalisés soit 100 % des établissements et services ASE • 12 jours de formations effectués (7 900 € de frais pédagogiques) auprès de la HESP « Inspection et contrôle en protection de l'enfance » et « Théorie, inspections et contrôles » • 0 contrôle sur pièces • 2 contrôles sur place (LVA) |
| Points de vigilance | Du fait d'une double autorisation, à l'exception de deux ESSMS les contrôles doivent être menés conjointement avec les services de la DTPJJ. La généralisation règlementaire du SI national « Honorabilité » proposé par l'Etat dans le champ de la protection de l'enfance n'est prévue que pour 2025 . Dans cette attente, le contrôle des antécédents judiciaires (bulletin n° 2 du casier judiciaire et fichier judiciaire national des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAISV) nécessite une double consultation manuelle pour chaque salarié des établissements et service ASE . La Directrice Déléguée à l'expertise des politiques sociales et au Contrôle des ESSMS a ainsi consacré la majorité de son temps à ces démarches. |
| Commentaires | Recrutement en octobre 2022 d'une Directrice Déléguée à l'expertise des politiques sociales et au Contrôle des ESSMS (Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux). |

| Action N°8 Création d'une Unité Socio-Educative Médicalisée pour Adolescents | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif opérationnel | Offrir une prise en charge et un accompagnement adaptés aux adolescents en situation complexe, accueillis dans le cadre de la protection de l'enfance et en situation de handicap. |
| Budget prévisionnel | <p>Prix de journée estimé à 360 € par jour soit un coût de fonctionnement annuel de 657 000 € dont la prise en charge serait répartie comme suit :</p> <p>DTPJJ : 109 400 € (réservation d'une place)</p> <p>ONDAM : 110 000 €</p> <p>BOP 304 : 50 000 €</p> <ul style="list-style-type: none"> • Report 2022 : 29 200 € • Crédits attendus 2023 : 20 800 € <p>Cd 15 : 387 600 €</p> |
| Dépenses réalisées | <p>DTPJJ : 0 €</p> <p>ONDAM : 0 €</p> <p>BOP 304 : 50 000 € (cf. commentaires sur la dépense engagée pour trouver des solutions de prise en charge alternatives en raison des contraintes réglementaires à la publication de l'Appel à projet)</p> <p>Cd 15 : 387 600 € (mobilisation ETP et autres prises en charge)</p> |
| Indicateurs et résultats obtenus | <p>Arrêté d'autorisation Nombre d'enfants accueillis</p> <p>Réalisés :</p> <p>2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appel à candidature infructueux notamment en raison du budget et par déclinaison du prix de journée proposés. • Révision du périmètre du projet (Réduction à 5 places et évolutions du prix de journée à 360 €). • Finalisation d'un nouveau cahier des charges en octobre 2022. <p>2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle publication d'un Appel à projet pour la création à caractère expérimental d'une unité de vie socio-éducative médicalisée pour adolescents en situation de handicap relevant de l'ASE d'une capacité de 5 places sur le département du Cantal (Date de clôture de l'AAP postérieure à ce bilan annuel). |

| | |
|----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <div>  LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL - LES SERVICES DU DÉPARTEMENT - PRÉFECTURE DÉPARTEMENTALE - LE DÉPARTEMENT - LE DÉPARTEMENT DES SAUVETÉS - LE DÉPARTEMENT DES SAUVETÉS </div>  <p>AVIS D'APPEL À PROJETS POUR UN PROJET INNOVANT DE CRÉATION A CARACTÈRE EXPÉRIMENTAL D'UNE UNITÉ DE VIE SOCIO-ÉDUCATIVE MÉDICALISÉE POUR ADOLESCENTS EN SITUATION DE HANDICAP ET RELEVANT DE L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE D'UNE CAPACITÉ D'ACCUEIL DE 5 PLACES SUR LE DÉPARTEMENT DU CANTAL.</p> |
| Points de vigilance | Le projet s'est trouvé dans une impasse en raison du cadre légal qui ne permet pas, de manière explicite, qu'un appel à projet et à terme un arrêté d'autorisation puissent être portés par 3 autorités. |
| Commentaires | <p>Les différents aléas auxquels se heurte ce projet ont nécessité une mobilisation soutenue de nombreux agents du Conseil départemental.</p> <p>Le Département a néanmoins dû trouver des solutions alternatives pour prendre en charge et mettre à l'abri des jeunes Cantaliens dont le profil relève de l'USEMA. Les différents étayages ont entraînés une dépense de 493 000 €, supérieure à l'engagement de la collectivité dans le projet USEMA et pour lesquels le BOP 304 est sollicité.</p> |

| ACTION N°9 Créer des places d'accueil pour limiter la séparation des fratries | |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif opérationnel | Doter le dispositif de protection de l'enfance cantalien de places d'accueil supplémentaires pour permettre l'exécution des ordonnances de placement et éviter la séparation de fratries. |
| Budget prévisionnel | BOP 304 : 240 000 € <ul style="list-style-type: none"> Report 2022 : 173 532 € Crédits attendus 2023 : 66 468 € Cd 15 : 874 000 € |
| Dépenses réalisées | BOP 304 : 240 000 € Cd 15 : 1 071 000 € soit 197 000 € (22,5 %) de plus que prévu |
| Indicateurs et résultats obtenus | Création d'un CDEF Nombre d'enfants accueillis <u>Réalisés :</u> 2022 : <ul style="list-style-type: none"> 14/11/2022 : Autorisation par l'Assemblée départementale de la création d'un CDEF Publication d'un marché public (d'une durée de 3 ans) pour création d'une pouponnière de 10 places Autorisation du Lieu de vie et d'accueil « Au fil de la vie » de 7 places. 2023 : <ul style="list-style-type: none"> 01/02/2023 : Ouverture d'une pouponnière de 10 places pour des enfants de 0 à 2 ans 31/03/2023 : Demande d'extension de la tranche d'âge à 3 ans Taux de remplissage de 100 %, 10 enfants présents en continu (nécessité d'extension de la capacité d'accueil car nombre de places insuffisantes). Coût annuel de fonctionnement : 1 100 000 € Extensions de la capacité d'accueil du Lieu de vie et d'accueil « Au fil de la vie » de 4 places. |
| Points de vigilance | <p>Le Cantal connaît une augmentation de + 45 % (entre 2018 et 2023) du nombre d'enfants accueillis à l'ASE. Ce taux d'évolution est très supérieur à la moyenne nationale, voire atypique.</p> <p>Afin de calibrer au mieux le besoin de places à créer (accueil d'urgence et places pérennes) en fonction de différents scénarii d'évolution, le Département a publié un marché public fin 2023 afin de s'adjoindre l'expertise d'un Cabinet conseil.</p> <p>Les capacités d'extension des structures présentes sur le Cantal sont poussées au maximum et demeurent limitées soit en raison des caractéristiques des bâtiments (taille, vétusté...) soit par manque de foncier disponible pour construire.</p> <p>La pyramide des âges et le manque d'attractivité du métiers d'assistant familial amènent une pression supplémentaire sur le nombre d'accueils en établissements.</p> |
| Commentaires | Fin 2023, 468 jeunes cantaliens faisaient l'objet d'un placement au titre de la protection de l'enfance contre 402 en 2022 soit une augmentation de 16,4 % en un an seulement. |

| ACTION N°10 Améliorer la protection des enfants placés à domicile | |
|----------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif opérationnel | <ul style="list-style-type: none"> Créer un dispositif « placement à domicile » Assurer un accompagnement efficient des enfants faisant l'objet d'un placement à domicile. Permettre leur mise à l'abri dans l'éventualité d'une dégradation de leur situation. |
| Budget prévisionnel | <p>BOP 304 : 150 000 €</p> <p>Cd 15 : 730 000 €</p> |
| Dépenses réalisées | <p>BOP 304 : 150 000 €</p> <p>Cd 15 : 730 000 €</p> |
| Indicateurs et résultats obtenus | <p>Nombre de placements à domicile Nombre d'enfants accompagnés dans le cadre du dispositif Nombre de VAD</p> <p>Références de départ 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> 35 enfants bénéficiant d'un PEAD <p>Réalisés : 2022 : <ul style="list-style-type: none"> 62 enfants bénéficiant d'un PEAD <p>La protection des enfants dont le domicile familial se situe à l'est du département est confiée à une association gestionnaire d'une MECS implantée au nord-ouest de la Haute Loire (7 enfants en 2022). Cout d'environ 133 000 €.</p> <p>Les enfants qui résident à l'ouest du département sont pris en charge par le service ASE (55 enfants en 2022).</p> <p>2023 : <ul style="list-style-type: none"> Publication d'un Appel à projet pour la création d'un dispositif global de 40 places supplémentaires de PEAD sur le département du Cantal (Date de clôture de l'AAP postérieure à ce bilan annuel). </p> </p> |



LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

LES SERVICES DU DÉPARTEMENT

CHACUN JOUR À VOS CÔTÉS

E-SERVICE

MON CANTAL MES IDÉES

Appel à Projet :
Création d'un dispositif global de 40 places de Placement Educatif A Domicile (PEAD) d'accueil sur le département du Cantal (par création d'un ou de deux services)

Le Placement Educatif A Domicile (PEAD) répond aux orientations de la réforme de la protection de l'enfance soulevées à la fois du bien-être de l'enfant et de la continuité de la stabilité affective de son enfance. Le Conseil Départemental du Cantal a donc un appel à projet consistant à créer des places de PEAD pour des enfants, âgés de 0 à 18 ans, confiés au département au titre de la sauvegarde de l'enfance. Cette mesure s'inscrit dans l'objectif de permettre une séparation familiale. Elle peut aussi s'inscrire dans la perspective d'un retour de l'enfant dans son milieu familial et dans une optique de accompagnement.

Déplacement de 1000

- Les mesures s'inscrivent sur l'ensemble du territoire du département.
- Les mesures s'inscrivent sur l'ensemble du territoire du département.

ou

- Les mesures s'inscrivent à l'échelle du territoire. Si un candidat souhaite répondre sur l'ensemble du département, il devra présenter un projet spécifique pour les deux secteurs dans sa réponse et justifier la mise en place ou la mutualisation d'activités existantes soit par coopération, soit sur des territoires déjà existants dans d'autres services du porteur de projet (si ce n'est pas le cas).

Le cahier des charges joint au présent appel à candidature a pour objectif de définir les conditions de création de cet accueil de jour ainsi que les caractéristiques techniques auxquelles tout candidat devra répondre.


Clôture de l'appel à candidature : vendredi 10 juillet 2023 à 17h00

- 70 enfants bénéficiant d'un PEAD

| | |
|----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Points de vigilance | L'accompagnement d'enfants dans le cadre du placement à domicile nécessite une proximité géographique pour favoriser le rythme des visites à domicile et une solution de mise à l'abri des intéressés en cas de difficulté. Cette dernière disposition est mise à mal par la saturation du dispositif de placement cantalien. |
| Commentaires | |

| ACTION N°11 Structurer le soutien aux tiers de confiance et aux tiers bénévoles | |
|------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif opérationnel | <ul style="list-style-type: none"> Déployer la mesure Tiers digne de confiance administrative Elaborer un référentiel des mesures Tiers digne de confiance |
| Budget prévisionnel | <p>BOP 304 : 23 000 € (Allocation allouée dans le cadre d'une mesure TDC judiciaire : 12,78 €/jour de présence de l'enfant)</p> <ul style="list-style-type: none"> Report 2022 : 23 000 € Crédits attendus 2023 : 0 € <p>Cd 15 : 23 000 € (Indemnités d'entretien pour TDC administrative : 12,78 €/jour de présence de l'enfant)</p> |
| Dépenses réalisées | <p>BOP 304 : 23 000 €</p> <p>Cd 15 : 82 770 € soit une dépense 3,5 fois supérieure au prévisionnel</p> |
| Indicateurs et résultats obtenus | <p>Nombre de mesures Tiers digne de confiance judiciaires Nombre de mesures Tiers digne de confiance administratives Publication et communication du référentiel des mesures TDC</p> <p><u>Réalisés :</u></p> <p>2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> 32 mesures Tiers digne de confiance judiciaires <p>2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> 37 mesures Tiers digne de confiance judiciaires |
| Points de vigilance | <p>L'instauration d'une mesure Tiers digne de confiance, qu'elle soit administrative ou judiciaire nécessite de s'assurer des conditions d'accueil et des capacités de la personne ressource pour prendre en charge l'enfant.</p> <p>La mesure Tiers digne de confiance administrative suppose que les parents la sollicitent. Démarche atypique, aucune demande n'a été effectuée.</p> |
| Commentaires | <p>De manière générale les juges des enfants assortissent la mesure TDC d'une mesure d'AEMO en vue d'étayer le parcours de l'enfant et d'assurer une médiation entre ses parents et le tiers ; disposition qui génère un surcoût à la charge du Cd.</p> |

| Action N°12 Développer le parrainage au bénéfice d'enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif opérationnel | <ul style="list-style-type: none"> Offrir à des enfants placés des temps de répit au sein d'une cellule familiale dans le cadre d'un parrainage. |
| Budget prévisionnel | BOP 304 : 0,5 ETP d'éducateur spécialisé 21 500 € (cf. action 6) <ul style="list-style-type: none"> Report 2022 : 21 500 € Crédits attendus 2023 : 0 € Cd 15 : 21 500 € (Valorisation d'ETP d'agents de l'ASE) |
| Dépenses réalisées | BOP 304 : 21 500 € Cd 15 : 21 500 € |
| Indicateurs et résultats obtenus | Nombre de parrainages instaurés Nombre d'enfants concernés Nombre de journées réalisées <u>Réalisés :</u> 2022 : <ul style="list-style-type: none"> Versement d'une indemnité d'entretien de 13,16 €/jour pour un montant total de 10 100 € La recherche d'un éducateur spécialisé qui soit favorable pour exercer une activité répartie entre l'évaluation d'IP et la mise en œuvre du parrainage (action n°12) est restée infructueuse malgré plusieurs commissions de recrutement soit autant de temps de mobilisation d'agents de la DRH que de responsables de l'ASE. Négociations infructueuses avec l'association « Parrains pour 1000 » en raison du coût proposé. Contact infructueux avec une association qui propose à des enfants d'allocataires MSA des séjours à la ferme en raison de la suspension de son activité faute de bénévoles. 2023 : <ul style="list-style-type: none"> Elaboration de la Charte du parrainage sur la base de l'arrêté du 11 aout 2005 relatif à la charte du parrainage d'enfants Versement d'une indemnité d'entretien dans le cadre de contrats de parrainage à hauteur 14,35 €/jour pour un montant total de 6 400 € Publication d'un Appel à projet pour la mise en œuvre du parrainage de proximité et du mentorat en faveur des enfants pris en charge par l'ASE du Cantal pour augmenter le nombre de mesures de plus de 20 en file active (Date de clôture de l'AAP postérieure à ce bilan annuel). |

| | |
|---------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <div>  IL DÉPARTEMENTAL </div> <div> LES SERVICES DU DÉPARTEMENT CHAQUE JOUR À VOS CÔTÉS E-SERVICE MON CANTAL MES IDÉES </div> <div> <h3>Appel à Projet :</h3> <p><i>Parrainage de proximité et de mentorat en faveur des enfants pris en charge par l'aide sociale à l'enfance du Cantal</i></p> <p>Le parrainage ASE est une pratique qui consiste à apporter un soutien affectif et éducatif à un enfant en situation difficile.</p> <p>Cette forme de parrainage est rendue possible grâce à la loi du 5 mars 2007 qui permet aux enfants placés sous la protection de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) d'avoir un parrain ou une marraine. C'est une renforce par la loi du 5 mars 2007 dite « Taquet ».</p> <p>Cette loi relative à la protection des enfants constitue un socle décisif pour développer le mentorat des jeunes de l'ASE, cela prévoit en son article 9 de proposer de manière systématique un mentor à chaque enfant confié à l'Aide sociale à l'enfance.</p> <p>Le Conseil départemental du Cantal lance un appel à projet auprès des opérateurs susceptibles de développer et de coordonner la mise en œuvre d'un dispositif de parrainage et de mentorat à l'échelle du département.</p> <p>Claire de de l'appel à candidatures - vendredi 18 août 2023 à 18h30</p> <ul style="list-style-type: none"> • 4 contrats de parrainage instaurés </div> |
| Points de vigilance | <p>La loi du 7 février 2022 relative à la protection des enfants dite « Loi Taquet » donne un cadre juridique nouveau au parrainage de proximité, désormais intégré en tant que complément à l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) et prévoit en son article 9 de proposer de manière systématique un mentor à chaque enfant confié à l'Aide Sociale à l'Enfance.</p> <p>Les 2 Décrets d'application n° 2024-118 relatif aux modalités de mise en œuvre du parrainage pour les enfants pris en charge par l'aide sociale à l'enfance et n° 2024-117 relatif aux modalités de mise en œuvre du mentorat pour les enfants pris en charge par l'aide sociale à l'enfance n'ont été publiés que le 16 février 2024.</p> |
| Commentaires | <p>Recrutement d'une éducateur spécialisé dédié aux actions de ce Contrat depuis le 01/09/2023.</p> |

| ACTION N°13 Favoriser l'accès aux droits et l'accompagnement vers l'autonomie des anciens mineurs non accompagnés (MNA) | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectif opérationnel | Poursuivre l'accompagnement renforcé des anciens MNA bénéficiant d'un CJM |
| Budget prévisionnel | BOP 304 : 43 000 € (1 ETP d'éducateur spécialisé) <ul style="list-style-type: none"> • Report 2022 : 25 064 € • Crédits attendus 2023 : 17 916 € Cd 15 : 43 000 € (Valorisation d'ETP d'agents de l'ASE et financement du dispositif dédié aux MNA et ex-MNA) |
| Dépenses réalisées | BOP 304 : 43 000 € Cd 15 : 43 000 € |
| Indicateurs et résultats obtenus | Nombre de jeunes majeurs accompagnés Situation logement au terme du CJM Situation professionnelle au terme du CJM Situation financière au terme du CJM Références de départ 2021 : <ul style="list-style-type: none"> • 72 jeunes bénéficiaires d'un CJM <u>Réalisés :</u> 2022 : <ul style="list-style-type: none"> • 76 jeunes bénéficiaires d'un CJM dont 48 ex-MNA (51,35 %) 2023 : <ul style="list-style-type: none"> • 73 jeunes bénéficiaires d'un CJM dont 42 ex-MNA (56,56 %) |
| Points de vigilance | Augmentation de 38,3 % du nombre de MNA accueillis entre 2022 et 2023 |
| Commentaires | <ul style="list-style-type: none"> • Recrutement en août 2022 d'une éducatrice spécialisée dont le temps plein est dédié à l'accompagnement des Ex-MNA bénéficiaires d'un Contrat Jeune Majeur. • Organisation différents ateliers collectifs destinés à favoriser l'accès à l'autonomie des intéressés : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Atelier numérique accès sur les démarches en ligne ✓ Atelier budget : gestion du budget ressources / charges ✓ Atelier énergie pour limiter les dépenses • Participation de l'éducatrice aux « vendredis de l'insertion » : communication entre partenaires d'informations relatives à l'insertion professionnelle • Formations sur l'accès aux origines et la régularisation de séjour • Rencontre avec le « service MNA » du Lot • Extension du dispositif dédié à la prise en charge de ces publics (MNA / Ex-MNA) de 57 à 66 places. Le budget annuel alloué pour le fonctionnement de ce dispositif s'élève désormais à hauteur de 1 142 830 € soit un surcoût de 414 655 € au regard des dispositions antérieures. |

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-9

**Contrat Cantal Développement 2022-2027 -
Avenant n° 1 au contrat de la Communauté de communes du Pays de Mauriac**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Aurélie BRESSON

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Marie-Hélène CHASTRE ne participe pas au vote.

Vu la délibération n°21CD06-35 du Conseil départemental en date du 14 décembre 2021, approuvant les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027, notamment le dispositif Contrat Cantal Développement ;

Vu la délibération n°23CD02-12 du Conseil départemental du 23 juin 2023 approuvant le projet de Contrat Cantal Développement avec la Communauté de communes du Pays de Mauriac ;

Vu la délibération du 11 juillet 2023 de la Communauté de communes du Pays de Mauriac approuvant ce même projet de contrat ;

Vu le Contrat Cantal Développement signé entre le Président du Conseil départemental et le Président de la Communauté de communes du Pays de Mauriac le 22 décembre 2023 ;

Vu la délibération du 24 juin 2024 de la Communauté de communes du Pays de Mauriac approuvant l'intégration du projet de la SCIC Animations Sports Loisirs Jeunesse de Mauriac dans le Contrat Cantal Développement du territoire du Pays de Mauriac ;






Considérant que le projet de réhabilitation d'un bâtiment du cœur de ville de Mauriac s'inscrit pleinement dans les objectifs communs du Département et de l'EPCI de réactivation des centres bourgs et de dynamisation de la vie sociale, le Département propose de l'inscrire par voie d'avenant dans le Contrat ;

- **APPROUVE** l'avenant n° 1 au Contrat Cantal Développement 2022-2027 du territoire Pays de Mauriac dont le projet est joint en annexe de la présente délibération intégrant le tableau récapitulatif qui fait état d'un soutien global du Conseil départemental à hauteur de 682 575 €,

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ledit avenant n° 1,

- **AUTORISE**, par dérogation aux règles édictées dans la délibération n°21CD06-35 prise par le Conseil départemental le 14 décembre 2021, la possibilité d'un autre avenant audit Contrat Cantal Développement,

- **DONNE DELEGATION** à la Commission Permanente pour assurer sa mise en oeuvre, notamment pour confirmer l'attribution et le montant des aides au fur et à mesure des dépôts de demande des bénéficiaires.

|  |  |  |  |  |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| | | X | | |

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONTRAT CANTAL DÉVELOPPEMENT 2022-2027 – AVENANT N°1

ENTRE

La **COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE MAURIAC** sise 1, avenue du commandant Gabon - BP53 - 15200 Mauriac, représenté par son Président, Monsieur Jean-Pierre SOULIER, autorisé à signer par délibération du Conseil Communautaire en date du, ci-après désignée « l'EPCI »,

ET

Le **CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL** sis 28 avenue Gambetta 15000 Aurillac, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer par délibération du Conseil départemental en date du, ci-après désigné « le Département »,

Il est convenu ce qui suit :

Les articles du Contrat Cantal Développement 2022-2027 du territoire de la Communauté de communes du Pays de Mauriac, sont modifiés comme suit :

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT :

Le Département approuve globalement le plan d'actions du contrat de développement et le plan prévisionnel de financement des opérations. La signature du contrat entre le Président du Département et le/la Président(e) de l'EPCI déclenche la possibilité d'octroi des subventions.

L'engagement budgétaire des subventions, dont les montants et le calendrier prévisionnels sont inscrits dans le tableau récapitulatif, constituant une pièce du présent contrat, s'établit sous réserve de la production par le maître d'ouvrage, pour chacune des opérations, d'un dossier complet comportant les pièces requises avec notamment :

- une délibération décidant la réalisation de l'opération ainsi que l'inscription au budget des crédits nécessaires à son financement. La délibération mentionne le plan de financement prévisionnel et la sollicitation de contribution du Département. Concernant les projets eau et/ou assainissement, les conditions sont indiquées dans les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 approuvées par délibération n°21CD06-35 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 ;
- un dossier technique complet comprenant notamment une note de présentation de l'opération, les plans cadastraux pour la création et le réaménagement de bâtiments et un estimatif détaillé des dépenses.

Chaque demande fait l'objet d'une instruction par les services du Département, puis d'un vote de l'Assemblée.

Après validation par le Département, une décision attributive de subvention est adressée au bénéficiaire, avec copie à l'EPCI.

Tableau récapitulatif des actions :

| Opérations | Année(s) | Coût estimé | Subvention Département |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|--------------------|---------------------------|
| Projets intercommunaux | | | |
| 3 ^{ème} tranche voie verte | 2024-2025 | 500 000 € | 136 575 € |
| Aménagement du site du port de Nauzenac en site de loisirs de pleine nature | 2024-2025 | 70 000 € | 21 000 € |
| Valorisation du site de la cascade de Salins | 2024 | 313 000 € | 90 000 € |
| Sous total maîtrise d'ouvrage CC : | | 883 000 € | 247 575 € |
| Projets communaux ou Syndicat | | | |
| Chalvignac - création d'une salle sportive et culturelle sur la place | 2023-2024 | 1 439 660 € | 90 000 € |
| Moussages - réhabilitation de l'hôtel du Manilhoux en complément du bar-restaurant existant | 2023-2025 | 500 500 € | 80 000 € |
| Le Vigean - création d'une nouvelle cantine scolaire | | 260 000 € | 35 000 € |
| Drugeac - création d'un bar-restaurant | | 450 000 € | 80 000 € |
| Mauriac - restructuration de l'école maternelle | 2023 | 634 101 € | 70 000 € |
| Sous total maîtrise d'ouvrage communale : | | 3 284 261 € | 355 000 € |
| Projets associatifs et privés | | | |
| SCIC ASLJ - acquisition et création d'un ensemble de locaux dans le cadre de la labellisation Centre Social | 2024 | 210 586 € | 40 000 € |
| Sous total maîtrise d'ouvrage privée : | | 210 586 € | 40 000 € |
| Participations du Conseil départemental | | | |
| Syndicat Mixte Marché au Cadran - Travaux de mise aux normes sur le marché au cadran | | 200 000 € | 40 000 € |
| Sous total participation CD : | | 200 000 € | 40 000 € |
| Total général Contrat Cantal Développement | | 4 577 847 € | 682 575 € |
| Enveloppe maximale : | | | 720 000 € |

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE SUIVI ET DE RÉVISION :

L'EPCI et le Département réalisent chaque année une revue technique et financière du programme.

Le contrat peut faire l'objet d'un **premier second** avenant établi dans les mêmes conditions que le contrat initial. Dans le cas où l'enveloppe maximale n'a pas été mobilisée dans le contrat initial, elle pourra l'être à cette occasion.

Un **second troisième** avenant peut éventuellement être mis en œuvre :

- dans le cas où d'autres moyens que ceux du Département sont trouvés pour financer un ou des projets inscrits : pour retirer ces projets (ou diminuer le taux d'intervention du Département) et ajouter de nouvelles actions (ou augmenter le taux d'intervention du Département sur des opérations déjà inscrites) ;
- pour ajouter ou modifier les projets sous maîtrise d'ouvrage du Département.

Les autres termes et articles du contrat initial restent inchangés.

Fait en deux exemplaires originaux, à....., le.....

Le Président
du Conseil départemental du Cantal,

Bruno FAURE

Le Président de la
Communauté de Communes
du Pays de Mauriac

Jean-Pierre SOULIER

Annexe : tableau récapitulatif des actions soutenues

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-10

Fonds Cantal Villes 2022-2027 - Avenant n°1 au contrat de la Commune de Saint-Flour

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Christophe VIDAL

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu la délibération n°21CD06-35 du Conseil départemental en date du 14 décembre 2021, approuvant les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027, notamment le dispositif Fonds Cantal Villes ;

Vu la délibération n°22CD05-25 du Conseil départemental en date du 12 décembre 2022 approuvant le projet de Fonds Cantal Villes avec la Commune de Saint-Flour ;

Vu la délibération du 12 décembre 2022 de la Commune de Saint-Flour approuvant ce même projet de contrat ;






Vu le Contrat Fonds Cantal Villes signé entre le Président du Conseil départemental et le Maire de Saint-Flour le 19 janvier 2023 ;

Considérant la demande et le projet de la Commune de Saint-Flour ;

- **APPROUVE** l'avenant au Contrat Fonds Cantal Villes 2022-2027 de la Commune de Saint-Flour dont le projet est joint en annexe de la présente délibération qui fait état d'un soutien global du Conseil départemental à hauteur de 450 000 €,

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer le dit avenant,

- **DONNE DELEGATION** à la Commission Permanente pour assurer la mise en oeuvre du Contrat, notamment pour confirmer l'attribution et le montant des aides au fur et à mesure des dépôts de demande des bénéficiaires.

| | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
|  |  |  |  |  |
| | | X | | |

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



FONDS CANTAL VILLES 2022-2027 – AVENANT^{n°1}

ENTRE

La **VILLE DE SAINT FLOUR** sise 1 Place d'Armes 15100 Saint-Flour, représentée par son Maire, Monsieur Philippe DELORT, autorisé à signer par délibération du Conseil Municipal en date du....., ci-après désignée « la Commune »,

ET

Le **CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL** sis 28 avenue Gambetta 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer par délibération du Conseil départemental en date du....., ci-après désigné « le Département »,

Il est convenu ce qui suit :

L'article n°4 du Contrat Cantal Villes 2022-2027 de la ville de Saint Flour est modifié comme suit :

Le Département approuve globalement le plan d'actions du contrat de développement et le plan prévisionnel de financement des opérations. La signature du contrat entre le Président du Département et le Maire de la Commune déclenche la possibilité d'octroi des subventions.

L'engagement budgétaire des subventions, dont les montants et le calendrier prévisionnels sont inscrits dans le tableau récapitulatif constituant une pièce du présent contrat, s'établit sous réserve de la production par le maître d'ouvrage, pour chacune des opérations, d'un dossier complet comportant les pièces requises avec notamment :

- une délibération décidant la réalisation de l'opération ainsi que l'inscription au budget des crédits nécessaires à son financement. La délibération mentionne le plan de financement prévisionnel et la sollicitation de contribution du Département. Concernant les projets eau et/ou assainissement, les conditions sont indiquées dans les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 approuvées par délibération n°21CD06-35 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 ;

- un dossier technique complet comprenant notamment une note de présentation de l'opération, les plans cadastraux pour la création et le réaménagement de bâtiments et un estimatif détaillé des dépenses.

Chaque demande fait l'objet d'une instruction par les services du Département, puis d'un vote de l'Assemblée.

Après validation par le Département, une décision attributive de subvention est adressée au bénéficiaire, avec le cas échéant copie à la Commune.

Tableau récapitulatif des actions :

| Opérations | Année(s) | Coût estimé | Subvention Département |
|------------------------------------------------------|-----------|-----------------------------|---------------------------|
| Construction d'une crèche multi-accueil de 48 places | 2023-2024 | 875 856 € | 259 000 € |
| Centre de formation / Campus Saint-Flour | 2024-2025 | 961 931 € | 191 000 € |
| Total | | 1 837 787 € | 450 000 € |
| | | Enveloppe maximale : | 450 000 € |

Les autres termes et articles du contrat initial restent inchangés.

Fait en deux exemplaires originaux, à

le

Le Président
du Conseil départemental du Cantal,

Le Maire de Saint Flour

Bruno FAURE

Philippe DELORT

Annexe : tableau récapitulatif des actions soutenues

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-11

Fonds Cantal Solidaire - Redéploiement de subventions

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Valérie CABECAS

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu les délibérations du Conseil départemental n°20CD02-07 du 26 juin 2020, n°23CD02-14 du 23 juin 2023 et n°24CD03-10 du 21 juin 2024 attribuant des aides au titre du Fonds Cantal Solidaire pour la période 2019-2021 et 2022-2024 ;

Vu la délibération n°22CD02-12 du Conseil départemental du 24 juin 2022 approuvant la présélection des opérations retenues au titre du Fonds Cantal Solidaire 2022-2024 ;

- **ANNULE** l'aide attribuée à la Commune de Jaleyrac au titre du FCS 2020, votée par délibération N°20CD02-07 pour le projet « construction d'une nouvelle salle polyvalente » d'un montant de 30 000 € pour un coût éligible de 310 000 € HT ;

- **ATTRIBUE** à la Commune de Jaleyrac, au titre du FCS 2020, une aide de 24 751 € pour un coût éligible de 124 156 € HT pour le projet « réseau d'adduction d'eau destiné aux usages agricoles » ;





- **ANNULE** l'aide attribuée à la Commune de Brageac, au titre du FCS 2023, votée par délibération N°23CD02-14 projet « revitalisation centre bourg : voirie et place du bourg - Tranche 1 » d'un montant de 8 702 € pour une base éligible de 87 018 € HT ;

- **ATTRIBUE** à la Commune de Brageac, au titre du FCS 2023, une aide de 13 000 € pour un coût éligible de 130 000 € HT pour le projet « restructuration de l'ancienne école en logements communaux - Tranche 2 » ;

- **ANNULE** l'aide attribuée à la Commune de Velzic au titre du FCS 2024, votée par délibération N°24CD03-10 pour le projet « renforcement et assainissement de la route entre Auzolles et Giraoul » d'un montant de 7 500 € pour un coût éligible de 50 000 € HT ;

- **ATTRIBUE** à la Commune de Velzic, au titre du FCS 2024, une aide de 7 500 € pour un coût éligible de 50 000 € HT pour le projet « reprise d'un mur porteur en bordure du ruisseau sur la voie communale d'Auzolles ».

Ces dépenses d'investissement seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du budget départemental.

| | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
|  |  |  |  |  |
| | | X | | |

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-12

Fonds Cantal Solidaire 2022-2024 - Attribution de subventions au titre de l'année 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Christophe VIDAL

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Céline CHARRIAUD et Christophe VIDAL se retirent et ne participent pas au vote.




Vu la délibération n°21CD06-35 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 et décidant de mobiliser une enveloppe de 15 000 000 € pour le dispositif Fonds Cantal Solidaire, répartie en deux périodes de 3 ans (2022-2024 et 2025-2027) ;

Vu la délibération n°22CD02-12 du Conseil départemental du 24 juin 2022 établissant la liste des dossiers présélectionnés pour la période 2022-2024 ;

Considérant les dossiers présentés par les Communes et les Syndicats d'eau et d'assainissement ;

- **ATTRIBUE** des aides financières pour un montant total de 499 175 € pour 41 projets dont le tableau récapitulatif est joint en annexe à la présente délibération.

Cette dépense d'investissement sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du Budget départemental.

|  |  |  |  |  |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| | | X | | |

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

| Commune ou Syndicat | Intitulé de l'opération | Coût prévisionnel de l'opération HT | Montant éligible | Subvention attribuée | Taux d'aide |
|---------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------|----------------------|-------------|
| COMMUNE ANDELAT | achat d'un tracteur et de ses équipements. | 39 901 € | 39 901 € | 9 975 € | 25,00% |
| COMMUNE ANGLARDS DE SALERS | amélioration et embellissement du cimetière du bourg | 15 324 € | 15 324 € | 3 065 € | 20,00% |
| COMMUNE BADAILHAC | renovation énergétique du gîte d'étape Les Herbages | 6 950 € | 6 950 € | 2 085 € | 30,00% |
| COMMUNE BRAGEAC | restructuration d'une ancienne école en logements communaux - Tranche 3 | 200 000 € | 200 000 € | 20 000 € | 10,00% |
| COMMUNE BREZONS | réfection de la voirie de la Vergnette et de Laborie | 11 407 € | 11 407 € | 2 500 € | 21,92% |
| COMMUNE CARLAT | renovation de bâtiments communaux : chauffage de l'école | 10 000 € | 10 000 € | 2 000 € | 20,00% |
| COMMUNE CARLAT | reconstruction en urgence de la route de Celles - Tranche 1 | 50 000 € | 50 000 € | 7 500 € | 15,00% |
| COMMUNE CHAMPS SUR TARENTAINE MARCHAL | travaux de voirie 2024 | 153 797 € | 45 000 € | 6 750 € | 15,00% |
| COMMUNE CHAUSSENAC | voirie et enfouissement réseau d'Ostenac | 127 535 € | 100 000 € | 15 000 € | 15,00% |
| COMMUNE CLAVIERES | réfection de la STEP du bourg | 200 020 € | 200 000 € | 20 000 € | 10,00% |
| COMMUNE CROS DE RONESQUE | renovation énergétique de la salle polyvalente | 4 370 € | 3 960 € | 1 584 € | 40,00% |
| COMMUNE DEUX VERGES | récupération du trop-plein du réservoir et stockage pour remplissage des tonnes à eau | 28 082 € | 28 082 € | 14 000 € | 49,85% |
| COMMUNE FREIX-ANGLARDS | travaux de voirie 2024 | 55 652 € | 55 652 € | 13 913 € | 25,00% |
| COMMUNE GIOU DE MAMOU | réhabilitation de la route du Pont de Mamou | 79 665 € | 50 000 € | 10 000 € | 20,00% |
| COMMUNE GOURDIEGES | travaux route de Joux | 39 856 € | 39 856 € | 7 971 € | 20,00% |
| COMMUNE JALEYRAC | travaux de voirie 2024 | 126 411 € | 126 411 € | 12 641 € | 10,00% |
| COMMUNE JOU SOUS MONJOU | réfection toiture de l'église | 15 864 € | 15 864 € | 3 172 € | 19,99% |
| COMMUNE LA MONSELIE | réfection de voirie communale d'Arfeuille - Tranche 1 | 30 000 € | 30 000 € | 6 000 € | 20,00% |
| COMMUNE LACAPELLE VIESCAMP | réfection de voirie : le Pont et autres | 45 000 € | 45 000 € | 6 500 € | 14,44% |
| COMMUNE LANDEYRAT | réfection de la partie nord-ouest de l'église | 100 672 € | 100 000 € | 15 000 € | 15,00% |
| COMMUNE LORCIERES | réfection du pont du Pachtet | 27 065 € | 27 065 € | 2 706 € | 10,00% |

| | | | | | |
|----------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|------------------|--------|
| COMMUNE MADIC | travaux de rénovation de la salle socio-culturelle | 570 673 € | 24 890 € | 4 978 € | 20,00% |
| COMMUNE MARMANHAC | aménagement de la cité Prat Marsau | 283 018 € | 200 000 € | 40 000 € | 20,00% |
| COMMUNE MONTBOUDIF | travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement collectif du bourg - Travaux de mise en séparatif - Tranche 3 | 271 488 € | 150 000 € | 15 000 € | 10,00% |
| COMMUNE MONTBOUDIF | travaux de voirie communale | 67 528 € | 50 000 € | 10 000 € | 20,00% |
| COMMUNE NEUVEGLISE SUR TRUYERE | création de deux logements locatifs | 232 628 € | 93 000 € | 20 000 € | 21,51% |
| COMMUNE REILHAC | construction salle intergénérationnelle - Tranche 1 | 931 000 € | 150 000 € | 25 000 € | 16,67% |
| COMMUNE REILHAC | construction salle intergénérationnelle - Tranche 2 | 931 000 € | 100 000 € | 20 000 € | 20,00% |
| COMMUNE SAINT BONNET DE CONDAT | travaux d'assainissement | 494 354 € | 200 000 € | 20 000 € | 10,00% |
| COMMUNE SAINT BONNET DE CONDAT | travaux de voirie du bourg | 259 203 € | 100 000 € | 10 000 € | 10,00% |
| COMMUNE SAINT BONNET DE SALERS | travaux de voirie de Tougoze à Pailhès - Tranche 1 | 36 982 € | 36 982 € | 7 396 € | 20,00% |
| COMMUNE SAINT CHAMANT | travaux de voirie urgents en raison de l'éboulement de la route d'Eylandes | 25 147 € | 25 147 € | 12 574 € | 50,00% |
| COMMUNE SAINT CIRGUES DE MALBERT | modernisation et renforcement du réseau de voies communales | 69 969 € | 69 969 € | 13 994 € | 20,00% |
| COMMUNE SAINTE EULALIE | achat de matériels de voirie : tracteur, tondeuse, véhicule utilitaire | 56 961 € | 40 000 € | 12 000 € | 30,00% |
| COMMUNE USSEL | travaux de voirie | 67 817 € | 46 500 € | 11 500 € | 24,73% |
| COMMUNE VAL D ARCOMIE | programme de rénovation des chemins communaux à usages multiples (agricole, randonnées pédestres et équestres, VTT...) | 95 244 € | 95 000 € | 15 000 € | 15,79% |
| COMMUNE VALUEJOLS | travaux de voirie | 54 105 € | 50 000 € | 10 000 € | 20,00% |
| COMMUNE VEDRINES SAINT LOUP | voirie communale : traversée de Longessaigne | 65 000 € | 45 000 € | 6 750 € | 15,00% |
| SYNDICAT EAUX BERTRANDE | réhabilitation du réservoir de Lapeyre-Saint-Dolus | 22 474 € | 22 474 € | 3 371 € | 15,00% |
| SYNDICAT EAUX DRUGEAC ST BONNET SALERS | travaux de réhabilitation des réservoirs | 400 850 € | 95 000 € | 14 250 € | 15,00% |
| SYNDICAT EAUX NEUVEGLISE | travaux d'alimentation AEP de Rouïre par interconnexion | 571 847 € | 472 655 € | 45 000 € | 9,52% |
| TOTAL | 41 projets | | | 499 175 € | |

dont 7 projets eau potable et assainissement : 131 621 €

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-13

Fonds Cantal Animation + : Attribution complémentaire d'aides

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Gilles CHABRIER

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Philippe FABRE se retire et ne participe pas au vote.






Vu la délibération n°23CD01-7 du Conseil départemental du 31 mars 2023 approuvant l'actualisation des fiches descriptives du dispositif d'aides Fonds Cantal Animation + ;

Vu la délibération n°23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 adoptant le renouvellement du dispositif d'aides Fonds Cantal Animation + pour l'année 2024 ;

Considérant les dossiers présentés par les candidats dans le cadre du Fonds Cantal Animation + ;

- **ATTRIBUE** une aide financière au titre du Fonds Cantal Animation + aux 8 bénéficiaires et manifestations présentés dans le tableau joint à la présente délibération pour un montant global de 38 000 €.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 54 du budget départemental.

| | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
|  |  |  |  |  |
| | | X | | |

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

| Bénéficiaire | Intitulé de la manifestation | Localisation | Subvention attribuée |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|
| Association Les Flocons Verts | Fête des Fromages | Pailherols | 2 500 |
| Association pour la mise en valeur du label Grand Pays de Salers, Site remarquable du Goût | Salon de printemps - Sites remarquables du gout | Salers | 2 500 |
| Association Musik'Art Cantal | Saison culturelle | Saint-Flour | 2 500 |
| Comité des foires Chevalines de Maurs | Organisation des Foires Chevalines | Maurs | 5 000 |
| Commune de Saint Flour | Festival des Cultures de Montagne Hautes Terres | Saint-Flour | 15 000 |
| Fédération des Associations Laiques | Festival d'expression enfantine et dispositif Lire et faire lire | Aurillac | 3 000 |
| Office de Tourisme du Pays de Salers | Les Nuits Radieuses | Anglards de Salers | 2 500 |
| Syndicat Mixte du Puy Mary | organisation des 26èmes Rencontres Annuelles des Grands Sites de France sur le Grand Site du Puy Mary | Aurillac, Lascelles, Lavigerie, le Claux, le Falgoux, Mandailles St Julien, Salers, St Paul de Salers | 5 000 |
| TOTAL | 8 subventions | | 38 000 |

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-14

Programmation 2024 du produit des amendes de police

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Alain DELAGE






Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 21 voix pour - 9 non-participation(s), Didier ACHALME, Marina BESSE, Gilles CHABRIER, Céline CHARRIAUD, Gilles COMBELLE, Alain DELAGE, Annie DELRIEU, Philippe FABRE, Christophe VIDAL se retirent et ne participent pas au vote.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles R2334-11 et R2334-12 ;

- **DECIDE** de répartir la dotation départementale 2024 du produit des amendes de police pour un montant global de 291 879 €, en soutien aux travaux de sécurité routière ou d'aménagement de stationnement, au bénéfice des opérations et maîtres d'ouvrage précisés dans le tableau annexé à la présente délibération.

| | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
|  |  |  |  |  |
| | | X | | |

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Programme 2024 des amendes de police
Conseil départemental du 27 septembre 2024
Proposition d'attribution

| Commune | Canton | Opération | Coût ht | Montant éligible (Plafond 30 000€) | Taux proposé | Montant proposé |
|-----------------------|------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|---------------------------------------|-----------------|--------------------|
| Albepierre-Bredons | Murat | Sécurisation route communale | 13 685 € | 13 685 € | 24% | 3 350 € |
| Allanche | Murat | Restauration des parapets des murs de soutènement avenue du Puy Mary et du Pont Romain | 29 872 € | 29 872 € | 20% | 6 000 € |
| Andelat | Saint-Flour 1 | Aménagement de sécurité au Sailhant et aménagement du carrefour | 42 020 € | 30 000 € | 24% | 7 250 € |
| Brezons | Saint-Flour 2 | Pose de glissière de sécurité sur voie communale conduisant aux villages de Montréal, les Granges, les Fabranches | 2 727 € | 2 727 € | 23% | 630 € |
| Carlat | Vic-sur-Cère | Enrochement d'une partie de la route au lieu dit La Gane | 2 060 € | 2 060 € | 22% | 450 € |
| Chaudes Aigues | Neuvéglise-sur-Truyère | Mise en place de 2 panneaux tri flash à la sortie des écoles pour sécuriser la traversée de la RD 921 | 4 406 € | 4 406 € | 23% | 1 000 € |
| Colandres | Riom-ès-Montagnes | Travaux de voirie | 33 868 € | 30 000 € | 24% | 7 250 € |
| Cros-de-Ronesque | Vic-sur-Cère | Aménagement d'un carrefour dans le centre bourg | 3 443 € | 3 443 € | 23% | 800 € |
| Dienne | Murat | Sécurisation voie communale du hameau de Laqueuille | 11 980 € | 11 980 € | 23% | 2 800 € |
| Espinasse | Neuvéglise-sur-Truyère | Restructuration d'un mur de soutènement en pierre maçonnées et création d'une clôture en fils barbelés (passage animaux) | 2 343 € | 2 343 € | 23% | 550 € |
| Jaleyrac | Ydes | Mise en sécurité de voies communales : hameaux Bourianne, Boissières, Angerolles | 33 146 € | 30 000 € | 24% | 7 250 € |
| La Monsellie | Ydes | Mise en sécurité voirie Arfeuilles - Projet de terrassement des abords de la voie communale suite à un affaissement de terrain | 18 382 € | 18 382 € | 23% | 4 300 € |
| Labesserette | Arpajon-sur-Cère | Installation radar pédagogique dans le bourg | 1 469 € | 1 469 € | 24% | 350 € |
| Lafeuillade-en-Vézère | Arpajon-sur-Cère | Travaux de traitement de l'érosion d'une berge menaçant une route communale | 8 900 € | 8 900 € | 24% | 2 100 € |
| Landeyrat | Murat | Travaux de protection contre les chutes de blocs | 34 950 € | 30 000 € | 24% | 7 250 € |

| | | | | | | |
|------------------------------------|------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|----------|-----|---------|
| Laveissière | Murat | Réfection et grosses réparations du pont de Boule | 31 774 € | 30 000 € | 20% | 6 000 € |
| Le Falgoux | Riom-ès-Montagnes | Réfection mur de soutènement route communale en surplomb de la RD 12 | 6 663 € | 6 663 € | 24% | 1 600 € |
| Le Rouget/Pers | Saint-Paul-des-Landes | Mise en œuvre du plan de signalisation | 7 000 € | 7 000 € | 24% | 1 650 € |
| Les Ternes | Saint-Flour 2 | Mise en sécurité des piétons - RD 890 | 21 863 € | 21 863 € | 24% | 5 200 € |
| Leucamp | Arpajon-sur-Cère | Aménagement d'un parking dans le bourg | 30 468 € | 30 000 € | 24% | 7 250 € |
| Lieutades | Neuvéglise-sur-Truyère | Aménagement sécurité au carrefour de la voie communale de Larbre et de la RD 65 | 77 725 € | 30 000 € | 24% | 7 250 € |
| Mandailles-Saint-Julien | Vic-sur-Cère | Elargissement des voies communales (la Boudie, la Reveilhadié, Perruchet bas) et busage des accotements | 30 473 € | 30 000 € | 24% | 7 250 € |
| Marcenat | Riom-ès-Montagnes | Aménagement de 2 parkings à l'entrée du bourg (évacuation des eaux de surface, pose de caniveaux) | 19 475 € | 19 475 € | 24% | 4 600 € |
| Massiac | Saint-Flour 1 | Voie - reprise de la chaussée par méthode du point à temps | 54 200 € | 30 000 € | 24% | 7 250 € |
| Mentieres | Saint-Flour 1 | Reprise d'un ancien mur de soutènement dans le bourg suite à un effondrement | 8 800 € | 8 800 € | 25% | 2 200 € |
| Molompize | Saint-Flour 1 | Réfection mur de soutènement voie communale n°588 | 81 334 € | 30 000 € | 24% | 7 250 € |
| Montboudif | Riom-ès-Montagnes | Création d'un parking pour le cimetière | 19 726 € | 19 726 € | 24% | 4 700 € |
| Montmurat | Maur | Sécurisation virage de l'Impasse de Rozier Bas | 1 954 € | 1 954 € | 25% | 489 € |
| Moussages | Riom-ès-Montagnes | Travaux sécurisation voies communales n°1 et n°3 et renforcement, au lieu dit Labro | 29 771 € | 29 771 € | 20% | 6 000 € |
| Murat | Murat | Réfection de la signalisation horizontale | 7 845 € | 7 845 € | 24% | 1 900 € |
| Neuvéglise-sur-Truyère-sur-Truyère | Neuvéglise-sur-Truyère | Réfection mur de soutènement à Mons d'Oradour | 4 400 € | 4 400 € | 23% | 1 000 € |
| Omps | Saint-Paul-des-Landes | Création d'accès et parking centre bourg | 17 129 € | 17 129 € | 25% | 4 282 € |
| Parlan | Saint-Paul-des-Landes | Création d'un parc de stationnement | 11 105 € | 11 105 € | 24% | 2 700 € |

| | | | | | | |
|---------------------------|------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|----------|-----|---------|
| Paulhenc | Saint-Flour 2 | Aménagement de la sécurité dans le bourg de Paulhenc, création de places de parking | 74 087 € | 30 000 € | 20% | 6 000 € |
| Pierrefort | Saint-Flour 2 | Travaux et signalétique pour sécurisation de la voirie | 34 892 € | 30 000 € | 20% | 6 000 € |
| Prunet | Arpajon-sur-Cère | Travaux d'amélioration de la sécurité des piétons au village des Rouquets | 51 682 € | 30 000 € | 24% | 7 250 € |
| Rageade | Neuvéglise-sur-Truyère | Sécurisation de la voie communale N°6 au lieu dit le moulin de Sarde | 13 323 € | 13 323 € | 23% | 3 100 € |
| Roannes saint Mary | Maurs | Aménagement et sécurisation de la traverse RD 617 - Tranche 2 | 35 424 € | 30 000 € | 24% | 7 250 € |
| Rournégoux | Saint-Paul-des-Landes | Sécurisation d'un passage piéton et éclairage d'un abri bus Région - RD 20 | 11 268 € | 11 268 € | 23% | 2 600 € |
| Ruynes-en-Margeride | Neuvéglise-sur-Truyère | Acquisition de 2 radars pédagogiques | 3 970 € | 3 970 € | 20% | 800 € |
| Saint-Amandin | Riom-ès-Montagnes | Création place de parking de Loucheyre | 13 424 € | 13 424 € | 23% | 3 100 € |
| Saint-Clément | Vic-sur-Cère | Réfection mur de soutènement sur la route lieu-dit Moréze | 5 340 € | 5 340 € | 22% | 1 200 € |
| Saint-Constant-Fournoules | Maurs | Installation d'une barrière de sécurité aux abords de la salle lien social et mise en place de feux récompense | 12 543 € | 12 543 € | 23% | 2 900 € |
| Saint-Etienne-de-Maurs | Maurs | Aménagement rue de la mairie afin de sécuriser l'accès et le stationnement de la mairie et la salle des fêtes | 42 381 € | 30 000 € | 24% | 7 250 € |
| Saint-Hippolyte | Riom-ès-Montagnes | Travaux de réfection de la voie communale n°2 entre hameau de Ribeyrolles et la Vernière | 24 893 € | 24 893 € | 20% | 5 000 € |
| Saint-Jacques-des-Blats | Vic-sur-Cère | Programme sécurisation routière | 8 040 € | 8 040 € | 21% | 1 700 € |
| Saint-Mamet-la-Salvetat | Maurs | Sécurisation de la place de l'an 2000 avec création places de stationnement, espaces et chemin piéton | 54 425 € | 30 000 € | 24% | 7 250 € |
| Saint-Martial | Neuvéglise-sur-Truyère | Aménagement voie communale N°2d de l'accès à l'embarcadère de Longchamp | 19 522 € | 19 522 € | 21% | 4 178 € |
| Saint-Paul-de-Salers | Mauriac | Création d'un parking et réfection de la voie attenante RD 37 | 39 341 € | 30 000 € | 24% | 7 250 € |
| Saint-Paul-des-Landes | Saint-Paul-des-Landes | Marquage au sol suite à la réhabilitation et mise en sécurité de la voie communale et RD 120 | 9 555 € | 9 555 € | 23% | 2 200 € |
| Saint-Santin-de-Maurs | Maurs | Marquage au sol parking (salle polyvalente) | 2 379 € | 2 379 € | 23% | 550 € |

| | | | | | | |
|-----------------------|------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|----------|-----|---------|
| Saint-Simon | Vic-sur-Cère | Aménagement de Saint Jean de Dône - Tranche 2 | 318 225 € | 30 000 € | 20% | 6 000 € |
| Saint-Urcize | Neuvéglise-sur-Truyère | Aménagement et requalification de la Place de la Friche et de la Place du Tronc | 565 871 € | 30 000 € | 24% | 7 250 € |
| Salins | Mauriac | Aménagement du village de Fageolle : renforcement de la voirie et création de 2 parking + sécurisation d'accès à une maison | 26 198 € | 26 198 € | 23% | 6 000 € |
| Sauvat | Ydes | Aménagement et mise en sécurité des abords de l'école communale | 44 054 € | 30 000 € | 24% | 7 250 € |
| Ségur les villas | Murat | Travaux sur mur de soutènement sur voie communale au village de la Gazelle | 10 522 € | 10 522 € | 24% | 2 500 € |
| Talizat | Saint-Flour 1 | Création d'un parc de stationnement (7 places) pour accès à la nouvelle salle multigénérationnelle et nouvel appartement | 66 498 € | 30 000 € | 20% | 6 000 € |
| Tanavelle | Saint-Flour 2 | Création d'un parking | 10 000 € | 10 000 € | 23% | 2 300 € |
| Teisseres les Boulies | Vic-sur-Cère | Reconstruction du pont de Bioude | 52 350 € | 30 000 € | 24% | 7 250 € |
| Thiézac | Vic-sur-Cère | Réfection du mur de Carbonnières voie communale n°6R | 8 973 € | 8 973 € | 22% | 2 000 € |
| Tiviers | Saint-Flour 1 | Traitement de l'éboulement et mise en sécurité de la route du Chassang (jusqu'à RD550) - Tranche 2 | 62 105 € | 30 000 € | 25% | 7 500 € |
| Tournemire | Naucelles | Sécurisation cour (enclos) mairie salle des fêtes - changement rambarde de sécurité | 4 839 € | 4 839 € | 25% | 1 200 € |
| Vabres | Neuvéglise-sur-Truyère | Aménagement d'une zone stationnement et emplacement sécurisé pour containers poubelles | 9 360 € | 9 360 € | 22% | 2 100 € |
| Val d'Arcomie | Neuvéglise-sur-Truyère | Acquisition et implantation d'un radar pédagogique et de 2 panneaux de signalisation solaire | 10 000 € | 10 000 € | 23% | 2 300 € |
| Valuéjols | Saint-Flour 2 | Enrochement route de Loubizargues - voie communale | 32 000 € | 30 000 € | 20% | 6 000 € |
| Vebret | Ydes | Mise en sécurité village de Couchal avec 2 radars pédagogiques | 6 717 € | 6 717 € | 22% | 1 500 € |
| Vézac | Vic-sur-Cère | Aménagement et sécurisation de la route de Cavanère et chemin de Montredon - création de stationnement | 39 695 € | 30 000 € | 24% | 7 250 € |
| Vezels-Roussy | Vic-sur-Cère | Chemin de la Druhes | 12 157 € | 12 157 € | 23% | 2 800 € |
| Vic-sur-Cère | Vic-sur-Cère | Aménagement de sécurité le long RN 122 à l'entrée Nord | 13 610 € | 13 610 € | 24% | 3 200 € |

| | | | | | | |
|--------------|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|-----|------------------|
| Ydes | Ydes | Création cheminement sécurité collège, création d'un trottoir carrefour et écoles et mise en place d'une bordure Quai bus | 50 432 € | 30 000 € | 20% | 6 000 € |
| TOTAL | | 70 dossiers | 2 505 051 € | 1 271 631 € | | 291 879 € |

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-15

Cantal Europe 2024-2028 - A la hauteur de vos projets

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Isabelle LANTUEJOUL

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2009, modifiée par la décision 2011/199/UE du Conseil européen du 25 mars 2011 ;

Vu le règlement fixant le cadre financier pluriannuel (CFP) de l'UE pour la période 2021-2027 du 17 décembre 2020 ;

Vu le règlement (UE) 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 ;

Vu le règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion ;

Vu le règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds de transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces fonds et au Fonds « Asile, migration et intégration », au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu la décision de la Commission Européenne du 30 mars 2021 validant la labellisation d'EUROPE DIRECT Cantal pour la période 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CP04-12 du 23 avril 2021 validant la convention cadre de partenariat avec la Commission Européenne pour les activités EUROPE DIRECT Cantal pour l'octroi de subventions de l'Union Européenne suite à la validation de la labellisation 2021-2025 ;

Vu le Programme National FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences 2021FR05SFPR001 adopté par la Commission européenne en date du 28 octobre 2022 ;

Vu la délibération n°22CD02-14 du Conseil départemental du 24 juin 2022 approuvant l'Accord de coopération entre le Département du Cantal et le Judet de Maramures (Roumanie) et signé le 7 novembre 2022 ;

Vu la convention de subvention globale au titre du programme national FSE SG2022026 signée le 27 novembre 2023 ;

Considérant le rapport de la Commission européenne relative à une vision à long terme pour les zones rurales de l'UE - vers des zones rurales plus fortes, connectées, résilientes et prospères à l'horizon 2040 ;

- **DECIDE** d'adopter le document stratégique « Cantal Europe 2024-2028 - A la hauteur de vos projets » joint en annexe de la présente délibération.

| | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
|  |  |  |  |  |
| | | | X | |

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



STRATEGIE CANTAL EUROPE 2024-2028
A la hauteur de vos projets

PROPOS LIMINAIRES

La stratégie Cantal Europe est la feuille de route politique du Cantal pour les affaires européennes. Elle répond au projet pour le Cantal et la renforce dans ses engagements : responsabilité, innovation, attractivité, ouverture & solidarité. Elle interroge les politiques de l'Union européenne et celles du Département pour déterminer une contribution du Département au projet européen et de l'Union européenne au projet départemental dans une logique de réciprocité et de subsidiarité.

Depuis 2018, le Département du Cantal a acquis une certaine légitimité dans l'action européenne. A l'instar de la méthode Monnet des petits pas, nous avons construit notre politique européenne par les résultats et par l'exemplarité des actions menées. Aujourd'hui, ce document d'orientations stratégiques doit nous permettre de poursuivre et d'amplifier notre action européenne aux bénéfices de nos concitoyens et de nos partenaires.

La révision de notre stratégie européenne repose sur l'identification de besoins réciproques à la fois pour le Cantal et pour l'Union européenne, sur une sélection d'enjeux partagés auxquels les puissances publiques, locales ou supranationales, doivent répondre prioritairement et sur la poursuite d'objectifs communs. Elle vise la mobilisation d'un ensemble de partenaires locaux et supradépartementaux pour déployer un ensemble d'actions visant la cohésion économique, sociale et environnementale de notre territoire.

Cantal Europe est donc un document ambitieux. Loin de se limiter au seul champ de la gestion des fonds européens, l'action européenne de notre collectivité doit irriguer l'ensemble des politiques départementales et locales. Elle est indissociable de notre stratégie d'attractivité visant à promouvoir notre mode de vie, notre cadre de vie, nos talents, nos savoir-faire, etc.

L'EUROPE, UNE NECESSITE EPROUEE

Depuis vingt ans, les réformes territoriales successives ont conduit à accorder des compétences accrues aux collectivités territoriales. Cet approfondissement de la décentralisation fait écho au processus européen. **Les collectivités territoriales sont reconnues depuis le traité de Maastricht de 1992, comme des acteurs de la construction européenne**, les faisant passer d'un statut de simples bénéficiaires des actions européennes à un statut de partenaires des institutions européennes, et même de délégataires des politiques européennes à travers la gestion de certains programmes européens. Ainsi, l'UE et les collectivités locales entretiennent des relations complexes et variées et des liens étroits et interdépendants, travaillant ensemble **pour promouvoir le développement économique, social et territorial dans toute l'Europe**.

Les collectivités locales jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre des politiques de l'UE, notamment dans des domaines tels que le développement régional, l'aménagement du territoire, les transports, l'environnement et la cohésion sociale. Elles bénéficient souvent de financements européens pour mettre en œuvre des projets locaux, grâce à des fonds structurels et d'investissement européens, tels que le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds social européen (FSE). Ces financements visent à réduire les disparités économiques, sociales et territoriales entre les régions de l'UE.

Les collectivités locales sont également des partenaires importants **dans la gouvernance multi-niveau de l'UE**, contribuant à la prise de décision et à la mise en œuvre des politiques européennes. Elles sont également impliquées dans les processus de consultation et de dialogue avec les institutions de l'UE, notamment par le biais du Comité des régions, qui représente les intérêts des collectivités locales et régionales auprès des institutions européennes.

Si la relation entre l'Union européenne et les collectivités se renforce, elle doit être améliorée car constituant une nécessité pour nos territoires et pour l'Europe. En effet, **le positionnement périphérique du département du Cantal, son caractère hyper-rural et son déficit démographique amènent les acteurs territoriaux à se tourner de plus en plus vers l'Union européenne**, acteur stratégique du développement des services à la population et sur des secteurs clefs de notre économie (agriculture, industrie agroalimentaire, transition numérique, transition énergétique, santé/biotechnologie, économie de proximité, services à la population, etc.).

Cette nécessité pour le Département doit s'inscrire dans une feuille de route départementale élaborée à partir d'un bilan et définissant de nouvelles perspectives : la stratégie Cantal Europe.

La vision des zones rurales par la Commission européenne

Dans l'Union européenne, les zones rurales occupent une place importante sur le plan économique, social et environnemental et où l'action des autorités publiques est déterminante. Dans le Cantal, les collectivités locales et leur rôle dans le développement territorial est capital notamment en raison de nos caractéristiques spécifiques et des principaux enjeux auxquels nous sommes confrontés.

Notre territoire est un espace économique dynamique à l'instar de notre agriculture, fournissant des denrées alimentaires et contribuant à l'économie nationale et régionale. Il en va de même pour le tourisme, destination populaire et moteur économique local, offrant des paysages préservés, une culture traditionnelle et des activités de plein air attractives. Enfin, il est à souligner nos petites et moyennes entreprises actives dans divers secteurs tels que l'agroalimentaire, l'artisanat et le tourisme, contribuant ainsi à la création d'emplois et à la vitalité économique locale.

Pour autant, le Cantal est confronté à des défis tant spécifiques que partagés avec d'autres territoires européens comme la désertification. Nous faisons face à un déclin démographique et à un manque d'opportunités économiques, ce qui peut entraîner la désertification et la perte de dynamisme. Les Cantaliens peuvent rencontrer des difficultés d'accès aux services publics essentiels tels que la santé, l'éducation, les transports et l'internet à haut débit, ce qui peut engendrer une exclusion sociale et économique. Enfin, la préservation de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles sont des enjeux majeurs, notamment en ce qui concerne la conservation de la biodiversité, la gestion des déchets et la lutte contre le changement climatique.



L'Union européenne et les politiques européennes menées au niveau local visent à soutenir le développement de nos territoires notamment à travers de la Politique agricole commune (PAC) et de la Politique de cohésion. L'UE doit ainsi poursuivre le soutien aux zones rurales conformément au Rapport de la Commission européenne sur la vision à long terme pour les zones rurales de 2024 avec les fonds structurels et d'investissement européens, tels que le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et le Fonds européen de développement régional (FEDER), pour stimuler le développement rural et améliorer la qualité de vie et par le biais de programmes spécifiques visant à promouvoir l'innovation, la diversification économique, le tourisme durable et la protection de l'environnement.

Une démarche d'aller vers pour être au plus près des citoyens européens

L'Union européenne est aujourd'hui confrontée à une défiance dont la montée progressive a conduit au « Brexit » en mars 2019. Défiance qui s'est développée sur ce sentiment largement partagé que l'Europe se construisait de plus en plus à l'écart des citoyens européens, sans tenir compte des réalités. Pourtant omniprésente dans la vie des peuples européens, elle est perçue trop souvent et parfois à juste titre comme incapable de nous protéger notamment des effets négatifs de la mondialisation. Dès lors, **cette opinion rend inaudible les discours légitimes sur ce qu'elle peut porter et apporter.**

Dans ce contexte, il apparaît que pour convaincre derechef les Européens, l'Europe doit renouer avec la méthode Monnet en faisant la démonstration de sa nécessité et de son efficacité tant par le verbe que par la preuve. Cette Europe concrète et utile, notre département peut, à son échelle, prendre part à son



édification. Cette action du Département du Cantal s'incarne dans le cadre du label **EUROPE DIRECT** délivré par la Représentation de la Commission européenne en France. Appliquant une démarche « d'aller vers » empruntée aux politiques d'action sociale, EUROPE DIRECT Cantal met en œuvre des plans annuels de communication pour :

- Animer le territoire cantalien,
- Mobiliser les acteurs locaux,
- Informers les concitoyens,
- Échanger avec les opérateurs européens.

Pour animer le territoire, ce sont près d'une **cinquantaine de manifestations par an** qui sont organisées par le Département (Fête de l'Europe, Simulation de Parlement européen, l'Europe au Marché, Café de l'Europe, conférences...) ou auxquelles le Département participe (Forum des Associations, Cantal Tour Sport, Génération UE, Rencontres de la Cybersécurité, Rencontres de la Mobilité européenne, Journée du 112, Challenge Mobilité...) avec un message unique : « L'Europe comme le Département, chaque jour à vos côtés ».



Chaque jour à vos côtés

cantal
LE DÉPARTEMENT



Pour mobiliser les acteurs du territoire, l'Assemblée départementale a expérimenté un **appel à projets « Citoyens européens »** pour soutenir les initiatives des acteurs locaux. Associations, fédérations, collectivités locales & établissements d'enseignement trouvent ainsi un support du Département pour la mise en œuvre d'actions comme Génération UE de la Fédération départementale des centres sociaux ou l'Euroteam de l'association Murathènes.

Pour informer, une communication spécifique a été mise en place autour d'un **slogan « L'Europe votre A.M.I.E »**. Le Département a développé de nombreux outils : dépliants d'information, cocottes en papier, livrets-jeux, fascicules d'information, jeux en ligne... afin de sensibiliser le plus grand nombre à partir de supports adaptés et variés. EUROPE DIRECT Cantal est **incarné par « Flag »**, **mascotte d'EUROPE DIRECT Cantal** présent sur les différents supports de communication, physiques comme digitaux.



Pour échanger avec les acteurs du territoire, le Président du Conseil départemental et l'inspectrice académique - directrice académique des services de l'Éducation nationale ont conclu une **charte pour la promotion de la citoyenneté européenne auprès des jeunes cantaliens**. Dans ce cadre, un groupe de travail réunissant les principaux acteurs jeunesse du Cantal a été constitué pour décliner les engagements mutuels.

Dès lors, ce document d'orientations stratégiques vise à poursuivre **une politique européenne** volontariste, résolument ouverte sur les opportunités offertes par l'Union européenne mais aussi **porteuse des valeurs** qui en sont le fondement : la paix, la démocratie, l'État de droit, le respect des Droits de l'Homme, la dignité humaine, la liberté, et l'égalité. Cette ambition nécessite des priorités à cibler, des opportunités à saisir et des outils à renforcer ou à construire.

L'ingénierie européenne locale pour une appropriation des enjeux

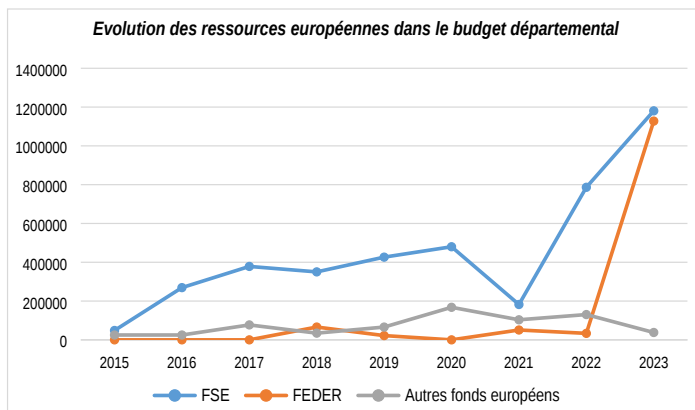
Ce document s'inscrit résolument dans **la mise en œuvre des programmes européens 2021-2027** et dans la concertation sur le prochain cadre financier pluriannuel de l'Union européenne fixant **les grandes orientations politiques pour la période 2028-2035**. Le budget européen est construit à partir des ressources dont elle dispose et dont la principale source est la contribution des États-membres. Ces derniers limitent largement la croissance de ce budget depuis plusieurs années malgré de nouvelles priorités et de nouveaux défis à relever au niveau de l'Union européenne. Ainsi, un nouvel environnement tend à se dessiner : baisse du budget européen sur la politique régionale de convergence et la politique agricole commune, transfert du budget européen des programmes en gestion partagée vers des programmes en gestion directe, amplification de la concentration des fonds européen structurels et d'investissement et des fonds de développement rural gageant une grande partie des crédits sur quelques priorités et limitant le champ des possibles, etc.

Au sein de l'architecture de mise en œuvre des programmes européens, nous constatons l'éloignement des centres décisionnels lié notamment à la fusion des Conseils régionaux, autorités de gestion des programmes en gestion partagée, la propension des autorités de gestion à cofinancer prioritairement leurs politiques sectorielles, le souhait de gommer les distinctions entre les programmes européens infrarégionaux au sein des grandes Régions (existence de deux programmes de développement rural et de deux programmes opérationnels sur les périmètres auvergnats et rhônalpins correspondant à deux NUTS européens prenant en compte les spécificités et les enjeux propres à ces deux territoires régionaux avec des modalités d'intervention européenne différentes) et une volonté de réduire le nombre de gestionnaires territoriaux.

Le Conseil départemental a investi à plusieurs titres les programmes européens (Programme National (PN) FSE+, Programme Opérationnel Régional (POR) FEDER-FSE+-FTJ, déclinaison régionale du FEADER ...). Historiquement, le Département porte les conventions de subvention globale FSE pour l'insertion socioprofessionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi avec des résultats probants. Les évaluations successives montrent que l'intervention des crédits européens s'est largement accrue dans les solidarités humaines avec plus de 5 millions d'euros sur la programmation 2014-2021, soit 25% de plus qu'initialement prévu. Ceci a été possible grâce à deux enveloppes de crédits supplémentaires obtenues par le Conseil départemental. Cette rallonge de crédits européens a permis de poursuivre les opérations d'accompagnement et de mobiliser davantage de crédits pour la coordination de la politique départementale d'insertion notamment à travers le soutien au Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi, au Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi et au logiciel de la Direction Action Sociale Emploi Insertion Logement « Alize ». Cette expertise reconnue par les opérateurs départementaux a permis de fédérer les acteurs de l'insertion et les acteurs de la gestion des crédits européens. Dès 2019, le Conseil départemental a reçu le soutien du PLIE de la CABA pour le portage d'une unique convention de subvention globale FSE+ sur la génération 2022-2027 de 4,7 millions d'euros, soit un maintien de l'enveloppe dans un contexte baissier de 11% à l'échelle nationale.

Soutenu par la performance des subventions globales FSE, le Département a accru son action dans le champ des programmes européens à la suite de l'évaluation sur la mobilisation des politiques européennes de 2017. Des mesures correctives ont été mises en place pour atténuer les faiblesses de notre département et pour tirer profit des opportunités offertes par l'Union européenne. C'est ainsi qu'est né Cantal Europe avec un axe sur la mise en place d'une ingénierie européenne dédiée. Il s'agissait de faire valoir les attentes des Cantaliennes et des Cantaliens et de coconstruire des solutions répondant aux besoins notamment lors de la concertation pour la rédaction des programmes opérationnels. Les contributions du Conseil départemental ont permis la prise en compte des besoins des opérateurs cantaliens dans les orientations stratégiques des programmes.

Autre exigence de la stratégie Cantal Europe « prendre en charge la complexité des dossiers européens », il s'agissait d'abord d'accompagner les services départementaux. Cette stratégie a été concluante faisant passer **le concours de l'Europe au budget département de 73 397,65 euros en 2015 à 2 346 373,69 euros en 2023**, avec une constante augmentation à l'exception de l'année 2021, conséquence de la crise sanitaire COVID19.



Parallèlement, l'objectif a été de partager cette ingénierie avec les opérateurs cantaliens, publics et privés. Sur le territoire cantalien, en vertu des principes de subsidiarité et de solidarité, seul le Conseil départemental a les capacités de mener cette politique proactive et globale. **Le Département est donc intervenu pour accompagner les porteurs de projet dans le montage des dossiers de demande ou de paiement dans des domaines variés** (patrimoine, environnement, numérique, agriculture, service à la population...) et sur des fonds variés (FEDER, FEADER, LEADER). Ce développement de l'activité d'appui et de conseil illustre un déficit d'accompagnement des opérateurs locaux peu habitués à faire appel aux programmes européens. Le Département est aujourd'hui reconnu par le partenariat local, régional et national pour son implication dans les affaires européennes et son expertise sur le pilotage et la gestion des crédits européens des programmes délégués.

Une action extérieure ciblée pour une meilleure efficience

L'action extérieure des collectivités locales fait référence aux initiatives et aux partenariats établis par les autorités locales avec des acteurs internationaux en dehors de leur territoire. Cela peut inclure des projets de coopération décentralisée, des échanges culturels, des programmes de développement économique, des actions humanitaires, et bien plus encore. Ces collaborations visent souvent à renforcer les relations internationales, à promouvoir le développement durable et à partager les bonnes pratiques entre les collectivités locales du monde entier.



Pour le Département du Cantal, il s'agit essentiellement de la **mise en œuvre de l'Accord de Coopération conclu en 2022 avec le Judet de Maramures en Roumanie**. Si la coopération Cantal-Maramures est à l'origine un jumelage entre deux administrations publiques, le Conseil départemental du Cantal et le Judet de Maramures, l'un des objectifs est de le transformer en un véritable outil de développement de nos deux territoires. Il s'agit dès lors d'aller au-delà d'un jumelage d'administration et d'en faire **une coopération entre deux territoires** en y intégrant l'ensemble des forces vives.



Ainsi, ce sont près d'une vingtaine de collectivités locales (communes, communautés de communes et syndicats mixtes) qui sont aujourd'hui engagées dans la coopération avec des collectivités roumaines qui devraient aboutir à des jumelages en 2025. Les établissements scolaires, de l'école maternelle au lycée en passant par l'école de la deuxième chance, ont noué des liens avec des partenaires et mettent en œuvre les premiers échanges physiques et digitaux, dont le collège Georges Bataille de Riom-ès-Montagnes, lauréat du programme ERASMUS+. Les associations se sont également emparées de la

coopération en réalisant les premiers échanges notamment de jeunes autour de la question environnementale dès l'été 2023. Enfin, les entreprises du territoire ont rencontré leurs homologues et participé à des événements faisant la promotion des savoir-faire locaux.



A l'instar de l'appel à projets « Citoyens européens », l'Assemblée départementale a souhaité soutenir les initiatives des acteurs locaux dans la coopération en adoptant un premier **appel à projets Cantal-Maramures** qui permet aux côtés de nombreux autres outils dont le programme LEADER Cantal 3V de favoriser les échanges et la réalisation de projets.

Cette mobilisation dans l'action extérieure a été remarquée. Elle bénéficie aujourd'hui d'un **soutien du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères à hauteur de près de 40 000 euros**. L'Association Française du Comité des Communes et Régions d'Europe, en charge de la coopération décentralisée entre la France et la Roumanie, a retenu le Cantal comme hôte des prochaines Assises de la Coopération Décentralisée France-Roumanie.

Ainsi, cette expérimentation initiée à la suite de la révision de la stratégie Cantal Europe en 2021 est aujourd'hui un marqueur de l'action européenne du Département.

L'action de lobbying du Conseil départemental

Le Département participe à la gouvernance multi-niveaux de l'Union européenne notamment à travers l'Assemblée des Départements de France et le Comité des communes et des régions d'Europe. **Le Département du Cantal y fait valoir un traitement spécifique des territoires ruraux et/ou des zones de moyennes montagnes.** Ces actions de lobbying illustrent l'importance des collaborations entre l'UE et les collectivités locales pour relever les défis spécifiques des zones rurales et promouvoir un développement territorial équilibré.

La concertation autour des programmes européens (priorités stratégiques de l'Union, la déclinaison des objectifs assignés aux politiques européennes, les moyens affectés à leur réalisation, les acteurs en charge de la mise en œuvre ainsi que les instruments financiers mobilisés) **est un rendez-vous absolument majeur** au sein duquel le Département doit être partie prenante afin d'une part de faire entendre sa voix sur le débat global et d'autre part de s'assurer du maintien d'un volume d'aides communautaires proportionné aux besoins de la population et des territoires cantaliens.

Aujourd'hui, **l'Union européenne investit massivement sur le territoire cantalien** pour nous permettre de réussir les grandes transitions en cours (transition écologique, transition numérique, transition agricole, etc.) et de garantir les solidarités humaines et territoriales au cœur de l'action du Conseil départemental du Cantal. Les fonds européens structurels et d'investissement (FESI) constituent un levier important d'appui aux politiques locales. L'optimisation de l'utilisation de ces programmes doit se retrouver dans l'adéquation parfaite entre les possibilités d'intervention des FESI et les stratégies et objectifs identifiés sur le territoire départemental.

Ainsi, les priorités liées à la lutte contre la pauvreté, à l'inclusion sociale et professionnelle, à la formation et à l'emploi constituent des domaines majeurs d'intervention du FSE, qui doit pouvoir appuyer l'objectif d'investissement dans le capital humain, priorité européenne 2021-2027. De la même façon, la mobilisation du FEDER doit venir en complémentarité des politiques régionales et locales notamment en matière de transition énergétique et de protection de l'environnement, de recherche et de développement, de déploiement des infrastructures numériques et de leurs usages, de compétitivité des entreprises, de développement des transports ainsi qu'au développement territorial. En outre le FEADER représente un outil financier d'une importance majeure pour la compétitivité de l'agriculture et le développement rural dans le Cantal. Il convient d'assurer une utilisation différenciée de ces crédits européens au bénéfice de la profession agricole et des territoires.

Ce travail de lobbying devra être conduit avec d'autant plus de soin et d'attention que les dotations de crédits européens allouées connaîtront **vraisemblablement une diminution des aides européennes à l'horizon 2028-2035.**

En appui des demandes qu'elle sera amenée à porter, la collectivité départementale pourra mettre en avant certains marqueurs de ses particularités économiques et structurelles, tels que la mobilisation de acteurs publics et privés autour de la reconquête démographique, sa situation périphérique au sein de la grande Région Auvergne-Rhône-Alpes, la capacité de mobilisation des acteurs locaux et son expérience.

En conclusion, la coopération entre l'UE, les États membres et les collectivités locales est essentielle pour garantir un avenir durable et prospère pour les zones rurales de l'Europe. **L'Union européenne doit reconnaître l'importance des zones rurales et y déployer des efforts significatifs pour soutenir leur développement économique, social et environnemental**, tout en relevant les défis spécifiques auxquels elles sont confrontées.

Analyse AFOM

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Atouts</p> <p>Présence d'une stratégie Cantal Europe et d'un service dédié</p> <p>Identification du Département comme guichet unique Europe</p> <p>Ciblage des programmes européens mis en œuvre par la Région AURA sur les zones rurales</p> | <p>Faiblesses</p> <p>Moyens alloués à l'ingénierie européenne notamment pour le montage des dossiers européens des acteurs locaux</p> <p>Sous-représentation des territoires ruraux et/ou de moyennes montagnes dans les instances décisionnelles</p> <p>Persistance des freins à la mobilisation des programmes européens</p> |
| <p>Opportunités</p> <p>Reconnaissance du Département du Cantal par les supra-départementaux (Région, État, CCRE)</p> <p>Prise en compte des zones rurales par la Commission européennes</p> <p>Mobilisation des acteurs locaux dans la stratégie Cantal Europe</p> | <p>Menaces</p> <p>Diminution des budgets alloués à la Politique Agricole Commune et à la Politique de Cohésion</p> <p>Concurrence entre territoires, y compris entre territoires ruraux</p> <p>Contraintes budgétaires imposées aux collectivités départementales</p> |

Enjeux prioritaires

1. Soutenir la mise en œuvre du projet pour le Cantal avec une ingénierie européenne qui apporte des solutions locales aux porteurs de projets, internes comme externes, pour libérer les potentiels de développement ;
2. Accompagner prioritairement les acteurs entrepreneurs, innovants et créateurs de progrès technologiques, écologiques et sociaux pour un Cantal plus fort, plus connecté, plus résilient et plus prospère ;
3. Mobiliser les acteurs locaux dans la mise en œuvre de la stratégie Cantal Europe y compris en apportant un soutien technique et financier du Département ;
4. Faire connaître et reconnaître les potentiels du Cantal auprès des décideurs supra-départementaux notamment en lien avec les quatre piliers de la vision rurale à long terme de la Commission européenne pour coconstruire des solutions répondant aux attentes et aux besoins des Cantaliennes et des Cantaliens.

CANTAL EUROPE 2024-2028. A LA HAUTEUR DE VOS PROJETS

La stratégie Cantal Europe 2024-2028 porte les mêmes engagements que le projet pour le Cantal. Dès lors, il est naturel de lui adjoindre la bannière commune de l'attractivité du Cantal « **A la Hauteur de vos Projets** ». Cette ambition renouvelée pour les affaires européennes doit permettre une contribution du Cantal dans la gouvernance de l'Union européenne et l'intervention plus efficiente de l'Union européenne au développement des territoires cantaliens.

Il importe que le Département se focalise sur les dossiers à fort enjeu. Plusieurs dossiers et thématiques ont été identifiés par le Département dans le cadre des schémas, plans et stratégies territoriales. Toutefois, pour une action plus efficace et pour éviter de disperser les efforts, le Conseil départemental cible les domaines clés qui feront l'objet d'une action renforcée : **les solidarités humaines, les solidarités territoriales et le plan pour la reconquête démographique.**

Quatre orientations stratégiques pour faire connaître et reconnaître l'action européenne du Département

La stratégie départementale est de faire connaître et reconnaître le Conseil départemental du Cantal, et plus largement les espaces « périphériques », comme partie prenante du projet européen en tant qu'objet, sujet, acteur et moteur :

OBJET au sens où les collectivités territoriales sont inscrites dans le Traité de Fonctionnement de l'Union Européenne et sont représentées au sein d'instances représentatives comme le Comité des Communes et des Régions d'Europe. Il convient pour le Département de s'engager activement dans les travaux législatifs de l'Union européenne notamment au travers de l'association française du Comité des Communes et des Régions (AFCCRE) et lors des consultations de la Commission européenne. Il s'agit d'**accroître la visibilité et la lisibilité de l'action départementale auprès des instances communautaires, nationales et régionales** pour influencer les politiques européennes par une présence active auprès des têtes de réseau et dans la mise en œuvre des programmes européens.

SUJET au sens où le Département est un bénéficiaire des politiques européennes. Environ 20% de notre vie quotidienne est régie par la législation européenne avec de grandes disparités en fonction des domaines d'intervention. Le Département s'y conforme et est parfois bénéficiaire des fonds européens pour l'aménagement et le développement du Cantal. Il convient d'assurer cette veille européenne pour mobiliser davantage de crédits européens dans la réalisation des projets départementaux. Il s'agit de **faire valoir la dimension singulière du Cantal**, territoire hyper-rural en périphérie de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, pour une application différenciée des politiques publiques, notamment dans la mise en œuvre des programmes européens. Le département du Cantal est à la fois un territoire atypique à l'instar de tous les territoires européens dont la diversité constitue une des forces de l'Union européenne, avec néanmoins des caractéristiques propres dont le défi démographique, qui appelle une réponse particulière des partenaires. Et il est un territoire semblable à tous les autres au sein duquel les acteurs aspirent à participer aux réponses à apporter aux défis de notre société : lutte contre le réchauffement climatique et protection de l'environnement, croissance économique équilibrée et durable et plein-emploi, progrès social et lutte contre la pauvreté et les exclusions, innovation et éducation ;

ACTEUR au sens où le Conseil départemental est un délégataire des politiques de l'Union européenne à travers le label EUROPE DIRECT et les conventions de subvention globale FSE. Il convient de renforcer la position des collectivités départementales dans la déclinaison territoriale des politiques européennes et dans l'architecture de gestion des fonds européens délégués. L'objectif est d'assurer une plus grande proximité dans le pilotage et la gestion des fonds européens en France, particulièrement lorsque ces derniers interviennent dans le champ des politiques de solidarités territoriales et humaines. Il s'agit dès lors d'**assurer le pilotage et la gestion de programmes et/ou dispositifs européens en adéquation avec les stratégies départementales** notamment les crédits FSE pour l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale du Programme Opération National, les crédits FEDER pour le développement territorial et les crédits FEADER pour le développement rural.

MOTEUR au sens où le Département est la seule collectivité du Cantal à pouvoir **mettre à disposition des acteurs locaux une ingénierie dédiée aux affaires européennes** pour faire du Conseil départemental un véritable guichet unique Europe. Il convient de renforcer cette ingénierie pour investir de nouveaux champs de l'action européenne, mobiliser davantage d'acteurs locaux, publics et privés, et contribuer à la réalisation des objectifs tant du projet pour le Cantal que la vision à long terme des zones rurales de la Commission européenne. Il s'agit tant de faire connaître l'Europe à travers une communication amplifiée à destination de tous les publics sur ses valeurs, son action et son fonctionnement que de faire connaître l'action européenne du Département. Pour cela, le Conseil départemental se positionne comme un interlocuteur-acteur en partant du processus législatif européen jusqu'à la gestion des crédits européens délégués, en passant par la concertation autour des politiques européennes, la rédaction des programmes européens régionaux, la coopération interterritoriale et transnationale, l'accompagnement des porteurs de projets en externe et en interne.

Une stratégie déclinée en deux axes et douze actions

La stratégie Cantal Europe - à la hauteur de vos projets - s'appuie sur l'expérience du Conseil départemental dans le but de partager ses défis avec les partenaires pour faire valoir un traitement singulier des territoires ruraux et/ ou de moyennes montagnes en tant qu'interlocuteur-acteur. Elle vise également à faire bénéficier aux acteurs territoriaux des résultats obtenus par le Département en positionnant le Conseil départemental en guichet unique Europe à travers les douze actions déclinées.

ACCROÎTRE LA VISIBILITÉ ET LA LISIBILITÉ DE L'ACTION EUROPEENNE DU DÉPARTEMENT POUR INFLUER SUR LES POLITIQUES EUROPEENNES ET FAIRE VALOIR UN TRAITEMENT SINGULIER DU CANTAL ET DES TERRITOIRES PÉRIPHÉRIQUES

Action 1 : Renforcer notre stratégie de présence et d'influence par une présence active auprès des têtes de réseau

| | | |
|--------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectifs | Renforcer notre stratégie de présence et d'influence suppose de mieux faire entendre notre voix au sein du concert européen pour faire valoir un traitement singulier des zones rurales et/ou des territoires de moyennes montagnes. Pour ce faire, il est nécessaire d'être actifs dans les différents réseaux d'influence et think tank, véritables lieux de rencontres et de circulation des idées. Qu'ils soient formels ou informels, ces réseaux européens ne doivent pas être négligés, ce qui implique un investissement technique et politique. | |
| Actions | Participer aux différents travaux des différents organismes dont fait partie le Département au niveau national et au niveau européen. Participer aux événements des têtes de réseau : Assemblée plénière EUROPE DIRECT, Université européenne de l'AFCCRE, European Week of Regions and Cities, Assises de la coopération décentralisée, etc. | |
| Partenaires | Assemblée des Départements de France, Association française du Comité des Communes et Régions d'Europe, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Représentation de la Commission européenne en France, Comité des Communes et Régions d'Europe, Commission européenne. | |
| Intervenants | Les élus : Bruno FAURE, Isabelle LANTUEJOUL Florian MORELLE | Les agents : la Direction générale le Responsable des Affaires européennes les agents du service Cantal Europe |
| Calendrier | Réalisation au fil de l'eau | |
| Moyen | Adhésions annuelles aux organismes : 1 000 euros Participations prises en charge dans les frais de mission des élus et les frais de déplacement des agents | |
| Indicateurs | Être proactif au sein des réseaux européens suppose une assiduité de la collectivité : <ul style="list-style-type: none"> Taux de participation aux travaux conduits par des têtes de réseau auxquels le Département est invité Taux de participation aux événements organisés par les têtes de réseau auxquels est invité le Département | |

Action 2 : Renforcer notre stratégie de présence et d'influence par une participation active au sein des instances de pilotage et de gestion des programmes européens

| | | |
|--------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectifs | <p>Renforcer notre stratégie de présence et d'influence suppose de mieux faire entendre notre voix au sein des instances de pilotage et de gestion des programmes européens pour faire valoir un traitement singulier du Cantal.</p> <p>Pour ce faire, il est nécessaire d'être actifs dans les différents comités. Qu'elles soient techniques, de programmation ou de suivi, ces instances ne doivent pas être négligées, ce qui implique un investissement technique et politique.</p> | |
| Actions | <p>Participer aux différents travaux des différents organismes en charge de la gestion déléguée des politiques européennes au niveau régional et au niveau national.</p> <p>Contribuer à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des programmes européens.</p> | |
| Partenaires | <p>Région Auvergne-Rhône-Alpes, DREETS ARA, Assemblée des Départements de France, Ministère du Travail, ANCT.</p> | |
| Intervenants | <p>Les élus :</p> <p>Bruno FAURE, Isabelle LANTUEJOUL Christophe VIDAL</p> | <p>Les agents :</p> <p>le Responsable des Affaires européennes les agents du service Cantal Europe la chargée de mission Agriculture</p> |
| Calendrier | <p>Réunions annuelles régulières des comités de suivi et de programmation nationaux et régionaux</p> | |
| Moyen | <p>Participations prises en charge dans les frais de mission des élus et les frais de déplacement des agents</p> | |
| Indicateurs | <p>Être proactif au sein des instances de programmation suppose une assiduité de la collectivité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Taux de participations aux instances de pilotage et de gestion des programmes européens auxquelles est invité le Département • Nombre de contributions rédigées par le Département pour la mise en œuvre des programmes européens | |

Action 3 : Renforcer notre stratégie de présence et d'influence par le développement de l'action extérieure avec le Judet de Maramures

| | | |
|--------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectifs | <p>Renforcer notre stratégie de présence et d'influence suppose de mieux partager nos enjeux et nos particularités avec des partenaires européens pour faire valoir un traitement singulier du Cantal.</p> <p>Pour ce faire, le Département a établi un Accord de coopération avec le Judet de Maramures qu'il partage avec de nombreux acteurs locaux, publics et privés, du territoire. Il est nécessaire de poursuivre et amplifier ces actions pour construire une fédération départementale de la coopération.</p> | |
| Actions | <p>Fédérer les acteurs cantaliens de la coopération Cantal-Maramures au sein d'une instance à créer pour faciliter les échanges de bonnes pratiques, la réalisation de projets et la coordination par le Département du Cantal et le Judet de Maramures.</p> <p>Soutenir les initiatives de coopération des opérateurs locaux à travers un dispositif de soutien permanent Cantal-Maramures.</p> | |
| Partenaires | <p>Judet de Maramures, Région Auvergne-Rhône-Alpes, AFCCRE, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.</p> | |
| Intervenants | <p>Les élus :</p> <p>Bruno FAURE, Isabelle LANTUEJOUL, Florian MORELLE.</p> | <p>Les agents :</p> <p>la Direction générale le Responsable des Affaires européennes les agents du service Cantal Europe</p> |
| Calendrier | <p>Établissement d'un plan annuel de coopération avec le Judet de Maramures</p> <p>Création d'un dispositif de soutien à la coopération Cantal-Maramures – juin 2024</p> <p>Création de la fédération départementale Cantal-Maramures – printemps 2025</p> | |
| Moyen | <p>Budget annuel de la coopération Cantal-Maramures : 10 000 euros</p> <p>Budget annuel du dispositif d'aides Cantal-Maramures : 10 000 euros</p> <p>Potentielle participation de financeurs (DCTCIV – CE – LEADER)</p> | |
| Indicateurs | <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'actions intégrées dans le plan annuel Cantal-Maramures dont les nouvelles actions • Nombre d'acteurs locaux fédérés • Nombre de projets soutenus à travers le dispositif d'aides Cantal-Maramures • Nombre de participants aux actions de coopération Cantal-Maramures • Niveau de satisfaction des acteurs locaux de la coopération • Bilan financier de la coopération | |

Action 4 : Renforcer notre stratégie de présence et d'influence par l'accueil de personnalités et d'événements dans le Cantal

| | | |
|--------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectifs | Renforcer notre stratégie de présence et d'influence suppose de mieux faire connaître notre territoire et ses acteurs pour faire valoir un traitement singulier du Cantal et plus largement des zones rurales et/ou de moyennes montagnes. Pour ce faire, il est nécessaire d'être réactifs et à l'initiative au sein des divers réseaux. L'accueil d'événements sous-entend également une capacité d'accueil sur les territoires, la mobilisation des acteurs notamment de la logistique et un investissement technique et politique. | |
| Actions | Accueillir des personnalités régionales, nationales et européennes y compris de la société civile. Accueillir des événements régionaux, nationaux et européens. | |
| Partenaires | Région Auvergne-Rhône-Alpes, AFCRE, ADF, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Représentation de la Commission européenne en France. | |
| Intervenants | Les élus : Bruno FAURE, Isabelle LANTUEJOL, Florian MORELLE. | Les agents : la Direction générale le Responsable des Affaires européennes les agents du service Cantal Europe |
| Calendrier | Selon les opportunités : - Accueil du réseau de réseaux européens d'AURA – juillet 2024 - Accueil du Chef de la Représentation régionale de la Commission européenne – automne 2024 - Accueil des Assises de la coopération décentralisée – printemps 2025 | |
| Moyen | Budget annuel de l'accueil de personnalités/événements : 10 000 euros Potentielle participation de financeurs (Région Auvergne-Rhône-Alpes – DCTCIV – Commission européenne) | |
| Indicateurs | <ul style="list-style-type: none"> Échelle de notoriété de l'évènement et/ou de la personnalité Nombre de participants à l'accueil de la personnalité/ de l'évènement Participation des acteurs locaux Satisfaction des participants Bilan financier de l'accueil de personnalités/événements | |

Action 5 : Renforcer notre stratégie de présence et d'influence par l'accueil de jeunes européens dans le Cantal

| | |
|--------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectifs | <p>Renforcer notre stratégie de présence et d'influence suppose de mieux faire connaître notre territoire et d'accueillir de nouveaux arrivants pour participer à la reconquête démographique.</p> <p>Pour ce faire, il est nécessaire d'être proactifs en facilitant l'accueil de jeunes européens dans le Cantal pour leurs études, leur formation professionnelle, leur apprentissage, leur volontariat...</p> |
| Actions | <p>Obtenir le label Accueil du Corps Européen de Solidarité (CES) pour l'accueil de volontaires au sein du Conseil départemental.</p> <p>Encourager l'accueil de stagiaires, alternants, services civiques, volontaires... au sein du service Cantal Europe.</p> <p>Aider les jeunes européens qui choisissent le Cantal pour la réalisation de leurs études, leur formation professionnelle, leur apprentissage, leur volontariat... avec un dispositif d'aide individuelle.</p> |
| Partenaires | <p>Fédération départementale des centres sociaux, Uniscités, CACIAURA, Agence Service Civique, Agences Erasmus+, Eurodesk.</p> |
| Intervenants | <p>Les agents : le Responsable des Affaires européennes les agents du service Cantal Europe</p> |
| Calendrier | <p>Création du dispositif d'aide individuelle à l'accueil de jeunes européens – juin 2024</p> <p>Obtention du label Qualité Accueil CES – 2025</p> <p>Accueil d'un volontaire par an au sein du service Cantal Europe</p> <p>Accueil d'un apprenti/alternant par an au sein du service Cantal Europe</p> <p>Accueil d'un stagiaire par an au sein du service Cantal Europe</p> <p>Encadrement des promotions annuelles de jeunes en service civique au sein d'Uniscité dans le cadre des missions sur la citoyenneté</p> |
| Moyen | <p>Rémunération des jeunes par la Direction des Ressources Humaines dans la limite des plafonds tant en termes d'effectifs que de coûts.</p> <p>Budget annuel pour l'accueil d'un jeune du CES : 5 000 euros</p> <p>Budget annuel du dispositif d'aides individuelles Jeunes Européens : 10 000 euros</p> |
| Indicateurs | <ul style="list-style-type: none"> Nombre de jeunes accueillis au sein du service Cantal Europe dont les volontaires du CES Nombre de jeunes européens soutenus pour la réalisation de leurs études, formation, volontariat... dans le Cantal Enquête de satisfaction & d'installation auprès des jeunes accueillis et soutenus Bilan financier de l'accueil des jeunes européens |

ACCROÎTRE L'ACTION EUROPEENNE DU DEPARTEMENT AU SERVICE DES USAGERS, DES PORTEURS DE PROJET ET DES PARTENAIRES LOCAUX POUR RENFORCER LES POTENTIELS DU TERRITOIRE.

Action 6 : Renforcer la prise en compte des opportunités de l'Union européenne par une animation territoriale de proximité

| | |
|--------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectifs | <p>Renforcer la prise en compte des opportunités de l'Union européenne suppose de réaliser que l'Europe est un objet politique non identifié qui n'intéresse pas naturellement les administrés cantaliens. Afin de pallier à constat, il convient de renforcer la démarche « D'aller vers » expérimentée depuis quelques mois par EUROPE DIRECT.</p> <p>Pour ce faire, il est nécessaire de déployer les services départementaux au plus près des citoyens en se greffant à des manifestations et/ou en mobilisant des acteurs locaux.</p> |
| Actions | <p>« L'Europe dans le bus » - interventions EUROPE DIRECT Cantal dans le bus départemental</p> <p>« L'Europe au marché » - interventions EUROPE DIRECT Cantal dans les marchés traditionnels des communes</p> <p>« La capitale européenne du Cantal » - il s'agit de retenir chaque année une commune pour accueillir la fête de l'Europe du 9 mai</p> <p>Participation aux manifestations mises en œuvre par les acteurs locaux (forum des associations, salon des Maires, salon de la formation et de l'orientation...)</p> |
| Partenaires | <p>Tout opérateur public ou privé local</p> <p>Fédération départementale des centres sociaux,</p> <p>Uniscités,</p> <p>Représentation de la Commission européenne en France</p> |
| Intervenants | <p>Les agents :</p> <p>le Responsable des Affaires européennes</p> <p>les agents du service Cantal Europe</p> |
| Calendrier | <p>« L'Europe dans le bus » - intervention annuelle dans les communes traversées par le bus départemental - réalisée au printemps</p> <p>« L'Europe au marché » - sélection de marchés traditionnels permettant de mailler le territoire – réalisée au printemps</p> <p>« La capitale européenne du Cantal » - 9 mai de chaque année</p> <p>Manifestations des partenaires en fonction des sollicitations</p> |
| Moyen | <p>Frais de participation à des salons : 3 000 euros</p> <p>Frais de « La capitale européenne du Cantal » : 1 000 euros</p> |
| Indicateurs | <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'animations organisées • Nombre de participation à des animations de partenaires • Nombre de personnes rencontrées |

Action 7 : Renforcer la prise en compte des opportunités de l'Union européenne par une mobilisation des acteurs du territoire

| | |
|--------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectifs | Renforcer la prise en compte des opportunités de l'Union européenne suppose de mieux accompagner les initiatives des acteurs locaux pour démultiplier les actions participant à la sensibilisation des Cantaliens à l'Europe. Pour ce faire, il est nécessaire de pérenniser le dispositif « Citoyens européens » et de le rendre accessible à une palette d'opérateurs plus variée. |
| Actions | Soutenir les initiatives des opérateurs locaux s'investissant dans l'appropriation de l'Europe par les Cantaliens à travers un dispositif de soutien permanent « Citoyens européens » |
| Partenaires | Tout opérateur public ou privé local |
| Intervenants | Les agents : le Responsable des Affaires européennes les agents du service Cantal Europe |
| Calendrier | Création d'un dispositif Citoyens européens – juin 2024 |
| Moyen | Budget annuel du dispositif Citoyens européens : 10 000 euros |
| Indicateurs | <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de projets soutenus à travers le dispositif Citoyens européens • Nombre de participants aux actions soutenues par Citoyens européens • Enquête de satisfaction des acteurs locaux • Bilan financier de la coopération |

Action 8 : Renforcer la prise en compte des opportunités de l'Union européenne par une information des citoyens

| | |
|--------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectifs | <p>Renforcer la prise en compte des opportunités de l'Union européenne suppose de réaliser que l'Europe est un objet politique non identifié qui n'intéresse pas naturellement les administrés cantaliens. Afin de pallier ce constat, il convient de renforcer nos outils de communication et de rendre l'Europe plus accessible</p> <p>Pour ce faire, il est nécessaire de développer une variété de support de médiation, physique et numérique – ludique et informatif – jetable et prêt-à-l'emploi – etc. en favorisant la co-construction avec les opérateurs locaux dont les établissements d'enseignement et en veillant à son renouvellement périodique.</p> |
| Actions | <p>« Livrets-Jeux » - fascicules permettant d'appréhender l'Europe de manière ludique</p> <p>« Cocotte en papier » - origami permettant d'appréhender l'Europe de manière ludique</p> <p>« Flag Bros » - jeu en ligne permettant de découvrir l'Europe en jouant avec Flag.</p> <p>« Exposition thématique » - exposition de kakémono sur une thématique particulière en lien avec l'année européenne</p> <p>Création de supports avec les partenaires locaux</p> |
| Partenaires | Tout opérateur public ou privé local |
| Intervenants | <p>Les agents :</p> <p>le Responsable des Affaires européennes</p> <p>les agents du service Cantal Europe</p> |
| Calendrier | <p>« Flag Bros » - développer trois jeux en ligne pour la découverte des institutions, des acteurs européens en région et des pays de l'Union européenne en 2024-2025.</p> <p>« Exposition des pays de l'Union européenne » : création de 10 kakémons par pays de l'Union européenne en 2024-2025</p> <p>« Livrets-Jeux » - un nouveau livret par an</p> <p>« Cocotte en papier » - un nouvel origami par an</p> <p>« Exposition thématique » - une exposition thématique par an</p> <p>Création de supports avec les partenaires locaux en fonction des sollicitations</p> |
| Moyen | Frais de réalisation des supports physiques pris en charge par le service Achat |
| Indicateurs | <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de livrets-jeux créés & diffusés • Nombre de cocottes créées & diffusées • Nombre d'expositions thématiques créées & nombre de prêts • Nombre d'expositions pays créées & nombre de prêts • Nombre de jeux digitaux créés & nombre d'utilisations • Nombre de supports coconstruits |

Action 9 : Renforcer la prise en compte des opportunités de l'Union européenne par un espace d'échanges entre les opérateurs locaux

| | |
|--------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectifs | <p>Renforcer la prise en compte des opportunités de l'Union européenne suppose de renforcer les partenariats avec les acteurs locaux et plus particulièrement avec les opérateurs jeunesse.</p> <p>Pour ce faire, le Département et l'IA-DASEN ont signé une charte pour créer un espace d'échanges autour de la citoyenneté européenne avec les acteurs jeunesse. Il s'agit également de bâtir un partenariat avec les établissements d'enseignement pour consolider le sentiment d'appartenance à l'Union européenne des jeunes et leurs connaissances de la Démocratie européenne.</p> |
| Actions | <p>Évaluer la charte CD15-IA-DASEN</p> <p>Coanimer le groupe territorial « citoyenneté & engagement » avec le SDJES</p> <p>Déployer l'action « Simulation de Parlement européen » avec les établissements d'enseignement accueillant des jeunes de + de 15 ans</p> |
| Partenaires | <p>L'IA-DASEN et le SDJES</p> <p>Les établissements d'enseignement</p> |
| Intervenants | <p>Les agents :</p> <p>le Responsable des Affaires européennes</p> <p>les agents du service Cantal Europe</p> |
| Calendrier | <p>Évaluation de la charte CD15-IA-DASEN – 2026</p> <p>Réalisation au fil de l'eau de « Simulation de Parlement européen »</p> |
| Moyen | Aucun frais financier |
| Indicateurs | <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de simulations de Parlement européen • Nombre de jeunes sensibilisés au sein des simulations de Parlement européen |

Action 10 : Renforcer la prise en compte des opportunités de l'Union européenne par le pilotage de programmes européens en gestion déléguée

| | |
|--------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectifs | <p>Renforcer la prise en compte des opportunités de l'Union européenne suppose d'assurer le pilotage et la gestion de programmes et/ou dispositifs européens en adéquation avec les stratégies locales. En effet, chaque intervention de l'Union européenne doit satisfaire au principe de subsidiarité. Il s'agit de déterminer quel échelon public est le plus approprié pour répondre à une problématique identifiée. En tant que collectivité territoriale chef de file de la solidarité humaine et de la solidarité territoriale, le Département entend décliner autant que nécessaire sur les territoires NUTS 3 les politiques et programmes européens pour pouvoir répondre précisément aux enjeux locaux.</p> <p>Pour ce faire, à l'instar de la mise en œuvre du FSE+, le Conseil départemental peut et doit pouvoir être le relai des autorités de gestion sur le territoire départemental. Il existe aujourd'hui plusieurs types de délégation (l'organisme intermédiaire (OI), l'initiative territoriale intégrée (ITI) et le développement local mené par des acteurs locaux (DLAL)) auxquelles le Conseil départemental peut prétendre en vertu du principe de subsidiarité.</p> <p>Ses capacités administratives (ingénierie européenne, compétences métier et services support spécialisés) et financières (capacité de mobiliser le budget départemental pour faire l'avance des crédits européens et de mobiliser le budget départemental pour verser des avances aux bénéficiaires pour faciliter le portage d'opération cofinancée par des crédits européens), la proximité avec les acteurs locaux en font l'échelon le plus efficace pour le pilotage et la gestion des programmes et des dispositifs infrarégionaux.</p> |
| Actions | <p>Piloter et gérer une subvention globale FSE+ 2022-2027</p> <p>Préparer la programmation 2028-2035 en militant pour une déclinaison plus importante des fonds européens en gestion départementale</p> |
| Partenaires | <p>Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes</p> <p>DGEFP & DREETS ARA</p> <p>ANCT</p> <p>ADF</p> |
| Intervenants | <p>Les agents :</p> <p>le Responsable des Affaires européennes</p> <p>les agents du service Cantal Europe</p> |
| Calendrier | <p>Mise en œuvre de la convention de subvention globale FSE+ à travers des appels à projets annuels</p> <p>Revue de performance de la convention de subvention globale FSE+ - 2025</p> <p>Contribution au cadre financier pluriannuel & à la politique de cohésion 2028-2035 - 2024</p> |
| Moyen | Prestation de service pour la réalisation de certaines étapes de la piste d'audit |
| Indicateurs | <ul style="list-style-type: none"> • Enveloppe de FSE+ délégué • Performance du pilotage et de la gestion du FSE+ 2022-2027 • Prise en compte des NUTS 3 (échelle départementale) dans le cadre de la programmation 2028-2035 |

Action 11 : Renforcer la prise en compte des opportunités de l'Union européenne par une ingénierie spécialisée et de proximité pour l'accompagnement des initiatives locales

| | |
|--------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Objectifs | <p>Renforcer la prise en compte des opportunités de l'Union européenne suppose de garantir un accès équitable aux programmes européens aux porteurs de projet cantaliens. Il s'agit de renoncer à la simplification et de prendre en charge la complexité.</p> <p>Pour ce faire, le Département veut développer une communication adaptée et s'appuyer plus encore sur les partenariats locaux en vue de toucher les principaux publics cibles. Cet engagement s'appuiera sur un travail conjoint du Département et des réseaux européens dans lesquels il s'inscrit, pour un décodage systématique de l'information européenne en vue d'identifier avec précision les opportunités de financements européens pour nos acteurs départementaux.</p> <p>Le Conseil départemental entend également renforcer l'accompagnement des acteurs du territoire avec une offre de services adaptés et une politique de soutien permettant de faciliter le montage et la mise en œuvre de projets européens.</p> |
| Actions | <p>Assurer une veille de l'information européenne</p> <p>Renforcer la cellule d'appui aux porteurs de projet, internes comme externes</p> |
| Partenaires | Tout opérateur public ou privé local |
| Intervenants | <p>Les agents :</p> <p>le Responsable des Affaires européennes</p> <p>les agents du service Cantal Europe</p> |
| Calendrier | Réalisation au fil de l'eau |
| Moyen | Aucun frais financier |
| Indicateurs | <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de projets du Département soutenus par des fonds européens • Nombre de projets d'acteurs locaux soutenus par des fonds européens • Montant des aides européennes perçues par le Département • Montant des aides européennes perçues par les acteurs locaux |

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-16

Dispositif de soutien à la médiation européenne "Citoyens européens"

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Isabelle LANTUEJOUL

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu la décision de la Commission Européenne du 30 mars 2021 validant la labellisation d'EUROPE DIRECT Cantal pour la période 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CP04-12 du 23 avril 2021 validant la convention cadre de partenariat avec la Commission Européenne pour les activités EUROPE DIRECT Cantal pour l'octroi de subventions de l'Union Européenne suite à la validation de la labellisation 2021-2025 ;

Vu la délibération n°24CD04-15 du 27 septembre 2024 relative à la stratégie Cantal Europe 2024-2028 - A la hauteur de vos projets ;

- APPROUVE le dispositif de soutien à la médiation européenne "Citoyens européens".

- APPROUVE une autorisation d'engagement sur la période 2024-2028 de 45 000 euros répartis comme suit : 5 000 euros en 2024 puis 10 000 euros par an jusqu'en 2028.

- AUTORISE le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au dispositif.

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour la sélection des opérations au titre du dispositif de soutien à la médiation européenne "Citoyens européens".

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 657348 – 657358 – 65748 et fonction 043 du Budget départemental.

| | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
|  |  |  |  |  |
| | | | X | |

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



EUROPE DIRECT
Cantal



DISPOSITIF DE SOUTIEN A LA MEDIATION EUROPEENNE « CITOYENS EUROPEENS »

I. Préambule

Le Conseil départemental du Cantal entend participer activement à **la diffusion de la citoyenneté européenne et à la promotion de l'action européenne** sur le territoire du Cantal. Le Département développe une **pluralité d'outils permettant aux citoyens d'être acteurs de la construction européenne** : information sur le fonctionnement des institutions européens, diffusion des politiques et des programmes, animation autour des priorités de la Commission européenne, association aux prises de décision...

Ainsi, **l'Assemblée départementale a adopté le 27 septembre 2024 la stratégie Cantal Europe 2024-2028 – A la hauteur de vos projet** - pour la prise en compte des enjeux européens dans le déploiement des politiques départementales et dans l'action publique en général. Parallèlement, **le Département a été labellisé par la Commission européenne pour héberger un centre EUROPE DIRECT** dont la mission consiste à permettre aux Cantaliennes et aux Cantaliens de rencontrer un expert de l'Union européenne, de se renseigner sur l'Union européenne au quotidien et d'échanger sur l'avenir de l'Europe.

Dans le cadre de ces engagements départementaux, un appel à projets expérimental citoyens européens a été déployé en 2023. Ce dispositif a vocation à pérenniser cette action pour **susciter l'implication directe des habitants** dans la diffusion de la citoyenneté européenne et à la promotion de l'action européenne à travers la concrétisation de projets dont l'initiative relève de collectifs citoyens structurés.

Ce dispositif a vocation à s'inscrire en complémentarité avec les politiques publiques mises en œuvre par la collectivité et à y contribuer de manière concrète et innovante. Les projets retenus parmi les projets candidats reçoivent, à condition qu'ils respectent un certain nombre de critères, un soutien financier de la part de la collectivité.

II. Présentation

Ce dispositif de soutien à la médiation européenne citoyens est destiné à soutenir des projets non-lucratifs, apolitiques, mis en œuvre exclusivement par des associations loi 1901 et concourant aux objectifs du label EUROPE DIRECT Cantal. En tant qu'actrice du label EUROPE DIRECT Cantal, la structure bénéficiaire entend exprimer son engagement en faveur **la diffusion de la citoyenneté européenne et à la promotion de l'action européenne**.

Ce dispositif s'adresse aux **personnes morales de droit public ou privé ayant la capacité juridique dont le siège social est établi dans le Cantal**, et en particulier : les collectivités territoriales ou leurs groupements, les associations, les établissements d'enseignement qui projettent de mettre en œuvre une opération **concrète et accessible au public**. L'objectif central est de **garantir la sensibilisation à la**



EUROPE DIRECT
Cantal



citoyenneté européenne et à l'action de l'Union européenne auprès des Cantaliennes et des Cantaliens.

Le projet doit s'inscrire sur **le territoire du Cantal**.

III. Règles de financement

Le cofinancement accordé par le Département du Cantal sera au **maximum de 80 % du coût total du projet. Seront privilégiées les opérations bénéficiant d'un cofinancement public ou privé**. Le taux de financement maximum pourra être de 100 %.

Est éligible toute dépense directement liée à l'opération, dans le respect de la réglementation européenne, nationale et régionale et supportée par l'association. Les dépenses au réel éligibles sont :

- Les dépenses directes de personnel pour le personnel affecté à la mise en œuvre opérationnelle du projet. Le personnel affecté aux tâches support n'est pas éligible
- Les dépenses directes de fonctionnement directement et intégralement liées à l'opération.
- Les dépenses directes de prestation directement et intégralement liées à l'opération et respectant les procédures et la publicité de la réglementation européenne et nationale en vigueur.
- L'acquisition d'équipements et de matériel dédiés à la réalisation du projet

Le Département pourra avoir recours à une **Option de Coût Simplifié (OCS) en utilisant un taux forfaitaire de 15 %** appliqué aux dépenses directes de personnel éligibles retenues afin de couvrir les coûts indirects de l'opération, le cas échéant.

Les dépenses inéligibles sont :

- Achat de foncier ;
- Gros œuvre, travaux & infrastructures ;
- Contribution en nature, bénévolat, auto-construction ;
- Fonctionnement des structures partenaires ;
- Frais de change ;
- Etc...

Une avance, à hauteur de 50 % de la subvention programmée, **pourra être versée à la signature de la convention attributive d'aides**.

IV. Durée

La durée d'exécution du projet ne pourra pas excéder 24 mois, selon la date à laquelle il est déposé et les exigences de son programme d'actions ; soit, dès l'acceptation de ce dernier par la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal.

Le porteur de projet lauréat est tenu de communiquer, au plus tard deux mois après l'adoption de la délibération par le Conseil départemental, **un calendrier stabilisé de mise en œuvre de l'opération** soutenue.



V. Suivi et évaluation

Un **compte-rendu technique et financier final** faisant état de l'utilisation du cofinancement accordé par le Département devra être déposé maximum 3 mois après la fin prévue de l'opération. Il devra intégrer une évaluation des retombées du projet sur le territoire. **Ce bilan conditionnera le versement du solde de la subvention.**

VI. Thématiques

Le présent dispositif a pour objectif de mettre en œuvre les actions **sensibilisation à la citoyenneté européenne et à l'action de l'Union européenne.**

De manière non-exhaustives, les **actions visées correspondent à :**

- Information et cycle d'informations avec la participation d'experts et/ou de spécialistes dans les domaines prioritaires de l'Union européenne.
- Animation et cycle d'animations entre les organisations et institutions scientifiques, culturelles, sanitaires, sociales, sportives, touristiques, environnementales... dans les domaines prioritaires de l'Union européenne.
- Promotion de la citoyenneté européenne et des valeurs de l'Union européenne.

Les projets de mobilité européenne et les projets relevant des projets d'établissement scolaires, universitaires, d'apprentissage et/ou de formation ne sont pas éligibles dans le cadre de dispositif.

VII. Critères d'éligibilité et de sélection

Outre la qualité et l'intérêt intrinsèques du projet, sont pris en compte les critères d'éligibilité suivants :

- **Éligibilité du porteur de projet.**
- **Éligibilité de l'action :** le projet doit viser les actions attendues et avoir un impact sur le territoire cantalien.
- **Capacité financière :** le porteur de projets doit justifier de la capacité financière à conduire l'opération. Les structures en difficultés financières ne sont pas éligibles.
- **Capacité technique :** le porteur de projet doit prévoir les moyens opérationnels nécessaires et adéquats permettant la mise en œuvre du projet.
- **Compatibilité avec la réglementation sur les aides d'État.**
- **Dépôt des comptes rendus techniques et financiers des opérations réalisées :** les porteurs de projet qui ont dans le passé bénéficié d'un soutien financier du Département au titre de « Citoyens européens » et qui n'ont pas déposé leur compte rendu technique et financier ne sont pas éligibles.
- **Prise en compte des objectifs du label EUROPE DIRECT Cantal :** les projets éligibles devront présenter des garanties pour la sensibilisation à la citoyenneté européenne et à l'action de l'Union européenne au bénéfice des populations.

Les projets éligibles seront sélectionnés à partir des critères suivants :

- **Capacité à disposer de financement public ou privé**



- **Caractère participatif** : les habitants et les associations des territoires devront, à travers les actions et la communication, être associés au projet. Les porteurs de projet sont encouragés à impliquer les habitants et les organisations locales de leur territoire dans la structuration et/ou la maîtrise d'œuvre de leurs projets, pour assurer la pertinence et la viabilité des actions.
- **Prise en compte des priorités transversales** :
 - **Égalité femmes-hommes** : les projets qui favorisent l'égalité femmes-hommes seront prioritairement retenues. Cela peut passer soit par la mise en place d'activités spécifiques pour lutter contre les discriminations, soit par la prise en compte du genre de façon transversale afin que les activités bénéficient de manière égale aux femmes et aux hommes (filles/garçons) tout en corrigeant des inégalités existantes.
 - **Inclusion sociale et implication des populations vulnérables** : les projets impliquant notamment les populations isolées, les catégories socio-professionnelles défavorisées, les personnes en situation de handicap sont encouragés.
- **Caractère partenarial** : la priorité sera donnée aux projets associant plusieurs opérateurs locaux afin de donner plus de cohérence et d'efficacité à leurs actions.
- **Dimension pédagogique** : la priorité sera donnée aux projets intégrant une dimension pédagogique formalisée.
- **Caractère pérenne** : la priorité sera donnée aux projets se déroulant sur un temps long.

VIII. Communication

Chaque projet devra intégrer les logos du Conseil départemental et d'EUROPE DIRECT Cantal. Il donnera lieu à une communication spécifique auprès des habitants des territoires en associant le service Cantal Europe.

Dans les comptes rendus de l'action, un rapport sur cette communication et sur la mention du soutien du Conseil départemental du Cantal à travers EUROPE DIRECT Cantal devra être apporté.

IX. Comment candidater ?

Les porteurs de projet pourront télécharger le règlement du dispositif et tout autre document utile pour préparer leur candidature sur www.cantal.fr. Une version « word » du formulaire - ainsi qu'une version « excel » pour la partie budgétaire - est téléchargeable sur le site du Département.

Le dépôt des dossiers doit être transmis complet par voie électronique à europedirect@cantal.fr et sous format papier à l'attention de :

Monsieur le Président Bruno FAURE
Conseil départemental du Cantal
EUROPE DIRECT Cantal
28 avenue GAMBETTA
15 000 AURILLAC

La demande de subvention doit comporter les documents suivants :

- **La délibération de l'organe décisionnel** de la structure approuvant le projet, approuvant le plan de financement et autorisant le représentant légal à déposer la demande de subvention ;
- **La délégation de signature**, le cas échéant ;
- **Le formulaire de candidature** ;



EUROPE DIRECT
Cantal



- Un **calendrier prévisionnel d'activités** ;
- **Les statuts** de la structure ;
- La composition du **Bureau** ;
- Le procès-verbal de la dernière assemblée générale ;
- **Le RIB** indiquant le code BIC ;
- **L'avis de situation au répertoire SIRENE** ;
- **Les trois derniers comptes de résultat et bilan** ;
- Les coordonnées de la personne en charge du suivi de l'opération.

Tout autre document complémentaire est également le bienvenu mais facultatif.

À l'issue de l'examen de votre demande et après décision de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal, les candidats seront notifiés de la décision d'attribution et du montant de cofinancement éventuellement accordé.

X. Contact

Les porteurs de projet sont invités à **prendre le plus en amont possible tous les contacts nécessaires auprès d'EUROPE DIRECT Cantal** qui sera leur interlocuteur privilégié pour des conseils et un accompagnement tout au long de la procédure de candidature et au-delà :

- Marc TEMPLAR – mtemplar@cantal.fr – 04 71 49 33 84
- Sylvie PICARLE – spicarle@cantal.fr – 04 71 46 22 52
- Kacem BONNET-BELAÏDI – kbonnet-belaidi@cantal.fr – 04 71 46 20 20

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-17

Dispositif de soutien à la coopération Maramures-Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Isabelle LANTUEJOUL

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu la délibération n°22CD02-14 du Conseil départemental du 24 juin 2022 approuvant l'Accord de coopération entre le Département du Cantal et le Judet de Maramures (Roumanie) ;

Vu la délibération n°24CD04-15 du Conseil départemental du 27 septembre 2024 relative à la stratégie Cantal Europe 2024-2028 - A la hauteur de vos projets ;

- APPROUVE le dispositif de soutien à la coopération Maramures-Cantal.

- APPROUVE une autorisation d'engagement sur la période 2024-2028 de 65 000 euros répartis comme suit : 5 000 euros en 2024 puis 15 000 euros par an jusqu'en 2028.

- AUTORISE le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au suivi du dispositif.

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour la sélection des opérations au titre du dispositif de soutien à la coopération Maramures-Cantal.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 657348 – 657358 – 65748 et fonction 043 du Budget départemental.

|  |  |  |  |  |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| | | | X | |

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



Dispositif de soutien à la coopération Maramures/Cantal

Le Conseil départemental du Cantal met en place un dispositif permanent d'accompagnement et de financement dédié aux collectivités territoriales, aux associations et aux établissements d'enseignement qui s'engagent dans des projets de coopération avec le Maramures. Cette initiative vise à permettre aux porteurs de projets de soumettre une demande de subvention, de solliciter un accompagnement technique : formalisation de leur projet, recherche d'un partenaire du Maramures et/ou recherche de cofinancement.

L'objectif est d'encourager la concrétisation des initiatives, les échanges, les projets de coopération entre les acteurs du Cantal et du Maramures dans une volonté d'ouverture des deux territoires.

I. Présentation

Le Conseil départemental du Cantal et le Judet de Maramures (Roumanie) ont signé un Accord de coopération le 7 novembre 2022 à Baia Mare. Il vise à soutenir les échanges et les actions s'inscrivant dans les domaines suivants :

- Administration publique & Gestion de la relation à l'utilisateur ;
- Économie et éducation ;
- Culture et Patrimoine ;
- Infrastructures numériques et de mobilité ;
- Tourisme & Activités de pleine nature ;
- Santé et protection sociale ;
- Environnement, énergie et développement durable ;
- Agriculture & promotion des produits locaux ;
- Autres domaines de coopération, selon les attributions des deux Parties conformément aux lois en vigueur dans les deux États.

Ce dispositif répond donc aux ambitions communes établies dans l'Accord de coopération et vise à **mobiliser les acteurs cantaliens** dans la mise en œuvre opérationnelle et pérenne de ce document stratégique en facilitant l'accès aux financements du Département, de l'État et de l'Union européenne.

Ce dispositif s'adresse aux **personnes morales de droit public ou privé ayant la capacité juridique dont le siège social est établi dans le Cantal**, et en particulier : les collectivités territoriales ou leurs groupements, les associations, les établissements d'enseignement, qui projettent de coopérer avec un

partenaire du Judet de Maramures (action « De l'idée au projet ») ou qui mènent des projets dans le cadre de partenariats de coopération avec un partenaire du Judet de Maramures.

Dans tous les cas, la maîtrise d'ouvrage et le suivi du projet doivent être assurés par l'opérateur cantalien. La maîtrise d'œuvre peut être déléguée, par exemple, à une association, une entreprise, un établissement public, etc.

La demande de subvention doit être obligatoirement accompagnée **d'une convention signée entre les représentants légaux de l'entité du Cantal et de l'entité de Maramures**. Pour les opérations de type « De l'idée au projet », des lettres d'intention entre les représentants légaux de l'entité du Cantal et de l'entité de Maramures substitueront ladite convention.

II. Règles de financement

Le cofinancement accordé par le Département du Cantal sera au **maximum de 80 % du coût total du projet. Seront privilégiées les opérations bénéficiant d'un cofinancement dont l'État (DCTCIV/AFD) et/ou l'Europe (INTERREG/LEADER)**. Une participation du partenaire correspondant à ses moyens devra être recherchée ainsi qu'un soutien des autorités de l'État partenaire ou du secteur privé lorsque cela est possible. Le taux de financement public maximum pourra être de 100 %.

Est éligible toute dépense directement liée à l'opération, dans le respect de la réglementation européenne, nationale et régionale et supportée par la maîtrise d'ouvrage de l'opérateur cantalien.

Les dépenses au réel éligibles sont :

- Les dépenses directes de personnel pour le personnel affecté à la mise en œuvre opérationnelle du projet. Le personnel affecté aux tâches support n'est pas éligible.
- Les dépenses directes de fonctionnement directement et intégralement liées à l'opération.
- Les dépenses directes de prestation directement et intégralement liées à l'opération et respectant les procédures et la publicité de la réglementation européenne et nationale en vigueur.
- L'acquisition d'équipements et de matériel dédiés à la réalisation du projet.

Le Département pourra avoir recours à une **Option de Coût Simplifié (OCS) en utilisant un taux forfaitaire de 15 %** appliqué aux dépenses directes de personnel éligibles retenues afin de couvrir les coûts indirects de l'opération, le cas échéant.

Les dépenses inéligibles sont :

- Achat de foncier ;
- Gros œuvre, travaux & infrastructures ;
- Contribution en nature, bénévolat, auto-construction ;
- Fonctionnement des structures partenaires ;
- Frais de change ;
- Etc...

Une avance, à hauteur de 50 % de la subvention programmée, pourra être versée à la signature de la convention attributive d'aides.

III. Durée

La durée d'exécution du projet ne pourra pas excéder 24 mois, selon la date à laquelle il est déposé et les exigences de son programme d'actions ; soit, dès l'acceptation de ce dernier par la Commission permanente du Conseil départemental du Cantal.

IV. Suivi et évaluation

Un **compte-rendu technique et financier final** faisant état de l'utilisation du cofinancement accordé par le Département devra être déposé maximum 3 mois après la fin prévue de l'opération. Il devra intégrer une évaluation des retombées du projet sur le territoire de la CTF comme sur celui de la collectivité locale étrangère partenaire. **Ce bilan conditionnera le versement du solde de la subvention.**

V. Thématiques

Le présent dispositif a pour objectif d'impulser la mise en œuvre d'actions dans les domaines retenus dans l'Accord de coopération Maramures/Cantal.

S'agissant des projets portés par des collectivités locales, les projets présentés devront **s'inscrire dans un jumelage** ou dans une perspective de jumelage des communes ou de leurs groupements avec une entité de Maramures.

S'agissant des opérateurs publics, éducatifs et associatifs, les **actions visées correspondent à celles identifiées dans l'Accord de coopération Maramures/Cantal**, à savoir :

- Les échanges de délégations, les visites d'experts et de spécialistes dans les domaines de coopération envisagés.
- L'échange d'expériences entre les structures administratives du département du Cantal et du département de Maramures notamment entre les organisations et institutions scientifiques, culturelles, sanitaires, éducatives, sociales, sportives, touristiques, environnementales dans le cadre de plans, programmes et engagements définis.
- Les actions promouvant des projets communs de développement social et économique, ainsi que des projets pouvant bénéficier du soutien financier de l'Union européenne.
- Les échanges virtuels entre les établissements scolaires des deux territoires sur des thématiques cibles.
- Les échanges de jeunes élèves ou de délégations du corps professoral des établissements d'enseignement du Cantal et du Maramures.

VI. Critères d'éligibilité et de sélection

Outre la qualité et l'intérêt intrinsèques du projet, sont pris en compte les critères d'éligibilité suivants :

- **Éligibilité du porteur de projet.**
- **Éligibilité de l'action :** le projet doit viser les actions attendues du dispositif et avoir un impact sur le territoire cantalien. Les projets de mobilité individuelle ne sont pas éligibles.
- **Capacité financière :** le porteur de projets doit justifier de la capacité financière à conduire l'opération. Les structures en difficultés financières ne sont pas éligibles.
- **Compatibilité avec la réglementation sur les aides d'État.**
- **Dépôt des comptes rendus techniques et financiers des opérations réalisées :** les porteurs de projet qui ont dans le passé bénéficié d'un soutien financier du Département au titre de la coopération Maramures/Cantal et qui n'ont pas déposé leur compte rendu technique et financier ne sont pas éligibles.

- **Réciprocité entre les territoires** : les projets éligibles devront présenter des garanties d'un partenariat équilibré et de bonne réciprocité au bénéfice des populations.

Les projets éligibles seront sélectionnés à partir des critères suivants :

- **Capacité à disposer de contrepartie de l'État ou de l'Europe**
- **Caractère participatif** : les habitants, les associations et les entreprises des territoires devront, à travers les actions et la communication, être associés au projet.
 - **La participation des associations et des citoyens** : les porteurs de projet sont encouragés à impliquer les habitants et les organisations locales de leur territoire ainsi que celles du territoire partenaire dans la structuration et/ou la maîtrise d'œuvre de leurs projets, pour assurer la pertinence et la viabilité des actions.
 - **La participation des entreprises locales** : les projets intégrant une ou plusieurs entreprises, y compris du secteur de l'économie sociale et solidaire, de leur territoire à leurs actions (cofinancement, mise à disposition d'expertise, etc.) seront privilégiés. De même, la participation d'organisations fédératrices ou en relation avec des entreprises de la collectivité territoriale française, comme les pôles de compétitivité, « clusters » et les agences de développement économique, est encouragée.
- **Prise en compte des priorités transversales** :
 - **Égalité femmes-hommes** : les projets qui favorisent l'égalité femmes-hommes seront prioritairement retenues. Cela peut passer soit par la mise en place d'activités spécifiques pour lutter contre les discriminations, soit par la prise en compte du genre de façon transversale afin que les activités bénéficient de manière égale aux femmes et aux hommes (filles/garçons) tout en corrigeant des inégalités existantes.
 - **Inclusion sociale et implication des populations vulnérables** : les projets impliquant notamment les populations provenant des quartiers prioritaires de la politique de la ville, de catégories socio-professionnelles défavorisées, les personnes en insertion professionnelle ou en situation de handicap sont encouragés.
- **Mutualisation et complémentarité** : la priorité sera donnée aux projets associant plusieurs opérateurs locaux afin de donner plus de cohérence et d'efficacité à leurs actions. Les nouveaux projets proposés sur le territoire d'une collectivité locale étrangère partenaire, sur lequel des projets et partenariats sont déjà à l'œuvre avec une ou plusieurs opérations, devront justifier d'une bonne articulation et coordination du nouveau projet avec celui ou ceux déjà en place.

VII. Communication

Chaque projet devra intégrer les logos du Conseil départemental. Il donnera lieu à une communication spécifique auprès des habitants des territoires en associant le service Cantal Europe et le service du Judet de Maramures.

Dans les comptes rendus de l'action, un rapport sur cette communication et sur la mention du soutien du Conseil départemental du Cantal devra être apporté.

VIII. Comment candidater ?

Les porteurs de projet pourront télécharger le règlement du dispositif d'aide et tout autre document utile pour préparer leur candidature sur www.cantal.fr. Une version « word » du formulaire - ainsi qu'une version « excel » pour la partie budgétaire - est téléchargeable sur le site du Département.

Le dépôt des dossiers doit être transmis complet par voie électronique à cantaleurope@cantal.fr et sous format papier à l'attention de :

Monsieur le Président Bruno FAURE
Conseil départemental du Cantal
Service Cantal Europe
28 avenue GAMBETTA
15000 AURILLAC

La demande de subvention doit comporter les documents suivants :

- **La délibération de l'organe décisionnel** de la structure approuvant le projet, approuvant le plan de financement et autorisant le représentant légal à déposer la demande de subvention ;
- **La délégation de signature**, le cas échéant ;
- **Le formulaire de candidature** ;
- **Un calendrier prévisionnel d'activités** ;
- **Les conventions ou lettres d'intention** signées par les représentants des structures partenaires et indiquant ;
- **Les statuts** de la structure ;
- **Le RIB** indiquant le code BIC ;
- **L'avis de situation au répertoire SIRENE** ;
- **Les trois derniers comptes de résultat et bilan** ;
- Les coordonnées de la personne en charge du suivi de l'opération.

Tout autre document complémentaire est également le bienvenu mais facultatif.

À l'issue de l'examen de votre demande et après décision de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal, les candidats seront notifiés de la décision d'attribution et du montant de cofinancement éventuellement accordé.

IX. Contact

Les porteurs de projet sont invités à prendre le plus en amont possible tous les contacts nécessaires auprès du Service Cantal Europe qui sera leur interlocuteur privilégié pour des conseils et un accompagnement tout au long de la procédure de candidature et au-delà :

- Marc TEMPLAR – mtemplar@cantal.fr – 04 71 49 33 84
- Thierno Mariama BALDE – mbalde@cantal.fr – 04 71 46 20 20

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-18

Dispositif d'aide individuelle à l'accueil de jeunes européens dans le Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Isabelle LANTUEJOUL

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu la décision de la Commission Européenne du 30 mars 2021 validant la labellisation d'EUROPE DIRECT Cantal pour la période 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CP04-12 du 23 avril 2021 validant la convention cadre de partenariat avec la Commission Européenne pour les activités EUROPE DIRECT Cantal pour l'octroi de subventions de l'Union Européenne suite à la validation de la labellisation 2021-2025 ;

Vu la délibération n°24CD04-15 du 27 septembre 2024 relative à la stratégie Cantal Europe 2024-2028 - A la hauteur de vos projets ;

- **APPROUVE** le dispositif d'aide individuelle à l'accueil de jeunes européens dans le Cantal.

- **APPROUVE** une autorisation d'engagement sur la période 2024-2028 de 65 000 euros répartis comme suit : 5 000 euros en 2024 puis 15 000 euros par an jusqu'en 2028.

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au suivi du dispositif.

- **DONNE** délégation au Président l'attribution des aides individuelles au titre du d'aide individuelle à l'accueil de jeunes européens dans le Cantal.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65741 et fonction 043 du Budget départemental.

|  |  |  |  |  |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| X | | | X | |

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



EUROPE DIRECT
Cantal



DISPOSITIF D'AIDE INDIVIDUELLE À L'ACCUEIL DE JEUNES EUROPÉENS DANS LE CANTAL

Le Conseil départemental du Cantal a adopté la stratégie Cantal Europe 2024-2028 - A la hauteur de vos projets - qui entend participer au défi collectif cantalien : la reconquête démographique. A cette fin, le Département met en place un dispositif d'aide individuelle à la mobilité dans le Cantal de jeunes européens.

Ce programme original s'adresse aux jeunes de l'Union européenne qui souhaite effectuer leurs études, leur formation ou leur volontariat dans le Cantal. L'objectif est d'attirer des talents de l'Union européenne dans les établissements d'enseignement publics et privés du Cantal, de faciliter le recrutement de stagiaires et apprentis par les entreprises, les associations et les administrations du Cantal et de pourvoir aux offres de volontariat.

Ce dispositif a vocation à s'inscrire en complémentarité avec les politiques publiques mises en œuvre par la collectivité et à y contribuer de manière concrète et innovante.

I. Présentation

C'est quoi ?

Les jeunes de moins de 26 ans originaires d'un autre pays de l'Union européenne, désireux de suivre leurs études, leur formation ou leur volontariat dans le Cantal peuvent percevoir une aide à la mobilité.

L'aide à la mobilité dans le Cantal vous permet de suivre des études, une formation supérieure, un stage de longue durée, une alternance, un apprentissage ou un volontariat dans le Cantal au sein de toute structure publique ou privée établie dans le Cantal.

Quelles conditions ?

L'aide à la mobilité dans le Cantal peut vous être attribuée si vous remplissez les conditions suivantes :

- Vous avez moins de 26 ans.
- Vous êtes inscrit(e) dans une structure établie dans le Cantal
- Votre séjour dure plus de 44 jours consécutifs.
- Votre projet s'inscrit dans le cadre de votre cursus d'études ou de volontariat.

À qui s'adresser ?

Transmettez au service Cantal Europe une demande d'aide à la mobilité, accompagnée d'un projet de séjour d'études, de stage, d'apprentissage ou de volontariat.



EUROPE DIRECT
Cantal



Quelles sont les modalités du versement de l'aide ?

L'aide, d'un montant forfaitaire annuel de 250 euros, vous sera accordée pour la durée de votre séjour à réception d'un dossier complet et sous conditions d'assiduité dans le cadre de votre formation ou volontariat.

Un complément « égalité des chances » de 150 euros est accordé si le jeune est en situation de handicap ou d'affection longue durée.

Un complément « Cantal-Maramures » de 100 euros est accordée aux jeunes venant du Judet de Maramures.

Le Département retient les candidatures en fonction de la qualité et de l'intérêt pédagogiques des projets individuels des jeunes et de leur conformité avec la politique départementale d'attractivité et avec la politique départementale Cantal Europe.

L'aide à la mobilité européenne est cumulable avec les autres aides à la mobilité.

II. Comment candidater ?

Les jeunes pourront télécharger le règlement du dispositif et tout autre document utile pour préparer leur candidature sur www.cantal.fr. Une version « word » du formulaire est téléchargeable sur le site du Département.

Le dépôt des dossiers doit être transmis complet par voie électronique à europedirect@cantal.fr

La demande de subvention doit comporter les documents suivants :

- Le **formulaire de candidature** ;
- Un justificatif d'identité ;
- Un justificatif de domicile dans le pays de départ ;
- Une **attestation d'inscription dans une structure cantalienne** ;
- Le **RIB** indiquant le code BIC.

Tout autre document complémentaire est également le bienvenu mais facultatif.

À l'issue de l'examen de votre demande et après décision de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal, les candidats seront notifiés de la décision d'attribution et du montant de l'aide éventuellement accordée.

X. Contact

Les jeunes sont invités à **prendre le plus en amont possible tous les contacts nécessaires auprès d'EUROPE DIRECT Cantal** qui sera leur interlocuteur privilégié pour des conseils et un accompagnement tout au long de la procédure de candidature et au-delà :

- Marc TEMPLAR – mtemplar@cantal.fr – 04 71 49 33 84
- Sylvie PICARLE – spicarle@cantal.fr – 04 71 46 22 52
- Kacem BONNET-BELAÏDI – kbbonnet-belaidi@cantal.fr – 04 71 46 20 20

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-19

Avis sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays de Maurs

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Gilles CHABRIER

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 25 voix pour - 4 abstention(s) - 1 non-participation(s), Pierre MATHONIER, Stéphane FRECHOU, Magali MAUREL, Valérie RUEDA s'abstiennent et Florian MORELLE se retire et ne participe pas au vote.

Vu les articles L132-11 et L153-16 et suivants du Code de l'urbanisme ;

Vu la délibération n° 23CD01-38 du Conseil départemental du 31 mars 2023 validant les orientations développées dans le projet de Charte pour le développement de la production d'énergie renouvelable dans le Cantal ;

Vu la délibération de la Communauté de communes de la Châtaigneraie Cantalienne du 17 juin 2024 arrêtant le projet de PLUi du Pays de Maurs ;

- EMET un avis défavorable au projet de PLUi du Pays de Maurs, tel qu'arrêté par délibération du Conseil communautaire de la Communauté de Communes de la Châtaigneraie Cantalienne du 17 juin 2024, en raison de son incompatibilité avec la Charte pour le développement de la production d'énergie renouvelable dans le Cantal, approuvée par la délibération du Conseil départemental susvisée ;

- **ATTIRE L'ATTENTION** de la Communauté de Communes de la Châtaigneraie Cantalienne en charge de l'élaboration de ce Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) sur les risques liés à l'augmentation du nombre d'accès directs au réseau routier départemental hors agglomération.

| | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
|  |  |  |  |  |
| | X | | | X |

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-20

Avis sur le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Cère et Rance en Châtaigneraie

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Gilles CHABRIER

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 26 voix pour - 4 abstention(s), Pierre MATHONIER, Stéphane FRECHOU, Magali MAUREL, Valérie RUEDA s'abstiennent.

Vu les articles L132-11 et L153-16 et suivants du Code de l'urbanisme ;

Vu la délibération n° 23CD01-38 du Conseil départemental du 31 mars 2023 validant les orientations développées dans le projet de Charte pour le développement de la production d'énergie renouvelable dans le Cantal ;

Vu la délibération de la Communauté de communes de la Châtaigneraie Cantalienne du 17 juin 2024 arrêtant le projet de PLUi de Cère et Rance en Châtaigneraie ;

- **EMET** un avis défavorable au projet de PLUi de Cère et Rance en Châtaigneraie, tel qu'arrêté par délibération du Conseil communautaire de la Communauté de Communes de la Chataigneraie Cantalienne du 17 juin 2024, en raison de son incompatibilité avec la Charte pour le développement de la production d'énergie renouvelable dans le Cantal, approuvée par la délibération du Conseil départemental susvisée ;

- **ATTIRE L'ATTENTION** de la Communauté de Communes de la Châtaigneraie Cantalienne en charge de l'élaboration de ce Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) sur les risques liés à l'augmentation du nombre d'accès directs au réseau routier départemental hors agglomération.

|  |  |  |  |  |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| | X | | | X |

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-21

**Dotation de fonctionnement des collèges publics :
complément de dotation au titre de l'année 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Philippe FABRE

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu l'article L421-11 du Code de l'Education ;






Vu la délibération n°23CD03-22 du Conseil départemental du 29 septembre 2023 modifiant les critères de calcul de la dotation de fonctionnement attribuée au titre de l'année 2024 en prenant en compte l'estimation des consommations en termes de KWh pour les différents fluides ainsi que pour le bois, en y appliquant des tarifs prévisionnels transmis par les différents fournisseurs ;

Vu la délibération n°23CP08-43 de la Commission Permanente du 27 octobre 2023 approuvant la répartition de la dotation de fonctionnement des collèges publics pour l'année 2024 ;

- **ATTRIBUE** les dotations complémentaires suivantes au titre de l'exercice 2024 :

| ETABLISSEMENT | COMPLEMENT DGF | | |
|----------------------|---------------------|---------------------------------------------------------|-------------------------------|
| | Viabilisation | Dotation complémentaire pour 60 jours de fonctionnement | Total dotation complémentaire |
| Allanche | 1 322,00 € | 0,00 € | 1 322,00 € |
| La Ponétie | 16 500,00 € | 0,00 € | 16 500,00 € |
| La Jordanne | 9 237,00 € | 0,00 € | 9 237,00 € |
| Jeanne de la Treilhe | 18 184,00 € | 0,00 € | 18 184,00 € |
| Jules Ferry | 15 726,00 € | 0,00 € | 15 726,00 € |
| Chaudes-Aigues | 11 950,00 € | 0,00 € | 11 950,00 € |
| Condat | 4 100,00 € | 0,00 € | 4 100,00 € |
| Laroquebrou | 5 924,00 € | 0,00 € | 5 924,00 € |
| Massiac | 8 500,00 € | 0,00 € | 8 500,00 € |
| Mauriac | 13 500,00 € | 35 205,00 € | 48 705,00 € |
| Maur | 5 529,00 € | 0,00 € | 5 529,00 € |
| Montsalvy | 7 095,00 € | 0,00 € | 7 095,00 € |
| Murat | 12 000,00 € | 0,00 € | 12 000,00 € |
| Pierrefort | 4 859,00 € | 13 004,00 € | 17 863,00 € |
| Pleaux | 7 500,00 € | 0,00 € | 7 500,00 € |
| Riom-ès-Montagnes | 8 897,00 € | 7 028,00 € | 15 925,00 € |
| Saint-Cernin | 5 900,00 € | 0,00 € | 5 900,00 € |
| Blaise Pascal | 12 600,00 € | 0,00 € | 12 600,00 € |
| La Vigière | 4 066,00 € | 0,00 € | 4 066,00 € |
| Saint-Mamet | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Vic-sur-Cère | 5 500,00 € | 0,00 € | 5 500,00 € |
| Ydes | 10 316,00 € | 10 894,00 € | 21 210,00 € |
| TOTAL | 189 205,00 € | 66 131,00 € | 255 336,00 € |

La dépense globale sera imputée aux crédits inscrits au chapitre 65 du budget départemental, sous réserve du vote de la décision modificative lors de la session de novembre 2024, pour une mise en paiement avant la fin de l'exercice 2024.

| | | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
|  |  |  |  |  |
| | | X | | |

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-22

Dotation de fonctionnement des collèges publics 2025

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Philippe FABRE

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code de l'éducation et notamment l'article L.421-11 ;






- **RECONDUIT** les critères de calcul de la Dotation Globale de Fonctionnement au titre de l'année 2025 en prenant en compte l'estimation des consommations en termes de kWh pour les différents fluides ainsi que pour le bois, en y appliquant des tarifs prévisionnels transmis par les différents fournisseurs, le calcul de la dépense pour la consommation d'eau restant pour sa part inchangé.

- **DECIDE** de fixer le montant de la dotation prévisionnelle de fonctionnement affectée aux collèges publics au titre des dotations directes et des dépenses de viabilisation liées aux réseaux de chaleur bois à 2 340 311 euros pour 2025.

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente du Conseil départemental pour déterminer le montant des dotations de fonctionnement revenant à chaque collège au titre des dotations directes.

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour toute autre question relative au fonctionnement des collèges.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document contractuel relatif au fonctionnement des collèges.

| | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
|  |  |  |  |  |
| | | X | | X |

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-23

Bail emphytéotique entre les Consorts CELARIER et le Conseil départemental portant sur des parcelles situées sur la Commune de Saint-Jacques-des-Blats

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent excusé ayant donné pouvoir : M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Jean MAGE

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet d'acte contenant résiliation du bail des 9 mai et 11 juin 1997, conclusion d'un nouveau bail emphytéotique et constitution d'une servitude ;

- **VALIDE** le bail emphytéotique à conclure entre les Consorts CELARIER et le Département du Cantal dont le projet est joint en annexe, formalisant :

- . d'une part et d'un commun accord, sans indemnité de part ni d'autre, la résiliation du bail emphytéotique des 9 mai et 11 juin 1997 reçu par Maître Claude BERTHOMIEUX et ce rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2018,
- . et d'autre part la conclusion d'un nouveau bail emphytéotique contenant constitution de servitude.

- **VALIDE** les conditions du bail emphytéotiques qui consistent à :

- retirer de l'emprise du bail initial la parcelle cadastrée section B numéro 682 afin que le bailleur en retrouve la jouissance,
- entériner la nouvelle assiette du bail pour qu'elle corresponde à l'assiette définie par le géomètre expert suite aux travaux d'agrandissement, à savoir la parcelle cadastrée section B numéro 707,
- de modifier la nature du bail pour le transformer à compter de ce jour en bail emphytéotique pour une durée de 30 ans, prenant effet rétroactivement au 1^{er} janvier 2018 pour finir le 31 décembre 2047,
- modifier en conséquence le loyer, la redevance annuelle étant fixée à 1416,98 €,
- régler, par suite de la rétroactivité du bail, la somme de 7 720,73 € au bailleur au titre des loyers impayés,
- régler la somme définitive et forfaitaire de 6 000,00 € à titre d'indemnité de dépotage des matériaux de chantier sur les parcelles cadastrées section B numéros 680 et 706,
- accorder un droit de pompage dans le lac au profit de parcelles cadastrées section B numéros 680, 682, 704 et 706 par la constitution d'une servitude,
- maintenir la servitude de passage constituée aux termes du bail des 9 mai et 11 juin 1997 permettant aux animaux de la montagne de s'abreuver en amont de la retenue et dans le ruisseau.

- **MANDATE** l'Office Notarial B&B Notaires pour l'établissement de l'acte notarié correspondant.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer le bail emphytéotique et tout acte s'y rapportant, ainsi que les frais y afférent.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

LB/CT

LE

A AURILLAC (Cantal), 33 avenue des Volontaires,

A REÇU le présent acte contenant :

II - BAIL EMPHYTEOTIQUE

IV - AUTRES DISPOSITIONS - CLOTURE

A la requête des PARTIES ci-après identifiées.

ENTRE :

Née à

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Madame

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

2. Monsieur

Marié à la mairie de _____ sous
le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître _____ notaire à MURAT, le

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.
De nationalité française.
Résident au sens de la réglementation fiscale.

Agissant solidairement entre eux.

D'UNE PART

ET :

La collectivité territoriale dénommée **DEPARTEMENT DU CANTAL**, identifiée au SIREN sous le numéro 221500010, organisme de droit public doté de la personnalité morale, dont le siège est à AURILLAC (15000), 28 avenue Gambetta.

D'AUTRE PART

PRÉSENCE - REPRÉSENTATION

- Madame _____ est présente à l'acte.

- Monsieur _____ est présent à l'acte.

- Le **DEPARTEMENT DU CANTAL** est représentée à l'acte par Monsieur Didier ACHALME, Vice-Président du Conseil Départemental du Cantal, nommé à cette fonction aux termes d'une délibération du Conseil Départemental _____ en date du _____, transmise à la Préfecture du Cantal le _____, et spécialement autorisé à réaliser la présente opération aux termes d'une délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental _____ en date du _____, transmise à la Préfecture du Cantal le _____.

Une copie de chacune de ces délibérations est annexée.

Le représentant du **DEPARTEMENT DU CANTAL** déclare :

- Que chaque délibération a été publiée sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance effectué dans la huitaine ainsi que l'article L 2121-25 du Code général des collectivités territoriales le prévoit ;

- En ce qui concerne la délibération _____ du _____ : que le délai de recours de deux mois prévu par l'article L 3132-1 du Code susvisé s'est écoulé sans que le **DEPARTEMENT DU CANTAL** ait reçu notification d'un recours devant le Tribunal administratif par le représentant de l'Etat pour acte contraire à la légalité ;

- En ce qui concerne la délibération _____ du _____ : que ledit délai de recours n'est pas encore écoulé mais qu'à ce jour le **DEPARTEMENT DU CANTAL** n'a pas reçu notification d'un recours devant le Tribunal administratif par le représentant de l'Etat pour acte contraire à la légalité.

Les parties requièrent expressément le notaire soussigné de recevoir le présent acte malgré la non-forclusion du délai de recours contre la délibération _____ du _____.

DECLARATIONS SUR LA CAPACITE

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, déclarent avoir la pleine capacité pour contracter aux présentes, n'étant soumises ni susceptibles d'être soumises à aucune des mesures pouvant porter atteinte à celle-ci qui ne seraient pas révélées aux présentes.

En outre, elles déclarent que les mentions les concernant relatées ci-dessus sont exactes et complètes.

Le représentant du **DEPARTEMENT DU CANTAL** déclare avoir pleine capacité pour contracter selon les termes et conditions des présentes ainsi qu'il en a justifié au notaire soussigné, et atteste de l'inscription de la dépense engagée au budget départemental.

DOCUMENTS RELATIFS À LA CAPACITÉ

Les pièces suivantes ont été produites à l'appui des déclarations de Madame
et Monsieur sur leur capacité :

- Extrait d'acte de naissance.
- Extrait d'acte de mariage.
- Compte rendu de l'interrogation du site bodace.fr.

Ces documents ne révèlent aucun empêchement à la signature des présentes.

EXPOSE PREALABLE

1. Origine de propriété

Madame et Monsieur
sont propriétaires de deux parcelles de terrain nu en nature de pâture situées sur la commune de SAINT-JACQUES-DES-BLATS (15800), Buron des Gardes,

Figurant ainsi au cadastre :

| Section | N° | Lieudit | Surface |
|---------|-----|------------------|------------------|
| B | 682 | BURON DES GARDES | 00 ha 11 a 30 ca |
| B | 707 | BURON DES GARDES | 02 ha 22 a 83 ca |

Total surface : 02 ha 34 a 13 ca

Etant ici précisé :

- que la parcelle cadastrée section B numéro 707 provient de la réunion des parcelles anciennement cadastrées section B numéros 601, 683, 703 et 705, ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal du cadastre de réunion de parcelles en date du 26 novembre 2020, publié au service de la publicité foncière d'AURILLAC le 26 novembre 2020, volume 2020P, numéro 6832 ;

- que la parcelle cadastrée section B numéro 703 provient de la division d'une parcelle de plus grande contenance anciennement cadastrée section B numéro 602, et que la parcelle cadastrée section B numéro 705 provient de la division d'une parcelle de plus grande contenance anciennement cadastrée section B numéro 681, ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal du cadastre en date du 20 décembre 2019, publié au service de la publicité foncière d'AURILLAC le 20 décembre 2019, volume 2019P, numéro 8176 ;

- que la parcelle cadastrée section B numéro 681 provient de la division d'une parcelle de plus grande contenance anciennement cadastrée section B numéro 599 et que les parcelles cadastrées section B numéros 682 et 683 proviennent de la division d'une parcelle de plus grande contenance anciennement cadastrée section B numéro 600 ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal du cadastre en date du 24 octobre 2011, publié au service de la publicité foncière d'AURILLAC le 25 octobre 2011, volume 2011P, numéro 6433 ;

- que la parcelle cadastrée section B numéro 600 provient de la division d'une parcelle de plus grande contenance anciennement cadastrée section B numéro 22, et que les parcelles cadastrées section B numéros 601 et 602 proviennent de la division d'une parcelle de plus grande contenance anciennement cadastrée section B numéro 596, ainsi qu'il résulte du bail ci-après visé des 9 mai et 11 juin 1997, publié au bureau des hypothèques d'AURILLAC le 24 juillet 1997, volume 1997P, numéro 4408 ;

- et enfin que la parcelle cadastrée section B numéro 596 provient de la réunion des parcelles cadastrées section B numéros 20 et 21 ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal du cadastre numéro 338N publié au bureau des hypothèques d'AURILLAC le 22 février 1996, volume 1996P, numéro 1481.

Originairement, lesdites parcelles appartenaient avec d'autres et dans la proportion de moitié chacun à Madame et Monsieur
, ci-après nommés, pour les avoir recueillies avec d'autres, dans les successions de Monsieur , né à , et Madame

son épouse, née à _____ (Cantal) le _____, leurs père et
 mère, en leur vivant demeurant à MURAT (Cantal), _____ où ils sont tous
 deux décédés savoir Monsieur _____ le _____, et Madame _____

Ainsi que ces qualités héréditaires sont constatées par deux actes de notoriété dressés,
 savoir :

- après le décès de Monsieur _____, par le suppléant légal de Maître
 MARTY, notaire à MURAT (15300), le 26 juin 1963,
 - et après le décès de Madame _____, par Maître Guy DRIJARD, notaire
 à MURAT (Cantal), le 3 juillet 1968.

L'attestation de propriété après le décès de Monsieur _____ a été dressée
 par Maître Guy DRIJARD, notaire à MURAT, le 28 décembre 1967, dont une expédition a été
 publiée au bureau des hypothèques d'AURILLAC le 19 avril 1968, volume 2217, numéro 11.

L'attestation de propriété après le décès de Madame _____ a été dressée
 par Maître Guy DRIJARD, notaire à MURAT, le 3 juillet 1968, dont une expédition a été
 publiée au bureau des hypothèques d'AURILLAC le 25 juillet 1968, volume 2238, numéro 2.

Décès de Monsieur

Monsieur _____, de son vivant _____, époux de
 Madame _____ comparante aux présentes, est décédé
 _____, laissant pour recueillir sa succession :
 - Madame _____ son épouse survivante, avec laquelle il était marié
 sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes de leur contrat de mariage
 reçu par Maître BRUNHE, notaire à MENET (Cantal), le 20 décembre 1968,
 Usufruitière légale du quart de tous les biens composant la succession en vertu de
 l'article 767 du Code civil,
 - Et sous cette réserve, pour seuls héritiers : _____ plus
 _____, Madame _____
 amplement nommée ci-après,

_____ et Monsieur _____ comparant aux présentes,
 Ses deux enfants et seuls présomptifs héritiers, dans la proportion de moitié chacun.
 Ainsi que ces qualités héréditaires sont constatées dans un intitulé d'inventaire dressé
 par Maître Guy DRIJARD, notaire à MURAT, en date au commencement du 30 septembre
 1972.

L'attestation de propriété après le décès de Monsieur _____ a été dressée
 par le même notaire, le 12 novembre 1974, dont une expédition a été publiée au bureau des
 hypothèques d'AURILLAC le 20 janvier 1975, volume 3132, numéro 25.

Partage du 12 octobre 2020

Aux termes d'un acte contenant partage reçu par Maître Jacques TURQUET, notaire à
 MURAT, le 12 octobre 2020, il a été attribué à Monsieur _____ la pleine
 propriété des parcelles cadastrées section B numéros 680 et 682 moyennant des soultes à sa
 charge d'un montant total de ONZE MILLE NEUF CENT QUINZE EUROS ET SOIXANTE-
 TROIS CENTIMES (11 915,63 EUR) payée comptant et quittancée dans l'acte.

Une copie de cet acte a été publiée au service de la publicité foncière d'AURILLAC le
 12 novembre 2020, volume 2020P, numéro 6476.

Il résulte dudit acte ce qui suit littéralement retranscrit :

"Monsieur _____, en son vivant négociant, époux de Madame _____

Né à _____ (Cantal) le _____

*A été proclamé adjudicataire de ces biens suivant jugement de l'audience des criées
 du Tribunal Civil d'AURILLAC (Cantal) le 9 mars 1938, sous le nom de Maître
 DOMMERGUE, son avoué qui en a immédiatement passé déclaration à son profit.*

Cette adjudication a eu lieu sous les clauses et conditions d'un cahier des charges dressé par Maître TOUZET, alors avoué à AURILLAC (Cantal) le 9 février 1938 déposé au Greffe suivant acte du même jour.

La grosse de ce jugement d'adjudication a été transcrite à la conservation des hypothèques d'AURILLAC (Cantal) le 12 juillet 1938, volume 1155, n° 52.

[...]

Précisions faites :

- Que ces biens proviennent de la division d'une parcelle de plus grande étendue initialement cadastrée section B n° 22 divisée en deux nouvelles parcelles cadastrées section B n° 599 et 600.

- Que cette division a été constatée aux termes d'un acte reçu par Maître BERTHOMIEUX, notaire à AURILLAC (Cantal), le 11 juin 1997, dont une copie authentique a été publiée à la conservation des hypothèques d'AURILLAC (Cantal) le 24 juillet 1997, volume 97 P, n° 4408.

- Qu'aux termes d'un procès-verbal de cadastre en date du 24 octobre 2011 le bien cadastré section B n° 599 a été divisé en deux nouvelles parcelles cadastrées section B n° 680 et 681 et que le bien cadastré section B n° 600 a été divisé en deux nouvelles parcelles cadastrées section B n° 682 et 683.

- Que ce procès-verbal de cadastre a été publié à la conservation des hypothèques d'AURILLAC (Cantal), le 25 octobre 2011 volume 2011 P n° 6433.

- Que la parcelle cadastrée section B n° 22 a été omise au cahier des charges sus énoncé,

- Qu'aux termes de l'acte d'attestation immobilière dressé par Maître Guy DRIJARD, notaire susnommé, après le décès de Monsieur

les parties ont fait observer que « cette parcelle a toujours été jouie par l'adjudicataire avec le surplus des biens acquis, à titre de propriétaire, d'une façon ininterrompue, paisible, publique et non équivoque »."

Décès de Madame

Madame en son vivant retraitée, demeurant à
célibataire, est décédée à

laissant pour lui succéder :
- Madame enseignante, demeurant à

, divorcée de Monsieur suivant jugement rendu par le tribunal
judiciaire de VILLEFRANCHE-SUR-SAONE le 8 février 2010, et non remariée,

- Monsieur comparant aux présentes,

Ses neveu et nièce, enfants de Monsieur frère germain prédécédé
de la défunte, issu comme elle du mariage entre Monsieur et Madame
prédécedés ainsi qu'il a été dit ci-dessus,

Héritiers ensemble pour la totalité des biens ou chacun divisément pour moitié (1/2),

Ainsi que ces qualités sont constatées par un acte de notoriété dressé par Maître
Jacques TURQUET, notaire susnommé, le 22 avril 2022.

Aux termes d'un acte contenant partage amiable entre Madame
et Monsieur reçu par Maître Jacques TURQUET, notaire
susnommé, le 24 septembre 2022, il a été attribué à Monsieur les
SEPT HUITIEMES (7/8ème) en PLEINE-PROPRIETE et UN HUITIEME (1/8ème) en NUE-
PROPRIETE de plusieurs parcelles dont celle cadastrée section B numéro 707 moyennant une
soulte à sa charge d'un montant de VINGT-HUIT MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUINZE
EUROS (28 875,00 EUR), payée partie moyennant une dation en paiement à hauteur de
VINGT-CINQ MILLE EUROS (25 000,00 EUR) et partie comptant pour le surplus, quittancée
dans l'acte.

Une copie de cet acte a été publiée au service de la publicité foncière d'AURILLAC le
20 octobre 2022, volume 2022P, numéro 7767.

Etant ici précisé que ledit partage est intervenu dans les 10 mois du décès de Madame , de sorte qu'aucune attestation de propriété immobilière n'a été établie ensuite de son décès.

Par suite de ce décès, la propriété de la parcelle cadastrée section B numéro 707 objet du bail emphytéotique ci-après est répartie comme suit :

- à concurrence d'UN HUITIEME (1/8ème) en USUFRUIT pour Madame

- à concurrence des SEPT HUITIEMES (7/8èmes) en PLEINE-PROPRIETE et UN HUITIEME (1/8ème) en NUE-PROPRIETE pour Monsieur

2. Bail des 9 mai et 11 juin 1997

Aux termes d'un acte reçu par Maître Claude BERTHOMIEUX, notaire à AURILLAC (Cantal), les 9 mai et 11 juin 1997, publié au bureau des hypothèques d'AURILLAC le 24 juillet 1997, volume 1997P, numéro 4408, Madame

Monsieur Madame ont donné à bail au **DEPARTEMENT DU CANTAL** deux parcelles alors cadastrées section B numéro 600 et section B numéro 601 pour une contenance totale de 1 ha 46 a 28 ca, situées sur la commune de SAINT-JACQUES-DES-BLATS (Cantal), en vue de la réalisation par le **DEPARTEMENT DU CANTAL** d'un plan d'eau aménagé au moyen de la mise en place d'une retenue collinaire destiné à alimenter l'usine à neige de la station de sports d'hiver dénommée "SUPER LIORAN".

Une copie dudit acte est annexée.

Les conditions dudit bail sont retranscrites littéralement ci-après :

"BAIL"

Le BAILLEUR donne à bail dans les conditions décrites aux articles 1709 et suivants du Code civil, sauf les dérogations conventionnelles pouvant résulter des présentes, au PRENEUR qui accepte,

Les parcelles résultant des divisions ci-dessus, cadastrées de la manière suivante :

Commune de SAINT-JACQUES-DES-BLATS

| Section | N° | Lieudit | Contenance |
|-----------------------------------|-----|------------------|-------------|
| B | 600 | Buron des Gardes | 1 h 25 a 90 |
| B | 601 | Buron des Gardes | 20 a 38 |
| Soit une contenance totale de ... | | | 1 h 46 a 28 |

DUREE

Le présent bail est consenti pour une durée de trente années qui commenceront à courir le 15 juillet 1997, pour se terminer à pareille époque de l'année 2027 .

Le présent bail sera ensuite renouvelable d'année en année par tacite reconduction, sauf à la partie qui voudra le faire cesser de notifier son intention à son cocontractant six mois à l'avance par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

SITUATION LOCATIVE

Le bailleur déclare que le présent terrain donné à bail est exploité par Monsieur Madame son épouse, agriculteurs, demeurant ensemble à en vertu d'un bail sous seing privé en date à MURAT du 11 octobre 1971, consenti pour une durée de neuf années entières et consécutives à compter du 25 mars 1972, et qui s'est renouvelé depuis par tacite reconduction.

ETAT DU TERRAIN - URBANISME - SERVITUDES

1. Le preneur prendra le terrain présentement loué dans son état actuel, sans pouvoir exercer aucun recours contre le bailleur pour quelque cause que ce soit, et notamment pour mauvais état du sol et du sous-sol, vices même cachés, comme aussi sans aucune garantie d'erreur dans la désignation et la contenance indiquée, quelque puisse être la différence en plus ou en moins.

2. Le preneur fera son affaire personnelle de toute servitude administrative qui pourrait grever le terrain loué et qui résulterait des plans d'urbanisme et des prescriptions d'ordre légal ou réglementaire s'appliquant à la commune de SAINT JACQUES DES BLATS, (notamment celles résultant de la "Loi Montagne").

A cet égard, attendu la nature, la situation et la destination de ce bien et sa propre qualité, le preneur déclare être parfaitement informé des dispositions d'urbanisme applicables. Il dispense le Notaire soussigné de produire un Certificat ou une Note d'Urbanisme en le déchargeant, ainsi que le bailleur, de toutes responsabilités à ce sujet.

De son côté, le bailleur déclare que ce bien ne fait actuellement l'objet d'aucune mesure administrative particulière pouvant porter atteinte à une paisible jouissance.

3. Le preneur fera son affaire personnelle et sans recours contre le bailleur des servitudes de toute nature pouvant grever le terrain loué sauf à s'en défendre et profiter de celles actives s'il en existe.

A ce sujet, le bailleur déclare qu'à sa connaissance, il n'existe aucune autre servitude que celle dérivant de la situation des lieux ou résultant de la Loi.

Constitution de servitude de passage

Monsieur es-qualité, au nom du DÉPARTEMENT DU CANTAL, s'engage à procéder à l'aménagement d'un accès pour les animaux de la montagne, de façon à ce qu'ils puissent s'abreuver en amont de la retenue, et dans le ruisseau qui alimente celle-ci.

Cet accès s'exercera sur la parcelle cadastrée commune de SAINT JACQUES DE BLATS, section B numéro 600, dont l'origine de ~~à l'endroit indiqué sur le plan~~ propriété est indiquée au paragraphe "Origine de propriété", et profitera aux parcelles cadastrées sur la même commune, section B numéros 599 et 602, ayant la même origine de propriété que celle mentionnée au paragraphe "Origine de propriété".

CHARGES ET CONDITIONS

Le présent bail est consenti et accepté sous les conditions de droit en pareille matière et sous les suivantes que les parties s'obligent, chacune en ce qui la concerne, à exécuter, savoir :

1. Possibilité d'aménagements par le preneur.

Le bailleur autorise expressément le preneur à édifier ou faire édifier à ses frais, sur le terrain présentement loué, les aménagements conformes aux plans et descriptifs demeurés ci-annexés, analysés en l'exposé qui précède.

Le preneur ne pourra apporter au projet ainsi défini aucune modification significative sans avoir préalablement obtenu l'accord écrit du bailleur.

Une fois les travaux engagés, le preneur s'oblige à les poursuivre jusqu'à complet achèvement conformément aux règles de l'art, aux prescriptions réglementaires et obligations d'urbanisme et de sécurité, dans un souci d'esthétique et de parfaite harmonie avec le site.

Le preneur devra prendre les dispositions utiles pour n'apporter aucun trouble de quelque nature qu'il soit aux propriétés voisines, particulièrement en ce qui concerne les travaux de terrassement.

Tous les travaux devront être réalisés en accord avec Monsieur et Madame fermiers de la propriété, de façon à n'entraîner pour ceux-ci aucune gêne ni désagrément dans l'exploitation de la montagne herbagère.

Le DEPARTEMENT du CANTAL devra prévoir une clôture autour de la retenue en accord avec les fermiers, de façon à assurer la sécurité des animaux et des personnes.

Il aura à sa charge la pose et l'entretien de ladite clôture.

En outre, le DEPARTEMENT du CANTAL devra prendre toutes dispositions pour le maintien en l'état des ruines de l'ancien buron situé sur la parcelle B numéro 600.

Pendant les travaux et pendant tout le cours du bail de façon générale, le bailleur autorise le preneur, pour assurer la jouissance de la parcelle en question, à utiliser le chemin d'exploitation des Gardes existant, et le chemin à réaliser en périphérie de la retenue.

2. Entretien des ouvrages :

Le preneur devra pendant tout le cours du bail conserver en bon état d'entretien tous les aménagements qu'il aura réalisés et effectuer à ses frais et sous sa responsabilité les réparations de toute nature, y compris les grosses réparations telles qu'elles sont définies par l'article 606 du code civil et par l'usage, ainsi que le remplacement de tous éléments, au fur et à mesure que le tout se révélera nécessaire.

En cas de retard dans l'exécution de travaux imposés au preneur par l'autorité publique, ce dernier supportera toutes amendes et pénalités de manière que le bailleur ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

Le bailleur aura le droit de faire visiter la propriété et ses aménagements par son architecte ou son mandataire une fois par an, à ses frais, pour s'assurer de l'exécution de tous travaux d'entretien et de réparation.

Si les aménagements périclitent par cas fortuit ou force majeure, le preneur ne sera pas obligé de reconstruire dès l'instant où il assurera la remise complète des lieux dans leur état initial. La résiliation du bail pourra alors, à la requête de l'une ou l'autre des parties, être prononcée par décision judiciaire.

3. Utilisation des équipements :

Pour les seuls besoins de l'alimentation de l'usine à neige. Prohibition de toute autre utilisation, notamment à des fins touristiques et de loisirs, ou de production d'énergie électrique.

14. Location - exploitation.

Le preneur pourra louer librement les ouvrages édifiés par lui ou en concéder l'exploitation à des tiers pour une durée ne pouvant excéder celle du présent bail.

En conséquence, à son expiration, par arrivée du terme ou toute autre cause, tous baux ou conventions d'occupation quelconques consentis par le preneur prendront fin de plein droit.

5. Contributions :

Le preneur acquittera pendant toute la durée du bail et en sus du prix ci-après stipulé, les impôts, contributions, taxes et redevances de toute nature auxquels le terrain loué et les ouvrages qui y seront édifiés peuvent et pourront être assujettis, même ceux qui, de droit, seront à la charge du bailleur.

6. Assurances.

Le preneur devra veiller à contracter, dès le début des travaux, une assurance contre les risques civils et tout risque en relation avec les aménagements projetés s'ils sont réalisés.

7. Résiliation

Le présent bail pourra être résilié de plein droit pour défaut de paiement de son prix ou d'exécution de l'une ou l'autre des charges et conditions du bail, conventionnelles ou

légales, si bon semble au bailleur, un mois après un simple commandement de payer ou mise en demeure d'exécuter demeurés infructueux.

8. PRIX DU BAIL -

Base : 3.000 Francs annuels (valeur 1997)

Révision : annuelle

Indexation pour 50% de la redevance sur augmentation moyenne des tarifs de remontées mécaniques "JOUR TOUT DOMAINE - ADULTE" (base tarif saison 96-97 - moyenne tarif rouge et tarif bleu : 101).

A concurrence des 50% de surplus sur l'augmentation moyenne des tarifs de l'eau sur la Commune de SAINT JACQUES DES BLATS. (base tarif 1997, moyenne prix de 0 à 143m3, de 41 à 100m3 et au delà de 100m3, soit 4,05 frs).

Le paiement aura lieu en un seul terme le 15 janvier de chaque année, pour le premier paiement avoir lieu le 15 janvier 1998, étant précisé que le DEPARTEMENT du CANTAL règlera à la date du 15 janvier 1998, le loyer pour la période allant du 1er juillet 1997 au 31 décembre 1997, et du 1er janvier 1998 au 31 décembre 1998.

Ce loyer sera réglé à concurrence de moitié au gérant de tutelle de Mademoiselle , et l'autre moitié aux consorts

9. Sort des aménagements en fin de bail.

Ils demeureront acquis au bailleur sans que le preneur puisse prétendre à aucune indemnisation. Toutefois en cas de non renouvellement du présent bail, le BAILLEUR aura la faculté de demander :

- soit la remise en état initiale du terrain,*
- soit un aménagement partiel qui permettra un drainage total de la parcelle concernée,*
- le tout sous réserve des autorisations administratives.*

Il est bien entendu qu'à la fin du bail, les parties auront la faculté de procéder au renouvellement du bail, et dans ces conditions, les aménagements seront maintenus."

3. Projet d'avenant

En 2011, les Consorts et le **DEPARTEMENT DU CANTAL** ont souhaité régulariser un avenant audit bail pour en modifier l'assiette, afin que les Consorts retrouvent la jouissance d'une partie du bien donné à bail sur laquelle se trouve des burons, figurant au cadastre section B numéro 682.

C'est à cette occasion qu'il a été procédé à la division de la parcelle anciennement cadastrée section B numéro 600 en deux parcelles cadastrées section B numéros 682 et 683 aux termes d'un procès-verbal du cadastre en date du 24 octobre 2011, publié au service de la publicité foncière d'AURILLAC le 25 octobre 2011, volume 2011P, numéro 6433.

Ledit avenant n'a jamais été régularisé, ainsi déclaré par les parties.

4. Travaux d'agrandissement du plan d'eau

Le **DEPARTEMENT DU CANTAL** a réalisé, avec l'accord des Consorts des travaux d'agrandissement du plan d'eau au cours de l'été 2018.

Suite à l'achèvement de ces travaux, un géomètre-expert a délimité la nouvelle assiette utilisée par le **DEPARTEMENT DU CANTAL** et la nouvelle emprise est désormais constituée d'une unique parcelle cadastrée section B numéro 707 par suite de la réunion des parcelles anciennement cadastrées section B numéros 601, 683, 703 et 705, ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal du cadastre de réunion de parcelles en date du 26 novembre 2020 publié au

service de la publicité foncière d'AURILLAC le 26 novembre 2020, volume 2020P, numéro 6832.

L'objectif de Madame

Monsieur

et le **DEPARTEMENT DU CANTAL** est :

- de retirer de l'emprise du bail la parcelle cadastrée section B numéro 682, afin que le bailleur en retrouve la jouissance,
- d'entériner la nouvelle assiette du bail pour qu'elle corresponde à l'assiette définie par le géomètre-expert suite aux travaux d'agrandissement, savoir la parcelle cadastrée section B numéro 707,
- de modifier en conséquence le loyer,
- de modifier la nature du bail pour le transformer à compter de ce jour en bail emphytéotique pour une durée de 30 ans,
- d'accorder un droit de pompage dans le lac au profit de parcelles cadastrées section B numéros 680, 682, 704 et 706 par la constitution d'une servitude.

Par suite, les parties souhaitent procéder à la résiliation totale du bail des 9 mai et 11 juin 1997 et à la conclusion d'un nouveau bail soumis aux dispositions des articles L 451-1 à L 451-13 du Code rural et de la pêche maritime.

CECI EXPOSE, IL EST PASSE A LA RESILIATION DU BAIL DES 9 MAI ET 11 JUIN 1997 (I), A LA CONCLUSION D'UN BAIL EMPHYTEOTIQUE (II) ET A LA CONSTITUTION D'UNE SERVITUDE (III).

I - RESILIATION DE BAIL

IDENTIFICATION DES PARTIES A LA RESILIATION

BAILLEUR :

1. Madame retraîtée, épouse de
Monsieur demeurant à
Née à le
Mariée à la mairie de MENET (15400) le sous le régime de la séparation
de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du
contrat de mariage reçu par Maître Guy DRUARD, notaire à MURAT, le 7 juillet 1979.
Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.
De nationalité française.
Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Propriétaire d'UN HUITIEME (1/8ème) en USUFRUIT de la parcelle cadastrée section B numéro 707.

2. Monsieur ingénieur, époux de Madame
demeurant à

Né à le
Marié à la mairie de sous
le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du
Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Philippe GLAIZE, notaire à
MURAT, le 25 juillet 1998.
Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.
De nationalité française.
Résident au sens de la réglementation fiscale.

Propriétaire des SEPT HUITIEMES (7/8èmes) en PLEINE-PROPRIETE et d'UN HUITIEME (1/8ème) en NUE-PROPRIETE de la parcelle cadastrée section B numéro 707 et propriétaire de la TOTALITE en PLEINE PROPRIETE de la parcelle cadastrée section B numéro 682.

Anciennement dénommés aux termes du bail susvisé comme suit :

"1°) Madame institutrice, veuve en
premières noces de Monsieur et épouse en secondes noces de
Monsieur demeurant à
Née à
Soumise au régime de la séparation de biens suivant contrat de mariage reçu par
Maître DRLIARD, notaire à MURAT, le 7 juillet 1979.
Statut et régime matrimoniaux non modifiés depuis.

Madame agissant tant en son nom personnel, qu'en qualité de
mandataire de :

a) Mademoiselle étudiante, demeurant à

Née à
Célibataire majeure.

b) Monsieur étudiant, demeurant à

Né à
Célibataire majeur.

En vertu de deux pouvoirs sous signatures privées, en date à ST ETIENNE du 28
janvier 1997, et à LONGPONT S'ORGE du 26 janvier 1997, demeurés annexés aux présentes
après mention.

2°) Monsieur infirmier psychiatrique, demeurant à

Agissant en sa qualité de gérant de tutelle de :
Madame , domiciliée à

Née à
Célibataire, majeure en tutelle, ainsi qu'il résulte d'un jugement du Tribunal
d'Instance de MURAT en date du 2 mai 1978.

Nommé à cette fonction par ordonnance de Monsieur le Juge des Tutelles de Murat,
en date du 12 février 1988,

Et plus particulièrement autorisé aux fins des présentes, en vertu d'une ordonnance de
Monsieur le Juge des Tutelles, en date à MURAT du 31 janvier 1997.

Une expédition conforme de cette ordonnance ainsi qu'un certificat de non recours
délivré par le Tribunal d'Instance, le février 1997, sont demeurés ci-annexés.

Monsieur l'ici absent, mais représenté aux présentes par Madame Odette
MONGIL, clerc de notaire, élisant domicile à AURILLAC, en vertu d'un pouvoir sous
signatures privées, en date à SAINT FLOUR du 10 avril 1997, demeuré annexé aux présentes
après mention."

PRENEUR :

La collectivité territoriale dénommée **DEPARTEMENT DU CANTAL**, identifiée au
SIREN sous le numéro 221500010, organisme de droit public doté de la personnalité morale,
dont le siège est à AURILLAC (15000), 28 avenue Gambetta.

Anciennement dénommé aux termes du bail comme suit :

"LE DEPARTEMENT DU CANTAL"

RESILIATION DU BAIL DES 9 MAI ET 11 JUIN 1997

D'un commun accord, Madame _____ et Monsieur _____
d'une part, et le **DEPARTEMENT DU CANTAL**, d'autre part,
résilient, purement et simplement, sans indemnité de part ni d'autre, et rétroactivement à
compter du 1er janvier 2018, le bail des 9 mai et 11 juin 1997 reçu par Maître Claude
BERTHOMIEUX, notaire à AURILLAC (Cantal), publié au bureau des hypothèques
d'AURILLAC le 24 juillet 1997, volume 1997P, numéro 4408.

SERVITUDE DE PASSAGE - RAPPEL

Les parties confirment maintenir la servitude de passage constituée aux termes du bail
objet de la présente résiliation, ci-après littéralement retranscrite :

"Constitution de servitude de passage

*Monsieur _____ es-qualité, au nom du DEPARTEMENT DU CANTAL, s'engage à
procéder à l'aménagement d'un accès pour les animaux de la montagne, de façon à ce qu'ils
puissent s'abreuver en amont de la retenue, et dans le ruisseau qui alimente celle-ci.*

*Cet accès s'exercera sur la parcelle cadastrée commune de SAINT JACQUES DE
BLATS, section B numéro 600, dont l'origine de ~~à l'endroit indiqué sur le plan~~ propriété est
indiquée au paragraphe "Origine de propriété", et profitera aux parcelles cadastrées sur la
même commune, section B numéros 599 et 602, ayant la même origine de propriété que celle
mentionnée au paragraphe "Origine de propriété".*

IDENTIFICATION DU BIEN OBJET DE LA RESILIATION

A SAINT-JACQUES-DES-BLATS (15800), Buron des Gardes,
Deux parcelles de terrain nu en nature de pâture,
Figurant ainsi au cadastre :

| Section | N° | Lieudit | Surface |
|---------|-----|------------------|------------------|
| B | 682 | BURON DES GARDES | 00 ha 11 a 30 ca |
| B | 707 | BURON DES GARDES | 02 ha 22 a 83 ca |

Total surface : 02 ha 34 a 13 ca

Anciennement désigné aux termes du bail susvisé comme suit :

"Commune de SAINT-JACQUES-DES-BLATS

| Section | N° | Lieudit | Contenance |
|-----------------------------------|-----|------------------|---------------|
| B | 600 | Buron des Gardes | 1 h 25 a 90 |
| B | 601 | Buron des Gardes | 20 a 38 |
| Soit une contenance totale de ... | | | 1 h 46 a 28 " |

EFFET RELATIF

1. Parcelle cadastrée section B numéro 682

Du chef de Monsieur _____ propriétaire de la TOTALITE en
PLEINE-PROPRIETE :

Attestation de propriété suite au décès de Monsieur _____ survenu à
_____, son père, suivant acte reçu par Maître Guy DRIJARD, notaire
à MURAT (Cantal), le 12 novembre 1974, publié au service de la publicité foncière
d'AURILLAC le 20 janvier 1975, volume 3132, numéro 25.

Partage suivant acte reçu par Maître Jacques TURQUET, notaire à MURAT (Cantal),
le 12 octobre 2020, publié au service de la publicité foncière d'AURILLAC le 12 novembre
2020, volume 2020P, numéro 6476.

2. Parcelle cadastrée section B numéro 707

Du chef de Madame _____ propriétaire d'UN HUITIEME (1/8ème) en
USUFRUIT :

Attestation de propriété suite au décès de Monsieur _____ survenu à
_____, son mari, suivant acte reçu par Maître Guy
DRIJARD, notaire à MURAT (Cantal), le 12 novembre 1974, publié au service de la publicité
foncière d'AURILLAC le 20 janvier 1975, volume 3132, numéro 25.

Du chef de Monsieur _____ propriétaire des SEPT
HUITIEMES (7/8èmes) en PLEINE-PROPRIETE et d'UN HUITIEME (1/8ème) en NUE-
PROPRIETE :

Attestation de propriété suite au décès de Monsieur _____ survenu à
_____, son père, suivant acte reçu par Maître Guy DRIJARD, notaire
à MURAT (Cantal), le 12 novembre 1974, publié au service de la publicité foncière
d'AURILLAC le 20 janvier 1975, volume 3132, numéro 25.

Partage après le décès de Madame _____
_____ enant lieu d'attestation de propriété immobilière
suivant acte reçu par Maître Jacques TURQUET, notaire à MURAT (Cantal), le 24 septembre
2022, publié au service de la publicité foncière d'AURILLAC le 20 octobre 2022, volume
2022P, numéro 7767.

REQUISITION DE PUBLICATION DE LA RESILIATION A LA PUBLICITE FONCIERE

Les parties requièrent le service de la publicité foncière d'AURILLAC de bien vouloir
procéder à la publication de ladite résiliation du bail.

La présente résiliation donne lieu à un droit fixe de 125,00 EUR en vertu des
dispositions de l'article 738 du Code général des impôts.

Pour la perception de la contribution de sécurité immobilière, les parties déclarent que
le montant cumulé des loyers afférents à la période qui restait à courir est de 9 724,60 EUR .

II - CONCLUSION D'UN BAIL EMPHYTEOTIQUE

IDENTIFICATION DES PARTIES

BAILLEUR :

1. Madame _____ retraitée, épouse de
Monsieur _____
Née à _____
Mariée à la mairie de _____ sous le régime de la séparation
de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du
contrat de mariage reçu par Maître Guy DRIJARD, notaire à MURAT, le 7 juillet 1979.
Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.
De nationalité française.
Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Propriétaire d'UN HUITIEME (1/8ème) en USUFRUIT du bien objet du présent bail.

2. Monsieur _____ ingénieur, époux de Madame _____

Né à _____

Marié à la mairie de sous
le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du
Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Philippe GLAIZE, notaire à
MURAT, le 25 juillet 1998.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

*Propriétaire des SEPT HUITIEMES (7/8èmes) en PLEINE-PROPRIETE et d'UN
HUITIEME (1/8ème) en NUE-PROPRIETE du bien objet du présent bail.*

EMPHYTEOTE :

La collectivité territoriale dénommée **DEPARTEMENT DU CANTAL**, identifiée au
SIREN sous le numéro 221500010, organisme de droit public doté de la personnalité morale,
dont le siège est à AURILLAC (15000), 28 avenue Gambetta.

TERMINOLOGIE

Le vocable employé est le suivant :

- Le mot "**BAILLEUR**" désigne les bailleurs savoir Madame
et Monsieur qu'ils soient présents ou représentés,
étant ici précisé qu'ils contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des
présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à
chaque fois.

- Le mot "**EMPHYTEOTE**" désigne le **DEPARTEMENT DU CANTAL**.

- Le mot "**PARTIES**" désigne ensemble le **BAILLEUR** et l'**EMPHYTEOTE**.

- Les mots "**BIEN**" ou "**IMMEUBLE**" désignent indifféremment les biens de nature
immobilière objet du présent bail emphytéotique.

BAIL EMPHYTEOTIQUE

Le **BAILLEUR** donne à bail emphytéotique, conformément aux dispositions des
articles L 451-1 à L 451-13 du Code rural et de la pêche maritime, à l'**EMPHYTEOTE**, qui
l'accepte, le **BIEN** dont la désignation suit pour l'alimentation de l'usine à neige de la station
de sports d'hiver dénommée "SUPER LIORAN".

Par suite, le **BAILLEUR** confère à l'**EMPHYTEOTE** sur le **BIEN** ci-après désigné,
conformément aux dispositions de l'article L 451-1 alinéa 2 du Code rural et de la pêche
maritime, un droit réel susceptible d'hypothèque, qui peut être cédé et saisi dans les formes
prescrites pour la saisie immobilière.

S'agissant d'une mise à disposition à titre onéreux d'immeubles en vue de leur
exploitation pour une longue durée, la convention obéit aux règles des articles L 451-1 et
suivants du Code rural et de la pêche maritime ainsi qu'aux conditions particulières convenues
entre les **PARTIES** stipulées au présent acte.

IDENTIFICATION DU BIEN

DÉSIGNATION

A SAINT-JACQUES-DES-BLATS (CANTAL) (15800), Buron des Gardes,
Une parcelle de terrain en nature de pâture sur laquelle se trouve un plan d'eau,
Figurant ainsi au cadastre :

| Section | N° | Liendit | Surface |
|---------|-----|------------------|------------------|
| B | 707 | BURON DES GARDES | 02 ha 22 a 83 ca |

Tel que le **BIEN** existe, avec toutes ses aisances et dépendances, servitudes et
mitoyennetés, sans aucune exception ni réserve, le tout bien connu de l'**EMPHYTEOTE** pour
l'avoir vu et visité dès avant les présentes.

Etant ici rappelé, ainsi qu'il a été développé dans l'exposé qui précède, que ladite parcelle cadastrée section B numéro 707 provient de la réunion des parcelles anciennement cadastrées section B numéros 601, 683, 703 et 705 aux termes d'un procès-verbal du cadastre en date du 26 novembre 2020, publié au service de la publicité foncière d'AURILLAC le 26 novembre 2020, volume 2020P, numéro 6832.

Un extrait de plan cadastral est annexé.

BORNAGE

Les **PARTIES** précisent qu'un bornage effectué par géomètre-expert a fixé les limites du terrain d'assiette.

Ce bornage a été établi par Madame Marie-Gaëlle SAUNAL-CROS du Cabinet CROS, géomètre-expert à AURILLAC (15000).

Le plan de bornage est annexé.

EFFET RELATIF

Du chef de Madame _____ propriétaire d'UN HUITIEME (1/8ème) en USUFRUIT :

Attestation de propriété suite au décès de Monsieur _____ survenu à _____, son mari, suivant acte reçu par Maître Guy DRIJARD, notaire à MURAT (Cantal), le 12 novembre 1974, publié au service de la publicité foncière d'AURILLAC le 20 janvier 1975, volume 3132, numéro 25.

Du chef de Monsieur _____ propriétaire des SEPT HUITIEMES (7/8èmes) en PLEINE-PROPRIETE et d'UN HUITIEME (1/8ème) en NUE-PROPRIETE :

Attestation de propriété suite au décès de Monsieur _____ survenu à _____, son père, suivant acte reçu par Maître Guy DRIJARD, notaire à MURAT (Cantal), le 12 novembre 1974, publié au service de la publicité foncière d'AURILLAC le 20 janvier 1975, volume 3132, numéro 25.

Partage après le décès de Madame _____ survenu à _____, tenant lieu d'attestation de propriété immobilière suivant acte reçu par Maître Jacques TURQUET, notaire à MURAT (Cantal), le 24 septembre 2022, publié au service de la publicité foncière d'AURILLAC le 20 octobre 2022, volume 2022P, numéro 7767.

CONSISTANCE

Le **BIEN** est loué tel qu'il existe avec toutes ses dépendances sans exception ni réserve, et sans garantie de contenance, la différence en plus ou en moins excéderait-elle un vingtième devant faire le profit ou la perte de l'**EMPHYTEOTE**.

L'**EMPHYTEOTE** supportera les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues pouvant grever le **BIEN**, et profitera de celles actives s'il en existe.

RAPPEL DE SERVITUDES

Le **BAILLEUR** déclare qu'à sa connaissance, outre les servitudes pouvant résulter le cas échéant de l'acte, de la situation naturelle des lieux et environnementale du **BIEN**, de la loi et de l'urbanisme, le **BIEN** n'est grevé ni ne profite d'aucune autre servitude que celles résultant :

- Du bail susvisé et annexé des 9 mai et 11 juin 1997 reçu par Maître Claude BERTHOMIEUX, notaire à AURILLAC (Cantal), publié au bureau des hypothèques d'AURILLAC le 24 juillet 1997, volume 1997P, numéro 4408, littéralement retranscrite ci-dessus dans l'exposé qui précède ;

- De l'attestation de propriété immobilière suite au décès de Madame dressée par Maître Guy DRIJARD, notaire à MURAT (Cantal), le 3 juillet 1968, publiée au bureau des hypothèques d'AURILLAC le 25 juillet 1968, volume 2238, numéro 2, ci-après littéralement retranscrite :

"Mlle et M. font ici observer que les sources qui jaillissent sur ladite montagne irriguent et alimentent en eau la propriété dite du "Sérieys" cadastrée section A, Nos 222.28.192.215.219.220.221.226 & section B, N° 205."

Etant ici précisée que la "montagne" ci-dessus visée comprenait aux termes dudit acte plusieurs parcelles dont celle objet du présent bail.

A ce sujet, le **BAILLEUR** déclare que ces sources ne se trouvent pas sur le **BIEN** objet des présentes.

DUREE

Le présent bail est consenti et accepté pour une durée de 30 (TRENTÉ) années entières et consécutives, prenant effet rétroactivement au 1er janvier 2018 pour finir le 31 décembre 2047.

Le bail prendra fin à l'arrivée du terme, sans que le **BAILLEUR** soit tenu de délivrer congé à l'**EMPHYTEOTE**.

Conformément à l'article L. 451-1, alinéa 2, du Code rural et de la pêche maritime, le bail ne peut se prolonger par tacite reconduction.

Ainsi, à l'expiration de la durée du bail, l'**EMPHYTEOTE**, ou son ayant droit, ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un quelconque droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement.

Le présent bail emphytéotique ne prendra pas fin en cas de décès du **BAILLEUR**, ni en cas de fusion ou absorption de l'**EMPHYTEOTE**.

ETAT DES LIEUX

Compte tenu de l'effet rétroactif du présent bail emphytéotique, l'**EMPHYTEOTE** a pris le **BIEN** dans l'état où il se trouvait à la date de son entrée en jouissance.

Les **PARTIES** conviennent qu'un état des lieux sera établi contradictoirement et à frais communs dans le délai d'un mois à compter des présentes.

A défaut, l'une des **PARTIES** pourra établir unilatéralement un état des lieux qu'elle notifiera à l'autre par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Cette dernière disposera de deux mois pour faire ses observations sur le projet d'état des lieux ou pour l'accepter.

A l'expiration de ce délai de deux mois, son silence vaudra accord.

L'état des lieux sera alors définitif et réputé établi contradictoirement.

SITUATION LOCATIVE

Le **BAILLEUR** déclare Monsieur et Madame son épouse, locataires aux termes d'un bail sous seing privé en date à MURAT du 11 octobre 1971 ainsi qu'il a été rappelé dans le bail initial, ont quitté les lieux, ainsi que cela résulte d'un document en date du 7 avril 2000 établi par des experts agricoles dont une copie est annexée, et que l'**IMMEUBLE** est libre de toute location, habitation ou occupation.

CONDITIONS DE JOUISSANCE

1. Jouissance

L'**EMPHYTEOTE** jouira de l'**IMMEUBLE** loué raisonnablement sans commettre ni souffrir qu'il y soit fait des dégâts ou des dégradations.

L'**EMPHYTEOTE** pourra effectuer tout changement du **BIEN** qu'il jugera utile sous réserve du respect de la destination des lieux ci-après définie.

L'**EMPHYTEOTE** restera garant à l'égard du **BAILLEUR** de l'absence de toute pollution chimique, biologique ou autres.

L'**EMPHYTEOTE** devra prendre les dispositions utiles pour n'apporter aucun trouble de quelque nature qu'il soit aux propriétés voisines, particulièrement en cas de réalisation de travaux sur le **BIEN**.

L'**EMPHYTEOTE** devra maintenir une clôture autour de la retenue d'eau de façon à assurer la sécurité des animaux et des personnes.

Il aura à sa charge la pose et l'entretien de ladite clôture, ainsi que le maintien carrossable du chemin extérieur à la clôture créé à l'occasion de l'agrandissement du lac et permettant l'accès au buron.

Ce chemin extérieur devra demeurer accessible et circulaire par les parties.

Pendant tout le cours du bail, le **BAILLEUR** autorise l'**EMPHYTEOTE**, pour assurer la jouissance du **BIEN**, à utiliser le chemin d'exploitation des Gardes existant, et le chemin en périphérie de la retenue.

2. Empiètement - Usurpations

L'**EMPHYTEOTE** s'opposera à tous empiètements et à toutes usurpations et devra avertir le **BAILLEUR** de tous ceux qui pourraient se produire dans le délai prescrit par l'article 1768 du Code civil, sous peine de tous dépens, dommages-intérêts.

3. Destination des lieux

Le régime du bail emphytéotique prévoit que l'emphytéote peut librement affecter les lieux loués.

Toutefois, les **PARTIES** conviennent d'affecter le **BIEN** et ses ouvrages à l'alimentation de l'usine à neige de la station de sports d'hiver "SUPER LIORAN" à l'exception de tout autre usage.

Est prohibée toute autre utilisation, notamment à des fins touristiques et de loisirs, ou de production d'énergie électrique.

4. Réparations et entretien

L'**EMPHYTEOTE** devra, pendant tout le cours du bail, entretenir tant les ouvrages existant à ce jour que ceux qu'il aura lui-même édifiés ou améliorés en bon état de réparations.

Le **BAILLEUR** aura le droit de faire visiter le **BIEN** par son architecte ou son mandataire une fois par an, à ses frais, pour s'assurer de l'exécution de tous travaux d'entretien et de réparation.

5. Grosses réparations - Reconstruction

Conformément aux dispositions de l'article L 451-8 deuxième alinéa du Code rural et de la pêche maritime, l'**EMPHYTEOTE**, en ce qui concerne les constructions existant au moment du bail et celles qui auront été élevées par la suite, est tenu des réparations de toute nature, sans obligation de reconstruire les bâtiments s'il prouve qu'ils ont été détruits par cas fortuit, force majeure ou qu'ils ont péri par le vice de la construction antérieure au bail.

En cas de retard dans l'exécution de travaux imposés à l'**EMPHYTEOTE** par l'autorité publique, l'**EMPHYTEOTE** supportera toutes amendes et pénalités de manière à ce que le **BAILLEUR** ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

Si les aménagements et constructions périssent par cas fortuit ou force majeur, l'**EMPHYTEOTE** ne sera pas obligé de reconstruire dès l'instant où il assurera la remise complète des lieux dans leur état initial, c'est-à-dire leur état lors de la conclusion du bail des 9 mai et 11 juin 1997 susvisés.

6. Mise aux normes des bâtiments

De convention expresse, le **BAILLEUR** ne sera pas tenu d'effectuer les travaux rendus nécessaires par la mise en conformité des ouvrages et installations existants à ce jour avec les règles de protection de l'environnement imposées par l'autorité administrative.

Le **BAILLEUR** autorise, d'ores et déjà, l'**EMPHYTEOTE** à effectuer tous les travaux requis.

L'**EMPHYTEOTE** informera alors le **BAILLEUR** de toutes les mesures qu'il aura pu prendre pour parvenir à cette mise aux normes techniques.

En cas de retard dans l'exécution de travaux imposés à l'**EMPHYTEOTE** par l'autorité administrative, l'**EMPHYTEOTE** supportera toutes amendes et pénalités de manière à ce que le **BAILLEUR** ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

7. Assurances

L'**EMPHYTEOTE** devra, pendant toute la durée du présent bail, assurer :

- tous les biens et équipements lui appartenant et garnissant le fonds,
- le recours des propriétaires et le risque des voisins,
- ses salariés contre les risques d'accident du travail.

L'**EMPHYTEOTE** devra également contracter, dès le début des travaux, une assurance contre les risques civils et tout risque en relation avec les aménagements projetés s'ils sont réalisés.

L'**EMPHYTEOTE** paiera les primes à leurs échéances et en justifiera au **BAILLEUR** par la production des attestations d'assurance et des quittances des primes.

8. Changement du fonds - Constructions - Améliorations

Sous réserve du respect de la destination des lieux ci-dessus définie, l'**EMPHYTEOTE** pourra effectuer sur le fonds dont il s'agit, sans l'autorisation du **BAILLEUR**, toutes constructions et toutes améliorations qu'il jugera utiles, à ses frais, à charge pour lui de solliciter toutes les autorisations administratives nécessaires, et notamment de faire toute demande de permis de construire ou toute déclaration de travaux requises par la réglementation en vigueur, et de respecter les droits des tiers, et notamment des propriétaires riverains.

L'**EMPHYTEOTE** sera également tenu, en qualité de maître de l'ouvrage, de souscrire toutes assurances de construction, et notamment toutes assurances dommages ouvrage et assurances de responsabilité.

S'il fait des améliorations ou des constructions qui augmentent la valeur du **BIEN**, l'**EMPHYTEOTE** ne pourra ni les détruire, ni réclamer à cet égard aucune indemnité, les constructions nouvelles et améliorations revenant au **BAILLEUR** de plein droit à la fin du bail, quelle qu'en soit la cause, sans indemnité.

L'**EMPHYTEOTE** ne pourra apporter au **BIEN** aucune modification significative sans avoir préalablement obtenu l'accord écrit du **BAILLEUR**.

9. Droit d'accession

L'**EMPHYTEOTE** profite du droit d'accession pendant toute la durée du bail conformément à l'article L. 451-10 du Code rural et de la pêche maritime.

10. Servitudes

L'**EMPHYTEOTE** supportera les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues pouvant grever le **BIEN** et profitera de celles actives s'il en existe, ce sans garanties du **BAILLEUR**, ainsi qu'il a été dit ci-dessus.

L'**EMPHYTEOTE** pourra en outre acquérir au profit du **BIEN** des servitudes actives et le grever, par titres, de servitudes passives, pour un temps qui n'excèdera pas la durée du bail, à charge d'avertir le **BAILLEUR**.

11. Fin du bail - Obligations de l'EMPHYTEOTE

Quelle que soit la cause de la fin du bail, à sa sortie, l'**EMPHYTEOTE** devra restituer au **BAILLEUR** le **BIEN** en bon état de réparation, et ce conformément à l'état des lieux qui aura été dressé comme il est dit ci-dessus, et sauf les modifications et transformations régulièrement autorisées et effectuées au cours du bail.

Les aménagements réalisés par l'**EMPHYTEOTE** demeureront acquis au **BAILLEUR** sans que l'**EMPHYTEOTE** puisse prétendre à aucune indemnisation.

A la fin du bail, le **BAILLEUR** aura aussi la faculté de demander, si bon lui semble :

- soit la remise en état initial du terrain,
- soit un aménagement partiel qui permettra un drainage total de la parcelle, le tout sous réserve des autorisations administratives éventuelles.

12. Condition essentielle et déterminante de maintien de l'alimentation de l'abreuvoir et du buron

Les **PARTIES** rappellent qu'avant création du lac, une "levade" permettait de ramener de l'eau vers le buron grâce à une rigole à flanc de colline.

Lors de la création du lac en 1997, il a été initialement convenu de faire transiter cette eau vers le lac à l'air libre via une "cunette" en pierre, ainsi que cela été précisé dans le descriptif des travaux figurant dans la note technique annexée au bail du 11 juin 1997.

Toutefois, lors de la réalisation des travaux en 1997, le principe de la cunette a été abandonné d'un commun accord entre les parties au profit d'un réseau de tuyaux enterrés allant vers le lac ainsi qu'à l'abreuvoir et au buron.

Lors des travaux d'agrandissement du lac, le réseau de tuyaux a été déplacé et refait sur le même principe.

A titre de condition essentielle et déterminante, le **BAILLEUR** souhaite qu'en toute hypothèse la continuité des alimentations en eau existantes à ce jour soit maintenue par l'**EMPHYTEOTE**, notamment si le lac venait à être démantelé.

CESSION - HYPOTHEQUE - APPORT EN SOCIETE

1. Cession du bail - Hypothèque

Le bail confère à l'**EMPHYTEOTE** un droit réel susceptible d'hypothèque.
En outre, ce droit peut être cédé et saisi.

2. Apport à une société

Tout apport à une société devra, pour être opposable au **BAILLEUR**, lui être signifié conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

3. Sous-location

L'**EMPHYTEOTE** pourra librement sous-louer le **BIEN** ou en concéder l'exploitation à des tiers pour la durée du bail restant à courir ou pour une durée inférieure.

En conséquence, à son expiration, par arrivée du terme ou toute autre cause, tous baux ou conventions d'occupation quelconques consentis par l'**EMPHYTEOTE** prendront fin de plein droit.

REDEVANCE

Le bail est consenti et accepté moyennant une redevance annuelle fixée à **MILLE QUATRE CENT SEIZE EUROS ET QUATRE-VINGT-DIX-HUIT CENTIMES (1 416,98 EUR)**.

Ce montant sera actualisé chaque année, à la date anniversaire de prise d'effet du bail.

Le paiement des redevances s'effectuera d'avance (paiement à échoir) au domicile du **BAILLEUR** par chèque ou virement bancaire.

L'**EMPHYTEOTE** s'oblige à payer la redevance au **BAILLEUR** ou à son fondé de pouvoir le 15 mars de chaque année.

Par suite de la rétroactivité du présent bail, l'**EMPHYTEOTE** règlera au **BAILLEUR**, et ce dans les deux mois des présentes, la somme de 7 720,73 EUR correspondant, ainsi que les parties le déclarent et le reconnaissant :

- Au loyer de l'année en cours (échéance du 15 mars 2024),
- Aux loyers des années précédentes non encore réglés :
- . les échéances du 15 mars 2021, du 15 mars 2022, et du 15 mars 2023,
- . les reliquats de loyers à verser pour les échéances du 15 mars 2018, du 15 mars 2019, et du 15 mars 2020.

La première année, en sus de cette redevance, l'**EMPHYTEOTE** versera, en dehors de la comptabilité de l'office notarial, au **BAILLEUR** la somme définitive et forfaitaire de **SIX MILLE EUROS (6 000,00 EUR)** à titre d'indemnité pour dépotage des matériaux de chantier sur les parcelles cadastrées section B numéros 680 et 706.

D'un commun accord entre Madame et Monsieur

cette indemnité sera répartie entre eux comme suit :

- à concurrence de SEPT CENT VINGT-TROIS EUROS ET QUATRE-VINGT-NEUF CENTIMES (723,89 EUR) pour Madame propriétaire d'UN HUITIEME (1/8ème) en USUFRUIT de la parcelle cadastrée section B numéro 706 ;
- à concurrence de CINQ MILLE DEUX CENT SOIXANTE-SEIZE EUROS ET ONZE CENTIMES (5 276,11 EUR) pour Monsieur propriétaire de la TOTALITE en PLEINE PROPRIETE de la parcelle cadastrée section B numéro 680 et propriétaire des SEPT HUITIEMES (7/8èmes) en PLEINE-PROPRIETE et d'UN HUITIEME (1/8ème) en NUE-PROPRIETE de la parcelle cadastrée section B numéro 706.

DISPENSE D'AVIS DE L'AUTORITE COMPETENTE DE L'ETAT

Les présentes n'ont pas à être précédées de l'avis de l'autorité compétente prévu par le Code général de la propriété des personnes publiques comme étant d'un montant inférieur au seuil fixé par l'autorité compétente de l'Etat.

Le seuil actuel est de 24.000 euros annuel, charges comprises, tel que fixé par l'arrêté du 5 décembre 2016 au visa de l'article L 1311-10 du Code général des collectivités territoriales.

REPARTITION DE LA REDEVANCE

- D'un commun accord entre Madame et Monsieur
la redevance sera répartie entre eux comme suit :
- à concurrence d'UN HUITIEME (1/8ème) pour Madame
 - à concurrence de SEPT HUITIEMES (7/8èmes) pour Monsieur

Etant ici rappelé qu'en cas de décès de l'usufruitière, savoir Madame ou de renonciation par cette dernière à son usufruit, la redevance devra être versée en totalité à Monsieur en raison de la réunion entre ses mains de la pleine propriété.

REVISION DE LA REDEVANCE

La redevance ci-dessus fixée sera révisée à l'expiration de chaque année à la date anniversaire de prise d'effet du bail dans les conditions suivantes :

- indexation de 50 % de la redevance sur l'augmentation moyenne des tarifs des remontées mécaniques "JOUR-TOUT DOMAINE ADULTE" (base tarif saison 2017-2018 soit 32,00 EUR) ;
- indexation de 50 % de la redevance, soit le surplus, sur l'augmentation moyenne des tarifs de l'eau fixé par la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès (base tarif 2018 soit 1,25 EUR).

Il est convenu qu'en cas d'absence à l'avenir d'activité "ski", l'indexation se fera en totalité sur la base du tarif de l'eau.

Si pour un motif quelconque, la redevance en question n'était pas définitivement fixée lors de l'échéance du terme qui suivra la demande de révision, l'EMPHYTEOTE ne pourra pas en profiter pour différer le paiement, et devra verser une somme égale à celle acquittée précédemment, sauf compte ultérieur, à moins que la juridiction saisie, si le diffèrent venait devant elle, estime utile de fixer un loyer provisoirement différent, notamment à la demande en révision faite dans les formes légales.

CHARGES, IMPOTS ET TAXES

L'EMPHYTEOTE acquittera pendant toute la durée du bail et en sus de la redevance ci-dessus stipulée, les charges, impôts, contributions, taxes et redevances de toute nature auxquels le BIEN et les ouvrages qui y seront édifiés peuvent et pourront être assujettis, même ceux qui, de droit, sont à la charge du BAILLEUR.

RESILIATION DU BAIL

1. A la demande de l'EMPHYTEOTE

L'EMPHYTEOTE pourra demander la résiliation du bail en cas de destruction, par cas fortuit, d'une partie du BIEN compromettant l'équilibre économique du fonds loué.

Il est précisé que le **EMPHYTEOTE** ne peut se libérer de la redevance ni se soustraire à ses obligations en délaissant le fonds.

2. A la demande du BAILLEUR

Le **BAILLEUR** pourra demander la résiliation du bail :

- à défaut de paiement à l'échéance de deux termes annuels de redevance, constaté dans les conditions fixées à l'article L.451-5 du Code rural et de la pêche maritime.
- en cas d'agissements de l'**EMPHYTEOTE** de nature à compromettre la bonne exploitation du fonds.
- en cas d'inexécution de l'une ou l'autre des charges et conditions du présent bail, conventionnelles ou légales, si bon semble au **BAILLEUR**, SIX (6) mois après un simple commandement de payer ou mise en demeure d'exécuter demeurés infructueux.

III - CONSTITUTION DE SERVITUDE

Le propriétaire du fonds servant concède au profit du fonds dominant, ce qui est accepté par son propriétaire, un droit de pompage dans le lac.

DESIGNATION DU FONDS DOMINANT ET DU FONDS SERVANT

FONDS DOMINANT

Désignation

A SAINT-JACQUES-DES-BLATS (CANTAL) (15800), Buron des Gardes,
Un buron et sa réserve d'eau, un abreuvoir, un buron en ruine, et terrain attenant en nature de pâture,
Figurant ainsi au cadastre :

| Section | N° | Lieu-dit | Surface |
|---------|-----|------------------|------------------|
| B | 680 | BURON DES GARDES | 00 ha 24 a 27 ca |
| B | 682 | BURON DES GARDES | 00 ha 11 a 30 ca |
| B | 704 | BURON DES GARDES | 30 ha 95 a 43 ca |
| B | 706 | BURON DES GARDES | 06 ha 72 a 86 ca |

Total surface : 38 ha 03 a 86 ca

Propriétaires

Parcelles cadastrées section B numéro 680 et section B numéro 682 :

Monsieur _____ susnommé et comparant aux présentes.

Parcelles cadastrées section B numéro 704 et section B numéro 706 :

Madame _____ susnommée et comparante aux présentes, propriétaire d'UN HUITIEME (1/8ème) en USUFRUIT.

Et Monsieur _____ susnommé et comparant aux présentes, propriétaire des SEPT HUITIEMES (7/8èmes) en PLEINE-PROPRIETE et d'UN HUITIEME (1/8ème) en NUE-PROPRIETE.

Effet relatif

Parcelles cadastrées section B numéro 680 et section B numéro 682 :

Du chef de Monsieur _____ propriétaire de la TOTALITE en PLEINE-PROPRIETE :

Attestation de propriété suite au décès de Monsieur _____ survenu à MURAT le 1er septembre 1972, son père, suivant acte reçu par Maître Guy DRIJARD, notaire

à MURAT (Cantal), le 12 novembre 1974, publié au service de la publicité foncière d'AURILLAC le 20 janvier 1975, volume 3132, numéro 25.

Partage suivant acte reçu par Maître Jacques TURQUET, notaire à MURAT (Cantal), le 12 octobre 2020, publié au service de la publicité foncière d'AURILLAC le 12 novembre 2020, volume 2020P, numéro 6476.

Parcelles cadastrées section B numéro 704 et section B numéro 706 :

Du chef de Madame propriétaire d'UN HUITIEME (1/8ème) en USUFRUIT :

Attestation de propriété suite au décès de Monsieur survenu à
son mari, suivant acte reçu par Maître Guy DRIJARD, notaire à MURAT (Cantal), le 12 novembre 1974, publié au service de la publicité foncière d'AURILLAC le 20 janvier 1975, volume 3132, numéro 25.

Du chef de Monsieur propriétaire des SEPT HUITIEMES (7/8èmes) en PLEINE-PROPRIETE et d'UN HUITIEME (1/8ème) en NUE-PROPRIETE :

Attestation de propriété suite au décès de Monsieur survenu à
son père, suivant acte reçu par Maître Guy DRIJARD, notaire à MURAT (Cantal), le 12 novembre 1974, publié au service de la publicité foncière d'AURILLAC le 20 janvier 1975, volume 3132, numéro 25.

Partage après le décès de Madame survenu à
tenant lieu d'attestation de propriété immobilière
suivant acte reçu par Maître Jacques TURQUET, notaire à MURAT (Cantal), le 24 septembre 2022, publié au service de la publicité foncière d'AURILLAC le 20 octobre 2022, volume 2022P, numéro 7767.

FONDS SERVANT

Désignation

A SAINT-JACQUES-DES-BLATS (CANTAL) (15800), Buron des Gardes,
Une parcelle de terrain en nature de pâture sur laquelle se trouve un plan d'eau,
Figurant ainsi au cadastre :

| Section | N° | Lieudit | Surface |
|---------|-----|------------------|------------------|
| B | 707 | BURON DES GARDES | 02 ha 22 a 83 ca |

Propriétaires

D'une part :

Madame susnommée et comparante aux
présentes, propriétaire d'UN HUITIEME (1/8ème) en USUFRUIT.
Et Monsieur susnommé et comparant aux présentes,
propriétaire des SEPT HUITIEMES (7/8èmes) en PLEINE-PROPRIETE et d'UN HUITIEME (1/8ème) en NUE-PROPRIETE.

Agissant en qualité de bailleurs de ladite parcelle,

Et d'autre part :

La collectivité territoriale dénommée **DEPARTEMENT DU CANTAL**, susnommée et comparante aux présentes.

Agissant en qualité d'emphytéote de ladite parcelle.

Effet relatif

Du chef de Madame , bailleur et propriétaire d'UN HUITIEME (1/8ème) en USUFRUIT :

Attestation de propriété suite au décès de Monsieur , survenu à , son mari, suivant acte reçu par Maître Guy DRIJARD, notaire à MURAT (Cantal), le 12 novembre 1974, publié au service de la publicité foncière d'AURILLAC le 20 janvier 1975, volume 3132, numéro 25.

Du chef de Monsieur , bailleur et propriétaire des SEPT HUITIEMES (7/8èmes) en PLEINE-PROPRIETE et d'UN HUITIEME (1/8ème) en NUE-PROPRIETE :

Attestation de propriété suite au décès de Monsieur , survenu à , son père, suivant acte reçu par Maître Guy DRIJARD, notaire à MURAT (Cantal), le 12 novembre 1974, publié au service de la publicité foncière d'AURILLAC le 20 janvier 1975, volume 3132, numéro 25.

Partage après le décès de Madame , survenu à , tenant lieu d'attestation de propriété immobilière suivant acte reçu par Maître Jacques TURQUET, notaire à MURAT (Cantal), le 24 septembre 2022, publié au service de la publicité foncière d'AURILLAC le 20 octobre 2022, volume 2022P, numéro 7767.

Du chef de la collectivité territoriale dénommée DEPARTEMENT DU CANTAL,
emphytéote :

Bail emphytéotique objet du présent acte reçu par le notaire soussigné, et qui sera publié au service de la publicité foncière d'AURILLAC.

MODALITES D'EXERCICE DE LA SERVITUDE

Le propriétaire du fonds servant concède au profit du fonds dominant un droit de pompage pour alimenter l'abreuvoir proche du buron ainsi que la réserve d'eau du buron à des fins non alimentaires, étant ici précisé que le remplissage de l'abreuvoir devra être géré par flotteur afin de limiter le prélèvement aux besoins des animaux et non pour un autre usage.

Un plan matérialisant l'emplacement de l'abreuvoir et de la réserve d'eau est annexé.

ABSENCE D'INDEMNITÉ

Cette constitution de servitude est consentie sans aucune indemnité.

PUBLICITE FONCIERE - CHARGES ET CONDITIONS - FISCALITE

Toute servitude conventionnelle doit être publiée au service de la publicité foncière compétent (décret n° 55-22 du 4 janvier 1955, article 28 1° a).

La présente constitution de servitude a lieu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et particulièrement sous les conditions relatives aux présentes. Elle est consentie sans aucune indemnité.

Elle s'analyse en une disposition dépendante au sens de l'article 670 du Code général des impôts, par suite, la taxe de publicité foncière fixée par l'article 678 du Code général des impôts n'est pas exigible.

EVALUATION

La présente constitution de servitude est évaluée à QUINZE EUROS (15,00 EUR).

| |
|-------------------------------------------|
| IV - AUTRES DISPOSITIONS - CLOTURE |
|-------------------------------------------|

DISPOSITIONS RELATIVES A L'URBANISME

CERTIFICAT D'URBANISME D'INFORMATION

Un certificat d'urbanisme d'information, dont une copie est annexée, a été délivré le 19 octobre 2023.

Le contenu de ce certificat dont le détail a été intégralement porté à la connaissance des **PARTIES**, ce qu'elles reconnaissent, est le suivant :

- Les dispositions d'urbanisme applicables.
- Les servitudes d'utilité publique.
- Le droit de préemption.
- Le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain.
- Les avis ou accords nécessaires.
- Les observations.

Les PARTIES :

- s'obligent à faire leur affaire personnelle de l'exécution des charges et prescriptions et du respect des servitudes publiques et autres limitations administratives au droit de propriété qui sont mentionnées en ce document au caractère purement informatif et dont elles déclarent avoir pris connaissance ;

- reconnaissent que le notaire soussigné leur a fourni tous éclaircissements complémentaires sur la portée, l'étendue et les effets de ces charges et prescriptions ;

- déclarent qu'elles n'ont jamais fait de l'obtention d'un certificat d'urbanisme pré-opérationnel et de la possibilité d'exécuter des travaux nécessitant l'obtention préalable d'un permis de construire une condition des présentes.

DIAGNOSTICS ENVIRONNEMENTAUX

ETAT DES RISQUES ET POLLUTIONS

En application des articles L. 125-5, L. 125-6, L. 125-7 et R. 125-23 à 27 du Code de l'Environnement, demeure annexé aux présentes un Etat des Risques et Pollutions, aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, pollution des sols et radon.

Etétabli par la société Média Immo et sous sa responsabilité, cet état des risques contient les informations suivantes :

- Etat des Risques et Pollutions avec information Radon
- Arrêtés de catastrophes naturelles
- Déclaration de sinistres indemnisés
- Extrait cadastral
- Zonage réglementaire sur la sismicité
- Carte mouvement de terrain argile
- Cartographie des risques PPR
- Arrêtés préfectoraux
- Liste des communes à risque
- Basol avec cartographie et inventaire
- Basias actifs avec cartographie et inventaire
- Basias terminés avec cartographie et inventaire
- Basias inconnus avec cartographie et inventaire
- ERPS devenant SIS le 1^{er} janvier 2019
- ICPE avec cartographie et inventaire

Ainsi que l'attestation d'assurance de responsabilité civile de la compagnie GENERALI pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2024.

Les **PARTIES** déclarent avoir pris connaissance de l'ensemble de ces éléments et avoir obtenu du notaire soussigné les compléments d'information souhaités.

Sismicité

L'IMMEUBLE est situé dans une zone .

Radon

L'IMMEUBLE est situé dans une zone .

ABSENCE DE SINISTRES AVEC INDEMNISATION

Le BAILLEUR déclare qu'à sa connaissance l'IMMEUBLE n'a pas subi de sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité, notamment en application de l'article L 125-2 ou de l'article L 128-2 du Code des assurances.

SITUATION ENVIRONNEMENTALE**CONSULTATION DE BASES DE DONNÉES ENVIRONNEMENTALES**

La base de données relative aux risques naturels et technologiques (Géorisques) a été consultée.

Une copie de cette consultation est annexée.

RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Toute atteinte non négligeable aux éléments ou aux fonctions des écosystèmes ou aux bénéfices collectifs tirés par l'homme de l'environnement engage la responsabilité de son auteur, qui sera tenu d'en assurer la réparation, en vertu des dispositions des articles 1246 et 1247 du Code civil.

Il est fait observer que les dépenses exposées pour prévenir la réalisation imminente d'un dommage, pour éviter son aggravation ou pour en réduire les conséquences constituent un préjudice réparable (article 1251 du Code civil).

OBLIGATION GÉNÉRALE D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS

Le propriétaire doit supporter le coût de la gestion jusqu'à l'élimination des déchets, qu'ils soient les siens, ceux de ses locataires ou précédents propriétaires, pouvant le cas échéant se trouver sur l'IMMEUBLE.

L'article L 541-1-1 du Code de l'environnement définit le déchet comme *"toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire"*.

Sont exclus de la réglementation sur les déchets les sols non excavés, y compris les sols pollués non excavés et les bâtiments reliés au sol de manière permanente, les sédiments déplacés au sein des eaux de surface aux fins de gestion des eaux et des voies d'eau, de prévention des inondations, d'atténuation de leurs effets ou de ceux des sécheresses ou de mise en valeur des terres, s'il est prouvé que ces sédiments ne sont pas dangereux, les effluents gazeux émis dans l'atmosphère, le dioxyde de carbone capté et transporté en vue de son stockage géologique et effectivement stocké dans une formation géologique, la paille et les autres matières naturelles non dangereuses issues de l'agriculture ou de la sylviculture et qui sont utilisées dans le cadre de l'exploitation agricole ou sylvicole, et les matières radioactives (article L 541-4-1 de ce Code).

Les terres prennent un statut de déchet dès qu'elles sont extraites du site de leur excavation.

Selon les dispositions de l'article L 541-2 du Code de l'environnement, tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion et en est responsable jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

L'élimination des déchets comporte les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, ainsi qu'au dépôt ou au rejet dans le milieu naturel de tous autres produits dans les conditions propres à éviter les nuisances.

Il est fait observer que le simple détenteur de déchet ne peut s'exonérer de son obligation que s'il prouve qu'il est étranger à l'abandon des déchets et qu'il n'a pas permis ou facilité cet abandon par complaisance ou négligence.

En outre, les **PARTIES** sont dûment informées des dispositions de l'article L 125-7 du Code de l'environnement selon lesquelles lorsque dans un terrain, faisant l'objet d'une transaction, n'a pas été exploitée une installation soumise à autorisation ou à enregistrement et en présence d'informations rendues publiques en application de l'article L 125-6 de ce Code faisant état d'un risque de pollution des sols l'affectant, le vendeur ou le bailleur du terrain est tenu d'en informer par écrit l'acquéreur ou le locataire.

Il est précisé qu'"à défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à sa destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans après la découverte de la pollution, l'acheteur ou le locataire a le choix de poursuivre la résolution du contrat ou, selon le cas, de se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer ; l'acheteur peut aussi demander la remise en état du terrain aux frais du vendeur lorsque le coût de cette remise en état ne paraît pas disproportionné au prix de vente" (article L 125-7 du même code).

PUBLICITE FONCIERE

Le présent acte sera publié au service de la publicité foncière d'AURILLAC.

TAXE DE PUBLICITÉ FONCIÈRE

Le présent acte est soumis à un droit fixe de 125 euros en vertu des dispositions de l'article 1048 ter du Code général des impôts.

CONTRIBUTION DE SÉCURITÉ IMMOBILIÈRE

Pour la perception de la contribution de sécurité immobilière fixée par l'article 879 du Code général des impôts, les **PARTIES** déclarent que le montant cumulé des redevances (indemnité pour dépotage ci-dessus visée de 6.000,00.EUR incluse) et des charges est évalué pour la durée du bail à QUARANTE-HUIT MILLE CINQ CENT NEUF EUROS ET QUARANTE CENTIMES (48 509,40 EUR).

COPIE EXECUTOIRE NOMINATIVE

Une copie exécutoire nominative des présentes sera remise au **BAILLEUR**, aux frais de l'**EMPHYTEOTE**.

FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments des présentes seront supportés par l'**EMPHYTEOTE**, ainsi qu'il s'y oblige.

ORIGINE DE PROPRIETE

L'origine de propriété figure dans l'exposé qui précède.

NÉGOCIATION DIRECTE ENTRE LES PARTIES

Les **PARTIES** déclarent que les conventions ont été négociées directement entre elles, sans le concours ni la participation d'un intermédiaire.

Si cette déclaration se révélait erronée, les éventuels honoraires de cet intermédiaire seraient à la charge des auteurs de la déclaration inexacte.

CONCLUSION DU CONTRAT

Les **PARTIES** déclarent que les dispositions du présent contrat ont été, en respect des règles impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi.
Elles affirment qu'il reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

DEVOIR D'INFORMATION RÉCIPROQUE

En application de l'article 1112-1 du Code civil qui impose aux **PARTIES** un devoir précontractuel d'information, qui ne saurait toutefois porter sur l'estimation de la valeur de la prestation, le **BAILLEUR** déclare avoir porté à la connaissance de l'**EMPHYTEOTE** l'ensemble des informations dont il dispose ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent contrat et dont l'importance pourrait être déterminante de son consentement.

Ce devoir s'applique à toute information sur les caractéristiques juridiques, matérielles et environnementales relatives au **BIEN**, ainsi qu'à son usage, dont il a personnellement connaissance par lui-même et par des tiers, sans que ces informations puissent être limitées dans le temps.

Le **BAILLEUR** reconnaît être informé qu'un manquement à ce devoir serait sanctionné par la mise en œuvre de sa responsabilité, avec possibilité d'annulation du contrat s'il a vicié le consentement de l'**EMPHYTEOTE**.

Pareillement, l'**EMPHYTEOTE** déclare avoir rempli les mêmes engagements, tout manquement pouvant être sanctionné comme indiqué ci-dessus.

Le devoir d'information est donc réciproque.

Les **PARTIES** attestent que les informations déterminantes connues d'elles, données et reçues, sont rapportées aux présentes.

ELECTION DE DOMICILE

Les **PARTIES** élisent domicile :

- en leur demeure ou siège respectif pour l'exécution des présentes et de leurs suites,
- en l'office notarial pour la publicité foncière, l'envoi des pièces et la correspondance s'y rapportant.

CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIÈCES

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces aux **PARTIES** s'effectuera aux adresses indiquées en tête des présentes.

POUVOIRS - PUBLICITÉ FONCIÈRE

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière ou réparer une erreur matérielle telle que l'omission d'une pièce annexe dont le contenu est relaté aux présentes, les **PARTIES** agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout collaborateur de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les

organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),

- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités.

L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées.

Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant.

Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière.

Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si les personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

CERTIFICATION D'IDENTITÉ

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des **PARTIES** dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

ACTE ELECTRONIQUE ET ANNEXES

Les annexes, qui comprennent notamment la fiche de taxe, forment un tout indivisible avec l'acte.

Les **PARTIES** reconnaissent que l'ensemble a été porté à leur connaissance avec toutes explications utiles par le notaire soussigné.

L'acte étant établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour les annexes.

DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en entête du présent acte.

Et lecture faite, les **PARTIES** ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de leur signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-24

Règlements intérieurs portant organisation des Commissions d'Appel d'Offres (CAO) et des Commissions à Marchés Adaptés (CMAPA) du Conseil départemental du Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent excusé ayant donné pouvoir : M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Céline CHARRIAUD

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code de la commande publique ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le JORF n° 0283 du 7 décembre 2023 publiant les nouveaux seuils de procédures pour les marchés publics applicables au 1^{er} janvier 2024 ;

- **APPROUVE** les quatre règlements intérieurs portant organisation des :

- CAO du Conseil départemental dont les jurys de concours,
- CMAPA du Conseil départemental,
- CAO spécifiques pour les activités de la station du Lioran dont les jurys de concours,
- CMAPA spécifiques pour les activités de la station du Lioran.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



REGLEMENT INTERIEUR
DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES A PROCEDURE FORMALISEE
(CAO)
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

Ce règlement est également applicable aux Jurys de concours.

Conseil départemental du 27 septembre 2024

Etabli conformément et en référence aux dispositions du Code de la commande publique et du Code général des collectivités territoriales.

Pour l'ensemble des procédures formalisées, le Pouvoir Adjudicateur est tenu de respecter les règles édictées par le présent règlement.

Composition :

Le Président du Conseil départemental est le Président de la CAO. Celle-ci se réunit sous sa présidence ou celle de son représentant désigné par arrêté.

Les 5 membres titulaires de la commission sont désignés par une délibération du Conseil départemental. Les membres suppléants peuvent assister aux séances de la commission en l'absence de leur titulaire.

Sur invitation du Président de la commission, le comptable chargé de la collectivité et le représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative. Leurs observations sont consignées dans le procès-verbal.

Le Président de la commission peut requérir l'avis de personnalités qualifiées pour leur compétence technique au regard des dossiers examinés : agents des services départementaux ou personnes extérieures.

Ils ont une voix consultative et ne peuvent assister qu'à la partie des débats relatifs aux questions pour lesquelles leur présence a été demandée.

Les personnels du Service des Marchés du Département assistent aux CAO. Le secrétariat de la Commission est assuré par le Service des Marchés.

La CAO, peut avoir recours à un système de Vidéo conférence pour assurer la participation des membres ou des personnes qualifiées. Une invitation par courriel sur l'adresse professionnelle xxxx@cantal.fr est envoyée par le service des marchés à chaque membre convoqué lorsqu'il ne peut se déplacer. Celui-ci doit s'enregistrer pour accéder à la salle de visio-conférence (plateforme sécurisée du Département).

Elle peut également avoir lieu par téléphone en utilisant le numéro du téléphone portable professionnel affecté à l'élu.

Les réunions de la CAO, ne sont pas publiques. Les candidats au marché ou à la concession ne peuvent donc pas y assister. Cette règle est également valable pour les réunions des jurys.

Pour certaines procédures, notamment celle de concours, de marché de conception réalisation et marchés globaux, les membres de la CAO sont membres de droit, la réunion d'un jury est obligatoire lorsque l'acheteur est soumis aux dispositions relatives à la maîtrise d'ouvrage

Convocations :

Le Président de la commission est convoqué par le Pouvoir adjudicateur dans un délai raisonnable d'au moins cinq jours avant la date fixée pour cette commission.

Les membres sont convoqués par le président de la CAO par courriel (invitation Outlook).

La convocation est accompagnée de l'ordre du jour de la séance.

Cet ordre du jour est prévisionnel et peut être modifié jusqu'au jour de la réunion de la commission.

Les convocations sont adressées par courriel (invitations envoyées par Outlook) aux membres au moins cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion. L'ordre du jour prévisionnel de la réunion est joint à la convocation.

Les membres suppléants présents, en remplacement d'un membre titulaire, sont comptés lors de la vérification du quorum.

La présence d'un suppléant est admise au sein de la commission d'appel d'offres en cas d'absence d'un titulaire. Dans la mesure du possible il est fait appel au suppléant appartenant au même courant d'expression de manière à respecter l'expression pluraliste des élus au sein de l'Assemblée délibérante. Les rapports d'analyse des offres sont remis aux membres en début de commission.

Les techniciens présents lors de la CAO seront également convoqués 5 jours avant la date de la commission et recevront l'ordre du jour.

Quorum :

En l'absence du Président ou de son représentant, la commission ne peut avoir lieu.

Le quorum est atteint, lorsque sont présents, plus de la moitié des membres (y compris en visioconférence).

Si après une première convocation ce nombre n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée sans conditions de délai. Elle se réunira sans condition de quorum.

Lors de la commission en cas de partage égal des voix, le Président de la commission a voix prépondérante.

Déontologie et confidentialité :

Les membres de la CAO sont garants de la mise en œuvre, de l'application et du respect de la charte de déontologie.

Avant chaque séance, les élus membres doivent déclarer :

- Si à leur connaissance ils se trouvent en situation de conflits d'intérêts au regard de la procédure de passation de marchés ou de concession concernée ;
- Si des circonstances sont susceptibles de le placer à court terme en situation de conflits d'intérêts.

Un membre de la commission peut se trouver en situation de conflit d'intérêt dans les cas suivants :

Il est soumissionnaire en qualité de personne physique ;

Il est membre de l'organe officiel, de l'organe de surveillance ou de tout autre organe appartenant à un soumissionnaire ayant le statut de personne morale ;

Il est associé ou membre d'une personne morale soumissionnaire ou associé passif du soumissionnaire ;

Il est employé du soumissionnaire ou d'un groupement d'entreprises dont le soumissionnaire fait partie ;

Il a participé à la préparation de documents pour le compte du candidat ou du soumissionnaire lors de la procédure.

Les membres de la CAO, ainsi que toute autre personne appelée à participer aux réunions, sont tenus à une stricte confidentialité à l'égard des informations non publiques :

- Dans tous les documents transmis par les soumissionnaires ;
- Lors des échanges avec les soumissionnaires quel que soit leur support ;
- Sur les arguments échangés lors des délibérations.

Constituent notamment des informations non publiques pour lesquelles la plus stricte confidentialité est de rigueur, notamment les rapports d'analyse des offres :

- Les informations contenues dans les candidatures ou les offres des soumissionnaires protégées par le secret en matière commerciale et industrielle. Il s'agit notamment des procédés (savoir – faire, description des matériels ou logiciels utilisés du personnel employé ou contenu des activités de recherche – développement et des stratégies commerciales) ;
- Les informations protégées par des droits de propriété intellectuelle (innovations, solutions proposées).

Compétences :

La CAO rend une décision sur l'ensemble des procédures formalisées. Elle est compétente pour désigner les attributaires.

En revanche, elle ne peut pas se prononcer sur la recevabilité des candidatures et rejeter les offres inacceptables, inappropriées, irrégulières ou anormalement basses.

La recevabilité et la régularité des offres relèvent de la compétence du Président ou de son représentant. Toutefois ces éléments sont présentés à la CAO afin qu'elle puisse se prononcer en connaissance de cause sur le choix du titulaire. Les décisions de rejet ne peuvent donc pas être prises avant que la CAO se soit prononcée sur le titulaire.

Les marchés passés selon une procédure formalisée sont ceux inscrits aux articles L2124-1 à L2124-4 du code de la commande publique à savoir :

- L'appel d'offre ouvert ou restreint ;
- La procédure avec négociation ;
- Le dialogue compétitif.

Le recours à une de ces procédures (à l'exception des cas prévues dans le CCP) est obligatoire dès lors que la valeur estimée du besoin (HT) est égale ou supérieure aux seuils européens.

Les seuils applicables au 1^{er} janvier 2024 (JORF n° 0283 du 7 décembre 2023) sont les suivants :

- 221 000 € HT pour les marchés de fournitures et services des collectivités territoriales ;
- 5 538 000 € HT pour les marchés de travaux des collectivités territoriales.

Pour l'appréciation du seuil de 5 %, il est pris en compte le montant cumulé du projet d'avenant avec les avenants intérieurs conclus le cas échéant.

Les rapports d'analyse sont envoyés au Président de la commission ou son Représentant par courriel au plus tard avant 16h00 la veille du jour de la CAO.

Le Président de la commission demande à chaque membre de voter s'il est présent ou de confirmer par courriel son vote pour chacun des dossiers.

A l'issue de chaque séance, il est procédé par le Service des Marchés à la rédaction d'un Procès-verbal indiquant les décisions de la CAO. L'ensemble des signatures sont recueillis et pour les membres en visio-conférence, les courriels avec les votes confirmés par les élus sont annexés au PV.

A réception des mails de l'ensemble des dossiers de confirmation de vote, le Président clôture la séance. Chaque Procès-verbal est également signé par les personnes qualifiées présentes.

Exceptions :

Les marchés publics suivants ne sont pas attribués par la CAO :

- ceux attribués sur le fondement d'une relation de quasi-régie (articles L. 2511-1 à L. 2511-5) ;
- ceux attribués sur le fondement d'une coopération public-public (article L. 2511-6) ;
- ceux liés à la sécurité ou à la protection des intérêts essentiels de l'État dans les conditions de l'article L. 2512-3, quand bien même il demeure difficile de déterminer dans quelle hypothèse une collectivité territoriale pourrait être amenée à passer un tel marché public ;
- ceux entrant dans le champ d'application des articles L. 2512-4 à L. 2512-5, L. 2513-1 à L. 2513-5 ;
- ceux passés sans publicité ni mise en concurrence préalables de l'article L. 2122-1, dans les conditions des articles R. 2122-1 à R. 2122-9-1 ou R. 2122-10 à R. 2122-11 ;
- ceux passés selon une procédure adaptée, quelle que soit la valeur estimée du besoin auxquels ils répondent, en application du 3° (marchés publics de services sociaux et autres services spécifiques) ;
- ceux passés selon une procédure adaptée en application du 2° de l'article R. 2123-1 (règle des « petits lots »), à condition que l'acheteur ait décidé de mettre en œuvre une telle procédure adaptée ;
- ceux qui répondent aux conditions du 1° de l'article R. 2123-1, même lorsque l'acheteur a décidé de ne pas recourir à une procédure adaptée mais à l'une des procédures formalisées ;
- ceux qui correspondent à un besoin qui, globalement, est d'une valeur égale ou supérieure aux seuils européens mais qui font l'objet de différentes procédures qui, prises individuellement, ont un montant estimé inférieur à ces mêmes seuils.

Ces marchés feront l'objet d'un compte-rendu adressé aux membres de la CAO/CMAPA lors de chaque réunion.

Jury :

Les règles du présent règlement s'appliquent également aux jurys.

Les membres élus de la CAO sont membres de droit.

Lorsqu'une qualification professionnelle est exigée pour l'analyse des offres des candidats, au moins un tiers des membres du jury devra posséder celle-ci ou une équivalence.

A....., le

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur
Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental du Cantal
(mention lu et approuvé)



REGLEMENT INTERIEUR
DE LA COMMISSION DES MARCHES A PROCEDURE ADAPTEE
(CMAPA)
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL

Conseil départemental du 27 septembre 2024

Etabli conformément et en référence aux dispositions du Code de la commande publique et du Code général des collectivités territoriales.

Dans l'hypothèse, où le pouvoir adjudicateur décide de recourir à une procédure adaptée, il est tenu de respecter les règles édictées par le présent règlement.

Composition :

Le Président du Conseil départemental est le Président de la CMAPA. Celle-ci se réunit sous sa présidence ou celle de son représentant désigné par arrêté.

Les 5 membres titulaires de la commission sont désignés par une délibération du Conseil départemental.

Les membres suppléants peuvent assister aux séances de la commission en l'absence de leur titulaire.

Le Président de la commission peut requérir l'avis de personnalités qualifiées pour leur compétence technique au regard des dossiers examinés : agents des services départementaux ou personnes extérieures.

Ils ont une voix consultative et ne peuvent assister qu'à la partie des débats relatifs aux questions pour lesquelles leur présence a été demandée.

Les personnels du Service des Marchés du Département assistent aux CMAPA. Le secrétariat de la Commission est assuré par le Service des Marchés.

La CMAPA, peut avoir recours à un système de Vidéo conférence pour assurer la participation des membres ou des personnes qualifiées. Une invitation par courriel sur l'adresse professionnelle xxxx@cantal.fr est envoyée par le service des marchés à chaque membre convoqué lorsqu'il ne peut se déplacer. Celui-ci doit s'enregistrer pour accéder à la salle de visio-conférence (plateforme sécurisée du Département).

Elle peut également avoir lieu par téléphone en utilisant le numéro du téléphone portable professionnel affecté à l'élu.

Les réunions de la CMAPA, ne sont pas publiques. Les candidats ayant répondu à une consultation ne peuvent donc pas y assister.

Convocations :

Le président de la commission est convoqué par le Pouvoir adjudicateur dans un délai raisonnable et d'au moins cinq jours avant la date fixée pour cette commission.

- Les membres sont convoqués par le président de la CMAPA.
- La convocation est accompagnée de l'ordre du jour de la séance.
- Cet ordre du jour est prévisionnel et peut être modifié jusqu'au jour de la réunion de la commission.

Les convocations sont adressées par courriel aux membres au moins cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion l'ordre du jour prévisionnel de la réunion est joint à la convocation.

Les rapports d'analyse des offres sont remis aux membres en début de commission.

Les techniciens seront égalés convoqués 5 jours avant la date de la commission et recevront l'ordre du jour.

Quorum :

En l'absence du Président ou de son représentant, la commission ne peut pas avoir lieu.

La commission émet ses avis en présence de deux membres au minimum dont le Président (y compris en visioconférence).

Si après une première convocation ce nombre n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée sans conditions de délai. Elle se réunira sans condition de quorum.

Lors de la commission en cas de partage égal des voix, le Président de la commission a voix prépondérante.

Les membres suppléants présents, en remplacement d'un membre titulaire, sont comptés lors de la vérification du quorum. La présence d'un suppléant ne peut être admise au sein de la commission d'appel d'offres que dès lors qu'un titulaire est absent. Dans la mesure du possible il est fait appel au suppléant appartenant au même courant d'expression de manière à respecter l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée délibérante.

Déontologie et confidentialité :

Les membres de la CMAPA sont garants de la mise en œuvre, de l'application et du respect de la charte de déontologie.

Avant chaque séance, les élus membres doivent déclarer :

- Si à leur connaissance ils se trouvent en situation de conflits d'intérêts au regard de la procédure de passation de marchés ou de concession concernée.
- Si des circonstances sont susceptibles de le placer à court terme en situation de conflits d'intérêts.

Un membre de la commission peut se trouver en situation de conflit d'intérêt dans les cas suivants :

- Il est soumissionnaire en qualité de personne physique
- Il est membre de l'organe officiel, de l'organe de surveillance ou de tout autre organe appartenant à un soumissionnaire ayant le statut de personne morale ;
- Il est associé ou membre d'une personne morale soumissionnaire ou associé passif du soumissionnaire ;
- Il est employé du soumissionnaire ou d'un groupement d'entreprises dont le soumissionnaire fait partie ;
- Il a participé à la préparation de documents pour le compte du candidat ou du soumissionnaire lors de la procédure.

Les membres de la CMAPA, ainsi que toute autre personne appelée à participer aux réunions, sont tenus à une stricte confidentialité à l'égard des informations non publiques :

- Dans tous les documents transmis par les soumissionnaires,
- Lors des échanges avec les soumissionnaires quel que soit leur support,
- Sur les arguments échangés lors des délibérations.

Constituent notamment des informations non publiques pour lesquelles la plus stricte confidentialité est de rigueur, notamment les rapports d'analyse des offres :

- Les informations contenues dans les candidatures ou les offres des soumissionnaires protégées par le secret en matière commerciale et industrielle. Il s'agit notamment des procédés (savoir – faire, description des matériels ou logiciels utilisés du personnel employé ou contenu des activités de recherche – développement et des stratégies commerciales.
- Les informations protégées par des droits de propriété intellectuelle (innovations, solutions proposées).

Compétences :

Les procédures présentées à la CMAPA sont les suivantes :

- Marchés passés selon une procédure adaptée avec un montant HT estimé entre 90 000€ et les seuils des procédures formalisées ;
- Marchés passés selon une procédure formalisée mais dont la valeur estimée est inférieure aux seuils européens.

La commission :

- **Détermine** la recevabilité des candidatures ;
- **Propose** le rejet des offres irrégulières, inappropriées, inacceptables et des offres anormalement basses ;
- **Peut demander** des compléments et/ou une négociation ;
- **Propose** l'attributaire, la décision d'attribution relève de la compétence du président du Conseil départemental qui a reçu délégation de l'Assemblée en vertu de l'article L3221-11 du CGCT.

Elle donne également un avis pour « tout projet d'avenant à un marché public entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5 % ». Une simple information de la commission est effectuée pour les avenants inférieures à 5 % et autres avenants. Pour l'appréciation du seuil de 5 %, il est pris en compte le montant cumulé du projet d'avenant avec les avenants antérieurs conclus le cas échéant.

Le Président de la commission demande à chaque membre de voter s'il est présent ou de confirmer par courriel son vote pour chacun des dossiers.

A l'issue de chaque séance, il est procédé par le service des marchés à la rédaction d'un Procès-verbal indiquant les décisions de la CMAPA. L'ensemble des signatures sont recueillis et pour les membres en visio-conférence, les courriels avec les votes confirmés par les élus sont annexés au PV.

A réception des mails de l'ensemble des dossiers de confirmation de vote, le Président clôture la séance.

Chaque Procès-verbal est également signé par les personnes qualifiées présentes.

Exceptions :

Les marchés attribués sans avis de la CAO ou CMAPA sont ceux dont :

- La valeur estimée du besoin est inférieure à 90 000€ HT ;
- Attribués sur le fondement d'une relation quasi-régie ;
- Attribués sur le fondement d'une coopération public-public ;
- Relatifs aux services juridiques mentionnés à l'article L.2512-5 ;
- Passés sans publicité ni mise en concurrence préalables sur le fondement des articles R.2122-1 à R.2122-11 ;
- Constitués de marché subséquents passés sur un accord-cadre mono-attributaire.

Ces marchés feront l'objet d'un compte-rendu adressé aux membres de la CAO/CMAPA lors de chaque réunion.

A....., le

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur
Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental du Cantal
(mention lu et approuvé)



REGLEMENT INTERIEUR
DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES A PROCEDURE FORMALISEE
(CAO)
SPECIFIQUES AUX ACTIVITES DE LA STATION DU LIORAN

Ce règlement est également applicable aux Jurys de concours.

Conseil départemental du 27 septembre 2024

Etabli conformément et en référence aux dispositions du Code de la commande publique et du Code général des collectivités territoriales.

Pour l'ensemble des procédures formalisées, le Pouvoir Adjudicateur est tenu de respecter les règles édictées par le présent règlement.

Composition :

Le Président du Conseil départemental est le Président de la CAO. Celle-ci se réunit sous sa présidence ou celle de son représentant désigné par arrêté.

Les 5 membres titulaires de la commission sont désignés par une délibération du Conseil départemental.

Les membres suppléants peuvent assister aux séances de la commission en l'absence de leur titulaire.

Les membres titulaires et suppléants élus ne peuvent pas être également membre du Conseil d'administration de la SAEM Super Lioran développement.

Sur invitation du Président de la commission, le comptable chargé de la collectivité et le représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative. Leurs observations sont consignées dans le procès - verbal.

Le Président de la commission peut requérir l'avis de personnalités qualifiées pour leur compétence technique au regard des dossiers examinés : agents des services départementaux ou personnes extérieures.

Ils ont une voix consultative et ne peuvent assister qu'à la partie des débats relatifs aux questions pour lesquelles leur présence a été demandée.

Les personnels du Service des Marchés du Département assistent aux CAO. Le secrétariat de la Commission est assuré par le Service des Marchés.

La CAO, peut avoir recours à un système de vidéo conférence pour assurer la participation des membres ou des personnes qualifiées. Une invitation par courriel sur l'adresse professionnelle xxxx@cantal.fr est envoyée par le service des marchés à chaque membre convoqué lorsqu'il ne peut se déplacer. Celui-ci doit s'enregistrer pour accéder à la salle de visio-conférence (plateforme sécurisée du Département).

Elle peut également avoir lieu par téléphone en utilisant le numéro du téléphone portable professionnel affecté à l'élu.

Les réunions de la CAO, ne sont pas publiques. Les candidats au marché ou à la concession ne peuvent donc pas y assister. Cette règle est également valable pour les réunions des jurys.

Pour certaines procédures, notamment celle de concours, de marché de conception réalisation et marchés globaux, les membres de la CAO sont membres de droit, la réunion d'un jury est obligatoire lorsque l'acheteur est soumis aux dispositions relatives à la maîtrise d'ouvrage.

Convocations :

Le Président de la commission est convoqué par le Pouvoir adjudicateur dans un délai raisonnable d'au moins cinq jours avant la date fixée pour cette commission.

- Les membres sont convoqués par le Président de la CAO par courriel (invitation Outlook).
- La convocation est accompagnée de l'ordre du jour de la séance.
- Cet ordre du jour est prévisionnel et peut être modifié jusqu'au jour de la réunion de la commission.

Les convocations sont adressées par courriel (invitations envoyées par Outlook) aux membres au moins cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion. L'ordre du jour prévisionnel de la réunion est joint à la convocation.

Les membres suppléants présents, en remplacement d'un membre titulaire, sont comptés lors de la vérification du quorum.

La présence d'un suppléant est admise au sein de la commission d'appel d'offres en cas d'absence d'un titulaire. Dans la mesure du possible, il est fait appel au suppléant appartenant au même courant d'expression de manière à respecter l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée délibérante.

Les rapports d'analyse des offres sont remis aux membres en début de commission.

Les techniciens présents lors de la CMAPA seront également convoqués 5 jours avant la date de la commission et recevront l'ordre du jour.

Quorum :

En l'absence du Président ou de son représentant, la commission ne peut avoir lieu.

La CAO Lioran traite les procédures liées aux activités propres à la station du Lioran et gérées par la SAEM Super Lioran Développement.

Le quorum est atteint, lorsque sont présents, plus de la moitié des membres (y compris en visioconférence).

Si après une première convocation ce nombre n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée sans conditions de délai. Elle se réunira sans condition de quorum.

Lors de la commission en cas de partage égal des voix, le Président de la commission a voix prépondérante.

Déontologie et confidentialité :

Les membres de la CAO sont garants de la mise en œuvre, de l'application et du respect de la charte de déontologie.

Avant chaque séance, les élus membres doivent déclarer :

- Si à leur connaissance ils se trouvent en situation de conflits d'intérêts au regard de la procédure de passation de marchés ou de concession concernée ;
- Si des circonstances sont susceptibles de le placer à court terme en situation de conflits d'intérêts.

Un membre de la commission peut se trouver en situation de conflit d'intérêt dans les cas suivants :

- Il est soumissionnaire en qualité de personne physique ;
- Il est membre de l'organe officiel, de l'organe de surveillance ou de tout autre organe appartenant à un soumissionnaire ayant le statut de personne morale ;
- Il est associé ou membre d'une personne morale soumissionnaire ou associé passif du soumissionnaire ;
- Il est employé du soumissionnaire ou d'un groupement d'entreprises dont le soumissionnaire fait partie ;
- Il a participé à la préparation de documents pour le compte du candidat ou du soumissionnaire lors de la procédure.

Les membres de la CAO, ainsi que toute autre personne appelée à participer aux réunions, sont tenus à une stricte confidentialité à l'égard des informations non publiques :

- Dans tous les documents transmis par les soumissionnaires ;
- Lors des échanges avec les soumissionnaires quel que soit leur support ;
- Sur les arguments échangés lors des délibérations.

Constituent notamment des informations non publiques pour lesquelles la plus stricte confidentialité est de rigueur, notamment les rapports d'analyse des offres :

- Les informations contenues dans les candidatures ou les offres des soumissionnaires protégées par le secret en matière commerciale et industrielle. Il s'agit notamment des procédés (savoir – faire, description des matériels ou logiciels utilisés du personnel employé ou contenu des activités de recherche – développement et des stratégies commerciales) ;
- Les informations protégées par des droits de propriété intellectuelle (innovations, solutions proposées).

Compétences :

La CAO rend une décision sur l'ensemble des procédures formalisées. Elle est compétente pour désigner les attributaires. En revanche, elle ne peut pas se prononcer sur la recevabilité des candidatures et rejeter les offres inacceptables, inappropriées, irrégulières ou anormalement basses.

La recevabilité et la régularité des offres relèvent de la compétence du Président ou de son représentant. Toutefois ces éléments sont présentés à la CAO afin qu'elle puisse se prononcer en connaissance de cause sur le choix du titulaire. Les décisions de rejet ne peuvent donc pas être prises avant que la CAO se soit prononcée sur le titulaire.

Les marchés passés selon une procédure formalisée sont ceux inscrits aux articles L2124-1 à L2124-4 du code de la commande publique à savoir :

- L'appel d'offre ouvert ou restreint ;
- La procédure avec négociation ;
- Le dialogue compétitif.

Le recours à une de ces procédures (à l'exception des cas prévues dans le CCP) est obligatoire dès lors que la valeur estimée du besoin (HT) est égale ou supérieure aux seuils européens.

Les seuils applicables au 1^{er} janvier 2024 (JORF n° 0283 du 7 décembre 2023) sont les suivants :

- 221 000 € HT pour les marchés de fournitures et services des collectivités territoriales ;
- 5 538 000 € HT pour les marchés de travaux des collectivités territoriales.

Pour l'appréciation du seuil de 5%, il est pris en compte le montant cumulé du projet d'avenant avec les avenants intérieurs conclus le cas échéant.

Les rapports d'analyse sont envoyés **au Président de la commission ou son Représentant** par courriel au plus tard avant 16h00 la veille du jour de la CAO.

Le Président de la commission demande à chaque membre de voter s'il est présent ou de confirmer par courriel son vote pour chacun des dossiers.

A l'issue de chaque séance, il est procédé par le Service des Marchés à la rédaction d'un Procès-verbal indiquant les décisions de la CAO. L'ensemble des signatures sont recueillis et pour les membres en visio-conférence, les courriels avec les votes confirmés par les élus sont annexés au PV.
A réception des mails de l'ensemble des dossiers de confirmation de vote, le Président clôture la séance. Chaque Procès-verbal est également signé par les personnes qualifiées présentes.

Exceptions :

Les marchés publics suivants ne sont pas attribués par la CAO :

- ceux attribués sur le fondement d'une relation de quasi-régie (articles L. 2511-1 à L. 2511-5) ;
- ceux attribués sur le fondement d'une coopération public-public (article L. 2511-6) ;
- ceux liés à la sécurité ou à la protection des intérêts essentiels de l'État dans les conditions de l'article L. 2512-3, quand bien même il demeure difficile de déterminer dans quelle hypothèse une collectivité territoriale pourrait être amenée à passer un tel marché public ;
- ceux entrant dans le champ d'application des articles L. 2512-4 à L. 2512-5, L. 2513-1 à L. 2513-5 ;
- ceux passés sans publicité ni mise en concurrence préalables de l'article L. 2122-1, dans les conditions des articles R. 2122-1 à R. 2122-9-1 ou R. 2122-10 à R. 2122-11 ;
- ceux passés selon une procédure adaptée, quelle que soit la valeur estimée du besoin auxquels ils répondent, en application du 3° (marchés publics de services sociaux et autres services spécifiques) ;
- ceux passés selon une procédure adaptée en application du 2° de l'article R. 2123-1 (règle des « petits lots »), à condition que l'acheteur ait décidé de mettre en œuvre une telle procédure adaptée ;
- ceux qui répondent aux conditions du 1° de l'article R. 2123-1, même lorsque l'acheteur a décidé de ne pas recourir à une procédure adaptée mais à l'une des procédures formalisées ;
- ceux qui correspondent à un besoin qui, globalement, est d'une valeur égale ou supérieure aux seuils européens mais qui font l'objet de différentes procédures qui, prises individuellement, ont un montant estimé inférieur à ces mêmes seuils.

Ces marchés feront l'objet d'un compte-rendu adressé aux membres de la CAO/CMAPA lors de chaque réunion

Jury :

Les règles du présent règlement s'appliquent également aux jurys.

Les membres élus de la CAO sont membres de droit.

Lorsqu'une qualification professionnelle est exigée pour l'analyse des offres des candidats, au moins un tiers des membres du jury devra posséder celle-ci ou une équivalence.

A, le

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur
Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental du Cantal
(mention lu et approuvé)



REGLEMENT INTERIEUR
DE LA COMMISSION DES MARCHES A PROCEDURE ADAPTEE
(CMAPA)
SPECIFIQUES AUX ACTIVITES DE LA STATION DU LIORAN

Conseil départemental du 27 septembre 2024

Etabli conformément et en référence aux dispositions du Code de la commande publique et du Code général des collectivités territoriales.

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur décide de recourir à une procédure adaptée, il est tenu de respecter les règles édictées par le présent règlement.

Composition :

Le Président du Conseil départemental est le Président de la CMAPA. Celle-ci se réunit sous sa présidence ou celle de son représentant désigné par arrêté.

Les 5 membres titulaires de la commission sont désignés par une délibération du Conseil départemental.

Les membres suppléants peuvent assister aux séances de la commission en l'absence de leur titulaire.

Les membres titulaires et suppléants élus ne peuvent pas être également membre du Conseil d'administration de la SAEM Super Lioran développement.

Le Président de la commission peut requérir l'avis de personnalités qualifiées pour leur compétence technique au regard des dossiers examinés : agents des services départementaux ou personnes extérieures.

Ils ont une voix consultative et ne peuvent assister qu'à la partie des débats relatifs aux questions pour lesquelles leur présence a été demandée.

Les personnels du Service des Marchés du Département assistent aux CMAPA. Le secrétariat de la Commission est assuré par le Service des Marchés.

La CMAPA, peut avoir recours à un système de Vidéo conférence pour assurer la participation des membres ou des personnes qualifiées. Une invitation par courriel sur l'adresse professionnelle xxxx@cantal.fr est envoyée par le service des marchés à chaque membre convoqué lorsqu'il ne peut se déplacer. Celui-ci doit s'enregistrer pour accéder à la salle de visio-conférence (plateforme sécurisée du Département).

Elle peut également avoir lieu par téléphone en utilisant le numéro du téléphone portable professionnel affecté à l'élu.

Les réunions de la CMAPA, ne sont pas publiques. Les candidats ayant répondu à une consultation ne peuvent donc pas y assister.

Convocations :

Le président de la commission est convoqué par le Pouvoir adjudicateur dans un délai raisonnable et d'au moins cinq jours avant la date fixée pour cette commission.

- Les membres sont convoqués par le président de la CMAPA.
- La convocation est accompagnée de l'ordre du jour de la séance.
- Cet ordre du jour est prévisionnel et peut être modifié jusqu'au jour de la réunion de la commission.

Les convocations sont adressées par courriel aux membres au moins cinq jours francs avant la date prévue pour la réunion l'ordre du jour prévisionnel de la réunion est joint à la convocation.

Les rapports d'analyse des offres sont remis aux membres en début de commission.

Les techniciens seront égalés convoqués 5 jours avant la date de la commission et recevront l'ordre du jour.

Quorum :

En l'absence du Président ou de son représentant, la commission ne peut pas avoir lieu.

La commission émet ses avis en présence de deux membres au minimum dont le Président (y compris en visioconférence).

Si après une première convocation ce nombre n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée sans conditions de délai. Elle se réunira sans condition de quorum.

Lors de la commission en cas de partage égal des voix, le Président de la commission a voix prépondérante.

Les membres suppléants présents, en remplacement d'un membre titulaire, sont comptés lors de la vérification du quorum.

La présence d'un suppléant est admise au sein de la commission d'appel d'offres en cas d'absence d'un titulaire. Dans la mesure du possible il est fait appel au suppléant appartenant au même courant d'expression de manière à respecter l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée délibérante.

Déontologie et confidentialité :

Les membres de la CMAPA sont garants de la mise en œuvre, de l'application et du respect de la charte de déontologie.

Avant chaque séance, les élus membres doivent déclarer :

- Si à leur connaissance ils se trouvent en situation de conflits d'intérêts au regard de la procédure de passation de marchés ou de concession concernée ;
- Si des circonstances sont susceptibles de le placer à court terme en situation de conflits d'intérêts.

Un membre de la commission peut se trouver en situation de conflit d'intérêt dans les cas suivants :

- Il est soumissionnaire en qualité de personne physique ;
- Il est membre de l'organe officiel, de l'organe de surveillance ou de tout autre organe appartenant à un soumissionnaire ayant le statut de personne morale ;
- Il est associé ou membre d'une personne morale soumissionnaire ou associé passif du soumissionnaire ;
- Il est employé du soumissionnaire ou d'un groupement d'entreprises dont le soumissionnaire fait partie ;
- Il a participé à la préparation de documents pour le compte du candidat ou du soumissionnaire lors de la procédure.

Les membres de la CMAPA, ainsi que toute autre personne appelée à participer aux réunions, sont tenus à une stricte confidentialité à l'égard des informations non publiques :

- Dans tous les documents transmis par les soumissionnaires ;
- Lors des échanges avec les soumissionnaires quel que soit leur support ;
- Sur les arguments échangés lors des délibérations.

Constituent notamment des informations non publiques pour lesquelles la plus stricte confidentialité est de rigueur, notamment les rapports d'analyse des offres :

- Les informations contenues dans les candidatures ou les offres des soumissionnaires protégées par le secret en matière commerciale et industrielle. Il s'agit notamment des procédés (savoir – faire, description des matériels ou logiciels utilisés du personnel employé ou contenu des activités de recherche – développement et des stratégies commerciales. ;
- Les informations protégées par des droits de propriété intellectuelle (innovations, solutions proposées),

Compétences :

Dans un objectif de transparence et de bonne gestion de l'achat public, la CMAPA Lioran complète les missions de la CAO Lioran pour les activités propres à la station du Lioran et gérées par la SAEM Super Lioran Développement.

Les procédures présentées à la CMAPA sont les suivantes :

- Marchés passés selon une procédure adaptée avec un montant HT estimé entre 90 000 € et les seuils des procédures formalisées ;
- Marchés passés selon une procédure formalisée mais dont la valeur estimée est inférieure aux seuils européens.

La commission :

- **Détermine** la recevabilité des candidatures ;
- **Propose** le rejet des offres irrégulières, inappropriées, inacceptables et des offres anormalement basses ;
- **Peut demander** des compléments et/ou une négociation ;
- **Propose** l'attributaire, la décision d'attribution relève de la compétence du Président du Conseil départemental qui a reçu délégation de l'Assemblée en vertu de l'article L3221-11 du CGCT.

Elle donne également un avis pour « tout projet d'avenant à un marché public entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5 % ». Une simple information de la commission est effectuée pour les avenants inférieures à 5 % et autres avenants. Pour l'appréciation du seuil de 5 %, il est pris en compte le montant cumulé du projet d'avenant avec les avenants antérieurs conclus le cas échéant.

Le Président de la commission demande à chaque membre de voter s'il est présent ou de confirmer par courriel son vote pour chacun des dossiers.

A l'issue de chaque séance, il est procédé par le Service des Marchés à la rédaction d'un Procès-verbal indiquant les décisions de la CMAPA. L'ensemble des signatures sont recueillis et pour les membres en visio-conférence, les courriels avec les votes confirmés par les élus sont annexés au PV. A réception des mails de l'ensemble des dossiers de confirmation de vote, le Président clôture la séance.

Chaque Procès-verbal est également signé par les personnes qualifiées présentes.

Exceptions :

Les marchés attribués sans avis de la CAO ou CMAPA sont ceux dont :

- La valeur estimée du besoin est inférieure à 90 000€ HT ;
- Attribués sur le fondement d'une relation quasi-régie ;
- Attribués sur le fondement d'une coopération public-public ;
- Relatifs aux services juridiques mentionnés à l'article L.2512-5 ;
- Passés sans publicité ni mise en concurrence préalables sur le fondement des articles R.2122-1 à R.2122-11 ;
- Constitués de marché subséquents passés sur un accord-cadre mono-attributaire.

Ces marchés feront l'objet d'un compte-rendu adressé aux membres de la CAO/CMAPA lors de chaque réunion.

A....., le

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur
Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental du Cantal
(mention lu et approuvé)

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-25

Compte-rendu à l'Assemblée des décisions prises par son Président dans le cadre des marchés publics formalisés et des marchés publics à procédure adaptée

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

Secrétaire de séance : Alain DELAGE

Rapporteur : Céline CHARRIAUD

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.3221-11 ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu la délibération n°21CD02-07 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 portant élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres et de la Commission des Marchés à Procédure Adaptée ;

Vu la délibération n°21CD02-14 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation au Président pour la gestion des marchés à procédure adaptée ;

Vu la délibération n°21CD05-12 du Conseil départemental en date du 19 novembre 2021 donnant délégation au Président pour prendre toutes les décisions concernant la passation, l'exécution et le règlement des Marchés et Accords Cadres formalisés ainsi que toutes décisions concernant les avenants ;

Vu l'arrêté n°21-2715 du Président du Conseil départemental du 6 août 2021 portant désignation de son représentant à la Commission d'Appel d'Offres et à la Commission des Marchés à Procédure Adaptée ;

- **PREND ACTE** des marchés et des avenants énumérés et dont l'objet, le mode de passation, le montant, l'attributaire, l'imputation budgétaire et la date de l'examen de la Commission d'Appels d'Offres (CAO) éventuellement de la Commission des Marches à Procédure Adaptée (CMAPA), sont précisés dans les tableaux joints en annexe de la présente délibération.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

LISTE DES MARCHÉS PUBLICS À PROCÉDURE FORMALISEE
portée à la connaissance de la Commission permanente et signée conformément au pouvoir
donné au Président dans la délibération du 19/11/2021
en vertu de l'article L.3221.11 du CGCT

| OBJET DU MARCHÉ | MODE DE PASSATION | MONTANTS (HT) | IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE | INSCRIPTION BUDGÉTAIRE | CMAPA |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|------------|
| Marché n°2024M0051 Fourniture et livraisons de fournitures bureau, papeterie, enveloppes pour les services du CD15 et du SDIS 15 Lot 1 : Fournitures bureau | Appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique | Seuil maxi CD15 25 000,00 € Seuil maxi SDIS 15 3 500,00 € | INTERACTIVE PAPETERIE PLEIN CIEL Aurillac (15) | Chapitre : 011 Nature : 6064 Fonction : 028 | 19/03/2024 |
| Marché n°2024M0052 Fourniture et livraisons de fournitures bureau, papeterie, enveloppes pour les services du CD15 et du SDIS 15 Lot 2 : Papeterie | Appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique | Seuil maxi CD15 22 000,00 € Seuil maxi SDIS 15 3 500,00 € | O'BURO Mende (48) | Chapitre : 011 Nature : 6064 Fonction : 028 | 19/03/2024 |
| Marché n°2024M0053 Fourniture et livraisons de fournitures bureau, papeterie, enveloppes pour les services du CD15 et du SDIS 15 Lot 3 : Enveloppes et pochettes | Appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique | Seuil maxi CD15 12 000,00 € Seuil maxi SDIS 15 2 000,00 € | INTERACTIVE PAPETERIE PLEIN CIEL Aurillac (15) | Chapitre : 011 Nature : 6064 Fonction : 028 | 19/03/2024 |

| | | | | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|-----------------------------------------|----------------------------------------------------|------------|
| Marché n°2024M0039 Acquisition de matériels de travaux publics (7 lots) Lot 1 : Acquisition d'un tractopelle neuf ou d'occasion pour le CRD de Pierrefort | Appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique | 85 000,00 € | CENTRE MATERIEL GENERAL Lampdes (63) | Chapitre : 21 Nature : 215731 Fonction : 843 | 19/03/2024 |
| Marché n°2024M0040 Acquisition de matériels de travaux publics (7 lots) Lot 2 : Acquisition d'un tractopelle neuf ou d'occasion pour le CRD de Murat | Appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique | 85 000,00 € | CENTRE MATERIEL GENERAL Lampdes (63) | Chapitre : 21 Nature : 215731 Fonction : 843 | 19/03/2024 |
| Marché n°2024M0041 Acquisition de matériels de travaux publics (7 lots) Lot 3 : Acquisition d'une pelle 15 t neuve ou d'occasion pour la régie exploitation d'Aurillac | Appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique | 186 000,00 € | BCS LOC VENTE Aurillac (15) | Chapitre : 21 Nature : 215731 Fonction : 843 | 19/03/2024 |

| | | | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|---------------------------------|----------------------------------------------------|------------|
| Marché n°2024M0042 Acquisition de matériels de travaux publics (7 lots) Lot 4 : Acquisition d'un chargeur TP d'occasion pour le CRD de Murat | Appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique | 42 000,00 € | BOS BTP Calmont (12) | Chapitre : 21 Nature : 215731 Fonction : 843 | 19/03/2024 |
| Marché n°2024M0043 Acquisition de matériels de travaux publics (7 lots) Lot 5 : Acquisition d'une balayeuse frontale mécanique neuve pour le CRD de Murat | Appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique | 19 500,00 € | EUROPE SERVICE Aurillac (15) | Chapitre : 21 Nature : 215731 Fonction : 843 | 19/03/2024 |
| Marché n°2024M0044 Acquisition de matériels de travaux publics (7 lots) Lot 6 : Acquisition d'un compacteur mixte 1200 avec remorque occasion pour l'antenne de Riomes Montagne | Appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique | 29 900,00 € | CANTAL LOC Saint-Flour (15) | Chapitre : 21 Nature : 215731 Fonction : 843 | 16/04/2024 |

| | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------------------------|------------|
| Marché n°2024M0045 Acquisition de matériels de travaux publics (7 lots) Lot 7 : Acquisition d'une machine neuve de marquage routier pour la régie d'Aurillac | Appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique | 189 415,00 € | EUROLINERS Boulay Moselle (57) | Chapitre : 21 Nature : 215731 Fonction : 843 | 19/03/2024 |
| Marché n°2024M0079 Fourniture de granulats routiers pour la construction et l'entretien des routes départementales Lot 1 : CRD Saint-Cernin (limites d'exploitation en annexe au CCAP) | Appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique | 27 330,10 € Ce montant est issu du DQE | VERGNE FRERE SA Carlat (15) | Chapitre : 11 Nature : 60633 Fonction : 843 | 30/04/2024 |
| Marché n°2024M0080 Fourniture de granulats routiers pour la construction et l'entretien des routes départementales Lot 2 : CRD Mauriac (limites d'exploitation en annexe au CCAP) | Appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique | 27 161,50 € Ce montant est issu du DQE | RMCL Vebret (15) | Chapitre : 11 Nature : 60633 Fonction : 843 | 30/04/2024 |

| | | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|---------------------------|----------------------------------------------------|------------|
| Marché n°2024M0081 Fourniture de granulats routiers pour la construction et l'entretien des routes départementales Lot 3 : CRD Pleaux (limites d'exploitation en annexe au CCAP) | Appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique | 30 319,40 € Ce montant est issu du DQE | BERGHEAUD Mauriac (15) | Chapitre : 11 Nature : 60633 Fonction : 843 | 30/04/2024 |
| Marché n°2024M0082 Fourniture de granulats routiers pour la construction et l'entretien des routes départementales Lot 4 : CRD Salers (limites d'exploitation en annexe au CCAP) | Appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique | 30 319,40 € Ce montant est issu du DQE | BERGHEAUD Mauriac (15) | Chapitre : 11 Nature : 60633 Fonction : 843 | 30/04/2024 |
| Marché n°2024M0116 Acquisition d'une pelle sur pneus 8-10 tonnes neuve ou d'occasion pour l'antenne de Murat | Appel d'offres ouvert Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R.2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique | 136 000,00 € Ce montant est issu du DQE | BOS TP Calmont (12) | Chapitre : 21 Nature : 215731 Fonction : 843 | 25/06/2024 |

AVENANTS

| OBJET DU MARCHÉ | MODE DE PASSATION | MONTANTS (HT) | IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE | INSCRIPTION BUDGÉTAIRE |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|----------------|--------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Marché n°2021M0273 Construction d'un pôle routier à Saint-Flour Lot 1 : VRD – Terrassement | Appel d'offres ouvert Augmentation de montant : + 0,93% | 10 195,00 € | ENTREPRISE MARQUET | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 843 |
| Marché n°2021M0286 Construction d'un pôle routier à Saint-Flour Lot 14 : Chauffage eau chaude – Plomberie – Sanitaire – Ventilation | Appel d'offres ouvert Modification de délai | / | Serge MOURGUES Saint-Flour (15) | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 843 |
| Marché n°2021M0287 Construction d'un pôle routier à Saint-Flour Lot 15 : Electricité – Courants forts – Courants faibles | Appel d'offres ouvert Modification de délai | / | Serge MOURGUES Saint-Flour (15) | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 843 |
| Marché n°2021M0286 Construction d'un pôle routier à Saint-Flour Lot 14 : Chauffage eau chaude – Plomberie – Sanitaire – Ventilation | Appel d'offres ouvert Modification de la répartition entre co-traitants | / | Groupement d'entreprises SERGE MOURGUES | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 843 |
| Marché n°2021M0149 Prestations d'assurances pour le Conseil départemental du Cantal Lot 1 : Assurances Dommages aux Biens | Appel d'offres ouvert Autre | / | SMACL Nior (79) | Chapitre : 011 Nature : 6161 Fonction : 028 |
| Marché n°2021M0152 Prestations d'assurances pour le Conseil départemental du Cantal Lot 4 : Assurance Protection Juridique | Appel d'offres ouvert Augmentation de montant : + 9.35% | 1 125,00 € | SOFAXIS Vasselay (18) | Chapitre : 011 Nature : 6161 Fonction : 028 |

LISTE DES MARCHÉS PUBLICS À PROCÉDURE ADAPTÉE
portée à la connaissance de la Commission permanente et signés conformément au pouvoir
donné au Président par délibération du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021
en vertu de l'article L.3221.11 du CGCT

| OBJET DU MARCHÉ | MODE DE PASSATION | MONTANTS (HT) | IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE | INSCRIPTION BUDGÉTAIRE | CMAPA |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|---------------------------------------------|----------------------------------------------------|------------|
| Marché n°2024M0054 Porteur de 19t 4x4 neuf ou d'occasion bi-benne pour le CRD d'Allanche Lot 5 : Acquisition de châssis- cabines de PATC supérieur à 8 tonnes jusqu'à 32 tonnes | La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. | 146 922,76 € Ce montant est issu du BPU valant DE | RECTIF 15000 Ytrac (15) | Chapitre : 21 Nature : 843 Fonction : 215731 | 02/04/2024 |
| Marché n°2024M0058 RD21 – Raccordement de Saint-Saturnin à la RD 16 – PR 4+700 à 5+030 | La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. | 175 265,00 € Ce montant est issu du DQE | RMCL Vebret (15) | Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 843 | 02/04/2024 |
| Marché n°2024M0067 Réalisation de travaux spéciaux et acrobatiques le long des routes départementales | La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique | 500 000,00 € Ce montant est issu du DQE | SOCIETE TRAVAUX ACROBATIQUES ET MONTAGNARDS | Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 843 | 16/04/2024 |

| | | | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------|------------|
| Marché n°2024M0101 Maintenance et Prestations associées au Progiciel de gestion des contrôles d'accès et intrusion | La procédure de passation est : le marché sans publicité ni mise en concurrence. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2122-1 et R. 2122-3 du Code de la commande publique L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique | 137 363,24 HT pour 4 ans Ce montant est issu du DQE | HOROQUARTZ Vénissieux (69) | Chapitre : 011 Nature : 6153 Fonction : 028 | 28/05/2024 |
| Marché n°2024M0083 Reconstruction du restaurant universitaire du campus Simone Veil Lot 01 : Terrassements - VRD | La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. | 167 852,13 € Ce montant est issu de la DPGF | Groupeement TPA / CROUTE Reilhac (15) | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23 | 14/05/2024 |
| Marché n°2024M0084 Reconstruction du restaurant universitaire du campus Simone Veil Lot 02 : Gros œuvre | La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. | 305 627,62 € Ce montant est issu de la DPGF | SOUPLIER Aurillac (15) | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23 | 14/05/2024 |
| Marché n°2024M0085 Reconstruction du restaurant universitaire du campus Simone Veil Lot 03 : Ossature bois – Charpente bois – Bardage bois | La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. | 285 747,50 € Ce montant est issu de la DPGF | SAS MALIGES CONSTRUCTION BOIS Antrenas (48) | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23 | 14/05/2024 |

| | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------------------------------|------------|
| Marché n°2024M0086 Reconstruction du restaurant universitaire du campus Simone Veil Lot 04 :Couverture et bardage acier à joint debout - Zinguerie | La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. | 191 545,74 € Ce montant est issu de la DPGF | DJILALI et Fils Aurillac (15) | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23 | 14/05/2024 |
| Marché n°2024M0087 Reconstruction du restaurant universitaire du campus Simone Veil Lot 05 :Menuiseries extérieures | La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. | 150 032 € Ce montant est issu de la DPGF | LAUMOND MENUISERIES Aurillac (15) | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23 | 14/05/2024 |
| Marché n°2024M0088 Reconstruction du restaurant universitaire du campus Simone Veil Lot 07 :Cloisons sèches – Faux plafond - Isolation | La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. | 199 629,82 € Ce montant est issu de la DPGF | DELPON Aurillac (15) | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23 | 14/05/2024 |
| Marché n°2024M0089 Reconstruction du restaurant universitaire du campus Simone Veil Lot 08 :Peintures | La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. | 29 606,98 € Ce montant est issu de la DPGF | DELPON Aurillac (15) | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23 | 14/05/2024 |
| Marché n°2024M0090 Reconstruction du restaurant universitaire du campus Simone Veil Lot 10 :Serrurerie | La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. | 42 947,30 € Ce montant est issu de la DPGF | VERNET AUTOMATISME Arpajon-sur-Cère (15) | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23 | 14/05/2024 |

| | | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|------------|
| Marché n°2024M0091 Reconstruction du restaurant universitaire du campus Simone Veil Lot 11 :Cloisons alimentaires | La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. | 96 000 € Ce montant est issu de la DPGF | EQUIPFROID Tulle (19) | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23 | 14/05/2024 |
| Marché n°2024M0092 Reconstruction du restaurant universitaire du campus Simone Veil Lot 12 :Electricité – Courants forts – Courants faibles | La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. | 120 220,87 € Ce montant est issu de la DPGF | MAINTENANCE DEPANNAGE ELECTRICITE (MDE) Aurillac (15) | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23 | 14/05/2024 |
| Marché n°2024M0093 Reconstruction du restaurant universitaire du campus Simone Veil Lot 13 :Chauffage eau chaude – Plomberie – Sanitaire - Ventilation | La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. | 242 506 € Ce montant est issu de la DPGF | LAVERGNE Pleaux (15) | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23 | 14/05/2024 |
| Marché n°2024M0094 Reconstruction du restaurant universitaire du campus Simone Veil Lot 14 :Equiptement cuisine – Production de froid – Ventilation cuisine | La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. | 329 000 € Ce montant est issu de la DPGF | EQUIPFROID Tulle (19) | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23 | 14/05/2024 |
| Marché n°2024M0095 Reconstruction du restaurant universitaire du campus Simone Veil Lot 15 :Espaces verts | La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. | 15 635,30 € Ce montant est issu de la DPGF | BOIS ET PAYSAGES Aurillac (15) | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23 | 14/05/2024 |

| | | | | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|-------------------|
| Marché n°2024M0096 Reconstruction du restaurant universitaire du campus Simone Veil Lot 16 : Sols souples | La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. | 25 642,32 € Ce montant est issu de la DPGF | SAUREV Aurillac (15) | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23 | 14/05/2024 |
| Marché n°2024M0114 Reconstruction du restaurant universitaire du campus Simone Veil Relance lot 6 : Menuiseries intérieures | La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. | 176 410,73 € Ce montant est issu de la DPGF | VERGNE MENUISERIE Arpajon sur Cère (15) | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23 | 25/06/2024 |
| Marché n°2024M0107 RD49 Pont d'Entraigues PR 31+050 Travaux de réparation structurelle et remise en peinture | La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. | 1 281 141,50 € Ce montant est issu du DQE | GROUPEMENT FREYSSINET France/EXOPEINT/ALLIANCE ECHAFAUDAGES ET STRUCTURES Montigny-Le-Bretonneux (78) | Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 843 | 11/06/2024 |
| Marché n°2024M0098 Travaux de mise en sûreté des collèges publics du département du Cantal Lot 1 : Serrurerie | La procédure de passation est : le marché sans publicité ni mise en concurrence. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique. | 75 645,78 € Ce montant est issu de la DPGF | BASTIDE Naucelles (15) | Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 221 | Pas de commission |
| Marché n°2024M0099 Travaux de mise en sûreté des collèges publics du département du Cantal Lot 2 : Systèmes de sonorisations | La procédure de passation est : le marché sans publicité ni mise en concurrence. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique. | 158 400,00 € Ce montant est issu de la DPGF | BASTIDE Naucelles (15) | Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 221 | Pas de commission |

| | | | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|-------------------|
| Marché n°2024M0100 Travaux de mise en sûreté des collèges publics du département du Cantal Lot 3 : Système de contrôle d'accès | La procédure de passation est : le marché sans publicité ni mise en concurrence. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique. | 35 229,29 € Ce montant est issu de la DPGF | VOLTA SYNERGIE ELECTRICITE Aurillac (15) | Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 221 | Pas de commission |
| Marché n°2024M0108 Station de ski du Lioran, Remontées mécaniques : Grandes Inspections et travaux 2024 Lot 1 : Téléphérique du Plomb du Cantal : 4 ^{ème} Grande inspection générale | La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. | 266 580,26 € Ce montant est issu du BP valant détail estimatif | POMA SAS Voreppe (38) | Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 633 | 11/06/2024 |
| Marché n°2024M0109 Station de ski du Lioran, Remontées mécaniques : Grandes Inspections et travaux 2024 Lot 2 : Télésiège du Refuge, Grande inspection à 30 ans | La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. | 97 817,80 € Ce montant est issu du BP valant détail estimatif | SAEM SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT Le Lioran (15) | Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 633 | 11/06/2024 |
| Marché n°2024M0115 Remplacement des menuiseries extérieures du collège Georges Brassens à Ydes | La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. | 350 481,00 € Ce montant est issu de la DPGF | JARRIGE Murat (15) | Chapitre : 23 Nature : 2317 Fonction : 221 | 25/06/2024 |
| Marché n°2024M0117 Travaux de stabilisation du glissement de La Maurinie sur RD62 PR32+150 | La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. | 549 987,10 € Ce montant est issu du DQE | NGE FONDATIONS Saint-Priest (69) | Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 843 | 25/06/2024 |

AVENANTS

| OBJET DU MARCHÉ | MODE DE PASSATION | MONTANTS (HT) | IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE | INSCRIPTION BUDGÉTAIRE |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Marché n°2023M0110 Travaux d'amélioration thermique de l'Hôtel du département (phase 2) Lot 4 : Couverture métallique – Etanchéité | Procédure adaptée ouverte Modification de délai | / | AURITOIT Aurillac (15) | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 028 |
| Marché n°2021M0061 Maintenance et Prestations associées pour le progiciel gestion financière et des subventions : ASTRE GF | Procédure adaptée ouverte Augmentation du montant du marché : +50,00 % | 17 714,50 € | INETUM SOFTWARE France Saint-Ouen (93) | Chapitre : 011 Nature : 6188 Fonction : 028 |
| Marché n°2023M0279 Construction d'un centre routier départemental à Vebret Lot 1 : VRD - Terrassement | Procédure adaptée ouverte Augmentation de montant : +24,77 % | 44 675,00 € | RMCL Vebret (15) | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 843 |
| Marché n°2023M0290 Requalification thermique et fonctionnelle du bâtiment A du Campus Universitaire Simone Veil d'Aurillac Lot 10 : Plâtrerie-Peinture-Faux-plafonds | Procédure adaptée ouverte Augmentation de montant : +5,97 % | 13 100,00 € | PEREIRA Tulle (19) | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23 |
| Marché n°2024M0025 Travaux de peinture et sols pour les cages d'escaliers de l'Hôtel du département | Procédure adaptée ouverte Augmentation de montant : | 134 424,19 € | GROUPEMENT DELPON – SAUREV Aurillac (15) | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 028 |

DIRECTION : STRATÉGIE PERFORMANCE COMMUNICATION
SERVICE GESTIONNAIRE : Cantal Rénov' Énergie au 17/07/2024

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés

| OBJET DU MARCHÉ | MODE DE PASSATION | MONTANTS (HT) | IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE | INSCRIPTION BUDGÉTAIRE |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|----------------|----------------------------|--------------------------------------------------|
| Prestation d'information, conseil et animation du petit tertiaire privé dans le cadre du service public de performance énergétique de l'habitat du Cantal | Sans publicité, ni mise en concurrence | 30 000 € | Association ÉNERGIES 15 | Chapitre : 011 Nature : 617 Fonction : 758 |

DIRECTION : PAT
SERVICE GESTIONNAIRE : SA/PAT au 26/07/2024

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés

| OBJET DU MARCHÉ | MODE DE PASSATION | MONTANTS (HT) | IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE | INSCRIPTION BUDGÉTAIRE |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|----------------|----------------------------------------|-----------------------------------------------------|
| 2024M0022 Fourniture, l'installation et l'exploitation d'une station de comptage tous véhicules (VL/PL et vélo) sur le réseau routier | Procédure adaptée ouverte | 10 656 € | STERELA 31860 PINS JUSTARET | Chapitre : 21 Nature : 215738 Fonction : 843 |
| 2024M0064 Inspections Détaillées des Ouvrages d'Art Programme 2024 | Procédure adaptée ouverte | 21 460 € | GINGER CEBTP 63100 CLERMONT FERRAND | Chapitre : 011 Nature : 615231 Fonction : 843 |
| 2024M0120 RD56 PR9+206 au PR 10+204 – Dégagement de visibilité dans 5 virages - Oradour Commune de Neuveglise sur Truyère | Procédure adaptée ouverte | 25 242.50 € | MARQUET 15100 SAINT-FLOUR | Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 843 |

Liste des avenants sur marchés inférieurs à 90 000€ HT

| OBJET DU MARCHÉ | MODE DE PASSATION | MONTANTS (HT) | IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE | INSCRIPTION BUDGÉTAIRE |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| 2023M0187 Création d'une identité visuelle pour l'itinérance pédestre Via Arverna dans le Cantal | Procédure adaptée ouverte | 4200 € Prolongation de délai | AGENCE 304 36 Rue des chênes 15130 YTRAC | Chapitre : 011 Nature : 6232 Fonction : 633 |
| 2022M0285 Fourniture de la documentation nécessaire à l'exercice des missions des directions du CD15 | Appel d'offres ouvert | 40 000 € Avenant de transfert | Librairie DECITRE 15b avenue C Cité Berliet 69800 Saint-Priest | Chapitre : 21 Nature : 21621 Fonction : 313 |

DIRECTION : Direction des Mobilités

SERVICE GESTIONNAIRE : Service Gestion du Territoire Saint-Flour au 01/08/2024

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés

| OBJET DU MARCHÉ | MODE DE PASSATION | MONTANTS (HT) | IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE | INSCRIPTION BUDGÉTAIRE |
|----------------------------|-------------------|----------------|----------------------------|------------------------------------------------------------------|
| RD56 PR 9+206 au PR 10+204 | MAPA | 25 242,50 € | Entreprise MARQUET | Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 843 Ligne : 5012 |

DIRECTION :
SERVICE GESTIONNAIRE : CABINET DU PRESIDENT au 06/08/2024
Sylvie ROUANNE-BROMET

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés

| OBJET DU MARCHÉ | MODE DE PASSATION | MONTANTS (HT) | IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE | INSCRIPTION BUDGÉTAIRE |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------------|------------------------------------------------------------------------|
| Marché n°2024M0026 Prestations de Communication du CD via le Stade Aurillacois Saison 2023/2024 | Accord Cadre | 75 000 € | STADE AURILLACOIS SASP | Chapitre : 011 Nature : 6238 Fonction : 022 Ligne 3478 |
| Marché n°2024M0018 Fourniture de structures d'exposition avec impression de panneaux Colloque Georges Pompidou | Accord Cadre | 12 500 € | CANTAL REPOGRAPHIE SARL | Chapitre : 011 Nature : 6068 Fonction : 022 Ligne 91 |
| Marché n°2024M0070 Goodies pour le Colloque Georges Pompidou (Tour de Cou, carnet, crayon à papier et Tote bag) | Accord Cadre | 4 606 € | CASIOPUB | Chapitre : 011 Nature : 6068 Fonction : 022 Ligne 91 |
| Marché n°2024M0110 Casquettes simples Cantal Auvergne | Accord Cadre | 6 520 € | INTERSPORT | Chapitre : 011 Nature : 6068 Fonction : 022 Ligne 91 |
| Marché n°2024M0112 Achat de banderoles, beach Line, Fan rollers Tour de France | Accord Cadre | 12 660 € | CANTAL REPOGRAPHIE SARL | Chapitre : 011 Nature : 6068 Fonction : 022 Ligne 91 |
| Marché n°2024M0148 Distribution de la Revue du Conseil départemental | Accord Cadre | 53 000 € | LA POSTE | Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 022 Ligne 92 |

PÔLE RESSOURCES

SERVICE GESTIONNAIRE : SERVICE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE au 07/08/2024

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés - 2024

| | | | | |
|-------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|
| Impression guides, livrets et plaquettes | Marché subséquent 2024M0142 Notifié le 07/08/2024 | 2 320 € | Imprimerie De Bourg 11100 Narbonne | Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 028 |
| Impression flyers Danse Résidence Cie | Marché subséquent 2024M0141 Notifié le 30/07/2024 | 48 € | SAS Malvezin – Valadou Imprimerie Champagnac 15000 Aurillac | Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 311 |
| Impression dépliant Memento du lecteur Archives | Marché subséquent 2024M0129 Notifié le 31/07/2024 | 100 € | SAS Malvezin – Valadou Imprimerie Champagnac 15000 Aurillac | Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 311 |
| TVX mise en place GTC collège d'Ydes | 2024M0128 Notifié le 25/07/2024 | 54 288,76 € | Volta Energie Electricité 3 bis rue jacquard 15000 Aurillac | Chapitre : 23 Nature : 2318 Fonction : 221 |
| Acquisition d'un VLU REGIE MOBILE AURILLAC | Marché subséquent 2024M0127 Notifié le 19/07/2024 | 19 067 € | RENAULT RUDELLE FABRE | Chapitre : 21 Nature : 21828 Fonction : 221 |
| Impression bulletin interne Cantalien | Marché subséquent à BC 2024M0126 Notifié le 10/07/2024 | 5 000 € | Imprimerie De Bourg 11100 Narbonne | Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 028 |
| Impression affiches Tour de France | Marché subséquent 2024M0125 Notifié le 9/07/2024 | 297 € | SAS Malvezin – Valadou Imprimerie Champagnac 15000 Aurillac | Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : |
| Prestation de vérification des extincteurs, RIA désenfumage | Marché à BC 2024M0124 Notifié le 23/07/2024 | Maxi : 10 000 par an 40 000 € sur 4 ans | DESAUTEL 99 rue Pierre Corneille 69003 LYON | Chapitre : 011 Nature : 615221 Fonction : 028 |
| Acquisition 3 étraves crd | Marché subséquent 2024M0122 Notifié le 11/07/2024 | 31 500 € | Europe service | Chapitre : 21 Nature : 215731 Fonction : 843 |

| | | | | |
|------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|--------------------|-------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Acquisition 2 lames crd | Marché subséquent 2024M0121 Notifié le 11/07/2024 | 15300€ | Europe service | Chapitre :21 Nature : 215731 Fonction : 843 |
| Impression affiches sénat 40*60 et 140*90 | Marché subséquent 2024M0119 Notifié 01/07/ 2024 | 160 € | Imprimerie De Bourg 11100 Narbonne | Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : |
| Impression du rapport d'activités des services | Marché subséquent 2024M0118 Notifié 01/07/ 2024 | Maximum 2 500 € | Artésienne ZI Alouette -Rue François Jacob 62800 Lievin | Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 028 |
| REMORQUE SURBAISSE REGIE AURILLAC | 2024M0111 NOTIFIE LE 5/07/2024 | 16345 HT | REMORQUE MOIROUD | Chapitre :21 Nature : 215731 Fonction : 843 |
| Acquisition tête d'élagage | 2024M0106 NOTIFIE LE 20/06/2024 | 42745 € | BCS LOC VENTE | Chapitre : 21 Nature : 215371 Fonction :843 |
| MOE remplacement des menuiseries extérieures Collège Laroquebrou | 2024M0104 Notifié le 11/06/2024 | 22 900 € | ARCHIMADE 10 rue général Cavaignac 19100 Brive la gaillarde | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 223 |
| Impression des carnets Atelier –Exploitation (SAM) | Marché subséquent 2024M0103 Notifié 18/06/ 2024 | 694 € | Decombat Imprimerie 63118 CEBAZAT | Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 028 |
| Impression des carnets de santé maternité | Marché subséquent 2024M0102 Notifié 06/06/ 2024 | 2 498 € | SAS Malvezin – Valadou Imprimerie Champagnac 15000 Aurillac | Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 028 |
| Impression d'affiches et de flyers Opéra d'été 2024 | Marché subséquent 2024M0097 Notifié 04/06/2024 | 210 € | Imprimerie De Bourg 11100 Narbonne | Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 311 |
| Impression des carnets d'activités des centres routiers | Marché subséquent 2024M0078 Notifié 16/05/ 2024 | 786 € | Decombat Imprimerie 63118 CEBAZAT | Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 028 |
| Impression Cantal avenir n°133 | Marché subséquent 2024M0077 Notifié 21/05/2024 | 17 106 € | Public Imprim 69200 Vénissieux | Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 223 |

| | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|-------------|-------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Impression de flyers CANTAL TOUR SPORT 2024 | Marché subséquent 2024M0076 Notifié 14/05/2024 | 232 € | SAS Malvezin – Valadou Imprimerie Champagnac 15000 Aurillac | Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 028 |
| 1 VL TOUS CHEMIN 4X2 POUR LE CIT | 2024M0075 Notifié le 13/05/2024 Fin Marché 13/11/2024 | 19 367,09 € | Garage Renault Rudelle Fabre | Chapitre :21 Nature :21828 Fonction :028 |
| 1 VL HYBRIDE POUR LE POOL | 2024M0074 Notifié le 13/05/2024 Fin marché le 13/11/2024 | 18 371,46 € | Garage Renault Rudelle Fabre | Chapitre :21 Nature :21828 Fonction :028 |
| VERIN FOSSE OLEOPNEUPATIQUE POUR ST FLOUR | 2024M0072 Notifié le 3/05/2024 Fin marché 13/07/2024 | 6497 € | STERTIL EQUIP VI | Chapitre :21 Nature :215738 Fonction :843 |
| MOE chaufferie collège Laroquebrou | 2024M0068 Notifié le 03/05/2024 Fon marché 03/05/2025 | 38 500 € | Argetec 2 rue Léon Bourgeois 19100 Brive la Gaillarde | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction :223 |
| Fourniture de tee-shirts pour le Service Communication et le Service Education Jeunesse | 2024M0066 Notifié le 25/04/2024 Fin de marché le 30/06/2024 | 31 228 € | Osmose Cantal Reprographie | Chapitre : 011 Nature : 60636 Fonction : |
| Fourniture de Tee-shirts pour le Service Communication et le Service Education Jeunesse | 2024M0066 Notifié le 25/04/2024 CFM | 32 690 € | Osmose Cantal Reprographie | Chapitre 11 Nature : 60636 |
| Fournitures et livraison de produits d'entretien et d'hygiène pour les services du Cd15 | 2024M0065 Notifié le 12/04/2024 | 9 827,53 € | SARL BONNET Hygiène 106 Av Général Leclerc 15000 Aurillac | Chapitre : 011 Nature : 60631 Fonction :843 |
| 2 SALEUSES CRD CAYROLS ET ARPAJON | 2024M0061 Notifié le 3/05/2024 Fin marché 3/11/2024 | 56 500€ | Europe service | Chapitre :21 Nature : 215731 Fonction : 843 |

| | | | | |
|---------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|------------|----------------|---------------------------------------------------|
| 2 SALEUSES CRD RIOM ET MAURIAC | 2024M0060 Notifié le 3/05/2024 Fin marché 3/11/2024 | 56 800€ | Europe service | Chapitre :21 Nature : 215731 Fonction : 843 |
| 2 SALEUSES CRD LAROQ ET ST CERNIN | 2024M0059 Notifié le 3/05/2024 Fin marché 3/11/2024 | 56 600 € | Europe service | Chapitre :21 Nature : 215731 Fonction : 843 |
| Réfection toiture Maison du Cantal à Garabit | 2024M0057 Notifié le 11/04/2024 Fin marché 11/08/2024 | 38 596€ | Batifol | Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction :633 |
| SALEUSE REGIE EXPLOIT AURILLAC | 2024M0056 Notifié le 3/05/2024 Fin marché 3/11/2024 | 29 900€ | Europe service | Chapitre :21 Nature : 215731 Fonction : 843 |
| Requalification thermique des bâtiments des saisonniers | 2024M0047 Notifié le 29/03/2024 Fin marché 29/03/20258 | 38 250€ | Carole Henry | Chapitre :23 Nature :2313 Fonction :633 |
| Panneaux photovoltaïques HDD | 2024M0012 Notifié le 02/04/2024 Fin marché 02/10/2024 | 68 299,60€ | Fred Elec | Chapitre :23 Nature :2313 Fonction :028 |
| Aménagement vestiaires CRD Vic sur Cère | 2024M0011 Notifié le 20/03/2024 Fin marché 06/11/2025 | 13 200€ | SARL François | Chapitre :23 Nature :2313 Fonction :843 |

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-26

Création d'un poste non permanent - Contrat de projet catégorie C

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Isabelle LANTUEJOUL

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu la Code général de la fonction publique ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération du Conseil départemental n°24CD01-25 du 29 mars 2024 relative au RIFSEEP ;

- ADOPTE la proposition de Monsieur le Président de créer un emploi non permanent de catégorie C n°9490, relevant de la filière administrative.

Les rémunérations associées à ce poste seront déterminées en référence aux grilles indiciaires du cadre d'emplois des adjoints administratifs.

Le régime indemnitaire attribué correspond au groupe de fonctions C1ter.

La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour l'exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

- **MODIFIE** le tableau des emplois en conséquence,
- **INSCRIT** au budget les crédits correspondants.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-27

Personnel départemental - Tableau des emplois

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Isabelle LANTUEJOUL

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

- DECIDE de transformer les emplois suivants pour les besoins de services :

| Numéros de poste | Grade | Nouveau grade | Date |
|------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|------------|
| 7595 | Adjoint technique | Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe | 01/10/2024 |
| 8580 | Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe | Adjoint technique | 01/10/2024 |
| 7574 | Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe | Adjoint technique | 01/10/2024 |
| 8285 | Adjoint technique | Agent de maîtrise principal | 01/10/2024 |
| 8050 | Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe des Etablissements d'Enseignement | Adjoint technique | 01/10/2024 |
| 6688 | Technicien principal 1 ^{ère} classe | Attaché | 01/10/2024 |

| | | | |
|------|---------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|------------|
| 7548 | Agent de maîtrise principal | Agent de maîtrise | 01/10/2024 |
| 9591 | Assistant socio-éducatif TNC 80 % | Assistant socio-éducatif TC | 01/10/2024 |
| 6325 | Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe | Adjoint technique | 01/10/2024 |
| 6240 | Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe | Rédacteur | 01/10/2024 |
| 6045 | Adjoint technique | Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe | 01/10/2024 |
| 8114 | Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe | Adjoint technique | 01/10/2024 |
| 6692 | Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe | Adjoint technique | 01/10/2024 |
| 7831 | Agent de maîtrise principal | Adjoint technique | 01/10/2024 |
| 6233 | Agent de maîtrise | Adjoint technique | 01/10/2024 |
| 6903 | Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe des établissements d'enseignement | Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe | 01/10/2024 |
| 6063 | Contrat de projet psychologue 50 % | Contrat de projet psychologue hors classe 80 % | 01/10/2024 |
| 6169 | Attaché principal | Attaché | 01/10/2024 |
| 8386 | Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe | Adjoint administratif | 01/10/2024 |
| 7844 | Agent de maîtrise | Adjoint technique | 01/10/2024 |
| 6178 | Attaché principal | Ingénieur | 01/10/2024 |
| 8545 | Technicien principal 2 ^{ème} classe | Ingénieur | 01/10/2024 |
| 8050 | Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe des Etablissements d'Enseignement | Adjoint technique | 01/10/2024 |
| 6423 | Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe des Etablissements d'Enseignement | Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe | 01/10/2024 |
| 5323 | Rédacteur principal 1 ^{ère} classe | Rédacteur | 01/10/2024 |
| 5321 | Technicien | Agent de maîtrise principal | 01/10/2024 |
| 7737 | Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe | Adjoint technique | 01/10/2024 |
| 7042 | Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe | Adjoint technique | 01/10/2024 |
| 6391 | Agent de maîtrise principal | Adjoint technique | 01/10/2024 |
| 4736 | Conseiller socio-éducatif hors classe | Infirmier en soins généraux | 01/10/2024 |
| 5972 | Attaché | Adjoint administratif | 01/10/2024 |

- DECIDE de supprimer un contrat de projet et de créer un poste permanent pour les besoins de la Direction de l'Ingénierie Territoriale :

Le poste de chargé de projet VRD - Ouvrages d'art affecté à la Direction de l'Ingénierie Territoriale a été créé en contrat de projet lors de l'assemblée de juin 2022. Aujourd'hui, il ne correspond plus aux conditions du contrat de projet, il est pleinement orienté vers les missions classiques du service et se veut pérenne. Il convient donc de supprimer le contrat de projet n°6241 et de créer un poste permanent n°9491 sur le grade de technicien. Ce poste est ouvert aux fonctionnaires et aux agents contractuels. Pour ces derniers, la rémunération sera fixée sur la base de la grille indiciaire du cadre d'emploi des techniciens territoriaux.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-28

Compte-rendu à l'Assemblée de l'exercice de la compétence d'agir en justice déléguée à son Président

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Céline CHARRIAUD

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu l'article L.3221-10-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-15 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 relative à la délégation consentie à son Président pour ester en justice ;

- **PREND ACTE** du compte-rendu relatif à l'exercice de la compétence d'agir en justice déléguée à Monsieur le Président du Conseil départemental, joint à la présente délibération.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

| Dépôts de plainte | |
|-------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <div><h3>Routes Départementales</h3><ul style="list-style-type: none">✚ Vois et dégradations commis dans la nuit du 11 au 12 mars 2024 sur un tracteur épaveuse du CRD de VIC SUR CERE, stationné au carrefour du RD990/59 sortie de CARLAT direction RAULHAC au lieu-dit la Prade avec : extincteur vidé dans la cabine puis dérobé (200€ et 150€), vol d'un sac de coqueaux/manilles/entretoises et une boîte à outils (150€ et 500€), vol de l'autoradio (100€), vol du GNR (100€), essai vol des batteries (cache ouvert), vol du brise-vitre, capot ouvert et forcé.✚ Vois et dégradations commis dans la nuit du 11 au 12 mars 2024 sur un camion du CRD d'AURILLAC, stationné sur le parking à la sortie du bourg de SAINT- SIMON, direction MANDAILLES avec : vol d'une boîte à outils (400€), de manilles et sangle PL (400€), 2 batteries avec le pont (600€), d'un extincteur (150€).✚ Destructions, dégradations et détériorations causées au Centre Routier de Pleaux, rue Moulergues 15700 PLEAUX, suite à l'incendie survenue le 11 avril 2024. Ce dépôt de plainte a conduit à une décision de non-constitution de partie civile devant le Tribunal Judiciaire.✚ Vol de 200 litres de carburant dans la nuit du 6 au 7 mai 2024 sur un camion stationné dans un abri non fermé au CRD de SAIGNES.✚ Vois de 4 panneaux de signalisation entre le 20 et le 22 juillet 2024 : un panneau « déviation » et un panneau « route barrée » installés au carrefour des RD 60/RD17 sur la Commune de SAINT-CIRGUES-DE-JORDANNE ; un panneau « déviation » et un panneau « route barrée » installés au carrefour des RD 35/RD60, à la Croix de Cheules sur la Commune de LASCELLE.</div> <div><h3>Systèmes d'Informations</h3><ul style="list-style-type: none">✚ Vol (cuvette de W.C.) et dégradations volontaires (dégât des eaux) commis le 2 avril 2024 dans les locaux de l'Espace Georges Pompidou, 3 rue Alexandre Pinard 15000 AURILLAC.✚ Dégradations commises au sein des locaux de l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta 15015 AURILLAC, sur les câbles réseaux / d'alimentation d'un écran LED extérieur, constatées le 11 juillet 2024.</div> |










Espaces naturels et ruraux





🚧 Dégâts volontaires commis le 13 avril 2024 sur le dispositif amphibien installé le long de la RD17 au niveau du Lac des Graves, Commune de LASCELLE.

Finances

🚧 Usurpation d'un titre ou d'une fonction et faux ou d'usage de faux documents afin de commettre une escroquerie en 2024 : une personne inconnue aurait contacté un EHPAD par mail et téléphone afin de se faire passer pour un agent de la collectivité et leur demander de verser dorénavant le règlement des créances dues au Département sur un autre compte bancaire n'appartenant pas à la collectivité.

Dépôts de plainte

| Nouveaux Contentieux | Tribunal Administratif | |
|-------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| |  | Requête du 4 avril 2024 d'un bénéficiaire du RSA demandant l'annulation d'un indu d'un montant de 1 526,68 €. |
| |  | Requête du 4 avril 2024 d'un bénéficiaire du RSA demandant l'annulation d'un indu d'un montant de 2 386,47 €. |
| |  | Requête du 4 avril 2024 d'un bénéficiaire du RSA demandant l'annulation d'un indu d'un montant de 1 101,32 €. |
| |  | Requête du 4 avril 2024 d'un bénéficiaire du RSA demandant l'annulation d'un indu d'un montant de 2 674,14 €. |
| |  | Requête du 4 avril 2024 d'un bénéficiaire du RSA demandant l'annulation d'un indu d'un montant de 2 890,59 €. |
| |  | Requête du 4 juin 2024 d'un bénéficiaire du RSA demandant l'annulation d'un indu d'un montant de 311,02 €. |
| |  | Requête du 13 juillet 2024 d'une personne non admise au bénéfice de l'Allocation personnalisée d'autonomie afin d'obtenir l'annulation de cette décision. |
| |  | Requête du 12 avril 2024 d'une entreprise titulaire d'un marché de maîtrise de l'œuvre demandant l'annulation des pénalités d'un montant total de 3 679,37 € appliquées par le Département dans le cadre dudit marché. Ces pénalités ont été prononcées en raison du dépassement du montant total prévisionnel des travaux sous la direction de l'entreprise maître d'œuvre. |
| |  | Requête du 13 juin 2024 de professeurs du Collège La Jordanne demandant l'annulation de la délibération du 18 décembre 2023 du Conseil départemental validant la future sectorisation des collèges publics, s'agissant de l'arrondissement d'Aurillac. |

| | | |
|------------------|-------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Jugements rendus | Tribunal Administratif | <p>  Décision du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand du 24 avril 2024, de rejeter la requête d'un bénéficiaire du RSA demandant l'amulation de la décision mettant fin à ses droits au RSA. </p> <p>  Décision du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand du 16 juillet 2024 de rejeter la requête d'un bénéficiaire du RSA demandant l'amulation de la décision de remise partielle d'un montant de 1 527,01 €, de sa dette au titre du RSA, laissant à sa charge une somme de 1 527 €. </p> <p>  Décision du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand du 16 juillet 2024 de rejeter la requête d'un bénéficiaire du RSA demandant l'amulation de la décision de rejet de sa demande de remise de dette relative à un indu de RSA d'un montant de 1 824,67 €. </p> |
| | Tribunal Judiciaire | <p>  Décision du Tribunal Judiciaire d'Aurillac du 11 juillet 2024 de condamner un bénéficiaire du RSA à payer au Département du Cantal la somme de 2 410,96 € au titre de dommages-intérêts pour les faits de déclaration fausse ou incomplète pour obtenir une allocation indue, ainsi qu'au paiement d'une amende de 1 000 €. </p> |
| | | |
| | | |

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-29

Compte rendu à l'Assemblée de l'exercice des attributions déléguées à son Président

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Céline CHARRIAUD

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu l'article L.3211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-12 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales au Président du Conseil départemental ;

- **PREND ACTE** des seize décisions du Président, prises par délégation, telles que jointes en annexe de la présente délibération.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des

délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Travaux OH du Pont Rouge - RD921 : Remplacement ouvrage et passages à faune

Le Président du Conseil départemental,

VU la délibération n° 21CD02-12 du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

Considérant l'éligibilité de ces travaux au Fonds Vert 2024, au titre du rétablissement des continuités écologiques, en lien avec la stratégie nationale biodiversité 2030 (SNB) ont pour objectif de réduire les pressions sur la biodiversité, de protéger et restaurer les écosystèmes et de susciter des changements en profondeur afin d'inverser la trajectoire du déclin de la biodiversité ;

DECIDE

Article 1^{er} : de solliciter une subvention de 80 % de travaux pour le volet « restauration des continuités écologiques » et la résorption d'un point noir en lien avec une infrastructure routière, au niveau de l'ouvrage du Pont Rouge sur la commune de Jabrun, conformément au tableau ci-dessous.

Coût prévisionnel du projet présenté (sous réserve de l'obtention des financements) :

236 490 € pour la restauration des continuités écologiques et la résorption d'un point noir en lien avec une infrastructure routière, au niveau de l'ouvrage du Pont Rouge sur la commune de Jabrun

| Organisme ou collectivité apportant une aide financière | Montant subventionnable (€ HT) | Forme et taux de l'aide (subvention) | Montant de la contribution attendue |
|---------------------------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------------|
| État (Fonds vert) | 236 490 | 80% | 189 192 |

Article 2 : il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale.

Fait à Aurillac, le **10 JUIN 2024**

Le Président du Conseil départemental



Bruno FAURE

Conseil départemental du Cantal
28 avenue Gambetta - 15015 AURILLAC Cedex
Tél : 04 71 46 20 20 - Fax : 04 71 46 21 42
cantal.fr

DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX SUR LE SITE DU CENTRE ROUTIER DE SAINT-LOUR

Le Président du Conseil départemental,

VU la délibération n° 21CD02-12 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

CONSIDERANT que l'Association dénommée « Bande de Rêveurs » sollicite la mise à disposition d'une partie du garage au centre routier départemental de Saint-Flour, propriété du Département afin de réaliser un tournage ;

CONSIDERANT que cette mise à disposition doit être formalisée dans ce cadre par une convention ;

DECIDE

Article 1^{er} : de mettre à disposition de l'Association « Bande de Rêveurs », dont le siège est situé à CHEYLADE (15400), les 6 travées du garage du site Centre routier départemental de Saint-Flour, situé 18 Avenue du Lioran – 15100 SAINT FLOUR.
La présente mise à disposition est consentie à titre gratuit, aucune charge afférente ne sera demandée.

Article 2 : de conclure en ce sens une convention fixant les modalités de mise à disposition entre le Département du Cantal et l'Association « Bande de Rêveurs », dont le projet est joint en annexe de la présente décision ;

Article 3 : de signer ladite convention de mise à disposition ;

Article 4 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale.

Fait à Aurillac, le **01 JUL. 2024**
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE


La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION MISE À DISPOSITION D'UNE PARTIE DU GARAGE DU CENTRE
ROUTIER DÉPARTEMENTAL DE SAINT-FLOUR EN FAVEUR DE L'ASSOCIATION
BANDE DE RÊVEURS POUR LE TOURNAGE D'UN COURT MÉTRAGE**

Entre les soussignés :

Le Département du Cantal, sis 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision en date du 21 décembre 2021 ; ci-après appelé « le Département »
D'une part,

Et

L'Association dénommée « BANDE DE RÊVEURS », dont le siège est situé à CHEYLADE (15400), 4 Pierre Masson, représentée par Mr Coulombié Thibault, son Président, ci-après appelée « l'association »,
D'autre part,

PREAMBULE

Dans le cadre de la réalisation d'un court métrage, l'Association recherche un lieu de tournage et le Département propose de mettre à disposition une partie des locaux du Centre Routier Départemental de SAINT-FLOUR.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'exposer les conditions dans lesquelles le Département autorise le bénéficiaire à réaliser un tournage audiovisuel pour les besoins d'une œuvre, ci-après dénommée « l'Œuvre » et dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Titre provisoire ou définitif : Rouge écarlate
- Genre : Drame, Thriller, film de gangsters
- Réalisateur : Coulombié Thibault
- Produite par : Bande de rêveurs

ARTICLE 2 – AUTORISATION DE TOURNAGE, LIEU

Le Département du Cantal autorise le bénéficiaire, dans les conditions de la présente convention, à réaliser un tournage audiovisuel dans :

- Les 6 travées du garage du centre routier départemental de Saint-Flour, situé 18 Avenue du Lioran – 15100 SAINT FLOUR (240 m²).

Toute autre utilisation est exclue de l'objet de la présente convention.

Le bénéficiaire prend le local mis à disposition en l'état, celui-ci déclarant bien le connaître pour l'avoir visité à sa convenance.

Le mobilier et les matériels présents dans les locaux resteront et serviront à créer l'ambiance du décor.

Le bénéficiaire reste le seul propriétaire des prises de vues qui seront réalisées dans les conditions de la présente convention ainsi que des droits d'auteur y afférent, sous réserve de ce qui est indiqué à l'article 7 ci-après.

ARTICLE 3 – DURÉE, DATES DU TOURNAGE

La présente convention prendra effet au début du tournage soit le 20 juillet 2024 pour se terminer au plus tard le 24 août 2024.

Elle prendra fin sans tacite reconduction.

Dates d'occupation des locaux :

Il est convenu entre les parties que les locaux ci-dessus désignés seront mis à disposition exclusivement pendant les dates de tournage, soit :

- Samedi 20 juillet 2024
- Samedi 3 août 2024
- Samedi 17 août 2024

Une date de report est attribuée à chaque dates de tournages en cas de force majeure, ces dates sont les suivantes :

- Samedi 27 juillet 2024
- Samedi 10 août 2024
- Samedi 24 août 2024

L'Association s'engage :

- à confirmer toutes les dates au minimum 3 jours avant le premier tournage,
- après chaque tournage, à nous tenir informé du bon déroulement de celui-ci, et à nous préciser si la date de report sera ou non maintenue.

ARTICLE 4 – MODALITES PRATIQUES DE LA MISE A DISPOSITION

Le personnel de l'Association Bande de rêveurs s'engage, après chaque utilisation, à remettre en place et en état le local tel qu'il l'a trouvé à son arrivée.

Toute dégradation constatée après l'utilisation est susceptible d'entraîner la responsabilité de l'association Bande de rêveurs, s'il s'avère que toutes les mesures de respect des présentes dispositions n'ont pas été mises en place.

ARTICLE 5 – CHARGES ET CONDITIONS

La présente mise à disposition est consentie et acceptée sous les charges et conditions suivantes que les deux parties s'obligent à exécuter et à accomplir, à savoir :

- l'Association prendra les locaux et les équipements mis à disposition dans l'état où ils se trouveront le jour de l'entrée en jouissance,
- l'Association maintiendra, en bon état les locaux mis à sa disposition,
- l'Association jouira des locaux en bon père de famille suivant leur désignation. Il ne pourra en aucun cas rien faire ou laisser faire qui puisse les détériorer et il devra prévenir immédiatement le Département de toute atteinte qui serait portée à la propriété et de toutes dégradations et détériorations qui viendraient à se produire dans les locaux mis à disposition,
- l'Association fera son affaire personnelle, de façon que le propriétaire ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet, de toutes réclamations ou contestations qui pourraient survenir du fait de son activité dans les lieux mis à disposition ;
- les locaux et équipements présentement mis à disposition sont utilisés conformément à la destination prévue au présent contrat, l'Association ne pouvant, sous aucun prétexte, modifier, même momentanément, cette destination ;
- l'Association ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucune construction ni démolition, aucun percement de mur, cloisons ou planchers, ni aucun changement de distribution, sans l'accord préalable du Département qui se réserve la suite à donner à cette requête ;
- tous embellissements, améliorations et installations quelconques qui seraient fait par l'Association dans les lieux mis à disposition pendant le cours de la convention resteront à la fin de celle-ci, à quelque époque et de quelque manière qu'elle arrive, la propriété du Département sans aucune indemnité pour le preneur, à moins que le bailleur ne préfère demander le rétablissement des lieux dans leur état primitif, aux frais de l'Association, ce qu'il aura toujours le droit de faire même s'il a autorisé les travaux ;
- l'association pourra bénéficier de l'utilisation du courant électrique sur l'ensemble des dates de tournage, susvisées, afin de permettre l'utilisation des éclairages artificiels tout au long de la journée.
- le Département décline toute responsabilité, dans le cas où, par fait de force majeure, il y aurait interruption des fournitures de chauffage, de climatisation, d'eau, d'électricité, etc...
- d'une manière générale, l'Association fera son affaire personnelle de tous cas fortuits et imprévus sauf son recours contre qui de droit, en dehors du propriétaire.

L'Association devra jouir personnellement de son autorisation. Il lui est interdit, sous peine de déchéance, d'en céder la jouissance totale ou partielle à un tiers.

Sous peine de révocation, toute extension de la surface occupée ou tout dépassement de la durée prévue d'utilisation indiquée ci-après devra faire l'objet d'une demande d'autorisation expresse préalable et motivée auprès du Département qui est libre de l'accepter ou de la refuser.

Sous peine de suppression de la présente convention, l'utilisation ne pourra être faite pour un usage autre que celui prévu par ladite convention.

ARTICLE 6 – MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit, aucune charge afférente ne sera demandée.

ARTICLE 7 – ENGAGEMENT DES PARTIES

1. Engagements du Bénéficiaire

Au titre de la présente convention, le Bénéficiaire s'engage à favoriser les actions suivantes :

- Mention du Département au générique de fin du film.
- Mention au générique du court making of du projet.

Par ailleurs, le Bénéficiaire s'engage à présenter aux représentants du Département le Film définitif avant sa diffusion afin de préparer la communication par la collectivité.

Par ailleurs, le Bénéficiaire mettra à disposition du Département, tous les éléments constitutifs de la communication du Film : bande-annonce, affiche, dossier de presse, photos pour assurer la promotion du Film sur les réseaux sociaux et autres relais de communication de celui-ci.

D'une manière générale, le Bénéficiaire s'engage à étudier et à favoriser la mise en place d'opérations partenariales que le Département souhaiterait mettre en œuvre pour encourager la diffusion du Film auprès du public ou valoriser le soutien apporté par le Département à ce dernier, dans le respect des obligations imposées par la réglementation.

Au titre de la présente convention, le Bénéficiaire s'engage aussi à réaliser les actions de communication suivantes :

- Autoriser le Département à réaliser des photos et vidéo du tournage pour la promotion du Cantal
- Citer le Département et apposer le logo sur la page des partenaires
- Informer que le film a été tourné dans le Cantal pour permettre la promotion sur tous les supports de communication,

2. Engagements du Département

Le Département s'engage à relayer sur ses supports (presse, internet, réseaux sociaux, affichage) dans la limite des espaces disponibles dont il dispose, les actions de communication conduites dans le cadre de la promotion du Film.

Le Département s'engage à ne pas faire d'exploitation commerciale du Film mais aussi à respecter la chronologie des médias.

Le Producteur est et reste seul propriétaire du Film et de tous éléments constitutifs et/ou dérivés du Film. Le Département s'engage à ne prétendre à aucun droit quelconque sur le Film, ses éléments constitutifs et/ou dérivés. Il s'interdit en outre de faire obstacle à son exploitation paisible.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITE – ASSURANCES

Le Département du Cantal assure le local mis à disposition, à hauteur des responsabilités qu'elle assume en tant que propriétaire.

Le Bénéficiaire souscrit un contrat d'assurance garantissant tous les dommages aux biens ou dégradations qui pourraient survenir du fait de l'occupation des locaux par son personnel et en

responsabilité civile pour tous les risques locatifs pouvant survenir pendant les périodes de mise à disposition des biens.

Le Département du Cantal ne saurait voir sa responsabilité engagée en cas de dommages ou de dégradations qui pourraient survenir du fait de l'occupation des locaux par le personnel de l'association Bande de rêveurs et par les personnes accueillies par lui.

ARTICLE 9 – MODIFICATION – RESILIATION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'une semaine suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 10 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges dans l'application de la présente convention, les parties s'engagent expressément à rechercher un règlement amiable. En l'absence de règlement amiable, un recours contentieux pourra être fait auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la date de refus de règlement amiable.

Il peut faire également faire l'objet, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental du Cantal.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait en deux exemplaires originaux à AURILLAC le

Pour le département du cantal

Pour l'Association Bande de rêveurs

Monsieur le Président du Conseil départemental

Monsieur le Président

Bruno FAURE

Thibault COULOMBIE



DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
PROGRAMME FEDER-FSE+ AUVERGNE-RHÔNE-ALPES 2021-2027 N°PORTAIL 48874

Le Président du Conseil départemental,

Vu la délibération n°21CD02-12 du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

Considérant le Programme FEDER-FSE+ Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027 et notamment l'intervention FSE+ pour sensibiliser, informer et prévenir les publics sur l'éducation à la santé (9.4.11.2) ;

DECIDE

Article 1^{er} : de déposer une demande de subvention au titre du Programme FEDER-FSE+ Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027 dans le cadre des actions de prévention pour l'amélioration de la santé des familles cantaliennes (femmes, mères, adolescents et petits enfants) dont le plan de financement est le suivant :

| Origine du financement | Date de la demande (1) ou de la décision (2) de subvention (si obtenue) | Montants HT | % du montant total de l'opération |
|-------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|-------------|-----------------------------------------|
| Subventions publiques | | | |
| UNION EUROPEENNE (fonds européen de développement régional) | | 477 292,32 | 60% |
| TOTAL 1 = financements publics | | 477 292,32 | 60% |
| Participation du demandeur | | | |
| Autofinancement | | 318 194,89 | 40% |
| Emprunts | | | |
| Autres préciser | | | |
| TOTAL 2 | | 318 194,89 | 40% |
| TOTAL 1+2 | | 795 487,21 | 100% |

Article 2 : de signer tout acte relatif à cette demande de subvention.

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale

Fait à AUBILLAC, le 04 JUIL. 2024
Le Président du Conseil départemental,

Bruno FAURE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
PROGRAMME FEDER-FSE+ AUVERGNE-RHÔNE-ALPES 2021-2027 N°PORTAIL 49044

Le Président du Conseil départemental,

Vu la délibération n°21CD02-12 du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

Considérant le Programme FEDER-FSE+ Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027 et notamment son volet transition énergétique et environnement visant à soutenir les mesures d'efficacité énergétique dans la rénovation et la construction des bâtiments ;

DECIDE

Article 1^{er} : de déposer une demande de subvention au titre du Programme FEDER-FSE+ Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027 dans le cadre des travaux de rénovation énergétique du Collège la Ponétie situé à AURILLAC dont le plan de financement est le suivant :

| Origine du financement | Date de la demande (1) ou de la décision (2) de subvention (si obtenue) | Montants HT | % du montant total de l'opération |
|-------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|--------------|-----------------------------------------|
| Subventions publiques | | | |
| UNION EUROPEENNE (fonds européen de développement régional) | | 1 320 176,84 | 60% |
| TOTAL 1 = financements publics | | 1 320 176,84 | 60% |
| Participation du demandeur | | | |
| Autofinancement | | 880 117,90 | 40% |
| Emprunts | | | |
| Autres préciser | | | |
| TOTAL 2 | | 880 117,90 | 40% |
| TOTAL 1+2 | | 2 200 294,74 | 100% |

Article 2 : de signer tout acte relatif à cette demande de subvention.

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale

Fait à AURILLAC le 04 JUL. 2024
Le Président du Conseil départemental,

Bruno FAURE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

PROGRAMME FEDER-FSE+ AUVERGNE-RHÔNE-ALPES 2021-2027 N°PORTAIL 49043

Le Président du Conseil départemental,

Vu la délibération n°21CD02-12 du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

Considérant le Programme FEDER-FSE+ Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027 et notamment son volet transition énergétique et environnement visant à soutenir les mesures d'efficacité énergétique dans la rénovation et la construction des bâtiments ;

DECIDE

Article 1^{er} : de déposer une demande de subvention au titre du Programme FEDER-FSE+ Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027 dans le cadre des travaux de rénovation énergétique du Collège Raymond Cortat situé à PLEAUX dont le plan de financement est le suivant :

| Origine du financement | Date de la demande (1) ou de la décision (2) de subvention (si obtenue) | Montants HT | % du montant total de l'opération |
|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|--------------|-----------------------------------|
| Subventions publiques | | | |
| UNION EUROPEENNE (fonds européen de développement régional) | | 937 062,00 | 60% |
| TOTAL 1 = financements publics | | 937 062,00 | 60% |
| Participation du demandeur | | | |
| Autofinancement | | 624 708,00 | 40% |
| Emprunts | | | |
| Autres préciser | | | |
| TOTAL 2 | | 624 708,00 | 40% |
| TOTAL 1+2 | | 1 561 770,00 | 100% |

Article 2 : de signer tout acte relatif à cette demande de subvention.

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale

Fait à AURILLAC, le 4 JUIL. 2024
Le Président du Conseil départemental,

Bruno FAURE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

FESTIVAL ECLAT 2024

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET DE MOYENS

Le Président du Conseil départemental,

VU la délibération n° 21CD02-12 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

CONSIDERANT l'organisation de la 37^{ème} édition du Festival International de Théâtre de Rue d'Aurillac et la sollicitation de l'Association ECLAT ;

DECIDE

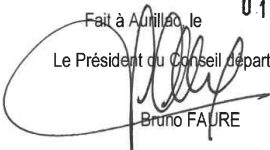
Article 1 : de mettre à disposition de l'Association ECLAT les sites et moyens définis dans la convention dont le projet est joint en annexe, pour l'organisation de la 37^{ème} édition du Festival International de Théâtre de Rue d'Aurillac.

La présente convention est consentie et acceptée à titre gracieux.

Article 2 : de conclure en ce sens une convention fixant les modalités de mise à disposition, entre le Département du Cantal et l'Association ECLAT ;

Article 3 : de donner délégation à Monsieur le Directeur Général des Services pour signer ladite convention de mise à disposition ;

Article 4 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale.

Fait à Aurillac, le 01 JUL. 2024
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAJRE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



FESTIVAL ECLAT 2024

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET DE MOYENS

Entre

Le **Département du Cantal** dont le siège est 28 avenue Gambetta 15015 AURILLAC cedex, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision en date du 1 juillet 2021 ;

Ci-après désigné « le Département » ;

D'une part

Et

L'**Association ECLAT** dont le siège est 20 rue de la Coste, 15000 AURILLAC représentée par Frédéric REMY agissant en qualité de directeur ;

Ci-après désignée « ECLAT » ;

D'autre part

PREAMBULE

Dans le cadre de l'organisation du festival international de théâtre de rue se déroulant du 14 au 17 août 2024, le Département apporte son soutien à ECLAT par la mise à disposition de locaux et de moyens. Ce soutien s'ajoute à l'appui financier annuel du Département s'élevant à 80 000 € pour l'organisation de la 37^{ème} édition du Festival International de Théâtre de Rue Aurillac 2024 et en parallèle la tournée cantalienne « Champ Libre » et 10 000 € pour soutenir les missions du Centre de création artistique « Le Parapluie ».

Article 1 Objet de la présente convention

La présente convention détermine les modalités pratiques, administratives et financières des mises à disposition de locaux et de moyens consenties à ECLAT par le Département du Cantal.

Article 2 Biens mis à disposition

Le Département met à disposition d'ECLAT divers sites :

- le Parvis du Conseil départemental du 8 au 19 août 2024 pour l'installation de l'accueil officiel du Festival ;
- le Haras national d'Aurillac du 1^{er} au 21 août 2024 pour l'installation de compagnies.

Sont annexés à la présente, les plans des sites visés supra.

ECLAT 2024 MISE A DISPOSITION

Par ailleurs, le Département met à disposition par conventionnement spécifique conjoint avec les chefs d'établissement, certains collèges et gymnases pour l'accueil de moyens techniques du festival ou de spectacles.

Article 3 Etat des lieux

Pour une bonne gestion des locaux, les sites mis à disposition feront l'objet d'un état des lieux d'entrée et de sortie par le coordonnateur du Département et le représentant d'ECLAT.

L'état des lieux est complété par un inventaire des biens mobiliers mis à disposition. Les clés et autres moyens d'accès sont remis lors de l'entrée dans les lieux et sont restitués à la sortie.

ECLAT prend les sites dans l'état où ils se trouvent à la date de son entrée en jouissance sans pouvoir prétendre à aucune réparation.

Article 4 Loyers et charges

Les mises à disposition des locaux, des espaces et des moyens sont consenties à titre gratuit.

Tous les frais d'abonnement et de consommation d'eau, d'électricité, de chauffage sont à la charge du Département, à l'exception du téléphone, pour les sites mentionnés en article 2.

Pour les collèges et gymnases, les conventions spécifiques déterminent les modalités de la mise à disposition.

ECLAT s'engage à valoriser les présentes mises à disposition dans son bilan annuel.

Article 5 Conditions d'occupation des locaux

ECLAT utilise les lieux objet des présentes uniquement dans le cadre de l'organisation du Festival international de théâtre de rue d'Aurillac.

ECLAT est tenue de veiller, raisonnablement à la garde et à la conservation des sites mis à disposition, au sens de l'article 1729 du code civil. Elle les maintient en bon état d'entretien et de réparation locative et devra les rendre tels quels à la fin de la mise à disposition.

ECLAT veille à ce que les usagers respectent la propreté des sites mis à sa disposition.

ECLAT signale sans délai et par écrit au Département toute défectuosité qui pourrait entraîner les réparations au titre du propriétaire.

ECLAT ne doit pas modifier la destination des lieux, ni effectuer d'aménagement sans l'autorisation préalable du Département/

Préalablement à l'occupation des sites, ECLAT souscrit les assurances couvrant les responsabilités incendie, dégâts des eaux, vol, effraction, bris de glace, recours des voisins ainsi que la responsabilité civile vis-à-vis de toute personne ou activité permanente ou occasionnelle se déroulant sur les sites mis à disposition. Elle s'engage à fournir au Département une attestation avant l'entrée dans les lieux.

ECLAT ne peut ni prêter ni sous-louer, tout ou partie des sites mis à disposition, dans l'autorisation préalable du Département.

ECLAT s'engage à respecter les règlements intérieurs de fonctionnement des sites qui leur sont communiqués dans la mesure où ils existent, à n'apporter aucun trouble de jouissance aux autres occupants ou voisins.

L'utilisation des sites s'effectue dans le respect des réglementations de sécurité, de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs.

Article 6 Fiches techniques

L'ensemble des sites mis à disposition par le Département font l'objet de fiches techniques détaillant les prescriptions techniques nécessaires à la bonne utilisation des biens durant le Festival.

Ces fiches sont annexées à la présente convention et sont amendées en tant que de besoin, conjointement, par l'une et l'autre des parties.

Article 7 Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature.

Article 8 Résiliation

Le Département peut résilier la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception, à tout moment, en observant un délai de préavis de 15 jours, en se fondant sur un motif légitime et sérieux, notamment sur l'exécution de l'une des obligations incombant à ECLAT en application de la convention.

ECLAT peut également dénoncer la présente convention pour cas de force majeure, dûment constaté et signifié au Département par lettre recommandée, si possible dans un délai de 5 jours francs avant la date prévue pour l'utilisation des sites.

Article 9 Litiges

Tout litige à naître ou naissant, relatif à l'interprétation de la présente convention ou à son exécution feront l'objet d'une tentative de règlement amiable par la désignation commune d'un médiateur.

En cas d'échec, la partie la plus diligente, saisira le tribunal territorialement compétent pour en connaître.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires originaux, le 01/07/2024

Pour le Département du Cantal,
Son Président,

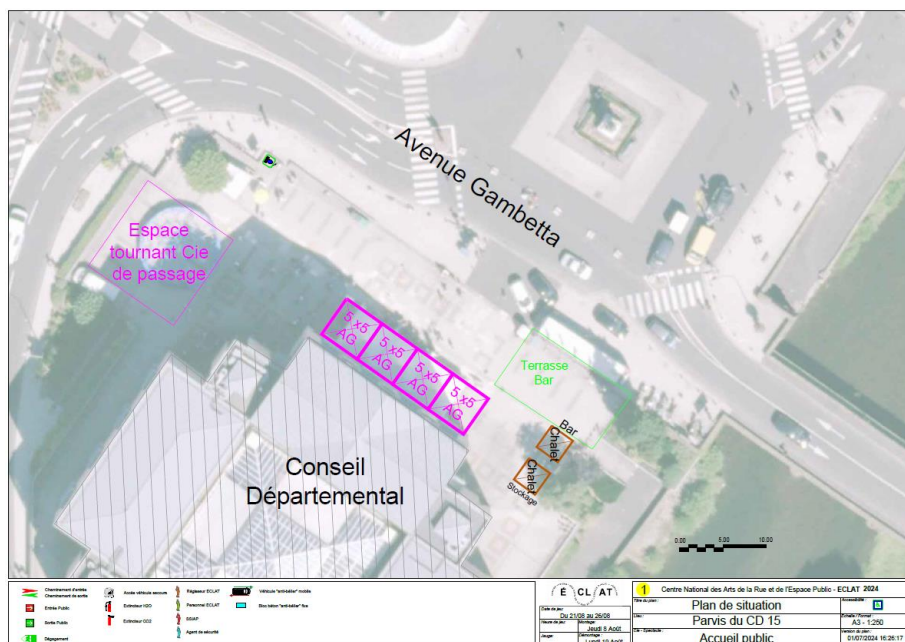
Bruno FAURE

Pour l'Association ECLAT,
Son Directeur,

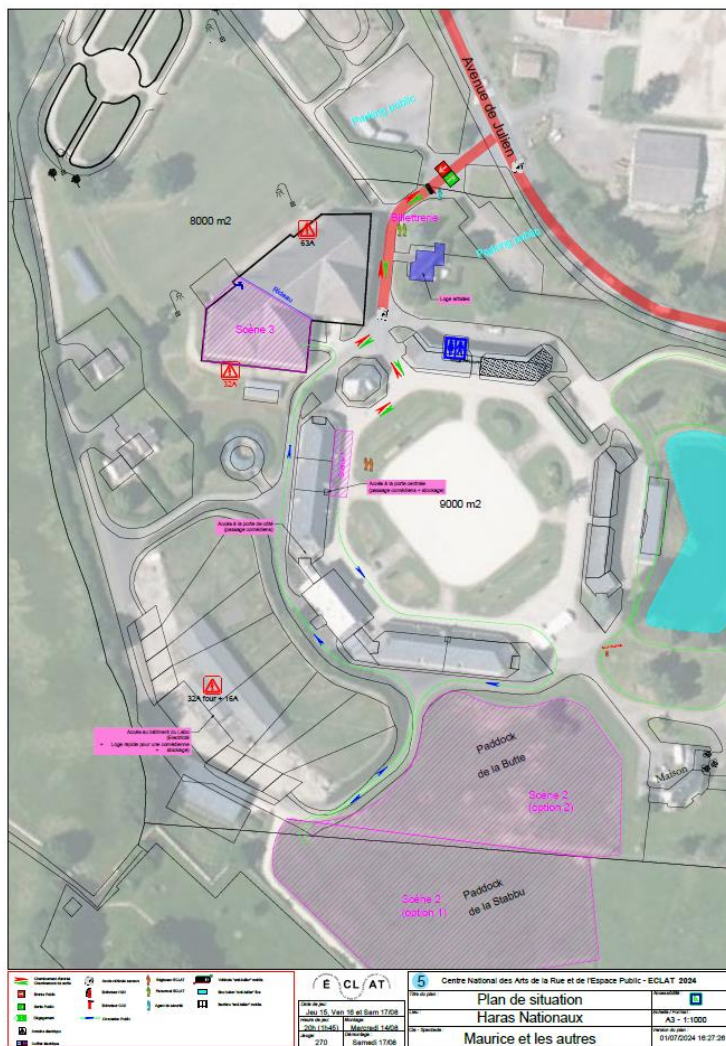
Frédéric REMY



ANNEXE 1 - FICHE TECHNIQUE SITE
PLAN PARVIS HOTEL DU DEPARTEMENT



ANNEXE 2 - FICHE TECHNIQUE SITE
PLAN DU HARAS NATIONAL



DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Développement des usages numériques dans les collèges du Cantal & des compétences numériques des collégiens cantaliens - 2022-2027

Demande de subvention

Le Président du Conseil départemental,

VU le Code General des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° 21CD02-12 du 1er juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

Considérant le programme FEDER de la Région Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027, Priorité 1 « Recherche, innovation, numérique, compétitivité et réindustrialisation », objectif stratégique 1, objectif spécifique 1.2, type d'action 1.1.2.2 « Développer les services numériques permettant d'améliorer la relation entre administrations publiques et usagers dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la mobilité... » ;

DECIDE

Article 1^{er} : de déposer une demande de subvention auprès de l'Europe, au titre du FEDER de la Région Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027 dans le cadre du Schéma Départemental du Numérique Éducatif et du développement des usages numériques dans les collèges du Cantal & des compétences numériques des collégiens cantaliens - 2022-2027, conformément au tableau ci-dessous :

Coût du projet présenté (H.T.) :

- **165 000 €** : Environnement Numérique de Travail (fiche action 1)
- **38 000 €** : plateforme web - bibliothèque numérique inclusive (fiche action 2)
- **46 200 €** : charriots numériques (fiche action 2)
- **70 000 €** : découpeuses laser, outils d'impression 3D, formation (fiche action 3)
- **10 440 €** : solution gestion des tablettes / intégration au SI (fiche action 4)
- **35 000 €** : valises mobiles (fiche action 4)
- **69 896 €** : bornes WIFI (fiche action 5)
- **55 540 €** : licences exploitation bornes WIFI (fiche action 5)
- **41 165 €** : switchs PoE (fiche action 5)
- **8 384 €** : licences d'exploitation des switchs PoE (fiche action 5)
- **180 000 €** : écrans numériques interactifs (fiche action 5)
- **231 000 €** : stockage des données sécurisé (fiche action 5)
- **75 773,11 €** : coûts indirects – taux forfaitaire max de 7 % des coûts directs
- **131 848,70 €** : référent de mission Numérique Éducatif

Conseil départemental du Cantal

28 avenue Gambetta - 15015 AURILLAC Cedex
Tél. 04 71 46 20 20 - Fax : 04 71 46 21 42
cantal.fr

1

Chaque jour à vos côtés

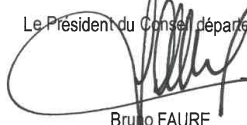
| Organisme ou collectivité apportant une aide financière | Montant subventionnable H.T. | Forme et taux de l'aide (avance ou subvention) | Montant de la contribution attendue |
|---------------------------------------------------------|------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------------------|
| FEDER Auvergne Rhône-Alpes 2022 - 2027 | 1 158 246,81 € | 60% | 694 948,08 € |

Article 2 : de signer tout acte relatif à cette demande de subvention.

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale.

Fait à Aurillac, le 10/07/2024

Le Président du Conseil départemental



Bruno FAURE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

**Préfiguration pour la création d'un évènement autour de l'orientation et des métiers,
dans le Cantal,
à destination des jeunes.**

Demande de subvention

Le Président du Conseil départemental,

VU le Code General des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n° 21CD02-12 du 1er juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

Considérant l'appel à projets régional « Soutien aux forums de l'orientation et des métiers 2024-2025 » visant à faire découvrir les métiers en tension dans les secteurs de l'industrie, du service à la personne et de la santé et du numérique, afin d'accompagner les visiteurs dans leurs choix d'orientation et de formation dans une perspective d'emploi ;

DECIDE

Article 1^{er} : de solliciter une aide financière auprès de La Région (Auvergne-Rhône-Alpes Orientation), au titre de l'appel à projets « Soutien aux forums de l'orientation et des métiers 2024-2025 » pour proposer un évènement autour de l'orientation et des métiers, dans le Cantal, à destination des jeunes :

Coût total du projet présenté :

- **12 400 Euros de dépenses** intégrant les dépenses de personnel et de fonctionnement nécessaires à la mise en place de l'évènement.

| Fonds propre | Demande de subvention Région | Demande de subvention Fonds européens | Coût total |
|--------------|---------------------------------|---------------------------------------------|--------------|
| 2 500 euros | 5 000 euros | 4 900 euros | 12 400 euros |

Article 2 : il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale.

Fait à Aurillac, le 24/05/24
Le Président du Conseil départemental



Bruno FAURE

DECISION

de virement de crédit de paiement entre chapitres au titre de 2024

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu la délibération n°21CD02-12 du 1er juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

CONFORMEMENT à l'article L. 5217-10-6 du CGCT,

Considérant que l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des dépenses de personnel, dans les limites suivantes :

- Fonctionnement : 7,5 %
- Investissement : 7,5%

DECIDE

D'approuver les virements de crédits suivants :

SECTION INVESTISSEMENT

| Ligne de crédit | Nature/Fonction/Chapitre | Objet | Montant de la dépense |
|-----------------|--------------------------|-------------------------------|-----------------------|
| 986 | 45421/54/4542119 | Aménagement foncier Andelat | + 12 500 € |
| 1016 | 45441/54/4544120 | Aménagement foncier Sansac | - 8 000 € |
| 3508 | 45441/54/4544122 | Aménagement foncier Virargues | - 4 500 € |

Le Président du Conseil Départemental informera l'assemblée délibérante lors de la prochaine séance.

FAIT à AURILLAC, le 9 août 2024

Le Président du Conseil Départemental



Bruno FAURE

DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

DEMANDE DE SUBVENTION FSE+ DANS LE CADRE DE L'ACTION « CANTAL EMPLOI INSERTION »

Le Président du Conseil départemental,

Vu la délibération n°21CD02-12 du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

Considérant l'appel à projet FSE+ et son programme 2021-2027 concernant le programme FSE+ Emploi-Inclusion-Jeunesse-Compétences ;

DECIDE

Article 1^{er} : de déposer une demande de subvention au titre du Programme FSE+ Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027 Emploi-Inclusion-Jeunesse-Compétences dont le plan de financement est le suivant :

| Origine du financement | Date de la demande (1) ou de la décision (2) de subvention (si obtenue) | Montants HT | % du montant total de l'opération |
|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|--------------|-----------------------------------|
| Etat (Pacte des solidarités) | | 100 000,00 | 18,50 % |
| UNION EUROPEENNE (fonds européen de développement régional) | | 324 300,00 | 60% |
| TOTAL 1 = financements publics | | 424 300,00 | 78,50% |
| Participation du demandeur | | | |
| Autofinancement | | 116 200,00 | 21,50% |
| Emprunts | | | |
| Autres préciser | | | |
| TOTAL 2 | | 116 200,00 | 21,50 % |
| TOTAL 1+2 | | 540 500,00 € | 100 % |

Article 2 : de signer tout acte relatif à cette demande de subvention.

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale

Fait à AURILLAC, le

20 AOUT 2024

Le Président du Conseil départemental,

Bruno FAURE



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

DEMANDE DE SUBVENTION FSE+ DANS LE CADRE DE L'ACTION « COORDINATION DE L'OFFRE D'INSERTION ET ANIMATION TERRITORIALE DE LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE D'INSERTION DU CANTAL »

Le Président du Conseil départemental,

Vu la délibération n°21CD02-12 du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

Considérant l'appel à projet FSE+ et son programme 2021-2027 concernant le programme FSE+ Emploi-Inclusion-Jeunesse-Compétences ;

DECIDE

Article 1^{er} : de déposer une demande de subvention au titre du Programme FSE+ Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027 Emploi-Inclusion-Jeunesse-Compétences dont le plan de financement est le suivant :

| Origine du financement | Date de la demande (1) ou de la décision (2) de subvention (si obtenue) | Montants HT | % du montant total de l'opération |
|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-------------|-----------------------------------|
| Etat (Pacte des solidarités) | | 40 000,00 | 19,32 % |
| UNION EUROPEENNE (fonds européen de développement régional) | | 124 200,00 | 60% |
| TOTAL 1 = financements publics | | 164 200,00 | 79,32 % |
| Participation du demandeur | | | |
| Autofinancement | | 42 800,00 | 20,68% |
| Emprunts | | | |
| Autres préciser | | | |
| TOTAL 2 | | 42 800,00 | 20,68 % |
| TOTAL 1+2 | | 207 000 € | 100 % |

Article 2 : de signer tout acte relatif à cette demande de subvention.

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale

Fait à AURILLAC, le

20 AOUT 2024

Le Président du Conseil départemental,



Bruno FAURE



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
DEMANDE DE SUBVENTION FSE+ DANS LE CADRE DE L'ACTION « ACCOMPAGNEMENT DES
JEUNES AGES DE 16 A 21 ANS PAR L'AIDE SOCIALE A L'ENFANCE DU CANTAL »**

Le Président du Conseil départemental,

Vu la délibération n°21CD02-12 du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

Considérant l'appel à projet FSE+ et son programme 2021-2027 concernant le programme FSE+ Emploi-Inclusion-Jeunesse-Compétences ;

DECIDE

Article 1^{er} : de déposer une demande de subvention au titre du Programme FSE+ Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027 dans le cadre de l'action « accompagnement des jeunes âgés de 16 à 21 ans par l'Aide Sociale à l'Enfance du cantal » dont le plan de financement est le suivant :

| Origine du financement | Date de la demande (1) ou de la décision (2) de subvention (si obtenue) | Montants HT | % du montant total de l'opération |
|-------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|-------------|-----------------------------------------|
| UNION EUROPEENNE (fonds européen de développement régional) | | 162 085,00 | 60% |
| TOTAL 1 = financements publics | | 162 085,00 | 60,00% |
| Participation du demandeur | | | |
| Autofinancement | | 108 056,00 | 40 % |
| Emprunts | | | |
| Autres préciser | | | |
| TOTAL 2 | | 108 056,00 | 40 % |
| TOTAL 1+2 | | 270 141,00 | 100 % |

Article 2 : de signer tout acte relatif à cette demande de subvention.

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale

Fait à AURILLAC, le

26 AOUT 2024

Le Président du Conseil départemental,



Brigitte FAURE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UNE PARCELLE DU COLLEGE GEORGES POMPIDOU DE CONDAT A DES FINS DE PATURAGE

Le Président du Conseil départemental,

VU la délibération n° 21CD02-12 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

CONSIDERANT la mise à disposition de parcelle située dans l'emprise d'un collège, assure une sécurité et une facilitation dans la gestion des espaces verts pour les deux parties, le Département (le prêteur) et l'exploitant agricole (le preneur) ;

DECIDE

Article 1 : de mettre à disposition de Mme TOURNADRE Sergine, exploitant agricole, demeurant au 50 Chemin du cimetière – 15190 CONDAT une parcelle de 10 000 m² située section AD parcelle 11 sur le site du Collège Georges Pompidou de Condat.

La présente mise à disposition est consentie et acceptée à titre gracieux.

Article 2 : de conclure en ce sens un contrat fixant les modalités de mise à disposition dont le projet est joint en annexe de la présente décision ;

Article 3 : de donner délégation à Monsieur le Directeur Général des Services pour signer ladite convention de mise à disposition ;

Article 4 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale.

Fait à Aurillac, le **28 AOUT 2024**

Le Président du Conseil départemental

Brigitte FAURE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Conseil départemental du Cantal
28 avenue Gambetta - 15015 AURILLAC Cedex
Tél. 04 71 46 20 20 - Fax : 04 71 46 21 42
cantal.fr

Chaque jour à vos côtés

CONTRAT DE PRET A USAGE d'une parcelle du Collège Georges Pompidou de Condat

Entre les soussignés

Le **Département du Cantal**, sis 28 avenue Gambetta 15000 AURILLAC, représenté par son Président, M. Bruno FAURE, spécialement habilité à cet effet en vertu d'une décision en date du 1^{er} juillet 2021 ;

ci-après dénommé(s) : « le prêteur »

Et

Mme **TOURNADRE Sergine**, exploitant agricole, demeurant au 53 Chemin du Cimetière – 15190 CONDAT

ci-après dénommé(s) « le preneur »

Il a été convenu que le prêteur prête à titre de prêt à usage gratuit au(x) preneur(s) et à lui (eux)* personnellement, conformément aux articles 1875 et suivants du code civil, les biens dont la désignation suit :

Article 1 – Désignation

Un ensemble de terre dont la situation est la suivante :

| Commune | Section | Parcelle | Lieu-dit | Surface |
|---------|---------|----------|----------|---------|
| CONDAT | A D | 11 | | 10 000 |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |

* : rayer la mention si elle est inutile.

Article 2 – Durée du contrat

Le présent prêt est fait pour une durée de 2 mois à compter du 26 août 2024.

Il prendra fin automatiquement le 31 octobre, date à laquelle l'emprunteur s'engage à quitter les lieux dans les conditions ci-après fixées.

Si les parties en sont d'accord, le prêt pourra être renouvelé pour une durée d'un mois par tacite reconduction chacune des parties pouvant mettre fin au contrat par lettre recommandée avec avis de réception adressée quatre mois au moins avant l'échéance.

Article 3 – Jouissance des biens

Le preneur aura la jouissance des biens à compter du 26 août 2024.

Article 4 – Conditions à la charge de l'emprunteur

L'emprunteur s'engage à respecter les conditions suivantes du prêt sous peine de dommages et intérêts et même de résiliation immédiate du prêt à la demande du prêteur.

1°- L'emprunteur prendra les biens prêtés dans leur état au jour de l'entrée en jouissance, sans recours contre le prêteur pour quelque cause que ce soit, et, notamment, pour mauvais état, vices apparent ou cachés, existence de servitudes passives ou enfin erreur dans la désignation ou superficie des biens prêtés.

2°- L'emprunteur exploitera les biens prêtés en agriculteur soigneux et de bonne foi, conformément aux usages locaux et conformément à l'usage particulier du bien.

Il veillera en bon père de famille à la garde et à la conservation des biens prêtés ; il s'opposera à tous empiètements et usurpations et, le cas échéant, en préviendra immédiatement le prêteur afin qu'il puisse agir directement.

L'emprunteur entretiendra les biens prêts en bon état et restera tenu définitivement des dépenses qu'il pourrait se trouver obligé à faire pour l'usage et l'entretien des biens prêtés.

A l'expiration du contrat de prêt et en cas de non renouvellement de celui-ci, l'emprunteur rendra le bien prêté en bon état, nettoyé de tout reste de culture.

3°- Il assurera les biens prêtés.

4° - Le preneur inscrira les biens prêtés dont il a l'exploitation à son compte à la Mutualité Sociale Agricole

Il déclare être en conformité avec la réglementation des structures.

* : rayer la mention si elle est inutile.

5°- A l'expiration du contrat, l'emprunteur rendra les biens au prêteur sans que celui-ci ait à lui payer d'indemnités de fumures et arrières fumures ou autres améliorations sauf accord spécialement intervenu entre les parties sur ce point au cours du contrat.

Article 5 – Caractère gratuit de la mise à disposition

Le propriétaire s'oblige à laisser l'exploitant jouir gratuitement du bien. L'emprunteur n'aura aucune redevance, aucune indemnité d'occupation ou autre contrepartie à verser au propriétaire.

Article 6 – Vente du bien prêté

Dans le cas où le prêteur viendrait à aliéner les biens prêtés, il s'oblige à imposer à l'acquéreur ou à l'ayant droit, à titre gratuit, l'obligation formelle de respecter les conditions du prêt jusqu'à son expiration.

Fait à Aurillac, en deux exemplaire originaux, le

Le prêteur

L'emprunteur

Pour le département du cantal

TOURNADRE Sergine

Monsieur le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

CONTRAT DE PRÊT D'UNE EXPOSITION DE L'OFFICE NATIONAL DES COMBATTANTS ET DES VICTIMES DE GUERRE

Le Président du Conseil départemental,

VU la délibération n° 21CD02-12 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

CONSIDERANT que l'ONaCVG met à disposition des Archives Départementales du Cantal une exposition intitulée « *Les Justes du Cantal, réseaux et portraits* » pour être présentée dans les locaux des Archives Départementales, 42 bis rue Paul Doumer 15012 Aurillac, du 3 au 26 septembre 2024 ;

CONSIDERANT que cette mise à disposition doit être formalisée par un contrat de prêt ;

DECIDE

Article 1^{er} : de conclure le contrat de prêt fixant les modalités de mise à disposition par l'Office National des Combattants et des Victimes de Guerre de l'exposition intitulée « *Les Justes du Cantal, réseaux et portraits* » aux Archives Départementales du Cantal, dont le projet est joint en annexe de la présente décision ;

Article 2 : de signer ledit contrat de prêt ;

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale.

Fait à Aurillac, le **23 AOUT 2024**

Le Président du Conseil départemental



Bruno FAURE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONTRAT de PRET d'une exposition de l'ONaCVG

Entre

L'ONaCVG, représenté par la Directrice du service départemental Madame Messaline SCHULTZ de l'ONaCVG du Cantal, rue de l'Olmet 15000 Aurillac.

Numéro de téléphone de l'organisme* : 04 71 46 83 90

Mail de l'organisme : sd15@onacvg.fr

Ci-après dénommé le prêteur

et

Nom et adresse de l'organisme : Archives Départementales du Cantal – 42 bis rue Paul Doumer – 15012 Aurillac Cedex

SIRET/ SIREN* : Numéro de téléphone de l'organisme* : 04 71 48 33 38

Mail de l'organisme : archives@cantal.fr.

Représenté par Monsieur Bruno FAURE, président du Conseil Départemental du Cantal

Ci-après dénommé l'emprunteur

Article 1^{er} :

Le présent contrat a pour objet de définir les obligations des deux parties à l'occasion du prêt d'une exposition appartenant à l'ONaCVG. L'exposition prêtée est destinée à être exposée à un public déterminé afin de contribuer à la connaissance de faits historiques entrant dans le cadre de la mission mémoire dévolue à l'établissement.

L'emprunteur s'engage à présenter l'exposition prêtée dans son intégralité et à ne pas y ajouter d'éléments extérieurs, quelque soit leur origine, sans l'autorisation du prêteur. L'emprunteur ne pourra utiliser l'exposition dans le cadre d'une manifestation organisée par un groupe politique, un parti politique ou dans le cadre d'une campagne électorale.

Si la présentation de l'exposition ne répond pas aux conditions requises, le prêteur a le droit de faire reprendre, sans délai, l'exposition aux frais de l'emprunteur, après constat.

Un manquement autorise le prêteur à refuser tout prêt ultérieur ou toute coopération avec l'emprunteur.

Article 2 :

L'exposition empruntée concerne : « **Les Justes du Cantal, réseaux et portraits** »

10 panneaux 180 x 90 cm.

2 housses de protection.

1 affiche avec QR code pour accéder au quizinière (quiz) Canopé.

1 livre d'or.

L'exposition est destinée à être présentée dans le périmètre du service départemental :

Archives Départementales du Cantal, 42 Bis rue Paul Doumer, 15012 Aurillac Cedex.

Durant la ou les périodes suivantes :

Du 3 septembre 2024 au 26 septembre 2024 (date retour le 30 septembre 2024)

Publics ciblés : Scolaires et tout public.

L'emprunteur s'engage à rendre les expositions dans les meilleurs délais après la fin de sa présentation au public. D'un commun accord il a été décidé que les expositions seront retournées : A l'ONaCVG du Cantal.

Ces informations sont incluses dans la demande de prêt déposée par écrit auprès du service départemental. L'absence de ces informations entraîne automatiquement le refus du prêt. Doit y figurer un descriptif précis et exhaustif du (des) événement (s). Toute utilisation en dehors d'événements publics est également signalée et décrite précisément et de manière exhaustive.

Article 3 :

L'emprunteur s'engage à ne faire usage de l'exposition dont le prêt lui est octroyé que dans le cadre des articles 1 et 2.

L'emprunteur s'engage à communiquer au prêteur tout changement dans les éléments définis à l'article 2 afin d'obtenir l'aval du prêteur.

Dans le cas où l'exposition est demandée pour être présentée dans plusieurs lieux distincts, les responsables de chaque structure d'accueil s'engagent à signer le contrat et à en respecter les clauses.

Tout déplacement de l'exposition entre plusieurs départements ou à l'étranger nécessite la signature d'une convention avec la direction générale de l'ONaCVG.

Article 4 : conditions de conservation

L'exposition est accompagnée d'un constat d'état établi au moment du départ et au retour. Il est vérifié, approuvé et signé conjointement par le prêteur, l'emprunteur et le convoyeur si ce dernier est une personne différente.

L'exposition est prêtée dans un emballage fourni par le prêteur. Les coûts relatifs au transport, à l'aller et au retour, sont à la charge de l'emprunteur.

L'emprunteur ou le responsable de la salle, s'engage à prendre toutes les précautions requises pour conserver l'exposition prêtée dans un état inchangé. Au cas où une altération ou une dégradation surviendrait, il en informe le prêteur.

L'accrochage de l'exposition doit se faire en utilisant le principe de fixation prévu.

Il veillera à prendre des mesures de sécurité contre le vol, l'incendie et les dégradations. Une surveillance permanente de l'exposition sera assurée durant les horaires d'ouverture au public

Article 5 : droits liés à l'exposition

En raison de la provenance diverse des photographies constituant cette exposition, le Secrétaire d'Etat aux Anciens combattants et à la Mémoire est dégagé de toute responsabilité en cas d'utilisation abusive des clichés dont les droits pourraient être encore réservés.

Pour toute requête relative à ces droits, l'utilisateur s'engage à répondre à tout requérant et/ou mandataire représentant les droits d'auteur de ce dernier en vue d'obtenir l'autorisation et les droits de toute reproduction.

L'emprunteur s'engage à apposer les crédits photographiques de l'exposition.

L'emprunteur s'interdit de reproduire ou de faire reproduire tout document de l'exposition prêtée.

Tout document destiné à assurer la promotion de l'exposition (affiches, articles de presse...) devra faire mention du service départemental de l'ONaCVG. L'emprunteur enverra à titre gratuit un exemplaire de ces supports au prêteur.

Article 6 : assurances et forfait de remplacement en cas de détérioration

L'emprunteur devra faire figurer dans son assurance « dommages aux biens » les objets qui lui sont prêtés ou souscrire un contrat d'assurance « tous risques expositions ». L'attestation d'assurance sera obligatoirement remise au prêteur avant l'enlèvement de l'exposition. Il ne peut être procédé au transport de l'exposition tant que l'attestation d'assurance n'a pas été réceptionnée. La couverture débute lors de l'enlèvement du matériel sur son site de stockage et se terminera lors de la restitution du dit matériel en ce même lieu.

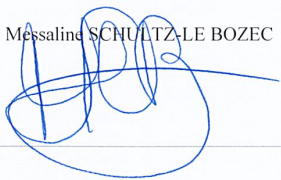
Toute perte ou dégradation constatée pourra entraîner une demande de remboursement des frais de remplacement. La valeur de l'exposition est de 2960 euros.

Chaque panneau sera facturé : 296 €

Article 7 – rupture du contrat

Toutes les contestations qui ne pourront être réglées à l'amiable seront portées exclusivement devant la juridiction administrative compétente.

Fait en deux exemplaires à Aurillac., le 23 août 2024

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'emprunteur, | La directrice du service départemental de l'ONaCVG du Cantal |
| [NOM, prénom et qualité] | Messaline SCHULTZ-LE BOZEC  |
|  | |

PROTOCOLE de prêt d'expositions
par le service départemental de l'Office national
des combattants et victimes de guerre
du Cantal

Je soussigné (e) (nom, prénom, qualité, organisme): Monsieur Bruno FAURE, président du Conseil Départemental du Cantal,

Reconnaît avoir reçu ce jour : le 23 août 2024

De la part du service départemental de l'Office National des Combattants et Victimes de Guerre du Cantal, le matériel et les documents mentionnés ci-dessous :

- Une exposition : « Les Justes du Cantal, réseaux et portraits »
- 10 panneaux 180 x 90 cm.
- 2 housses de protection.
- 1 affiche avec QR code pour accéder au quizinière (quiz) Canopé.
- 1 livre d'or.

Pour la période 3 septembre 2024 au 26 septembre 2024 (date retour le 30 septembre 2024).

Et s'engage à rendre le matériel en bon état et les expositions avec leurs étiquettes.

Fait à Aurillac, le 23 août 2024

Cadre réservé à
l'administration

Retour au SD15 le

(Signature)

DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
PROGRAMME LEADER CANTAL 3V – GAL AUVERGNE-RHONE-ALPES CANTAL

Le Président du Conseil départemental,

Vu la délibération n°21CD02-12 du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

Considérant le Programme LEADER CANTAL 3V du GAL AUVERGNE-RHONE-ALPES CANTAL et l'appel à projets AAC 2.2 : « Soutien à la création et au développement des services à destination de la population » - Référence PDA : 501- AURGAL004-FA2- AAP2.2 ;

DECIDE

Article 1^{er}: de déposer une demande de subvention au titre du LEADER CANTAL 3V du GAL AUVERGNE-RHONE-ALPES CANTAL dans le cadre de la création d'un service de mini-séjours de proximité et de séjours-vacances destinées aux enfants confiés de l'aide sociale à l'enfance du Cantal intégrant uniquement des frais de prestations de services dont le plan de financement est le suivant :

| Origine du financement | Date de la demande (1) ou de la décision (2) de subvention (si obtenue) | Montants HT | % du montant total de l'opération |
|-------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|-------------|-----------------------------------------|
| Subventions publiques | | | |
| UNION EUROPEENNE (LEADER) | | 232 000,00 | 80% |
| TOTAL 1 = financements publics | | 232 000,00 | 80% |
| Participation du demandeur | | | |
| Autofinancement | | 58 000,00 | 20% |
| Emprunts | | | |
| Autres préciser | | | |
| TOTAL 2 | | 58 000,00 | 20% |
| TOTAL 1+2 | | 290 000,00 | 100% |

Article 2 : de signer tout acte relatif à cette demande de subvention.

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale

Fait à AURILLAC, le 30 AOUT 2024

Le Président du Conseil départemental,



Bruno FAURE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

PROGRAMME FEDER-FSE+ AUVERGNE-RHÔNE-ALPES 2021-2027 N°PORTAIL 49042

Le Président du Conseil départemental,

Vu la délibération n°21CD02-12 du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

Vu la décision 24-2684 du 4 juillet 2024 portant demande de subvention au titre du Programme FEDER-FSE+ Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027 dans le cadre des travaux de rénovation énergétique du Collège Val de Cère situé à LAROQUEBROU

Considérant le Programme FEDER-FSE+ Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027 et notamment son volet transition énergétique et environnement visant à soutenir les mesures d'efficacité énergétique dans la rénovation et la construction des bâtiments ;

Considérant la modification du plan de financement ;

DECIDE

Article 1^{er} : d'annuler et remplacer par le présent acte la décision 24-2684 du 4 juillet 2024.

Décide de déposer une demande de subvention au titre du Programme FEDER-FSE+ Auvergne-Rhône-Alpes 2021-2027 dans le cadre des travaux de rénovation énergétique du Collège Val de Cère situé à LAROQUEBROU dont le plan de financement est le suivant :

| Origine du financement | Date de la demande (1) ou de la décision (2) de subvention (si obtenue) | Montants HT | % du montant total de l'opération |
|-------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|--------------|-----------------------------------------|
| Subventions publiques | | | |
| UNION EUROPEENNE (fonds européen de développement régional) | | 1 542 634,80 | 60% |
| ETAT (fonds vert) | | 402 575,00 | 15,66% |
| TOTAL 1 = financements publics | | 1 945 209,80 | 75,66% |
| Participation du demandeur | | | |
| Autofinancement | | 625 848,20 | 24,34% |

| | | | |
|------------------|--|--------------|--------|
| Emprunts | | | |
| Autres préciser | | | |
| TOTAL 2 | | 625 848,20 | 24,34% |
| TOTAL 1+2 | | 2 571 058,00 | 100% |

Article 2 : de signer tout acte relatif à cette demande de subvention.

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale

Fait à AURILLAC, le 03 SEP. 2024

Le Président du Conseil départemental,

Bruno FAURE



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-30

Modification de désignation de représentant du Conseil départemental au sein des instances de la SAEM Super Lioran Développement

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Valérie SEMETEYS

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Considérant la vacance d'un siège au sein du Conseil d'administration de la SAEM Super Lioran suite à la démission de Monsieur Vincent DESCOEUR ;

- **DESIGNE** Monsieur Gilles COMBELLE comme représentant du Conseil départemental au sein du Conseil d'administration de la SAEM Super Lioran Développement.

- **PREND ACTE** de la nouvelle liste des représentants de la SAEM Super Lioran Développement, à savoir :

| |
|-------------------------|
| Bruno FAURE (Président) |
| Isabelle LANTUEJOUL |
| Philippe FABRE |
| Annie DELRIEU |
| Gilles CHABRIER |
| Christophe VIDAL |
| Jean-Jacques MONLOUBOU |
| Magali MAUREL |
| Gilles COMBELLE |

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-31

Remboursement de frais aux intervenants extérieurs : déplacement dans le cadre de l'exposition itinérante Georges POMPIDOU

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Valérie SEMETEYS

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Considérant l'organisation de l'exposition itinéraire Georges POMPIDOU sur le département du Cantal ;

Considérant la nécessité de fixer les modalités de défraiement pour indemniser les intervenants extérieurs ;

- **DECIDE** de fixer les modalités d'établissement des frais de déplacement, de restauration et d'hébergement pour les intervenants extérieurs dans le cadre de l'exposition itinérante Georges POMPIDOU (sur présentation des justificatifs de paiement) comme suit :

- Pour les frais de déplacement :
 - déplacement en avion/train : frais réel ;
 - déplacement en voiture : application de l'indemnité kilométrique des voitures de 5 cv et moins sur la base du barème de calcul de l'arrêté du 14 mars 2022 soit 0,32 € et prise en charge des frais en lien avec le déplacement (péage, parking, ...).
- Pour les frais d'hébergement : 90 € par nuitée.
- Pour les frais de repas : remboursement forfaitaire soit 20 €/repas (déjeuner - dîner).

- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tout document pour la prise en charge des frais de déplacement, de restauration et d'hébergement pour les intervenants extérieurs dans le cadre de l'exposition itinérante Georges POMPIDOU.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 011, nature 6185, fonction 64 du budget départemental.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-32

DSID 2024 - Attribution de dotation pour 6 appels à projets

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Jean MAGE

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu la notification de Madame la Préfète de Région du 15 avril 2024 qui alloue au Département une enveloppe de 2 043 141 € au titre de la DSID 2024 ;

Considérant qu'un quart de la dotation doit être au moins attribuée à des projets favorables à l'environnement et au titre des priorités thématiques seront pris en compte les projets portant sur :

- La rénovation énergétique des bâtiments publics ;
- La résilience des infrastructures face aux risques naturels (bâtiments, infrastructures de transports, réseaux de voirie) ;
- Le développement des mobilités durables ;
- Les projets destinés à adapter l'espace urbain ;
- L'accessibilité des bâtiments publics.

- APPROUVE les six projets présentés et leurs plans de financement prévisionnels suivants :

1. Collège d'Ydes - Remplacement des menuiseries extérieures et installation d'une GTC

| Fonds propres CD15 | DSID 2024 | Fonds verts | Coût du projet Total HT |
|--------------------|-----------|-------------|----------------------------|
| 90 000 € | 193 455 € | 166 545 € | 450 000 € |

2. Parking désimperméabilisé de l'IUT - Campus universitaire Simone Veil

| Fonds propres CD15 | DSID 2024 | Coût du projet Total HT |
|--------------------|-----------|----------------------------|
| 64 000 € | 256 000 € | 320 000 € |

3. Glissement de terrain Pas de Peyrol - Col de la Maurinie

RD 62 - PR 32 + 150 - Commune du Claux

| Fonds propres CD15 | DSID 2024 | Coût du projet Total HT |
|--------------------|-----------|----------------------------|
| 111 000 € | 444 000 € | 555 000 € |

4. Pont d'Entraigues Tranche 2 - Réparations structurelles et remise en peinture

RD 49 - PR 31 + 050 - Communes de Beaulieu et Lanobre

| Fonds propres CD 15 | DSID 2024 | Coût du projet Total HT |
|---------------------|-----------|----------------------------|
| 104 000 € | 416 000 € | 520 000 € |

5. Sécurisation du carrefour d'accès à Reilhac - Aménagement d'un tourne à gauche

RD 922 - PR 4 +180

| Fonds propres CD 15 | DSID 2024 | Région | Coût du projet Total HT |
|---------------------|-----------|-----------|----------------------------|
| 178 317 € | 333 345 € | 236 400 € | 748 062 € |

6. RD 922 - Aménagement d'un tourne à gauche à l'Hôpital Tranche 2 - Commune de Saint-Cirgues-de-Malbert

RD 922 - PR23 + 467 - Sécurisation du carrefour d'accès à l'Hôpital

| Fonds propres CD 15 | DSID 2024 | Coût du projet Total HT |
|---------------------|-----------|----------------------------|
| 100 085,25 € | 400 341 € | 500 426,25 € |

- **SOLLICITE** un subventionnement à hauteur de 2 043 141 € pour ces 6 appels à projets au titre de la DSID 2024.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-33

Contribution financière complémentaire GIP TERANA

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Bruno FAURE

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), Marina BESSE se retire et ne participe pas au vote.

Vu la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public TERANA adoptée par délibération n°15CD03-20 du Conseil départemental du 26 juin 2015 et modifiée par délibération du Conseil départemental n°20CD01-17 du 24 avril 2020, n°20CD05-54 du 17 décembre 2020 et 22CD05-33 du 12 et 13 décembre 2022 ;

Vu la délibération du GIP TERANA en date du 15 mai 2024 actant les modalités dérogatoires aux clés de répartition de prise en charge du déficit cumulé 2016-2023 ;

- **AUTORISE** le versement de la contribution budgétaire annuelle du Conseil départemental au GIP TERANA pour un montant de 130 156 € pour l'année 2024.

- **AUTORISE** le versement d'une contribution complémentaire exceptionnelle de :

* 120 990 € au titre des charges non rattachées pour la période 2016-2023,

* 375 910 € au titre du financement des déficits antérieurs.

Le montant de ces dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 nature 6561 fonction 6311 du Budget départemental.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

GIP TERANA

ANNEE 2024

OBJET : DELIBERATION ACTANT LES MODALITES DEROGATOIRES AUX CLES DE REPARTITION DE PRISE EN CHARGE DU DEFICIT CUMULE 2016-2023

Présents :

pour le Département du Cantal : Marina BESSE
pour le Département du Cher : Patrick BARNIER
pour le Département de la Creuse : Valérie SIMONET
pour le Département de la Drôme : David BOUVIER
pour le Département de l'Indre : Marc FLEURET
pour le Département de la Loire : Chantal BROSSE
pour le Département de la Haute-Loire : Mikaël VACHER, Président du GIP TERANA
pour le Département de la Nièvre : Thierry GUYOT
pour le Département du Puy-de-Dôme : Pierre RIOL
pour le Département du Rhône : Colette DARPHIN
pour la SCOP IDDRE : Loïc CHAPEY

Absents :

Sur proposition de l'autorité territoriale, les membres de l'Assemblée Générale

DECIDENT

ARTICLE 1 : Contexte

Le cabinet FCL avait pour mission dans le cadre d'un audit flash d'analyser les causes et la formation du déficit cumulé sur la période 2016-2023.

A l'issue de cette étude, au cours de laquelle les comptes ont été retraités, FCL a recalculé la contribution des départements en tenant compte des hypothèses suivantes :

- Régularisation des rattachements comptables sur la période 2016 - 2023
- Apurement du déficit à chaque clôture d'exercice 2016 à 2022 selon les clés en vigueur aux dates de fin d'exercice
- Application des clés de répartition selon la convention 2021 (7 départements) pour le 1^{er} semestre 2023
- Application des clés de répartition selon la dernière convention 2023 (10 départements) pour le 2^{eme} semestre 2023

Sur la base du document FCL du 19 avril 2024, les discussions abouties entre DGS ont fait l'objet d'un accord lors de la réunion des Présidents de Département du jeudi 25 avril 2024.

ARTICLE 2 : Modalités dérogatoires aux clés de répartition de prise en charge du déficit cumulé 2016-2023

Après avoir déduit les contributions déjà versées en 2023 sur chaque semestre, le tableau suivant permet de déterminer un taux global de participation dérogatoire aux dispositions de l'article 16 de la convention constitutive du GIP TERANA.

DELIBERATION 20240515-1

| Total | Montants FCL | % dérogatoires |
|-------|--------------|-------------------|
| 15 | 495,3 | 11,1% |
| 18 | 580,6 | 13,0% |
| 23 | 147,2 | 3,3% |
| 26 | 147,0 | 3,3% |
| 36 | 160,5 | 3,6% |
| 42 | 645,8 | 14,4% |
| 43 | 645,2 | 14,4% |
| 58 | 867,7 | 19,4% |
| 63 | 628,7 | 14,1% |
| 69 | 150,0 | 3,4% |

Ce taux dérogatoire serait appliqué pour :

- la répartition des charges 2023 non rattachées
- la prise en charge du déficit cumulé 2023

Il est proposé à l'Assemblée générale de valider ces taux dérogatoires prise en charge du déficit cumulé 2016-2023.

Les membres de l'AG après avoir délibéré à l'unanimité :

ACCEPTENT les propositions ci-dessus dans les conditions précitées.

Le Président
M. Mikaël VACHER
Le 15 mai 2024

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-34

Subvention d'équilibre GIP MDPH

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Valérie SEMETEYS

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 22 voix pour - 8 non-participation(s), Dominique BEAUDREY, Jamal BELAÏDI, Sylvie LACHAIZE, Mireille LEYMONIE, Marie-Hélène ROQUETTE, Valérie RUEDA, Valérie SEMETEYS se retirent et ne participent pas au vote et Pierre MATHONIER ne participe pas au vote par le pouvoir donné à Valérie RUEDA.

Vu la délibération D-24-02 du 21 mars 2024 de la Commission exécutive du GIP MDPH du Cantal adoptant le Compte Administratif 2023 ;

Vu la délibération n°24CD03-36 du 21 juin 2024 du Conseil départemental du Cantal adoptant les propositions du budget supplémentaire 2024 ;

Considérant la demande du GIP MDPH du Cantal de contribuer financièrement à ce déficit cumulé à hauteur de 282 241,97 € ;

- **APPROUVE** la subvention d'équilibre de 282 241,97 € au bénéfice du GIP MDPH du Cantal ;

- **AUTORISE** le versement de cette somme au GIP MDPH du Cantal.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget principal.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-35

Répartition du Fonds départemental de péréquation des taxes additionnelles aux droits d'enregistrement 2024 pour la gestion de 2023

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Jean MAGE

Le Conseil départemental,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 16 voix pour - 14 non-participation(s), Didier ACHALME, Dominique BEAUDREY, Sophie BENEZIT, Aurélie BRESSON, Valérie CABECAS, Céline CHARRIAUD, Marie-Hélène CHASTRE, Gilles COMBELLE, Alain DELAGE, Philippe FABRE, Jean MAGE, Jean-Jacques MONLOUBOU, Florian MORELLE, Christophe VIDAL se retirent et ne participent pas au vote.

Vu le Code Général des Impôts et notamment l'article 1595 bis ;

Vu la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006 ;

- **APPROUVE** les critères retenus pour le calcul du Fonds Départemental de Péréquation des Taxes Additionnelles aux Droits d'Enregistrement en application de la loi susvisée :

- 45 % du Fonds répartis proportionnellement à l'effort fiscal (rapport entre le produit fiscal des taxes ménages et le potentiel fiscal),
- 45 % répartis dans une proportion inverse au potentiel fiscal par habitant,
- 10 % répartis proportionnellement au montant total des dépenses d'équipement brut par habitant de la Commune.

- **ADOPTÉ** la répartition du Fonds Départemental de Péréquation des Taxes Additionnelles aux Droits d'Enregistrement pour l'année 2024 s'élevant à 2 333 850,88 € au titre des montants encaissés en 2023.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

REPARTITION DU FONDS DEPARTEMENTAL DE PEREQUATION DES TAXES ADDITIONNELLES A DES DROITS D'ENREGISTREMENT POUR 2024

| CANTON | COMMUNE | Populatio n DGF | Potentiel 4taxes | Potentiel fiscal / population DGF | 1 ^{er} Potentiel fiscal | Attribution potentielle fiscal | effort fiscal | Attribution effort fiscal | depenses Equipement brut | depenses a budget budgetaire | Attribution des depenses d'equipement | TOTAL |
|----------------------------|-------------------------|--------------------|---------------------|--------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------|---------------|------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------------------|-----------|
| VIC SUR CERRE | THEZAC | 821 | 413 599 | 503 7747 | 0,00199 | 5 232,00 | 1,263866 | 4 450,00 | 683 229 | 852,19 | 1 283,00 | 10 971,00 |
| VIC SUR CERRE | VELZAC | 461 | 274 931 | 596 3796 | 0,00168 | 4 419,00 | 1,249788 | 4 389,00 | 147 884 | 520,75 | 497,00 | 9 306,00 |
| VIC SUR CERRE | VELZAC | 310 | 155 371 | 656 5424 | 0,00147 | 3 857,00 | 1,305482 | 4 607,00 | 289 864 | 170,02 | 2 630,00 | 11 155,00 |
| VIC SUR CERRE | VEZELS-JOUSSY | 170 | 115 371 | 678 0647 | 0,00147 | 3 857,00 | 1,305397 | 4 607,00 | 289 864 | 170,02 | 2 630,00 | 11 155,00 |
| VIC SUR CERRE | VOLET | 615 | 378 561 | 615 5463 | 0,00162 | 4 282,00 | 1,343987 | 4 743,00 | 269 709 | 426,55 | 679,00 | 9 704,00 |
| Total VIC SUR CERRE | | | | | | | | | | | | |
| YDES | ANTIGNAC | 385 | 244 120 | 634 0779 | 0,00158 | 4 156,00 | 1,357553 | 4 791,00 | 30 759 | 79,89 | 124,00 | 9 071,00 |
| YDES | BEAULIEU | 242 | 314 881 | 245 5453 | 0,00176 | 4 085,00 | 1,374253 | 4 670,00 | 35 131 | 227,09 | 342,00 | 9 198,00 |
| YDES | BEAULIEU | 242 | 314 881 | 245 5453 | 0,00176 | 4 085,00 | 1,374253 | 4 670,00 | 35 131 | 227,09 | 342,00 | 9 198,00 |
| YDES | BEAULIEU | 159 | 195 456 | 1220 2830 | 0,00081 | 2 144,00 | 1,087716 | 3 839,00 | 64 540 | 406,54 | 530,00 | 6 613,00 |
| YDES | CHAMPAGNAC | 1170 | 754 337 | 644 7325 | 0,00155 | 4 086,00 | 1,559817 | 5 632,00 | 545 164 | 466,95 | 722,00 | 10 442,00 |
| YDES | CHAMPS SUR TARENTAINE-M | 1377 | 1 099 969 | 798 8195 | 0,00125 | 3 289,00 | 1,264568 | 4 463,00 | 404 000 | 293,39 | 454,00 | 8 216,00 |
| YDES | JALEYRAC | 453 | 211 777 | 467 3986 | 0,00214 | 5 639,00 | 1,359801 | 4 446,00 | 91 898 | 207,76 | 312,00 | 10 397,00 |
| YDES | JALEYRAC | 100 | 50 750 | 100 0000 | 0,00100 | 1 000,00 | 1,000000 | 1 000,00 | 50 000 | 100,00 | 100,00 | 2 100,00 |
| YDES | MADIC | 327 | 208 750 | 919 6035 | 0,00109 | 2 866,00 | 1,242656 | 4 285,00 | 50 340 | 221,32 | 343,00 | 7 484,00 |
| YDES | MONSIELE | 182 | 93 467 | 513 5549 | 0,00195 | 6 132,00 | 1,269528 | 4 480,00 | 77 981 | 423,92 | 686,00 | 10 268,00 |
| YDES | MONTEIL | 398 | 213 627 | 536 7513 | 0,00186 | 4 910,00 | 1,410053 | 4 976,00 | 70 659 | 177,54 | 276,00 | 10 161,00 |
| YDES | SAIGNES | 902 | 581 278 | 644 4324 | 0,00155 | 4 080,00 | 1,578028 | 5 869,00 | 752 616 | 634,39 | 1 292,00 | 10 951,00 |
| YDES | SAIGNES | 271 | 167 926 | 659 6531 | 0,00161 | 4 253,00 | 1,370255 | 4 869,00 | 286 851 | 105,80 | 1 630,00 | 10 780,00 |
| YDES | SAUVAT | 232 | 106 718 | 459 9914 | 0,00217 | 6 730,00 | 1,199193 | 4 232,00 | 44 884 | 199,02 | 294,00 | 10 286,00 |
| YDES | SEMOUILLE | 288 | 324 149 | 1125 5174 | 0,00089 | 2 342,00 | 1,038879 | 3 896,00 | 87 697 | 304,50 | 472,00 | 6 410,00 |
| YDES | VERRET | 657 | 482 371 | 734 2024 | 0,00136 | 3 650,00 | 1,239478 | 4 374,00 | 260 771 | 396,91 | 615,00 | 8 579,00 |
| YDES | VERVIERES | 152 | 170 185 | 1119 6392 | 0,00089 | 2 354,00 | 0,989949 | 3 464,00 | 162 192 | 1067,06 | 1 892,00 | 7 500,00 |
| YDES | YDES | 1 783 | 1 999 771 | 1 121 5766 | 0,00089 | 2 350,00 | 1,548333 | 5 464,00 | 619 487 | 347,44 | 538,00 | 8 352,00 |
| Total YDES | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | 86 989,00 | | | | |
| | | | | | | | | 66 513,00 | | | | |
| | | | | | | | | 2 333 860,86 | | | | |

CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 27 SEPTEMBRE 2024

DELIBERATION N°24CD04-36

Rapport d'activité des Services de l'Etat pour l'année 2023

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept septembre à neuf heures et trente minutes, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 30 août 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental et en présence de Monsieur le Préfet du Cantal,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL
Absent(s) : Mme Isabelle LANTUEJOL

Secrétaire de séance : M. Stéphane FRECHOU

Rapporteur : Monsieur le Préfet du Cantal

Le Conseil départemental,

Après avoir entendu la présentation du rapport d'activité des Services de l'Etat pour l'année 2023 par Monsieur le Préfet et en avoir débattu ;

Par 29 voix pour,

Vu l'article L.3121-26 du Code général des collectivités territoriales ;

L'Assemblée départementale prend acte de l'activité des Services de l'Etat dans le département du Cantal pour l'année 2023.

Publication : 02-10-2024

Transmission Préfecture : 01-10-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**PRÉFET
DU CANTAL**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Présentation du rapport d'activité des services de
l'Etat**

27 septembre 2024

Sommaire

❑ Assurer la sécurité de nos concitoyens

- Prévenir et lutter contre la délinquance
- Agir en faveur de la sécurité routière
- Assurer la sécurité au quotidien
- Protéger les consommateurs

❑ Soutenir l'économie et l'emploi

- Soutenir l'agriculture cantalienne
- Accompagner les entreprises et difficultés et les projets de développement
- Agir pour l'insertion professionnelle et l'emploi

❑ Accompagner la transition écologique

- Mettre en œuvre la stratégie Eau-Air-Sol
- Déployer le fond vert

Sommaire

❑ Soutenir les collectivités et agir en faveur de la ruralité

- Soutenir financièrement les projets des collectivités
- Apporter un soutien en ingénierie aux collectivités
- Agir en faveur de la mobilité

❑ Œuvrer pour la cohésion sociale

- Favoriser l'accès au logement et accompagner les travaux d'amélioration de l'habitat
- Lutter contre la pauvreté et assurer l'hébergement
- Mettre en œuvre une politique éducative inclusive et innovante
- Soutenir la vie associative et l'engagement des jeunes
- Favoriser la pratique sportive
- Sauvegarder le patrimoine et favoriser l'accès à la culture
- Maintenir le travail de mémoire
- Améliorer l'accès aux services publics
- Focus sur le réseau des finances publiques

Une méthode pour rendre compte des résultats: le baromètre de l'action publique

Rapport d'activité des services de l'Etat dans le Cantal 2023

Prévenir et lutter contre la délinquance

- ❑ En 2023, le nombre de faits constatés a augmenté, par rapport à l'année précédente tant en ce qui concerne les atteintes aux biens (+5,1%) que pour les atteintes aux personnes (+9,3%)
- ❑ Ces hausses sont supérieures à celles constatées au niveau national (+1,8% pour les atteintes aux biens, +8,9% pour les atteintes aux personnes), mais le taux de faits pour 1.000 habitants dans le Cantal est très inférieur à celui constaté au niveau national

Nombre de faits pour 1.000 habitants

| | Atteintes aux biens | Atteintes aux personnes |
|----------|---------------------|-------------------------|
| Cantal | 11,74 | 8,12 |
| National | 29,10 | 12,84 |

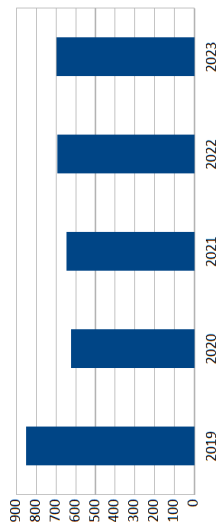
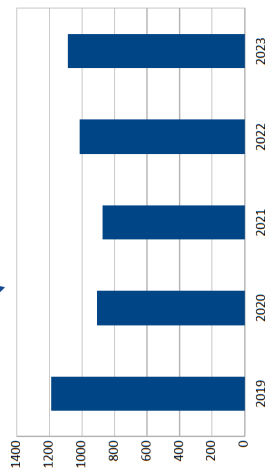
- ❑ En outre, le nombre de faits élucidés a augmenté de manière beaucoup plus importante que le nombre de faits constatés (+49% pour les atteintes aux personnes, +38% pour les atteintes aux biens) ce qui traduit la forte activité et l'efficacité des forces de police et de gendarmerie

Prévenir et lutter contre la délinquance

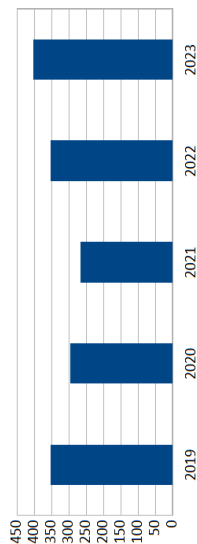
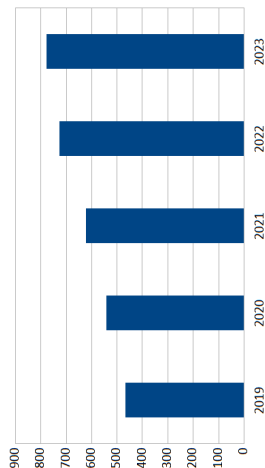
Evolution du nombre de faits constatés depuis 2019



Atteintes aux biens



Atteintes aux personnes



Prévenir et lutter contre la délinquance

- ❑ En matière d'action des forces de l'ordre, la priorité demeure la présence sur la voie publique, le maintien de taux d'élucidation plus élevés que la moyenne nationale et le renforcement du maillage territorial avec l'annonce de deux nouvelles brigades (Jussac et brigade mobile Est-Lioran)
- ❑ Le développement de la vidéoprotection participe également d'une approche globale de sécurité. En 2023, la préfecture a autorisé 444 caméras (dont 128 extérieures et 35 de voie publique) contre 362 en 2022. 14.000€ de subventions ont également été accordés pour l'installation de dispositifs à Aurillac et Montsalvy (FIPDR)
- ❑ La lutte contre l'immigration illégale a été renforcée avec 37 mesures d'éloignement exécutées (+54%)
- ❑ Des crédits permettent de financer des actions de prévention de la délinquance:
 - Fond interministériel de prévention de la délinquance: 41.600€ (interventions sociales en services de police et de gendarmerie, prévention de la récidive à la maison d'arrêt, actions de citoyenneté auprès de jeunes...)
 - Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives: 37.500€ de subventions (interventions en milieu scolaire, festival de théâtre de rue, prévention des addictions chez les enfants et les parents victimes de violences familiales)
 - Prévention des violences sexistes et sexuelles: 139.500€ de subventions aux associations du territoire (accueil de jour, participation au financement des intervenants sociaux en police et gendarmerie, prévention des violences sexuelles pendant le festival du théâtre de rue, actions à destination des auteurs de violences pour prévenir la récidive...)

Agir en faveur de la sécurité routière

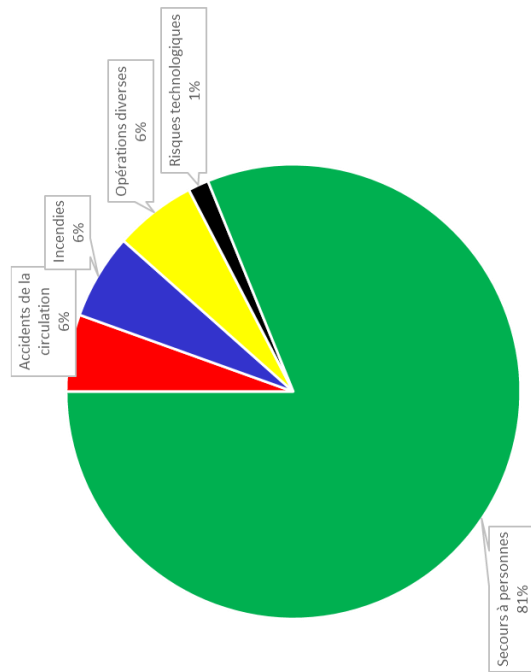
- ❑ Bilan de l'accidentologie routière depuis 2019

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|-----------|------|------|------|------|------|
| Accidents | 87 | 125 | 121 | 143 | 170 |
| Blessés | 87 | 146 | 145 | 173 | 200 |
| Tués | 10 | 7 | 5 | 14 | 6 |

- ❑ L'activité des forces de l'ordre demeure très soutenue pour contrôler et réprimer les infractions et conduites dangereuses: 824 suspensions administratives de permis de conduire contre 808 en 2022 et 490 en 2020 soit une hausse de 68% en 3 ans (avec un quasi triplement des suspensions pour conduite sous stupéfiants)
- ❑ Les actions de prévention vont pouvoir être intensifiées avec le recrutement de 16 intervenants départementaux de sécurité routière. Montant des crédits du plan départemental d'actions pour la sécurité routière (PDASR): 40.000€ (rallye moto, actions en milieu scolaire, escape game au salon de l'habitat, distribution d'éthylotests pour des événements festifs, simulations d'accidents par des cascadeurs à destination des collégiens de l'arrondissement de Mauriac...)

Assurer la sécurité aux quotidien

- ❑ Le nombre d'opérations de secours assurées par le service départemental d'incendie et de secours du Cantal est en légère diminution (-4%) par rapport à 2022: 10 217 opérations contre 10 632 en 2022 avec une répartition stable



Assurer la sécurité aux quotidien

- ❑ Les opérations de secours en montagne réalisées par le peloton de gendarmerie de haute montagne sont en légère diminution par rapport à 2022

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|--------------------------|------|------|------|------|------|
| Interventions | 82 | 126 | 163 | 110 | 101 |
| <i>Dont appui aérien</i> | 36 | 61 | 75 | 79 | 69 |
| Décès | 3 | 2 | 3 | 6 | 6 |
| Blessés/malaisés | 64 | 81 | 93 | 88 | 78 |
| Assistés/Indemnes | 21 | 43 | 77 | 27 | 17 |

- ❑ Les exercices de sécurité civile, coordonnés par la préfecture et engageant les services de sécurité et de secours, permettent de se préparer collectivement à la gestion de situations de crise dans le département. En 2023, un programme dense d'exercices a été réalisé:
 - Assistance à nombreuses victimes (NOVI) sur la thématique du festival de théâtre de rue
 - Accident dans le tunnel du Lioran
 - Exercice routier multizonal sur une situation d'intempérie neigeuse
 - Exercice tuerie de masse et prise en charge de nombreuses victimes au gymnase de Naucelles
 - Exercice national de délestage électrique
 - Collision d'un aéronef avec un drone à l'aéroport d'Aurillac

Protéger les consommateurs

- ❑ Les services de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETS-PP) assurent la protection des consommateurs en:
 - luttant contre la fraude et en garantissant le fonctionnement loyal de l'économie et la préservation des intérêts des consommateurs
 - Assurant la sécurité sanitaire des aliments et en vérifiant les respect de la réglementation à toutes les étapes de la chaîne alimentaire jusqu'à la distribution au consommateur
- ❑ En 2023, ces services ont accru leur activité et détecté davantage d'anomalies qui ont fait l'objet de procédures adaptées en fonction de la nature des dysfonctionnements constatés

| Contrôles | Etablissements en anomalie | Suites |
|-----------|----------------------------|-------------------------------|
| 693 | 276 | Avertissements |
| | | Injonctions administratives |
| | | Procès-verbaux pénaux |
| | | Procès verbaux administratifs |
| | | Fermetures administratives |
| | | 208 |
| | | 56 |
| | | 8 |
| | | 3 |
| | | 4 |

Soutenir l'agriculture cantalienne

- ❑ L'agriculture est une filière majeure de l'économie cantalienne, engagée dans des productions de qualité qui contribuent à la renommée du département. Si du point de vue climatique, l'année 2023 a été plus favorable que l'année précédente, le maintien d'un prix de l'énergie élevé et un épisode de fièvre catarrhale ovine a impacté défavorablement les élevages
- ❑ 2023 a été la première année de de la programmation de la politique agricole commune qui a pu entraîner des retards de paiement dans le cas de certaines situations spécifique dont les services ont tenté de limiter les conséquences pour les éleveurs cantaliens par des échanges permanents avec la chambre d'agriculture. Le montant des aides PAC versées au titre de la campagne 2023 est à ce jour de 167 817 185 €.
- ❑ Des aides d'urgences ont également été versées pour soutenir l'agriculture biologique qui rencontre des difficultés avec une inversion de la dynamique de ventes dans un contexte d'inflation: 1 231 486 € pour 108 dossiers

Soutenir les entreprises en difficulté et accompagner les projets de développement

- ❑ L'année 2023 a été marquée par le déploiement des mesures de bouclier/amortisseur pour limiter les effets de la hausse du prix de l'électricité et du gaz pour les entreprises
- ❑ Une cellule de suivi a été mise en place pour accompagner la liquidation de l'entreprise Chavinier et faciliter la reprise d'emploi des 48 salariés licenciés
- ❑ Le périmètre du territoire d'industrie Aurillac-Figeac-Rodez a été étendu à Hautes Terres communauté
- ❑ Lancé en 2021, le plan France 2030 poursuit deux objectifs : transformer durablement des secteurs stratégiques de notre économie par l'innovation technologique et positionner la France en leader de l'économie de demain. En 2023, France 2030 a bénéficié à 10 lauréats cantaliens pour un montant global de subventions de 3,5 M€ et 150.000€ d'avances remboursables. C'est également dans le cadre de France 2030 que le Fonds French Tech Souveraineté a accompagné l'augmentation de capital de l'entreprise Biose Industrie

Agir pour l’insertion professionnelle et l’emploi

- ❑ Les acteurs du service de l’emploi ont poursuivi leur mobilisation pour répondre aux difficultés d’insertion sur le marché de l’emploi et réduire les tensions au recrutement constatées par les entreprises dans un contexte de taux de chômage faible
- ❑ Les différents acteurs ont mis en œuvre des actions spécialisées ou innovantes : job dating dans les salons du stade aurillacois, opérations du stade vers l’emploi, salons de l’emploi thématiques
- ❑ Les différents outils mesurables ont été mobilisés à des niveaux équivalents ou en progression par rapport à 2022:

| | 2022 | 2023 |
|-------------------------------------------|------|------|
| Jeunes entrés en Contrat engagement jeune | 595 | 576 |
| Entrées en contrats aidés (PEC et CIE) | 247 | 229 |
| Entrées en PACEA | 363 | 403 |
| Entrées en apprentissage | 1149 | 1373 |

Mettre en œuvre la stratégie Eau-Air-Sol

- ❑ La mise en œuvre des feuilles de route départementales s'est poursuivie durant l'année 2023
- ❑ **Sur le volet Eau:** La mise en œuvre du programme d'action collective défini dans le cadre des assises départementales de l'eau s'est poursuivi.

- Actions ayant progressé de manière satisfaisante: schéma départemental Eau potable et assainissement, études nécessaires à la formalisation des schémas de gouvernance, mise en œuvre d'actions territoriales de sécurisation de l'abreuvement, résorption des points noirs assainissement avec l'engagement d'une doctrine de restriction de l'urbanisme
- Actions qui nécessiteront un investissement renforcé en 2024: amélioration de la connaissance des forages et captages privés, résorption des points noirs agricoles, actions de restauration de la continuité écologique, rédaction d'un guide pour les maires et les aménageurs

- ❑ **Sur le volet Sol:** accompagnement des collectivités dans l'élaboration des documents d'urbanisme, notamment les PLUI, l'échelon intercommunal étant le plus pertinent pour optimisation l'utilisation de l'espace, reconquête des friches et des centre-bourgs pour lutter contre l'étalement urbain, pédagogie autour de l'objectif de sobriété foncière

Déployer le Fond vert

- ❑ Créé en janvier 2023, le Fonds vert est un dispositif inédit pour accélérer la transition écologique dans les territoires. Il est destiné à financer des projets présentés par les collectivités territoriales et leurs partenaires publics ou privés dans trois domaines : performance environnementale, adaptation du territoire au changement climatique et amélioration du cadre de vie.
- ❑ En 2023, il aura permis d'accorder 7,3 M€ de subventions pour des projets contribuant à la transition écologique dans le Cantal sur l'ensemble des axes d'intervention avec à titre d'illustration:
 - Axe 1, Renforcer la performance environnementale: 4,6 M€ dont 381 000€ au syndicat départemental des énergies pour l'élimination des éclairages publics les plus consommateurs, 138.000€ pour la rénovation énergétique et de la chaufferie de l'école de Belbex à Aurillac, 191.000€ pour la rénovation énergétique du gymnase d'Allanche, 58.000€ pour la rénovation d'un ancien presbytère à Valuejols...
 - Axe 2, Adapter les territoires au changement climatique: 0,5 M€ dont 129.000€ au syndicat mixte Cele Lot Median pour des travaux de prévention des inondations, 15.000€ pour la prévention des incendies de forêt à Montmurat, 37.000 pour des travaux de prévention de risque d'éboulement à Murat
 - Axe 3, Améliorer le cadre de vie: 2,2 M€ dont 1 M€ à Saint-Flour communauté pour sa contribution à l'enfouissement d'une ligne électrique dans les Gorges de la Truyère, 705.000€ de fonds friches pour des logements à Mauriac...

Soutenir financièrement les projets des collectivités

- ☐ L'appui à l'investissement local est demeuré une priorité pour l'Etat en 2023
- ☐ La dotation d'équipement des territoires ruraux a soutenu 275 projets pour un montant global de 11 481 796€

Répartition par arrondissement des financements DETR

| | Nombre de dossiers | Montant | % |
|-------------|--------------------|------------|-------|
| Aurillac | 101 | 4 895 370 | 42,64 |
| Mauriac | 60 | 2 764 478 | 24,08 |
| Saint-Flour | 114 | 3 821 948 | 33,29 |
| Total | 275 | 11 481 796 | |

- ☐ La dotation de soutien à l'investissement local a soutenu 21 projets pour un montant global de 1 984 522€
- ☐ La dotation de soutien à l'investissement des départements a soutenu 3 projets pour un montant de 2 192 181€

Soutenir financièrement les projets des collectivités

- Depuis 2017, les subventions accordées pour accompagner les projets des collectivités ont progressé de 68 %. 110 M€ ont ainsi été accordés en 7 ans avec une moyenne de 15,8 M€ de financement annuel

| En M€ | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Total |
|--------------|------|------|------|------|------|------|------|-------|
| DETR | 9,7 | 10,6 | 10,9 | 11,1 | 11,4 | 11,8 | 11,5 | 77,0 |
| DSIL | 1,9 | 2,6 | 2,9 | 2,6 | 2,9 | 6,1 | 2,0 | 21,0 |
| DSIL Relance | | | | | 2,1 | | | 2,1 |
| DSIL RT | | | | | 3,4 | | | 3,4 |
| Fonds vert | | | | | | | 6,1 | 6,1 |
| Total | 11,6 | 13,2 | 13,8 | 13,7 | 19,8 | 17,9 | 19,5 | 109,7 |

Apporter un soutien en ingénierie aux collectivités

- ❑ Le programme Villages d'avenir a été lancé. Il vise à faciliter le travail des élus des communes les plus rurales en accompagnant leurs projets et en les orientant vers les dispositifs d'aide à l'ingénierie. 63 communes cantaliennes ont été lauréates de l'appel à projets et le Cantal fait partie de la minorité de départements bénéficiant de deux chefs de projets dédiés et non d'un seul
- ❑ Les programmes Action Cœur de ville (Aurillac et Arpajon sur Cère) et Petites villes de demain (26 communes) ont été poursuivis avec les 10 chargés de projet financés dans ces cadres
 - **Ce sont donc 12 postes financés par l'ANCT dans le département pour accompagner les collectivités dans le développement de leurs projets**
- ❑ L'ANCT propose également des accompagnements sur mesure en matière d'ingénierie. Le Cantal a bénéficié en 2023 de 8 accompagnements pour un montant total de 220.000 € HT. Fin 2023, le Cantal était le 1^{er} département de la région et le 3^{ème} au niveau national pour la mobilisation de ce type d'accompagnements

Agir en faveur de la mobilité

- ❑ 2023 a été l'année de la renégociation de la convention pour la délégation de la ligne aérienne d'équilibre du territoire Aurillac-Paris. Dans ce cadre, l'Etat s'est engagé, aux côtés des autres partenaires (Département, CABA, CCI, Région), à hauteur prévisionnelle de 10 M€ sur la durée de la convention
- ❑ Après 20 ans d'arrêt de la desserte, la liaison Aurillac-Paris en train de nuit a repris le 11 décembre 2023 avec un financement compensatoire accordé par l'Etat
- ❑ En décembre 2023, L'Etat a accepté de porter 91,5% du financement de la régénération de la ligne ferroviaire entre Neussargues et Saint-Chely d'Apcher. Ces travaux, qui représentent un effort financier de 39,3 M€ pour l'Etat, permettront d'éviter la fermeture à la circulation ferroviaire de cette ligne
- ❑ En ce qui concerne la RN122, après la réalisation de la déviation de Sansac-de-Marmiesse achevée en décembre 2022, l'année 2023 a été consacrée au travail d'études et de concertation sur les aménagements de la traversée de Maurs, de Vic-sur-Cère et de Polminhac. Une première étude préliminaire a été produite sur les virages du Pas-de-Cère.

Favoriser l'accès au logement et accompagner les travaux d'amélioration de l'habitat

- ❑ L'année 2023 a été particulièrement dynamique en matière de financement du logement social au bénéfice des deux bailleurs cantaliens Cantal Habitat et SA Polygone: 160 logements sociaux agréés (contre 92 en 2022) pour un montant global de subvention de 745.000€ (contre 217.000€ en 2022). En outre, 360.320€ de subventions ont été attribués pour la démolition du foyer des jeunes travailleurs (Cantal Habitat)
- ❑ La rénovation énergétique des logements demeure un objectif prioritaire dans le département. L'année 2023 a été celle de l'achèvement, par les EPCI, de la couverture du département par des opérations programmées d'amélioration de l'habitat qui vont permettre d'amplifier le soutien à la rénovation énergétique. Les crédits ANAH ont permis de financer la rénovation de 2202 logements avec plus de 13,1 M€ de subventions accordées. Ces aides ont permis de générer plus de 36 M€ de travaux pour l'économie
- ❑ L'opération de renouvellement urbain d'Aurillac-Marmiers s'est poursuivie selon l'échéancier prévu: 12 pavillons livrés en reconstitution de l'offre sur le quartier de Marmiers (31,5 K€ de contribution ANRU), 3,6 M€ engagés pour la démolition des 119 logements de la résidence Clémenceau, 187 200 € engagés pour la construction de 39 logements sociaux en reconstitution de l'offre (24 logements sur Tronquières et 15 logements à Arpajon-sur-Cère)

Lutter contre la pauvreté et assurer l'hébergement

- ❑ 533 715€ ont été consacrés à la lutte contre la pauvreté sur différents volets d'intervention:
 - 313 268 € au titre de la convention stratégie lutte contre la pauvreté avec le conseil départemental pour soutenir notamment accompagnement des ménages en situation de précarité énergétique, les référents de parcours, les rendez-vous de l'orientation et les parcours coordonnés des allocataires du RSA, la garantie d'activité
 - 146 103 € au titre du soutien aux associations habilitées intervenant dans l'aide alimentaire et du programme mieux manger pour tous
 - 22 904 € au titre du fonctionnement et du développement de l'activité de domiciliation portée par l'ANEF
 - 15 176 € au titre de la précarité menstruelle
 - 36 264 € au titre des deux points conseils budget
- ❑ L'Etat assure également l'hébergement des personnes privées de logement: 62 places en CHRS (1 113 119 € de dotation globale de fonctionnement dont 722 621 € pour l'hébergement et 390 498 € pour l'accompagnement) et 23 places conventionnées en hébergement d'urgence (183 104 €) complétées par un dispositif variable en fonction des besoins (62 places en moyenne)
- ❑ Enfin l'hébergement des demandeurs d'asile, le temps d'instruction de leur demande, a été assuré au moyen d'un parc de 274 places (Aurillac, Champagnac, Saint-Flour), en diminution de 20 places du fait de l'incendie du CADA de Champagnac

Mettre en œuvre une politique éducative inclusive et innovante

- ❑ Le ministère de l'éducation nationale a renforcé sa stratégie en matière de prévention et de prise en compte du harcèlement scolaire par un plan interministériel présenté le 27 septembre 2023 et décliné dans le département avec une logique « 100% prévention, 100% détection, 100 solutions :
 - Numéro unique 3018 avec une écoute assurée par des psychologues, des juristes et des spécialistes du numérique
 - Généralisation du programme pHARe, lancé en 2021, à tous les établissements et mise en place d'un référent départemental
 - Formation de l'ensemble des personnels d'ici 2027
- ❑ Le Conseil national de la refondation, qui vise à mettre en œuvre une nouvelle méthode pour construire au plus près des citoyens des transformations concrètes a été décliné dans le Cantal avec des concertations locales au sein des établissements scolaires: 54 projets ont été présentés, 38 ont été validés avec un financement de 175,376 euros bénéficiant à 8.447 élèves

Mettre en œuvre une politique éducative inclusive et innovante

❑ L'inclusion des élèves scolarisés dans les établissements médico-sociaux est demeurée une priorité en 2023. Les élèves des unités d'enseignement externalisées (UEE) peuvent être scolarisés, en fonction de leur capacités, jusqu'à 12h00 dans le milieu ordinaire, le temps restant étant consacré à des activités thérapeutiques et éducatives. Dans chaque UEE, les enseignements sont assurés par un enseignant spécialisé et les élèves sont accompagnés par un éducateur spécialisé.

| Handicap auditif (PEP15) | Autisme (ADAPEI) | IME Mauriac (ADSEA) | IME Saint- Flour (Hôpital) | IME Marmahac (ADAPEI) | DITEP (ADSEA) | Pédo- psychiatrie |
|------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------------|-------------------------------------|
| Ecole des alouettes Aurillac | Ecole maternelle Ytrac | Ecole Jules Ferry Mauriac | Collège La Vigière Saint-Flour | Ecole Jussac | Ecole Besserette Saint-Flour | Ecole de la Jordanne Aurillac |
| | Ecole maternelle Le Rouget | Collège le Méridien Mauriac | | Collège La Jordanne Aurillac | Collège Blaise Pascal Saint-Flour | |
| Ecole de Tivoli Aurillac | Ecole de Tivoli Aurillac | | | EREA Aurillac | Ecole frères Delmas Aurillac | |
| | | | | | Collège Jeanne de la Treille Aurillac | |

Soutenir la vie associative et l'engagement des jeunes

- ❑ En 2023, le fond de développement de la vie associative a permis d'accompagner les associations cantaliennes:
 - 153 actions soutenues pour 234.000€ soit au titre du fonctionnement, soit au titre d'actions innovantes
 - 10 associations ont bénéficié de financement pour la formation à destination de leurs bénévoles, pour un montant de 17.000€
- ❑ Le département a bénéficié de 30 postes FONJEP, pour un montant financier de 215.000€, pour soutenir, au sein d'associations agréées, des projets nécessitant l'emploi de personnel qualifié
- ❑ Le Service civique a pour objet de renforcer la cohésion nationale et la mixité sociale en offrant à toute personne volontaire de s'engager en effectuant une mission d'intérêt général auprès d'une personne morale agréée. 179 volontaires ont été recrutés dans le Cantal, soit une hausse de 5% par rapport à 2022
- ❑ 127 jeunes cantaliens ont effectué un séjour de cohésion du Service national universel (SNU) dans un autre département, tandis que le Cantal a accueilli 580 jeunes volontaires au sein de deux centres SNU (Vic-sur-Cère et Bassignac)

Favoriser la pratique sportive

- ❑ L'Etat favorise la pratique sportive en finançant la création d'équipements, en soutenant les clubs et les pratiquants
- ❑ Outre les financements obtenus au titre de la DSIL ou de la DTER, dans le cadre des différents programmes de subventions de l'Agence Nationale du Sport, 506.972 € ont été attribués aux collectivités en 2023:
 - Au titre des équipements sportifs structurants, le centre de tennis couvert, de padel et de courts extérieurs de Saint-Flour a été financé à hauteur de 280.000€
 - Au titre du plan 5.000 terrains de sports, plusieurs équipements ont été financés pour un montant global de 227.000€: terrain de padel et aire de fitness au Rouget-Pers, city stade de Montsalvy, terrain multisports de Saint-Ilhde, parcours sport-santé de Saignes...
- ❑ Pour 2023, l'ANS a subventionné la création de 5 nouveaux emplois sportifs pour un montant de 58 000€ (subvention de 10 à 12.000 euros pour une durée de trois ans). 8.000€ ont également permis de financer des emplois de manière ponctuelle dans des structures en difficulté
- ❑ Le pass' sport prend la forme d'une allocation permettant de soutenir le financement de l'inscription dans un club ou une structure sportive en proposant une aide forfaitaire de 50 € versée par l'Etat aux structures sportives pour réduire le coût de l'adhésion ou de la licence sportive. En 2023, 3121 jeunes cantaliens et cantaliennes ont bénéficié du dispositif, pour un montant total de 156 050 €

Sauvegarder le patrimoine et favoriser l'accès à la culture

☐ L'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP) accompagne les propriétaires publics et privés pour l'entretien des monuments historiques. En 2023, Elle a formulé 2.850 avis et réalisé 500 visites et rendez-vous. Elle instruit et accorde également des subventions pour des travaux: en 2023 146.000€ pour des travaux d'entretien (51.000€ pour des monuments Etat et 95.000€ pour des monuments non Etat) et 1.560.000€ pour des crédits d'investissement, dont 606.000€ de part Etat

☐ Le pass Culture est destinée à faciliter l'accès à une offre culturelle diversifiée aux jeunes de 15 à 20 ans:

- De 15 à 17 ans, un crédit individuel variable en fonction de l'âge et un crédit collectif géré par les enseignants;
- A 18 ans, un crédit individuel de 300€, utilisable pendant 2 ans

A fin décembre 2023, 40% des jeunes de 16 ans éligibles avaient activé leur compte sur l'année, ce qui dénote une marge de progression (objectif fin 2026: 64%)

☐ L'Etat a soutenu la création artistique par le financement de structures parmi lesquelles la scène conventionnée du théâtre d'Aurillac (112.000€), le centre national des arts de la rue (722.000€) ou la ferme de Trielle (56.000€).

Maintenir le devoir de mémoire

- ☐ L'école des jeunes porte-drapeaux rencontre un succès croissant: avec deux promotions formées (17 jeunes formés en 2023 et 43 jeunes formés en 2022), plusieurs valorisations médiatiques et la participation d'un jeune porte-drapeau du Cantal au défilé du 14 juillet à Paris
- ☐ La création, en lien avec le service des archives départementales, d'une exposition itinérante valorisant le parcours de Justes du Cantal
- ☐ La valorisation, à l'occasion du 11 novembre, du carré militaire d'Aurillac avec un travail d'aménagement paysager réalisé par des jeunes de l'établissement régional d'enseignement adapté (EREA) Albert Monier

Améliorer l'accès aux services publics

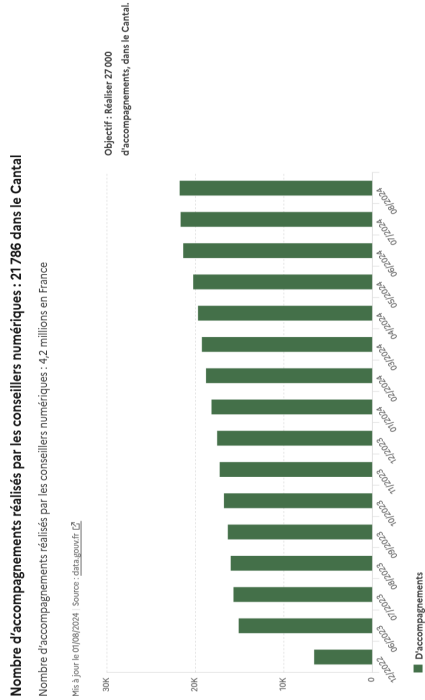
- ❑ La structuration et l'animation, aux côtés des collectivités et organismes partenaires, du dispositif France Services permet de proposer aux citoyens un service public de proximité pour réaliser des démarches administratives dans divers domaines de la vie courante. L'Etat a apporté un concours financier de 35.000€ par espace France Services en 2023
- ❑ En préfecture et sous-préfectures, des points d'accueil numérique assurent un accompagnement pour des procédures plus spécifiques
- ❑ Dans le Cantal, avec 19 espaces France Services, dont un espace mobile déployé par le conseil départemental, l'objectif de maillage territorial est atteint. Il convient maintenant de se concentrer sur deux objectifs:
 - Le maintien d'un taux élevé de satisfaction des usagers (98% pour un objectif à 95%)
 - Une meilleure communication pour faire connaître le panel de services et accroître le nombre de démarches réalisées au sein des espaces France Services: le nombre d'actes mensuels s'établit à 4.500, en progression sensible par rapport à 2022 (3300) mais encore loin de l'objectif fixé pour 2026 (7300)

Focus sur le réseau des finances publiques au service des partenaires et des usagers

- ❑ Le 1^{er} janvier 2023 a marqué l'achèvement de la réorganisation du réseau de la DDFIP avec la création du service de gestion comptable (SGC) d'Aurillac et la création de la trésorerie hospitalière du Cantal. Il se compose dorénavant de 3 SGC, de 8 conseillers aux décideurs locaux (CDL) chargés du conseil aux ordonnateurs et des services en charge de la fiscalité, tous à compétence départementale. En outre le 1^{er} septembre 2023, le Cantal a accueilli un service national relocalisé, le service d'appui à la publicité foncière d'Aurillac (14 agents à l'ouverture, une quarantaine à la cible 2026)
- ❑ Pour faciliter l'accès aux services, la DDFIP a développé des partenariats avec le réseau France Services, des mairies volontaires (Saignes, Lanobre) et les buralistes agréés de la Française des Jeux
- ❑ En 2023, le service aux usagers de la DDFIP c'est :
 - 161 000 contacts dans les services de la DDFIP dont 18% de rendez-vous physiques et 82% de contacts téléphoniques ou par messagerie sécurisée
 - 3 279 usagers reçus dans un espace France Services ou une mairie partenaire
 - 5 543 paiements, pour un montant de 633 585€, chez les 58 buralistes agréés

Une méthode pour rendre compte des résultats: le baromètre de l'action publique (1/2)

- ☐ Créé en janvier 2021, et renouvelé au printemps 2023, le Baromètre des résultats de l'action publique présente l'avancement de 60 politiques prioritaires du Gouvernement au niveau national et dans les régions et départements territoriaux. L'objectif est de rendre compte aux Français des résultats de l'action publique dans leur département avec le taux de réalisation d'un objectif fixé sur la période 2022-2027
- ☐ Accessible depuis le lien suivant: <https://www.info.gouv.fr/politiques-prioritaires>
- ☐ Exemples de données disponibles:

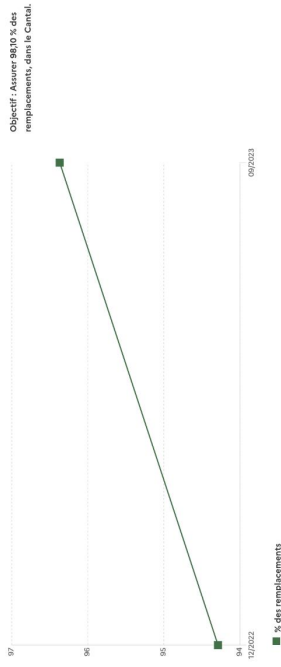


Une méthode pour rendre compte des résultats: le baromètre de l'action publique (2/2)

Taux d'efficacité du remplacement second degré (absences supérieures à 15 jours) : 96,37 % dans le Cantal

Taux d'efficacité du remplacement second degré (absences supérieures à 15 jours) : 94,50 % en France

Mis à jour le 01/09/2023 Sources : data.gouv.fr, L2



Nombre de dossiers MaPrimeRénov' validés : 8 592 dans le Cantal

Nombre de dossiers MaPrimeRénov' validés : 2,3 millions en France

Mis à jour le 29/06/2024 Sources : data.gouv.fr, L2

